

150 000 000

THE LIBRARY  
THE UNIVERSITY OF JORDAN

TRENTE-TROISIÈME ANNÉE — N° 9867

40 PAGES

VENDREDI 15 OCTOBRE 1976

## Grève à La Hague contre la privatisation du secteur nucléaire

(Lire page 36 l'article  
de P.-M. DOUTRELANT.)

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;  
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 12 fr. ; Canada, 5 C. ; Danemark, 2 kr. ;  
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 25 rls. ; Italie, 300 L. ; Liban, 125 p. ;  
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;  
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts. ; Yougoslavie, 10 d. din.  
Tarif des abonnements page 34

S. RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 6207-25 Paris  
Tél. Paris 47 6300-2  
Tél. : 246-72-23

## L'O.L.P. « résistera jusqu'au bout »

### Le dilemme des Palestiniens au Liban

Le scepticisme des observateurs quant à la volonté de la Syrie d'aboutir à un compromis avec la résistance palestinienne paraît largement justifié par les événements de ces trois derniers jours. Quelques heures après la conclusion d'un « accord de principe » à la conférence de Chataura, l'armée de Damas déclenchait le mardi 12 octobre une offensive contre des localités stratégiques tenues par les fedayin et leurs alliés libanais.

Pourtant, les représentants de M. Yasser Arafat à Chataura avaient consenti des concessions de taille : en acceptant d'ouvrir des négociations avec les délégués du président Assad avant le règlement du conflit entre la droite et la gauche libanaise, en renonçant à la « condition préalable » du retrait des forces syriennes, ils s'étaient engagés à reconnaître le rôle politico-militaire de Damas au Liban. Le président de l'O.L.P. avait, en outre, pris l'engagement de retirer les fedayin de la montagne chrétienne (en échange de quoi les chrétiens devaient se retirer de certaines positions entravant la liberté de circulation sur les grands axes routiers) et, surtout, d'appliquer scrupuleusement la convention de 1969 qui régit et limite la présence et les activités des commandos palestiniens dans le pays.

Le président syrien a jugé ces concessions insuffisantes. M. Assad insistait pour que les diverses dispositions de l'accord de Chataura — notamment celle ayant trait à l'instauration d'un cessez-le-feu — soient appliquées sous le contrôle des « casques blancs » de la « force de la paix » arabe, et non pas sous les auspices de l'armée syrienne. Le général Assad, qui entend demeurer seul maître du jeu, a demandé un délai de « réflexion de quarante-huit heures, sans doute pour tromper la vigilance de ses adversaires puisqu'il a donné promptement l'ordre à ses troupes d'avancer en direction du Beyrouth sur deux axes, l'un au sud, l'autre à l'est de la capitale.

Il n'est pas douteux que le président Assad préférerait, et de loin, atteindre ses objectifs politiques par un « accord d'armistice » consenti. Les chefs d'Etat arabes qui doivent se réunir le 8 octobre au Caire ne pourraient alors qu'entériner le compromis auquel le principal intéressé, M. Arafat, aurait souscrit. Les Etats — tels que l'Irak et la Libye — qui prônent l'adoption de mesures de rétorsion contre Damas seraient donc isolés. Les pays producteurs de pétrole, qui alimentent les caisses syriennes, n'auraient plus aucune raison de réviser leur attitude.

Il en va tout autrement si l'armée syrienne devait tenter de liquider militairement ses adversaires. Le coût de l'opération en vies humaines accablait sans doute l'indignation de l'opinion arabe et dresserait contre le régime de Damas des gouvernements arabes qui ont observé jusqu'à son dernier jour une attitude de neutralité bienveillante. C'est pourquoi l'offensive de l'armée syrienne demeure jusqu'à ce jour relativement limitée.

Le dilemme dans lequel est enfermée la résistance palestinienne est redoutable : elle est sommée, en quelque sorte, de choisir entre une capitulation politique et une défaite militaire, laquelle paraît à la plupart des observateurs être inéluctable, compte tenu de la supériorité écrasante de l'armée syrienne.

### Dernière minute

MILTON FRIEDMAN  
Prix Nobel d'économie

Le prix Nobel d'économie a été attribué le 14 octobre à M. Milton Friedman, professeur à Chicago et chef de file de l'école « monétariste ».

## La victoire des « modérés » en Chine

### Les critiques des forces « de droite » se font de plus en plus rares

Les organes chinois d'information viennent de mettre une sourdine à leurs attaques contre « les déviationnistes de droite » et notamment contre leur « chef de file », M. Teng Hsiao-ping. Un représentant de ce courant, M. Wan Li, ministre des chemins de fer, récemment écarté du pouvoir, vient même de retrouver ses fonctions. La presse dont, selon toute vraisemblance, les représentants de la « gauche » ont été éliminés au profit des « modérés », lance des appels à la « discipline ». Mais elle ne soutient toujours pas mot de la promotion de M. Hua Kuo-feng. Aucun indice n'est d'ailleurs parvenu jusqu'à présent pour confirmer les rumeurs, diffusées par certains journaux de Tokyo et de Hongkong, selon lesquelles les dirigeants de « gauche » récemment arrêtés seraient déjà exécutés.

On apprend aussi que le plan quinquennal — entré en vigueur au début de 1976 — serait révisé. Le volume des échanges avec l'Occident serait accru. Or on reprochait notamment à M. Teng Hsiao-ping de vouloir « mettre la Chine sous la tutelle de l'étranger en matière de technologie ».

Toujours selon des rumeurs, d'importantes réunions auraient lieu actuellement à Pékin. Un calme total règne, en tout cas, dans la capitale et dans les grandes villes de province, ce qui a sans doute permis à M. Chiao Kuan-hua, ministre chinois des affaires étrangères, d'affirmer, mercredi à Paris, que « la situation est très bonne » dans son pays.

## La fragilité des idéologues

par MICHEL TATU

En matière de « pékinologie », la réalité dépasse toujours la fiction : on a beau avoir été édifié par la disgrâce de Teng Hsiao-ping, suivant de si peu son surprenant retour au pouvoir, et plus encore par la fin tragique de Lin Biao, survenue dans les circonstances rocambolesques décrites par la suite, rien n'y fait : les événements de la vie politique chinoise paraissent toujours plus « gros », plus spectaculaires que ce que l'analyse la plus audacieuse se hasarderait à prédire, même à propos de ce pays qui pourtant, avec plus de franchise que tous les autres Etats communistes, reconnaît et même légitime la lutte pour le pouvoir.

Sans doute, le protocole solennel qui entoure la relation des activités publiques des dirigeants, le secret qui pèse sur toutes leurs délibérations font-ils encore une trop forte impression : il est difficile de deviner la violence des empoignades derrière la politesse

glacée des manifestations et communiqués officiels. Mais s'il était impossible d'imaginer que la défaite du « groupe de Changhaï » prendrait une forme aussi brutale si peu de temps après la mort de Mao, un tel aboutissement pouvait être retenu d'emblée comme l'hypothèse la plus probable. Ce groupe avait fort peu de chances de l'emporter dans la direction du parti, et cela pour deux raisons au moins :

1) Il était trop proche du leader défunct et dépendait trop pour sa survie de sa protection. L'observation peut paraître paradoxale, alors que tout le monde s'accorde à reconnaître encore bruyamment du Grand Timonier, dans la déposition mortelle va même être embaumée par les vainqueurs du jour. Mais il n'était pas besoin d'exagérer leur cynisme pour penser que le culte voué à Mao ne s'étendrait pas à ses protégés.

(Lire la suite page 2.)

## M. Giscard d'Estaing s'efforce de reprendre l'initiative politique

### Les critiques des forces « de droite » se font de plus en plus rares

M. Raymond Barre a affirmé d'une manière catégorique, mercredi après-midi 13 octobre, devant les trois groupes de la majorité réunis à l'Assemblée nationale, son opposition à l'institution d'un impôt sur le capital. Le premier ministre a regretté que le ton « courtois » de sa réponse à ce sujet, la veille, à la tribune du Palais-Bourbon ait entraîné une « interprétation erronée », dont la chute de la Bourse a été, selon lui, la conséquence.

Pour sa part, M. Valéry Giscard d'Estaing a demandé aux membres du gouvernement, au cours du conseil des ministres, mercredi matin, d'« aider personnellement » M. Barre « dans son action et notamment dans son action d'explication tant devant le Parlement que devant l'opinion publique ». De diverses façons et à la faveur de la sortie de son livre, le président de la République s'efforce de reprendre l'initiative politique.

Sur les marchés des changes, le redressement du franc, amorcé mercredi en fin d'après-midi, s'est confirmé jeudi matin, les cours du dollar et du deutschemark passant respectivement de 5,02 à 5,005 F, et de 2,060 à 2,062 F.

Quelles que soient les justifications officieuses avancées par l'entourage du chef de l'Etat, l'appel par lequel celui-ci vient d'inviter solennellement les membres du gouvernement à « aider personnellement » M. Raymond Barre dans son action « et notamment dans son action d'explication » dénote un certain malaise, que d'autres signes avaient rendu visible au cours des dernières semaines. On explique à l'Elysée que le président de la République est satisfait de son gouvernement, dont les membres « ne font pas état publiquement de divergences », mais qu'il attend de ses ministres qu'il « s'engagent » dans « le grand effort d'information » exigé par la lutte contre l'inflation.

On prend bien soin de préciser, dans les mêmes milieux, que cette exhortation n'implique aucune critique sur l'action menée depuis un mois, même si plusieurs ministres l'ont aussitôt compris ainsi. En réalité, souligne-t-on, les membres du gouvernement sont appelés aujourd'hui à sortir de leurs domaines immédiats de compétence et à « prendre en charge collectivement les succès du plan Barre » parce que celui-ci va entrer, dès son adoption par le Parlement, dans sa phase d'exécution. Il convient donc que tous les responsables politiques se mobilisent pour en exposer inlassablement les thèmes.

THOMAS FERENCZI  
(Lire la suite page 9.)

### Un entretien avec le préfet de la Corse

## « IL FAUT ADAPTER LA LOI AUX CIRCONSTANCES LOCALES » déclare au « Monde »

M. Jean Riola

Dans l'entretien qu'il a accordé à Jacques de Barin, au lendemain des événements de Corte et au moment où le groupe d'instruction de la légion étrangère quitte cette ville, M. Jean Riola, préfet de la Corse, fait part de ses réactions et de ses intentions sur : la présence de la légion (et surtout l'incompatibilité d'humeur avec la population), les attentats (« des risques d'affrontement »), le maintien de l'ordre (« il faut adapter la loi aux circonstances locales »), l'action des élus (« leur rôle économique est prépondérant »), la fraude électorale (« il faut assainir les mœurs »). Il termine par cette réflexion : « Les autonomistes se trompent, mais je les aime bien car ils aiment leur pays. »

(Lire pages 24 et 25.)

### AU JOUR LE JOUR

## L'EDEN, ET APRÈS ?

Pourquoi les Français bouderaient-ils l'idée d'une société libérale arancée ? Ils n'ont aucune raison de le faire. La société libérale avancée serait toujours mieux que ce qu'on connaît actuellement.

Le malheur, c'est qu'on a l'impression que l'air du temps, la crise du pétrole, la sécheresse, l'inflation, le « spleen » gaulliste, les plus-values et autres calamités naturelles, repoussent sans cesse le jour où tous les Français, vêtus de blanc et coiffés de colliers de fleurs, passeront sous l'arc triomphal de la société libérale enfin avancée.

C'est pourquoi il est bon que M. Giscard d'Estaing ait décidé d'écrire un livre sur cet insaisissable Eden. Nous avons déjà la lumineuse impression de le tenir dans notre main.

BERNARD CHAPUIS.

### LA RENTRÉE ROMANESQUE

## L'enfant dans le livre

La saison romanesque est marquée par l'abondance de débuts de tous les âges. L'enquête de François Bitt dans « Le Monde des livres » du 1<sup>er</sup> octobre sur les romans qui ont poussé ces nouveaux venus à écrire a mis ce trait en évidence.

Mais le nombre de romans qui, cette année, prennent l'enfant comme sujet, comme héros ou comme porte-parole, est non moins remarquable. Yves Florenne, dans les pages 20 et 21 du « Monde des livres » en a réuni sept pour mieux faire jouer entre eux les ressemblances et les oppositions, détecter aussi ceux qui ressortent avec un éclat particulier.

Parmi ces auteurs, certains, comme Alix d'Unienville, Anne Loesch, Annie Sauvaumont, ont déjà une œuvre derrière eux, qui ne s'attache pas d'une manière privilégiée à l'enfance. Le choix de ce thème pour leur roman d'aujourd'hui n'en est que plus significatif. Paul Wagner, lui, s'est fait une réputation avec « Graine d'ortie » et continue sur sa lancée. Jean-Yves Moek et Guyette Lyr font leurs premières armes. Michel Berthet en est à son second roman. Des sociologues, des psychologues, pourraient sans doute nous

dire ce que signifie cette primauté que les romanciers accordent aujourd'hui à l'enfant. Est-ce une fuite ? un refuge ? l'envie de promener sur le monde un regard pur et dur ? Le moyen d'essayer un nouveau langage qui soit à la fois création verbale et dénonciation, comme l'on dernier Emile Ajar l'avait tenté dans « La Vie devant soi » ? So rassurez et le succès du livre ont pu jouer aussi sur cette invasion actuelle d'enfants dans le roman.

De cette recherche d'un nouveau langage, témoignent Michel Berthet, Annie Sauvaumont, dont les précédents se rapprochent, et les messages lapidaires de Jean-Yves Moek. Mais cette recherche ne va pas sans sophistication. C'est aussi chez ces trois auteurs que la vision est la plus noire. Ils passent au crible l'univers des adultes plutôt qu'ils ne recréent le vert paradis.

Celui-ci, en revanche, jaillit avec une étonnante fraîcheur et sans la moindre mièvrerie de « la Fuite en douce », de Guyette Lyr, une nouvelle venue, une comédienne de profession. C'est à elle, merveilleuse sourcière, que pour son naturel Yves Florenne accorde la palme.

JACQUELINE PIATIER.

## L'Ouest algérien à l'heure industrielle

La réalisation du deuxième plan quadriennal algérien (1974-1977) bat son plein. Il prévoit la mise en place de quelque deux mille usines sur l'ensemble du territoire. Après avoir été quelque peu délaissée dans cette course à l'industrialisation au profit des zones désé-

ritées de l'est du pays, l'Oranie commence à combler son retard. Mais le développement simultané de la révolution agricole et de la révolution industrielle ne va pas sans problèmes. C'est ce qu'a constaté notre envoyé spécial en Oranie et à Alger.

### I. — De la vigne au pétrole

De notre envoyé spécial  
DANIEL JUNQUA

ORAN. — Tous les Oranais vous le diront : pour découvrir leur ville dans sa totalité, pour admirer ce paysage aux couleurs contrastées et pourtant harmonieuses dont la Méditerranée à le secret, il faut emprunter la route sinueuse qui conduit au sanctuaire de Santa-Cruz. La cité nonchalante et plusieurs fois centenaire se livrera alors, avec ses vieux immeubles aux toitures

pastel, bleu ou ocre délavé, qui s'étendent en bordure du port dans le célèbre quartier de la « Marine ». Derrière ce qui fut le noyau initial d'Oran, le soleil fait étinceler les façades blanches de la ville moderne hérissée de tours et de buildings — le « petit New-

York » comme l'appellent ses habitants.

De l'Algérie, l'Oranie était le verger et la cave. L'exceptionnelle richesse de ses terres et la relative abondance de l'eau ont favorisé le développement d'une agriculture basée surtout sur la vigne. La vocation commerciale d'Oran s'est accentuée au cours de la guerre d'Algérie, le trafic du port s'accroissant de façon considérable. Mais l'exode massif des Européens au lendemain de l'indépendance devait entraîner un déclin de plusieurs années.

Il suffit de circuler dans les rues et de remonter, en fin d'après-midi, la plus célèbre d'entre elles, la rue d'Arzew, devenue la rue Larbi-Ben-M'hidi, pour prendre la mesure de l'exceptionnel développement que connaît de nouveau la ville.

De trois cent vingt-cinq mille habitants recensés en 1966, la population est passée aujourd'hui à huit cent mille. L'université, installée dans d'anciennes casernes à proximité de l'aéroport, compte dix mille étudiants, et une seconde est en construction sur la route d'Arzew. Oran mérite plus que jamais son titre de capitale de l'Ouest algérien. La région s'étend de Saida et Tiémou à la côte s'industrialise et se développe à un rythme soutenu et tend à combler l'écart qui existait avec l'est du pays. L'Oranie, qui s'était déjà dotée, avant l'indépendance, d'un embryon d'industrie, renoue ainsi avec une tradition qui ne s'était jamais complètement éteinte.

(Lire la suite page 5.)

## Pierre Emmanuel La vie terrestre



A partir de phénomènes collectifs aussi divers que la pornographie, le camouflage de la mort, l'ennemi de la pensée religieuse, un appel à la part féminine de l'être, pour pallier l'indigence affective de tous.

SEUIL

# ASIE

## APRÈS L'ÉLIMINATION POLITIQUE DE LA « GAUCHE » EN CHINE

### La presse réaffirme « les règles de la discipline du parti » et met une sourdine aux attaques contre M. Teng Hsiao-ping

Pékin. — Si aucune confirmation officielle n'a été donnée des arrestations de membres du bureau politique du P.C. — et encore moins des rumeurs d'écutions —, il est clair qu'un vaste travail d'explication et de mise en condition est engagé depuis plusieurs jours dans la population. L'opération est beaucoup plus visible en province, d'où commencent à parvenir quelques échos, qu'à Pékin, où les échos des événements exceptionnels sont en cours de réajustement. Des voyageurs rapportent qu'un meeting de masse réunissant plusieurs dizaines de milliers de personnes s'est tenu lundi, à Hangzhou, pour souligner, avec accompagnement de gongs et de tambours, la nomination de M. Hua Kuo-feng à la présidence du comité central. D'autres manifestations du même genre ont été signalées dans d'autres centres, y compris à Changhaï.

Des conférences ont lieu dans les universités, au cours desquelles sont étudiés des textes parfois inattendus. Ainsi rapporte-t-on que la lettre de Mao Tse-toung, datée du 8 juillet 1966 (le Monde du 2 décembre 1972), qui avait été proposée à l'étude dans le cadre de la campagne d'explication sur l'affaire Lin Biao, est de nouveau soumise à l'analyse de certains groupes d'étudiants, à Changhaï en particulier. Ce texte n'est pas sans ambiguïté, mais on note qu'il était un éclairage assez particulier sur les rapports entre le président chinois et son ami Lin Biao, l'homme qui se prétendait alors son plus proche collaborateur et l'interprète le plus fidèle de sa pensée. Le parallèle pourrait être établi avec certains des personnages aujourd'hui incriminés. Aussi bien le Quotidien du peuple adresse-t-il samedi un sévère avertissement à « quiconque manipule les directives du président Mao ».

La lecture de la presse de Pékin est, d'autre part, révélatrice d'un climat tout à fait nouveau. Les consignes de discipline sont répétées avec une force croissante de jour en jour. Mercredi, le Quotidien du peuple a mis en valeur une citation du président Mao datant de 1958, et qui n'avait pas été utilisée depuis des années : « Il est nécessaire de réaffirmer les règles de la discipline du parti ».

- 1) Soumission de l'individu à l'organisation ;
- 2) Soumission de la minorité à la majorité ;
- 3) Soumission de l'échelon inférieur ;
- 4) Soumission de l'ensemble du parti au comité central ;
- 5) Quiconque viole ces règles s'expose à la punition du parti.

Cette citation est extraite d'un rapport présenté à un plénum du comité central sur « le rôle du parti communiste chinois dans la guerre nationale ». Sa lecture montre qu'on est loin des encouragements prod-

gués, il y a quelques jours encore, aux simples militants pour qu'ils osent engager la lutte contre « les dignitaires », représentants de « la bourgeoisie au sein du parti ». La citation est d'ailleurs très peu conforme à l'esprit de la révolution culturelle, dont elle est antérieure de près de trente ans.

Jusqu'où peut aller la remise en cause des grandes orientations politiques ? Il est encore difficile de le dire, surtout dans l'ignorance totale où l'on demeure du genre de procès

politique dont sont apparemment menacés Mme Chiang Ching, MM. Wang Hong-wen, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan. Un premier indice nous a cependant été donné par un porte-parole du ministère des affaires étrangères qui répondait, jeudi matin, après vingt-quatre heures de réflexion, à la question que nous lui avions posée la veille au sujet de rumeurs concernant la présence récente de M. Teng Hsiao-ping à Pékin : la position en ce qui concerne « le problème de la critique de

Teng Hsiao-ping », a dit notre interlocuteur, « a déjà été clairement exprimée dans les propos et discours récents de nos dirigeants, ainsi que dans l'éditorial conjoint du Quotidien du peuple, du Drapeau rouge et du Quotidien de l'armée, daté du 10 octobre ». De fait, M. Li Hsien-nien, dans son allocution au banquet offert mardi soir en l'honneur du premier ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée, avait déclaré que le peuple était décidé « à approfondir la lutte pour critiquer Teng Hsiao-ping ». Mais la référence à l'éditorial du 10 octobre est du plus haut inté-

ressant car ce texte, publié le samedi où parurent les premières affiches annonçant la nomination de M. Hua Kuo-feng, et présenté aujourd'hui comme faisant autorité, contenait une allusion unique à l'« approfondissement de la critique de Teng Hsiao-ping ». Il était à cet égard d'un ton très différent de celui employé par l'éditorial du 10 octobre du Quotidien du peuple qui parlait de « transformer la critique des masses », après la mort de Mao Tse-toung, « en une balise initiale pour la ligne révolutionnaire contre-révolutionnaire de Teng Hsiao-ping » et désignait « les personnages du parti au pouvoir qui suivent la voie capitaliste » comme « la cible principale » de la révolution. De telles formules avaient non seulement disparu de l'éditorial du 10 octobre, mais celui-ci ne parlait même plus de « bourgeoisie au sein du parti ».

Les preuves abondent au reste que les thèmes d'hier ne sont plus ceux d'aujourd'hui. On cherchait en vain dans les derniers numéros du Quotidien du peuple des références à « herbes vénéneuses » que constituaient différents documents et articles-programmes rédigés « sous l'inspiration de Teng Hsiao-ping », dont la critique remplissait pourtant encore, la semaine dernière, les colonnes du journal du parti.

ALAIN JACOB.

#### DEUX BRÈVES DÉPÊCHES DE L'AGENCE TASS

(De notre correspondant.)

Moscou. — La presse soviétique du jeudi 14 octobre mentionne, pour la première fois, les événements intervenus à Pékin. Elle publie deux brèves dépêches de l'agence Tass. L'une en provenance de Londres, fait état, en se référant derrière le timonage du correspondant à Pékin du « Daily Telegraph », de l'arrestation de la veuve de Mao Tse-toung et d'autres dirigeants « qui appartiennent tous au groupe de Changhaï ». L'autre dépêche, en provenance de Paris, reprend le texte diffusé par l'A.P.F. et selon lequel « de nombreux diplomates en poste à Pékin considèrent comme exactes les informations de la presse britannique ».

### La fragilité des idéologues

(Suite de la première page.)

Les favoris ont plutôt mal fini dans l'histoire, et tout particulièrement dans les pays communistes. M. Adjobel, gendre de Khrouchchev, a perdu ses fonctions quelques jours après la disgrâce de son beau-père à Moscou. Mme Chiang Ching avait d'ailleurs moins de raisons d'échapper à la règle qu'elle s'était d'ailleurs élevée dans la hiérarchie et, s'abritant derrière l'autorité de son mari, donnait l'impression de régner des comptes personnels avec toutes sortes d'adversaires.

Le favoritisme, voire le népotisme, qui sévissait dans l'entourage de Mao dans les dernières années de sa vie, est encore illustré par les rumeurs selon lesquelles deux autres grandes victimes de la répression en cours, MM. Yao Wen-yuan et Wang Hong-wen, seraient des gendres du Grand Timonier. Il ne fait pas de doute en tout cas que le dernier nommé, bénéficiaire d'une promotion-éclair à la vice-présidence du parti en 1972, la devait entièrement à sa qualité de favori personnel du président. Soit dit en passant, sa consolidation au pouvoir aurait constitué un cas unique dans l'histoire récente des pays communistes : celle de l'accession à de très hautes responsabilités d'un prolétaire authentique ou presque, puisque le jeune Wang exerçait des fonctions très modestes dans une usine de Changhaï il y a dix ans seulement (partout ailleurs, il faut vingt ans et plus de l'enseignement dans l'appareil pour accéder au sommet, même si l'on continue de se réclamer d'une origine ouvrière de plus en plus lointaine).

Ces avatars du népotisme devaient servir d'avertissement, entre autres, aux Kim Il Sung en Corée du Nord, aux Ceausescu en Roumanie qui, à la faveur du pouvoir personnel, pouvaient, mes, enfants ou gendres vers les postes de commande. Combien de temps dureront ces belles carrières, facilement construites à l'ombre du maître du jour, mais tout aussi faciles à défaire.

2) L'autre raison est la fragilité comptable de ceux que dans les États communistes on appelle les « idéologues ». Là encore la constatation est paradoxale, concernant des régimes qui se réclament plus que tous les autres

d'une doctrine, d'une pensée, de textes sacrés et prétendent soumettre toute pratique au verdict de la théorie. Les grands prêtres de celle-ci ne devraient-ils pas l'emporter toujours sur les hommes d'action ?

C'est le contraire qui est vrai, précisément parce que l'idéologie n'est pas un commandement, contrairement à ce qu'affirmait le Grand Timonier, mais un instrument au service du pouvoir. N'importe, cette contradiction était quelque peu masquée dans la mesure où Mao était à la fois le chef du parti et l'idéologue par excellence, le penseur incontesté et quasi unique. Après lui, ce n'est plus qu'affaire d'interprétation de la pensée du défunt. Et la bonne interprétation est évidemment celle des hommes qui sont à la barre et parviennent à la garder.

#### Les « jongleurs »

Ce paradoxe n'en rend pas moins l'observation extérieure difficile. Toute la vie politique se déroulant à l'abri d'un épais vêtement théorique, les idéologues semblent tenir le haut du pavé : ce sont eux qui occupent le terrain dans la presse, seule lucarne que doit bien ouvrir vers le public, notamment étranger, la forteresse du parti. Les plus brillants d'entre eux, exposés avec agilité à la politique du jour, passent à l'attaque contre ses adversaires et donnent ainsi, à tort, l'impression qu'ils sont les puissants du moment. En réalité, ils n'en sont que l'émulsion ou le reflet. Que ces puissants soient renversés ou affaiblis, on s'aperçoit que leurs protégés ne sont que des auteurs, et que l'on ne gouverne pas avec une plume. Journalistes, comme MM. Chang Chung-chiao et Yao Wen-yuan, ou personnalités culturelles, comme Mme Chiang Ching, les idéologues ressemblent un peu aux jongleurs de profession, hommes de propagande et de culture, donc lui aussi un « jongleur ». Sans doute en veut-on particulièrement à ces hommes qui agacent et dérangent les véritables hommes de gouvernement que sont les responsables du parti et de l'État.

En tous cas, bien peu d'idéologues dans les pays communistes, ont réussi à transformer leur essai et à s'installer aux vrais leviers de commande. M. Léonide Ilitchev, en U.R.S.S., avait patiemment bâti, au début des années 60, un « empire idéologique » sur lequel il comptait pour assurer une promotion future au Politburo. Mais parce qu'il avait dû, pour ce faire, s'appuyer sur Khrouchchev et attaquer quelques-uns des adversaires de celui-ci, il dut renoncer à toutes fonctions dans le parti dès les premiers mois de l'époque Brejnev.

L'originalité de la situation chinoise tenait notamment au fait que la presse, entre les mains de la « gauche », donnait une vue partiellement erronée de la situation politique, puisqu'une tendance en fait minoritaire y donnait le ton. Elle s'explique, si l'on songe que Mao, dans les dernières années de sa vie, gouvernait lui aussi par la plume et le verbe, sans avoir de prise réelle sur les vrais rouages du pouvoir : parti, armée, gouvernement, police. Toute la révolution culturelle a été une tentative, très largement infructueuse, d'attaquer ces rouages, mais par des moyens trop « légers », comme la presse ou les affiches, et en s'appuyant trop souvent sur des forces marginales, comme la jeunesse des écoles ou, vers la fin, des quelques universités.

Un autre problème, tradition-

nel dans les pays communistes, et qui devrait être réexaminé à cette occasion, est celui du « dauphin ». Les derniers événements de Pékin prouvent que Mao avait raison de se méfier des gens qu'il avait mis en place — ou qui s'étaient imposés d'eux-mêmes — pour recueillir éventuellement sa succession : de Lin Biao-chi à Teng Hsiao-ping en passant par Lin Piao, tous — à l'exception de Chou En-lai — ont mal fini. Et pourtant, si le fondateur de la révolution était mort une ou plusieurs années plus tôt, l'un de ces hommes, selon le cas, se serait trouvé, selon toute vraisemblance, aujourd'hui dans le fauteuil de M. Hua Kuo-feng. Ce dernier a eu tout simplement la chance d'être nommé au poste-clé juste assez tôt pour être en mesure d'exercer le pouvoir au moment décisif, assez tard aussi pour n'avoir pas eu le temps de défaire.

De même, c'est un hasard de l'histoire qui a écarté M. Teng Hsiao-ping de ce poste : si Chou En-lai n'était pas mort neuf mois avant le père de la révolution chinoise, mais après lui, il aurait peut-être réussi à protéger des attaques du « groupe de Changhaï » le vice-président aujourd'hui déchu. La disparition prématurée de Chou, en effet, affaiblit l'« aile modérée » à la direction du parti et permit cette ultime victoire de la « gauche ».

Après ce nouveau retournement, doit-on s'attendre à un second retour en grâce de M. Teng Hsiao-ping ? Le ralentissement, voire l'arrêt des attaques portées contre lui, la réhabilitation d'une personne considérée comme proche de lui, porteraient à le croire, mais deux considérations invitent à la prudence. A la différence des critiques qui lui furent adressées pendant la révolution culturelle et qui figurèrent surtout sur des affiches murales, celles de cette année l'ont été le plus officiellement du monde, par la presse et dans les discours publics de dirigeants aujourd'hui au faite du pouvoir — par M. Hua Kuo-feng notamment, sur l'instruction directe de Mao Tse-toung lui-même. Il leur est difficile de se déjuger au point d'admettre à nouveau à un poste important celui qu'ils ont eux-mêmes qualifié de « réactionnaire ». Plus généralement, on ne voit pas pourquoi les puissants du jour partageraient le pouvoir avec un homme qui n'était sans doute pas leur adversaire principal, mais qui reste malgré tout un rival. Plus probable est une atténuation de sa disgrâce, un peu comme la chute de Khrouchchev en U.R.S.S. avait conduit à l'arrêt très rapide des critiques contre ses anciens adversaires (Molotov, Malenkov, Kaganovitch, etc.) sans aller pour autant jusqu'au retour de ces derniers en fonctions.

En bonne logique, la victoire des « hommes d'appareil » sur les « idéologues » devrait, si elle se confirme et se consolide, faciliter une évolution du régime vers une plus grande stabilité politique, et par conséquent vers ces structures bureaucratiques qui inquiétaient tant Mao. Toutefois, il serait plus juste de parler d'une accélération de la révolution que d'un tournant. Rien n'indique que la « gauche », si elle l'avait emporté, aurait imposé un style de direction fondamentalement différent de celui de la faction rivale : la lutte portait au moins autant sur l'occupation du pouvoir que sur la manière de l'exercer.

Sans doute simplifie-t-on toujours un peu les choses en réduisant la vie politique dans les pays communistes à la lutte pour le pouvoir. Les choix économiques, les orientations diplomatiques et même les débats idéologiques jouent leur rôle dans les luttes internes. Mais ils servent aussi, comme d'ailleurs dans d'autres pays, de paravent commode à la lutte pure et simple pour le pouvoir, ce vieux moteur humain que Marx a un peu trop négligé.

MICHEL TATU.

### LE MINISTRE DES CHEMINS DE FER VIENT DE RENTRER EN GRACE

Pékin (A.P.F.). — M. Wan Li, le ministre des chemins de fer, qui avait été relevé de ses fonctions il y a quelques mois pour « complaisance » envers M. Teng Hsiao-ping, a retrouvé son portefeuille. Cette indication a été fournie au début de cette semaine à des diplomates occidentaux par des responsables du ministère des chemins de fer.

Il s'agit là d'un changement tout récent. Le 25 septembre, ces mêmes responsables avaient répondu à la même question — posée par M. Rowling, ancien premier ministre néo-zélandais — en donnant le nom de M. Kuo Lu, l'adjoint de M. Wan Li (« le Monde » du 28 septembre). Il s'agissait là de la première confirmation officielle de la chute du ministre.

M. Wan Li avait été sévèrement critiqué ces dernières semaines en province sur des affiches dont les auteurs l'accusaient de complaisance avec le vice-premier ministre Teng Hsiao-ping, limogé en avril pour « dévotionnisme de droite ». M. Wan Li avait également été la cible de violentes attaques des gardes rouges pendant la révolution culturelle et avait été soumis à un « meeting de masse » en décembre 1966.

Quand il fut confirmé, le mois dernier, qu'il avait perdu son portefeuille, M. Wan Li fut considéré comme la dernière victime en date de la purge menée contre les « dévotionnistes de droite ».

### OUTRE-MER

#### Nouvelle-Calédonie

### La majorité bloquera les institutions dans l'attente d'un dialogue avec Paris sur l'autonomie interne

De notre correspondant

Nouméa. — En décidant de « surcroît à l'examen de tout texte à caractère budgétaire dans l'attente de l'aboutissement du dialogue souhaité par les Calédoniens », la nouvelle majorité, la 18e (voix contre 17) de l'Assemblée territoriale a bloqué le fonctionnement des institutions locales de Nouvelle-Calédonie jusqu'à ce que le gouvernement accepte d'engager le dialogue pour l'élaboration d'un statut d'autonomie interne. Le nouveau président de l'Assemblée, M. Rook Pidojot (Union calédonienne), qui devait regagner Paris jeudi 14 octobre, sera porteur d'un mémorandum reprenant l'essentiel des motions votées par la majorité. Celle-ci fait de l'obtention d'un statut d'autonomie interne une condition préalable à toute mesure d'ordre économique ou budgétaire, et en l'absence des modifications des structures nécessaires au développement économique harmonieux du territoire, développement qui ne dépend plus des Calédoniens, mais des pouvoirs parisiens. Il ne peut être envisagé de demander aux Calédoniens de nouveaux efforts fiscaux.

#### Un vif débat

Le débat, souvent vif, a permis aux formations de l'ancienne majorité dite « des partis nationaux », de mettre en lumière les contradictions internes de la coalition qui a porté M. Rook Pidojot à la présidence de l'Assemblée. Si, au sein de cette coalition, une partie des conseillers fixe comme terme à l'évolution du statut du territoire l'autonomie interne, d'autres, tel M. Yeh Céline Ugeux (Union nationale), sont partisans de l'indépendance canaque. Pour lui, en effet, « vouloir demander l'autonomie interne serait accepter la départementalisation ».

De son côté, le président sortant, M. Dick Ukeiwe (Union démocratique), a demandé : « Doit-on considérer que l'union multiraciale se constitue de l'autonomie interne ou bien doit-on considérer que la nouvelle majorité est favorable à l'indépendance canaque ? » Pour l'heure, en tout cas, la motion

signée demande le respect du choix constitutionnel du 17 décembre 1958, c'est-à-dire un statut de territoire d'outre-mer.

En revanche, l'opposition des partis de la nouvelle majorité (Union calédonienne, parti socialiste calédonien, Union multiraciale, Union progressiste multiraciale et Front populaire calédonien) à l'application aux enseignements privés du territoire de la loi Debré ne soulève aucune équivoque. Le problème est à la fois politique et ethnique. Il s'agit, pour ceux qui refusent l'application de la loi Debré d'éviter une « opération d'intégration » et d'insister sur le fait que la politique de départementalisation, c'est pourquoi l'aide que l'État était prêt à accorder dans le cadre de la loi Debré (1 milliard de francs C.F.P.) est sollicitée sous forme de subvention au territoire. Mais l'aspect ethnique du problème est tout aussi important. Pour les comités mélanésiens de défense de l'enseignement privé qui ont mené une campagne active : « Ne pas écarter le monde mélanésien et les propositions de l'enseignement privé, c'est détruire l'une des racines de la présence française en Nouvelle-Calédonie ».

Avant que l'Assemblée territoriale ne revienne sur le principe de l'application de la loi Debré, M. Claude Erignac, secrétaire général du territoire, avait mis en garde les conseillers, affirmant : « Aucune autre voie légale n'est possible en dehors de la loi Debré et aucune autre formule ne pourrait être plus libérale que celle qui a été adoptée ». M. Erignac avait aussi insisté sur les incidences immédiates d'un tel vote, le territoire se privant des appuis financiers nécessaires au bon fonctionnement de l'enseignement privé et il avait proposé aux conseillers de s'assurer à leur décision dans l'attente des décrets d'application préparés par le gouvernement.

Enfin, dans une troisième motion la nouvelle majorité s'est opposée à toute modification du mode de scrutin en vigueur pour les élections territoriales.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

### BOUCHARD PÈRE & FILS

Depuis 1731  
80 Hectares  
dont 67 hectares de  
premiers crus et  
grands crus



"Documentation L.M.  
sur demande à Maison"  
**BOUCHARD PÈRE & FILS**  
Négociants au Château  
21201 Beaune  
Tél. (80) 22.14.41 +  
Téléc. 350830 F

### En visite à Paris LE MINISTRE CHINOIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ASSURE QUE « LA SITUATION EST TRÈS BONNE » DANS SON PAYS.

M. Chiao Kuan-hua, ministre chinois des affaires étrangères, a eu, ce jeudi 14 octobre, un second entretien avec son collègue français, M. de Guiringaud, qui l'avait reçu, mercredi, en tête à tête avant d'offrir un dîner en son honneur.

Le ministre chinois avait été également mercredi l'hôte à déjeuner de M. Giscard d'Estaing. En quittant l'Élysée, il a déclaré : « (...) Je sors d'une conversation très amicale et très bonne avec le président de la République. L'amitié entre la Chine et la France est excellente. Les relations entre nos deux pays deviendront encore meilleures. » A propos des relations sino-soviétiques, M. Chiao Kuan-hua a dit :

« L'Union soviétique nous malmeine ; le problème ne réside pas de notre côté. » Interrogé sur la situation en Chine, il a déclaré : « La situation est très bonne. » Selon M. Lecat, porte-parole de l'Élysée, la première partie de la conversation entre M. Giscard d'Estaing et M. Chiao Kuan-hua a porté sur la situation en Europe, notamment en matière de dépenses : « La politique d'autonomie de décisions, qui est la trait caractéristique de la politique de défense de la France, retient particulièrement l'intérêt des Chinois », a dit M. Lecat.

JR 14-10-1976



الشرق الأوسط

# PROCHE-ORIENT

## LE CONFLIT LIBANAIS ET SES PROLONGEMENTS

### Les Syriens se sont lancés à l'attaque des positions des Palestiniens et de la gauche à l'est de Beyrouth

Le centre de gravité des combats s'est déplacé au Liban. Après avoir déclenché une première offensive dans le Sud, en direction de Saïda, le mardi 12 octobre, les unités syriennes se sont lancées, mercredi, à l'attaque des positions encore tenues par les Palestiniens et les forces de gauche dans la montagne, à l'est de Beyrouth. Après une violente préparation d'artillerie, les blindés et l'infanterie syrienne ont fait mouvement, dans la matinée, en direction de Bhamdoun et d'Aley, où se trouve le quartier général palestinien-progrèsiste. Ces deux localités sont situées à une vingtaine de kilomètres à l'est de Beyrouth. Selon notre envoyé spécial, les forces

syriennes n'avaient pas encore occupé Bhamdoun jeudi matin. M. Kamal Joumblatt, chef du Front progressiste libanais, qui se trouve au Caire, a précisé, mercredi, que « les troupes syriennes utilisent des chars et des lance-missiles ainsi que des fusées auxquelles la Syrie n'avait pas encore eu recours, même sur le Golan ». Alors que la deuxième offensive syrienne vers Bhamdoun se déroule sans l'appui des forces chrétiennes dans le Sud, ces forces ont lancé des attaques, mercredi, à partir de Kaysa, vers Marjayoun. La radio de la droite libanaise, captée à Nicosie, a annoncé la chute de cette dernière localité, mais la nouvelle n'est pas confirmée.

### Une écrasante supériorité

Beyrouth. — La Syrie est en train de démontrer, à travers les attaques qu'elle lance au Liban depuis quarante-huit heures, que rien ne l'arrêtera dans sa détermination de venir à bout de la résistance palestinienne et de ses alliés de gauche. Dans le Sud d'abord, dans la montagne druze ensuite, elle a accentué sa pression sur les forces palestiniennes-progrèsistes, les délogant des positions dominantes dans chacune de ces deux régions. La nouvelle offensive syrienne lancée mercredi matin dans la région de Bhamdoun-Aley se poursuivait jeudi 14 octobre. La résistance des forces palestiniennes-progrèsistes paraît être plus sérieuse que lors des attaques syriennes précédentes, bien que ces forces adoptent visiblement une tactique souple, destinée à éviter dans la mesure du possible des affrontements directs avec une armée disposant d'une écrasante supériorité en équipements et en effectifs. C'est pourquoi les troupes des deux camps ne sont pas en contact sur le terrain. Dans cette montagne, toute imprégnée des attaques syriennes, et où les villageois ramassent les dernières olives, le roulement du canon est désormais

interrompu. En fait, il s'agit non seulement de canons, mais aussi de missiles de fabrication soviétique et d'engins de Staline au grondement terrifiant. L'armée syrienne a occupé le village de Chanay, petite agglomération druze située à 2 kilomètres de ses positions de départ, ainsi que les hauteurs qui surplombent Bhamdoun. Sa progression peut être évaluée jusqu'à 3 ou 4 kilomètres, et elle n'est pas encore parvenue jusqu'à la route Damas-Beyrouth. Néanmoins, les Syriens occupent désormais les hauteurs qui dominent la région, et s'apprêtent, selon les Palestiniens-progrèsistes, à investir la localité de Bhamdoun. Au cas où cette position, fortement défendue, tomberait, les Palestiniens-progrèsistes s'attendraient à une poussée syrienne en direction d'Aley. De là, les troupes de Damas pourraient dévaler vers le littoral afin d'encercler et d'étouffer le secteur progressiste de Beyrouth. Les troupes syriennes engagées dans l'offensive de Bhamdoun-Aley sont estimées à une brigade blindée, soit environ trois mille hommes, et une certaine de chars. Mais des effectifs bien supérieurs se trouveraient en réserve. Les forces palestiniennes-progrèsistes qui sont apparues, mais nettement moins bien équipées. Si l'on excepte l'armée de libération de

### PLUSIEURS CHEFS D'ETAT ARABES RENONCENT A ASSISTER AU « SOMMET » DU CAIRE

La réunion syro-libano-palestinienne qui devait se tenir à Chitaura le mercredi 13 octobre a été renvoyée sine die en raison de l'insécurité régnant dans la région et du bombardement par l'artillerie syrienne de la route qui aurait pu empêcher les délégués de l'Émirat de la Ligue arabe au Liban, M. Hassan Sabry El-Kholi, qui aurait lui-même, selon un qu'on dit de Beyrouth, essayé des coups de feu et protesté auprès des Syriens, a fait part de ce report au secrétaire général de son organisation, M. Mahmoud Riad, et a été aussitôt rappelé au Caire pour consultations. Il est arrivé dans la soirée de mercredi dans la capitale égyptienne. L'annulation de la réunion de Chitaura, dont l'Émirat de la Ligue arabe attendait des « décisions définitives », laisse mal augurer du « sommet » des chefs d'Etat arabes. Contrairement aux premières informations diffusées (le mardi 12-10), le nombre des souverains et chefs d'Etat présents au Caire ne s'élèvera pas à quinze. Plusieurs défections sont d'ores et déjà annoncées : le président Bourguiba se fera représenter par M. Habib Chatti, ministre des affaires étrangères. Le président libyen Kadhafi a assuré, d'une interview à une chaîne de télévision surprise, qu'il ne se joindrait pas à « des dirigeants arabes incapables de régler un problème qui les dépasse ». La Syrie ne sera pas représentée par le président Assad, mais par M. Abdel Halim Khaddam, vice-président du conseil et ministre des affaires étrangères.

● Au Caire, où est arrivé mercredi, M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P., M. Kamal Joumblatt, chef de file de la gauche libanaise, avait eu, la veille, un entretien avec le président Assad. M. Joumblatt a, à ce sujet, rapporté un voyage prévu pour jeudi en Arabie Saoudite, a exhorté les chefs d'Etat arabes à « prendre les mesures adéquates pour empêcher que ne se réalise le Liban », et à ne pas « se laisser mettre devant un fait accompli » par Damas.

### Israël

### L'annonce de nouvelles livraisons d'armes américaines

### M. Rabin se voit reprocher de miser sur M. Gerald Ford


Jerusalem. — Les élections américaines sont une véritable aubaine pour Israël, et le vote juif paraît devoir y jouer un rôle considérable. En effet, comme par enchantement, l'administration Ford a vu tout à coup disparaître les mille raisons qui, il y a seulement quelques mois, l'empêchaient de satisfaire à toutes les demandes israéliennes en matière d'équipement militaire. Plus rien désormais ne semble s'opposer à la livraison des matériels les plus modernes, et en quantité considérable. Au point que les Israéliens se demandent maintenant avec inquiétude comment ils paieront ces achats terriblement coûteux. Les spécialistes expliquent que chaque décision de fournir un lot d'armement entraîne automatiquement un déblocage de crédits équivalant au montant de la commande. C'est donc le Trésor américain qui paiera les livraisons massives annoncées au début de cette semaine. Quant au Trésor israélien, il a un certain délai pour trouver les moyens d'acquiescer cette facture, qui va s'ajouter à la dette résultant des livraisons antérieures et à celles qui sont en cours de remboursement. En quoi consistent les fournitures dont le président Ford a parlé à M. Ygal Allon au cours de la visite de ce dernier à la Maison Blanche, lundi 11 octobre ? Les Israéliens n'en souffrent rien, mais la presse américaine publie des listes impressionnantes. Il y a des avions (des modèles les plus récents), des hélicoptères anti-chars, des fusées ultra-modernes, des bombes guidées au laser, des chars « en grande quantité », et même, paraît-il, des engins dont l'armée américaine et les forces de l'O.T.A.N. ne sont pas encore pourvues. Y a-t-il, dans les bords de livraisons, les fusées Pershing, redoutables engins sol-sol, plusieurs fois réutilisés mais toujours efficaces ? Non, disent les Américains cités par les journaux israéliens, « parce que, après notre dernier refus, Jérusalem n'en a plus réclamés ». Mais le Murot du 12 octobre affirme, en manchette de sa première page, que « le nouvel armement que livreront les États-Unis surpassera les Pershing par ses qualités ». Cette prodigieuse américaine n'a pas soulevé parmi les Israéliens l'enthousiasme qu'accomplait sans

doute le président des États-Unis. Celui qui a appelé à plusieurs reprises « mon ami Rabin » au cours d'une assemblée électorale chez les juifs de Brooklyn, le 12 octobre, s'est empressé d'adresser un chaleureux bonjour public au chef de la Maison Blanche. Cela a aussitôt entraîné la réprobation de nombreux milieux politiques israéliens qui, selon un commentateur de la télévision de Jérusalem, estiment qu'il est risqué de miser sur M. Gerald Ford, ajoutant que s'il est élu, il pourra trouver un prétexte pour entraver les livraisons. Ceux qui approuvent M. Rabin — à qui il a été souvent reproché de manquer de discrétion à propos des élections américaines — jugent pour leur part que si M. Jimmy Carter fait des promesses, M. Gerald Ford accomplira des actes concrets. Les relations israéliennes de la campagne électorale qui touche à sa fin aux États-Unis sont, bien entendu, exploitées dans la campagne électorale qui s'ouvre en Israël. C'est ainsi que M. Rabin, le « cher ami » du président Ford, a obtenu que l'annonce des livraisons américaines en matière d'armement soit faite à M. Ygal Allon, ministre des affaires étrangères, et non à M. Shimon Peres, ministre de la défense, son dangereux adversaire dans la compétition qui s'engage. Mieux encore, M. Rabin a eu connaissance des samedi 9 octobre de la décision américaine, mais il n'a pu en faire part à M. Peres qu'à l'occasion du conseil des ministres habituel du dimanche.

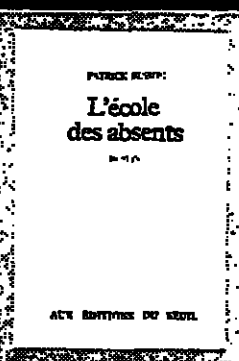
### ANDRÉ SCÉMAMA.

(Selon le Washington Post, repris par l'International Herald Tribune de ce jeudi 14 octobre, les livraisons de nouvelles armes américaines à Israël porteront notamment sur : une bombe CBU-43 et un système moderne de détection infra-rouge. Dérivé de la CBV-55 est une arme anti-personnel puissante. D'autre part, le système de détection infra-rouge, statique ou mobile, permet de distinguer une cible qui est une source de chaleur — dans l'obscurité. Les équipements de véhicules aériens ou la sont marche, dirigée, d'une troupe sont ainsi observés.)

## Les romans de la rentrée



**Claude Aubin**  
**Le marin de fortune**  
"Un merveilleux chant d'amour à Amsterdam".  
André Lande - Le Monde  
"Un livre plein de charme et d'indolence, une désinvolture pleine de liberté et de douce ironie".  
Jacques Sternberg  
Le Magazine littéraire.  
304 pages 39 F



**Patrick Besson**  
**L'école des absents**  
Comment un groupe de jeunes gens - absents à eux-mêmes et au monde - décident à pile ou face de mettre un terme à l'existence : pile ils se suicident, pile ils font un carnage. C'est pile.  
192 pages 29 F



**Raphaële Billetdoux**  
**Prends garde à la douceur des choses**  
Trois sœurs, trois visages de femmes sur lesquels, passent tous les reflets du monde. Après l'ouverture des bras de l'homme et la jeune fille en silence, l'éclatante démonstration d'un jeune talent.  
192 pages 29 F



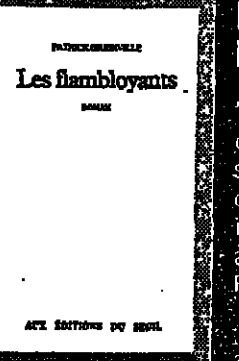
**Françoise Ducout**  
**Les anges dans nos campagnes**  
"Un cauchemar savamment organisé".  
Jean Chalon - Le Figaro  
"Une parole débridée, vociférée, haletante".  
Josane Duranteau - Le Monde  
224 pages 29 F



**Christian Giudicelli**  
**Les insulaires**  
Deux personnes proches de la folie, un narrateur lucide, un couple que la jeunesse embrase : cinq existences qui s'affrontent sous la plume attentive et prenante de C. Giudicelli.  
192 pages 32 F



**Jacques Godbout**  
**L'isle au dragon**  
Un vigoureux plaidoyer contre toutes les formes de pollution. Un récit cinglant où les mots gardent la sauvegarde de l'homme conscient de sa perte.  
150 pages 23 F



**Patrick Grainville**  
**Les flamboyants**  
"Une succession ininterrompue de scènes d'une invention surprenante, d'une sauvagerie d'un burlesque ou d'une beauté inouïable qui vous attendent à chaque page".  
Paul Morelle - Le Monde  
320 pages 45 F

Demain: Les romans de la rentrée (suite)



**Un troisième Capel pour les grands et pour les forts : Capel-Madeleine**

Capel ouvre un nouveau magasin  
26 Bd Maiesherbes 75008 Paris 266.34.21.  
Et toujours, Capel 74 Bd de Sébastopol  
75003 Paris 272.25.09 • Capel Montparnasse  
Centre commercial Maine-Montparnasse  
75015 Paris 538.73.51

**ODOUL**  
*Garde-meubles*  
208 10-30

## AFRIQUE

### République Sud-Africaine

#### Pretoria adopte de sévères mesures de restriction d'essence

De notre correspondant

Johannesburg. — Renvoyées de semaine en semaine, de nouvelles mesures de restriction d'essence ont été annoncées par M. Chris Heunis, ministre des affaires économiques, mercredi 13 octobre. A partir du 22 octobre, les Sud-Africains trouveront toutes les pompes à essence fermées du vendredi midi au lundi à 18 heures. Cette décision a été prise pour essayer de réduire l'important déficit de la balance des paiements, qui est passé de 1 502 millions de rands, de juin 1974 à juin 1975, à 1 803 millions de rands pour la même période des années suivantes. L'Afrique du Sud doit, en effet, importer la quasi-totalité de son essence quasi-totalement de son essence. Depuis l'embargo décidé par les autres pays africains, l'Iran est pratiquement son seul fournisseur. L'essence synthétique que que l'Afrique du Sud produit à partir de ses gisements de charbon ne tient actuellement qu'un rôle marginal dans la consommation domestique.

Jusqu'à présent les Sud-Africains semblent accueillir sans trop de mauvaise humeur les restrictions. Depuis 1973, les stations sont fermées du samedi midi au lundi matin. La vitesse restera toujours, pour des raisons d'économie, limitée à 90 kilomètres à l'heure. D'autre part, le chef de la police, le général Gert Prinsloo, a annoncé que ses services visaient d'arrêter les auteurs de nombreux tracts distribués dans les quartiers noirs et qui, depuis deux semaines, semblaient la panique chez certains Blancs. Ces tracts signés « La voix du peuple est la voix de Dieu » annonçaient que les Noirs « attaqueraient » entre le 5 et le 25 octobre la population blanche si le gouvernement refusait de mettre fin à sa domination dans le pays.

La police refuse de donner l'identité des personnes arrêtées, mais selon le quotidien *The Citizen*, un « dirigeant d'opinion » figurait parmi eux.

Certains journaux africains, particulièrement *Die Transvaler*, ont, quelque peu contribué à répandre ce climat de panique en livrant leurs colonnes à toutes sortes de rumeurs telles que « l'extermination d'enfants blancs ».

Ces tracts ont été sévèrement condamnés par le Conseil représentatif des étudiants de Soweto (S.S.R.C.) : « Les Noirs ne sont pas des bouchers, mais des combattants responsables luttant pour la liberté », a déclaré M. Khoto Seabolo, responsable du S.S.R.C., depuis la tute du chef du mouvement, Isaias Mashini en Grande-Bretagne. Celui-ci était activement recherché par la police sud-africaine depuis les manifestations du mois de juin.

Le S.S.R.C. dénonce les « rumeurs malveillantes » et demande aux jeunes d'aller en classe ; geste que salue le *Rand Daily Mail* : le quotidien anglophone singulier des tracts qui ordent la suspension entre Blancs et Noirs, et demande aux hommes politiques « d'accorder un crédit aux Noirs qui, bien que militants comme le S.S.R.C., ont un rôle dirigeant et préchent la non-violence ». — C. C.

M. John Vorster, premier ministre sud-africain, a fait valoir, mercredi 13 octobre, la nécessité d'une « préparation militaire renforcée », au cours d'un discours prononcé à Ladybrand, dans l'état libre d'Orange. M. Vorster a demandé à ses compatriotes d'acheter des bons de la défense et de préférer les produits importés. — (A.F.P.)

### Rhodésie

#### Le président Nyerere condamne les dissensions des nationalistes noirs

Les discussions qui persistent au sein du Mouvement nationaliste rhodésien risquent d'entraîner un report de la conférence prévue, le 25 octobre, à Genève pour la formation d'un gouvernement intermédiaire.

A Dar-es-Salaam, M. Julius Nyerere, président de la Tanzanie, a lancé une sévère mise en garde aux dirigeants nationalistes, insistants sur les menaces de « guerre civile » que fait peser leurs divergences.

A Salisbury, M. Joshua Nkomo, leader de la fraction intérieure du conseil national africain (A.N.C.), a été le premier à désigner sa délégation à la conférence de Genève. Celle-ci comprend, pour l'instant, dix-huit personnes, dont un professeur de droit britannique.

De son côté, la fraction de l'alle extérieure du Conseil national africain, que dirige l'évêque Muzorewa, a annoncé qu'elle enverrait à Genève une délégation comprenant à la fois des représentants des guérilleros, et de nationalistes dont certains sont encore détenus. Antérieurement, on li aura des entretiens avec M. Samora Machel, président du Mozambique. Il n'est pas exclu

que cette délégation comprenne dans ses rangs le pasteur Sithole, président-fondateur de la Zimbabwe National Union (Zanu), que les Britanniques n'ont pas invité à participer aux travaux de la prochaine conférence (le Monde du 14 octobre). Pour sa part, M. Robert Mugabe, secrétaire général de la Zanu et rival du pasteur Sithole, continue de dénier toute représentativité à ce dernier.

On confirme à Salisbury que la délégation que présidera M. Ian Smith, premier ministre rhodésien, comprendra quatre ministres, et s'en tiendra strictement au plan Kissinger comme base des négociations. On assure, dans les milieux politiques locaux que « la conférence ne durera pas plus d'une journée ».

A Londres enfin, M.M. William Rogers, sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires économiques et Ted Rowlands, secrétaire adjoint au Foreign Office, se sont longuement entretenus, mercredi 13 octobre, du fonds de 3 milliards de dollars, destinés à indemniser les colons blancs après l'accession de la Rhodésie à l'indépendance. — (A.F.P., Reuters.)

### Angola

#### La fin de la visite de M. Neto en U.R.S.S.

#### Moscou aidera l'Angola à « renforcer sa capacité de défense »

De notre correspondant

Moscou. — La visite que vient d'effectuer M. Agostinho Neto, président de la République d'Angola, en Union

soviétique, et à laquelle la presse a donné une très large publicité, s'est terminée, mercredi 13 octobre, sans développements notables.

On attendait avec intérêt la publication de la déclaration soviéto-angolaise signée par M.M. Brejnev et Neto. Ce long texte se borne à évoquer en termes généraux la situation en Afrique australe, en Rhodésie notamment. Les incertitudes qui entourent encore le plan Kissinger, ainsi que les divisions qui existent entre les dirigeants africains de Rhodésie expliquent sans doute cette relative prudence de langage qui tranche avec les condamnations beaucoup plus précises portées quotidiennement par les commentateurs de la presse soviétique contre les efforts anglo-américains.

« L'impérialisme et ses créatures en Afrique, affirme notamment la déclaration soviéto-angolaise, ne cessent pas leurs activités subversives contre l'Angola et les autres Etats qui se trouvent à l'avant-garde de la lutte contre le colonialisme et le racisme, renforcent les répressions contre les mouvements de libération nationale dans le sud du continent, accordent leur plein soutien aux régimes racistes et cherchent fébrilement les fonds et les moyens de prolonger leur existence. »

#### « Le principal rempart de l'impérialisme »

Le texte affirme que Pretoria constitue « le principal rempart de l'impérialisme » en Afrique, et assure : « L'U.R.S.S. et la République populaire d'Angola se déclarent résolues à soutenir la lutte des peuples de Zimbabwé, de Namibie et de la République Sud-Africaine pour la liberté et l'indépendance. Elles désapprouvent la politique raciste appliquée par les régimes sud-africain et rhodésien sans que les milieux impérialistes internationaux les empêchent, et se prononcent pour le strict respect des résolutions de l'ONU et l'application à ces régimes des sanctions prévues par ces résolutions. »

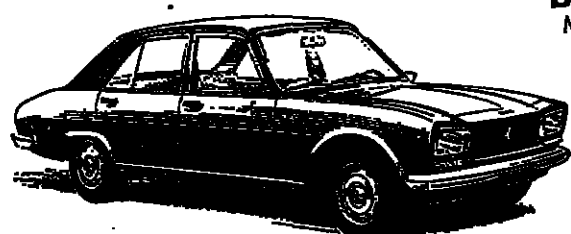
La déclaration mentionne d'autre part l'intention de l'Union soviétique d'aider l'Angola à « renforcer sa capacité de défense ». Cette préoccupation se retrouve dans le pacte d'amitié et de coopération signé pour vingt ans par M.M. Brejnev et Neto. L'article 10 de ce pacte consacré à cette question, ne contient aucune précision. L'accord d'amitié et de coopération soviéto-angolais prévoit également des échanges dans les domaines économique, commercial, agricole, scientifique, artistique, littéraire, etc.

M.M. Neto et Brejnev ont également signé un accord de coopération entre le parti communiste soviétique et le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola, qui prévoit des échanges réguliers entre les deux partis.

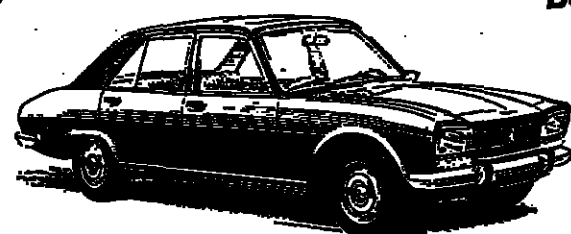
JACQUES AMALRIC.

● M. Agostinho Neto est arrivé, mercredi 14 octobre, en Bulgarie pour une visite de cinq jours, et il a immédiatement rencontré le président Todor Jivkov. Dans un discours prononcé à Sofia, M. Neto a remercié la Bulgarie pour l'aide qu'elle a accordée à son mouvement durant la guerre civile angolaise. — (Reuters.)

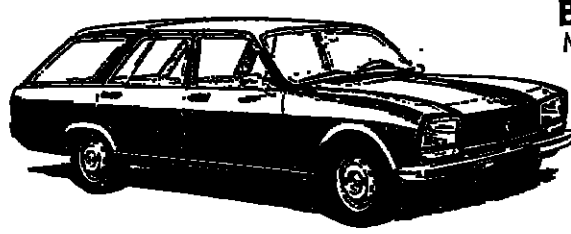
# Toutes ces Peugeot roulent à demi-tarif.



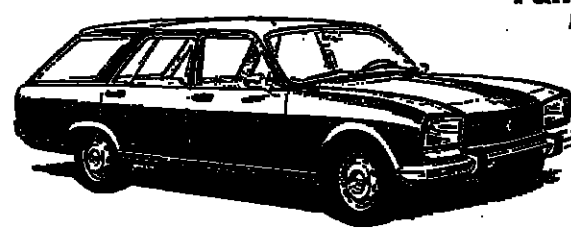
**Berline 504 LD**  
Moteur diesel 8CV.  
Consommations conventionnelles :  
à 90 km/h : 7,7 l.  
à 120 km/h : 10,5 l.  
En ville : 9,4 l.  
Igas oil.  
Prix : 31.700 F  
clés en main\*.



**Berline 504 GLD**  
Moteur diesel 9CV.  
Consommations conventionnelles :  
à 90 km/h : 8,6 l.  
à 120 km/h : 9,3 l.  
En ville : 8,3 l.  
Igas oil.  
Prix : 36.150 F  
clés en main\*.



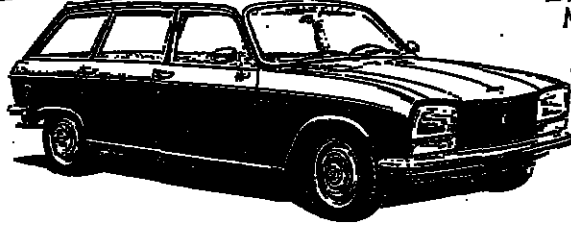
**Break 504 LD**  
Moteur diesel 8CV.  
Consommations conventionnelles :  
à 90 km/h : 8,9 l.  
En ville : 9,4 l.  
Igas oil.  
Prix : 33.500 F  
clés en main\*.



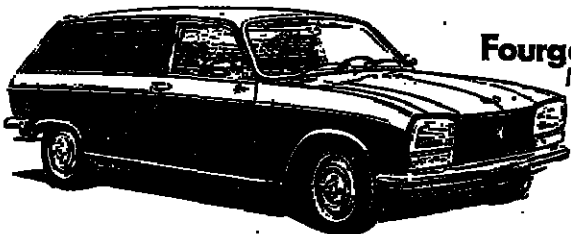
**Familiale 504 Diesel**  
Moteur diesel 8CV.  
Consommations conventionnelles :  
à 90 km/h : 8,3 l.  
à 120 km/h : 11,6 l.  
En ville : 9,9 l.  
Igas oil.  
Prix : 38.600 F  
clés en main\*.



**Berline 304 GLD**  
Moteur diesel 5CV.  
Consommations conventionnelles :  
à 90 km/h : 5,5 l.  
à 120 km/h : 8,2 l.  
En ville : 6,2 l.  
Igas oil.  
Prix : 26.900 F  
clés en main\*.



**Break 304 GLD**  
Moteur diesel 5CV.  
Consommations conventionnelles :  
à 90 km/h : 5,5 l.  
à 120 km/h : 8,2 l.  
En ville : 6,2 l.  
Igas oil.  
Prix : 27.100 F  
clés en main\*.



**Fourgonnette 304 Diesel**  
Moteur diesel 5CV.  
Consommation  
DIN : 6,6 l.  
Prix TTC  
22.200 F\*

**Peugeot Diesel.**  
Pour changer de carburant sans changer d'habitudes.



\* Tarif au 12/07/76.

Peugeot fait confiance à **Esso**

Je paye 1.500



150

## AFRIQUE

# L'OUEST ALGÉRIEN A L'HEURE INDUSTRIELLE

(Suite de la première page.)

Avant 1962, Arzew n'était qu'une bourgade sur le littoral, à une quarantaine de kilomètres à l'est d'Oran. Avec Annaba et Skikda, elle est devenue l'un des hauts lieux de l'industrie algérienne. C'est en 1963 que le destin d'Arzew s'est joué, lorsqu'il a été décidé d'y construire le terminal d'un gazoduc venant des gisements d'Hassi-R'Mel. Celui-ci allait assurer l'écoulement de 3,5 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an, et permettre, l'année suivante, la mise en route d'une usine de liquéfaction construite par la Compagnie algérienne de méthane liquide (Camel). L'Algérie, par l'intermédiaire notamment de la Sonatrach, était majoritaire dans cette société montée en collaboration avec un groupe britannique, la Conch International Methane Ltd, qui possédait 40 % des parts. La Camel traite 2,1 milliards de mètres cubes de gaz par an, dont 1 milliard destiné aux consommateurs algériens. Le liquide, maintenu à la température de -161 degrés, est embarqué à Arzew sur des méthaniers qui le transportent jusqu'aux installations de regazéification implantées à Canvey Island, à l'embouchure de la Tamise, et au Havre.

### Arzew :

#### un pôle de développement

C'est en 1964 également que commença la construction de l'oléoduc Haoud-El-Hamra - Arzew, long de 801 kilomètres, réalisée par la Sonatrach, les sociétés pétrolières françaises, d'abord contactées, ayant jugé ce projet trop ambitieux. Cet oléoduc, algérien à 100 %, a été le premier entièrement géré par des techniciens nationaux. Il est entré en service en 1968. En 1975, il a transporté 20 millions de tonnes de brut, dont 17 ont été exportées, et 3 traitées sur place. Au lendemain de la nationalisation des compagnies pétrolières étrangères, le 24 février 1971, le personnel de l'oléoduc a pris la relève des techniciens de ces compagnies.

La zone industrielle d'Arzew a ensuite connu un développement régulier avec l'implantation d'une

usine réalisée par la firme française Technip, et destinée à fabriquer 1 000 tonnes d'ammoniac par jour à partir du gaz naturel, ainsi que des engrais azotés et de l'urée. La production, qui n'a commencé qu'en 1970, est restée d'un niveau très bas, l'usine ayant connu des déboires, qui ne sont pas terminés.

En 1970, s'ouvrait le chantier d'une raffinerie destinée à com-

Transportes Ouest (R.T.O.), qui domine toute la zone industrielle. Dans la salle équipée de longues consoles constellées de cadrans, de boutons et de compteurs, quelques techniciens surveillent l'arrivée des produits pétroliers, leur stockage et leur répartition entre les postes d'embarquement du port d'Arzew et les usines consommatrices. Ils doivent aussi harmoniser le débit des quatre

sera de liquéfier le gaz naturel d'Hassi-R'Mel, dont les réserves sont actuellement évaluées à 4 000 milliards de m<sup>3</sup>, et qui constituent l'assurance-développement de l'Algérie. Il prendra la relève d'un pétrole qui s'épuise rapidement, et garantira les rentrées en devises indispensables pour continuer à financer l'industrialisation. « En phase finale, d'ici quinze ans, nous a affirmé

Le gigantesque complexe d'Arzew, qui emploiera après son achèvement quelque soixante mille personnes, fera pendant à celui de Skikda, sur la côte est. Il le dépassera en ce qui concerne le traitement du gaz, Skikda ayant davantage pour vocation la pétrochimie et le raffinage du brut. La croissance d'Arzew se poursuit donc à un rythme accéléré. Simultanément, et sans doute afin de ne pas créer un grave déséquilibre dans la région, le deuxième plan quadriennal a prévu le développement des usines existantes, et l'implantation de nouveaux pôles industriels. Après une période de stagnation, toute l'Oranie se met à l'heure industrielle. Depuis cinq ans, les usines poussent comme des champignons. Parmi les projets importants, figure l'implantation, à Bel-Abbes, d'un vaste complexe de matériels agricoles réalisés par des entreprises ouest-allemandes pour le compte de la SONACOLE. Les machines sont en cours de déballage dans de sobres bâtiments aux lignes élégantes. Entre autres productions, cette usine doit fournir à l'agriculture algérienne cinq cents moissonneuses-batteuses par an, dont les moteurs

seront fabriqués à Constantine. Bel-Abbes accueillera également un complexe électronique de la Société nationale d'électricité (SONELEC), qui fabriquera des postes de radio et de télévision, et emploiera, à partir de 1978, quatre mille huit cents travailleurs.

Tlemcen, la « vieille cité », ne sera plus seulement célèbre pour ses mosquées et ses jardins. La SONELEC va y installer l'usine de matériel téléphonique dont la réalisation est confiée à la filiale espagnole d'I.T.T. Et, surtout, l'ancienne capitale des Abd El Wadid (1) va devenir l'un des centres textiles les plus importants d'Algérie. Il fabriquera des tissus synthétiques à partir de déchets du pétrole. Le complexe, actuellement en construction, est conçu pour produire annuellement 30 millions de mètres de tissus.

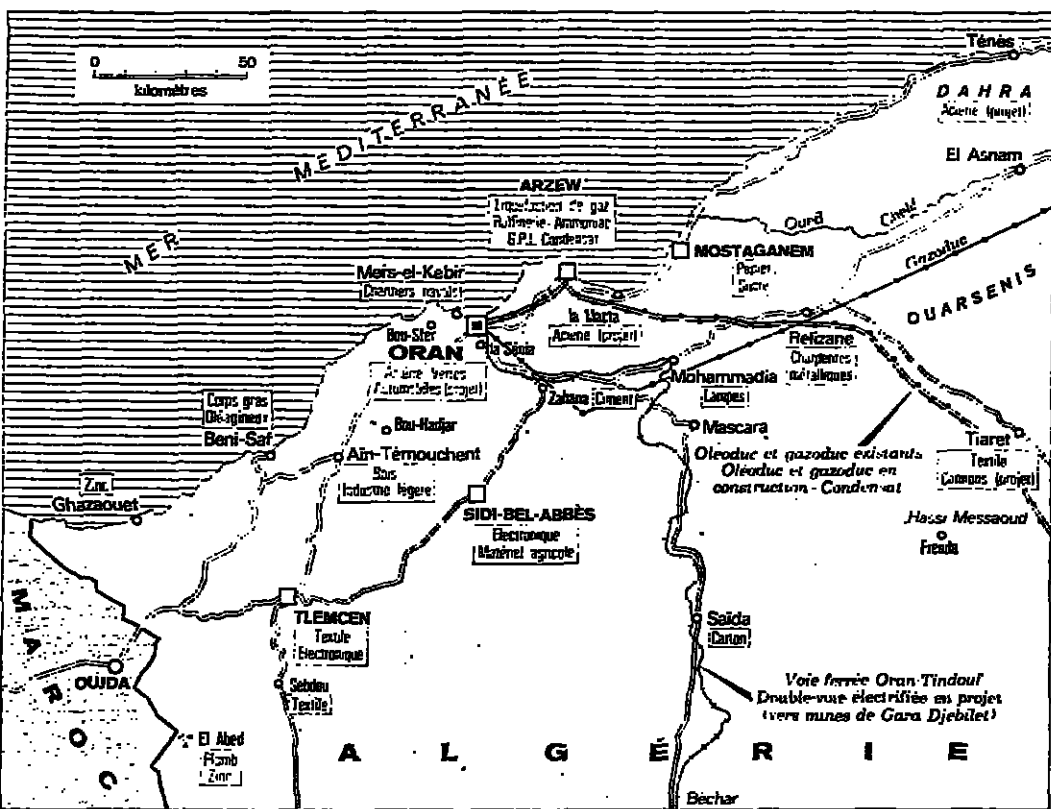
Ce panorama ne serait pas complet si l'on n'évoquait pas deux projets plus ambitieux encore, et qui n'ont pas dépassé le stade des études : l'implantation, à Oran, d'une usine de cent mille véhicules légers par an — Renault est sur les rangs, mais risque de ne pas emporter le marché, la France ne semblant plus disposée à consentir des conditions de crédit satisfaisantes, — et surtout la construction d'une aciérie d'une capacité de 10 millions de tonnes qui ferait pendant à celle, beaucoup plus modeste, d'El-Hadjar, près d'Annaba. Elle utiliserait le minerai de Gara-Djebilet, près de Tindouf, qui serait transporté vers la côte méditerranéenne par chemin de fer. La longueur du trajet et le coût de construction de la double voie électrifiée — il n'existe actuellement qu'une voie simple, et à faible écartement, jusqu'à Colomb-Béchar — grèverait lourdement les prix de revient, mais une telle réalisation permettrait à l'Algérie de ne plus être tributaire de l'étranger pour son approvisionnement en acier, objectif prioritaire pour les responsables.

La mise en œuvre d'un tel programme d'industrialisation se heurte inévitablement à des difficultés de tous ordres. La plupart d'entre elles sont inhérentes au sous-développement que connaît encore l'Algérie. L'implantation d'usines dans une riche région agricole place d'autre part les autorités devant de délicats problèmes.

DANIEL JUNQUA.

Prochain article :

LA TERRE, L'EAU ET LES HOMMES



### La reconversion de la base de Mers-El-Kébir

Du haut de la route qui le surplombe, le plan d'eau de Mers-El-Kébir apparaît d'autant plus immense qu'il est totalement vide, une petite vedette de la marine de guerre algérienne, sagement rangée le long d'un quai, semble là uniquement pour donner l'échelle.

Les accords d'Evian (1962) avaient laissé la base à la disposition de la France pour une période de quinze années renouvelable, mais Paris décida de l'évacuer totalement dès 1968. Contrairement aux rumeurs qui ont circulé à plusieurs reprises, les Soviétiques n'ont pas pris la relève des Français. L'Algérie, hostile à la présence en Méditerranée des flottes de pays non riverains, entend rester seule maîtresse des lieux. Elle a utilisé cette période de transition pour transformer cette base disproportionnée à ses besoins, qui comporte de vastes installations souterraines anti-aériennes.

La reconversion économique est en cours. Un chantier naval a été installé dans l'ancien arsenal militaire, d'où sortent de petites unités destinées à la pêche. Les projets à long terme prévoient la construction de pétroliers.

pléter les installations de ce type existant déjà à Alger (2,7 millions de tonnes-ann) et à Hassi-Messaoud (1 000 000 tonnes-ann). Cette usine, construite par la Japan Gasoline Co, fonctionne depuis le début de 1973. Sa capacité de production est de 2,6 millions de tonnes de carburant, ce qui a permis à l'Algérie de faire face à l'augmentation de ses besoins. Elle devrait fournir également 50 000 tonnes de lubrifiants, mais ce secteur a démarré avec retard, et n'est opérationnel que depuis peu. Enfin, la raffinerie produit du bitume en traitant des résidus de brut lourd importés du Proche-Orient.

La zone industrielle d'Arzew, qui s'étale sur plusieurs milliers d'hectares en bordure de mer, comprend également une usine de G.P.L. — condensat, alimentée par un pipe-line de 16 pouces. Cette unité, construite par le groupe anglais C.J.B., peut produire 3,5 millions de tonnes de condensat et 850 000 tonnes de gaz de pétrole liquide. Elle emploie cinq cents personnes environ, et tourne actuellement à 85 % de sa capacité. Le condensat est exporté en totalité, mais 80 % du butane et du propane, stockés dans d'immenses réservoirs, alimentent le marché intérieur algérien. Un centre enfûteux installé à quelques kilomètres réalise la mise en bouteilles. Chacune des trente et une willayas (départements) sera bientôt pourvue d'un tel centre. Une source d'énergie propre et relativement économique est ainsi mise à la disposition des paysans dans les hameaux les plus reculés.

Telles sont les principales installations que l'on peut découvrir au travers des larges baies vitrées du poste de contrôle de la Régie

conduits actuellement en fonctionnement, qui proviennent des champs d'Hassi-Messaoud (pétrole et G.P.L.), d'Hassi-R'Mel (gaz et condensat) et d'In-Amenas. Ils disposent, pour ce faire, de douze bacs de chargement de 50 000 m<sup>3</sup> chacun. « Deux nouveaux « tuyaux » sont actuellement en cours de pose entre Hassi-R'Mel et Arzew, nous a précisé M. Alem, le chef du terminal. L'un, de 40 pouces de diamètre, pourra débiter, comme son homologue déjà en service, 6 milliards de mètres cubes de gaz par an en écoulement libre, et 13 milliards lorsque les stations de compression entreront en action. Le second, de 38 pouces, transportera du condensat. La construction d'un autre gazoduc de 42 pouces est prévue pour l'horizon 80. »

### Priorité au gaz

La zone industrielle d'Arzew est en effet appelée à une nouvelle et considérable extension. Partout, d'ailleurs, ce ne sont que bulldozers en action et norias de camions. A côté de l'usine d'ammoniac et d'engrais, des travaux de terrassement sont en cours pour installer une seconde unité d'ammoniac, réalisée par Creusot-Loire, et dont la capacité de production sera de 1 000 tonnes par jour. « Nous avons choisi cette fois-ci le procédé Kellogg, une technique parfaitement rodée, nous dit M. Lakhamar, directeur du département technique du secteur engrais de l'actuelle usine. Nous prévoyons également l'implantation de deux unités d'acide nitrique et d'une unité de nitrates. »

Mais la fonction principale d'Arzew, dans les années à venir,

M. Ghazali, le jeune P.-D.G. de la Sonatrach, les installations d'Arzew traitent 35 à 40 milliards de mètres cubes. Il n'est pas possible d'aller plus loin, pour des raisons de sécurité. »

Les travaux de construction d'une nouvelle unité de liquéfaction, GNL1, dont la capacité de production sera de 10 milliards de m<sup>3</sup> par an, sont en cours. Ils sont exécutés par la firme américaine Bechtel. La réalisation du port méthanier, qui sera, disent les Algériens, le plus grand du monde, a également commencé, et elle est menée, tambour battant, par des sociétés ouest-allemandes.

(1) Les Banou Abd El Wadid étaient des nomades de la tribu des Zonata que les Almohades avaient employés à tenir la région de Tlemcen. Ils émigrèrent leur province en royaume après l'écrasement de la dynastie almohade au début du XII<sup>e</sup> siècle.

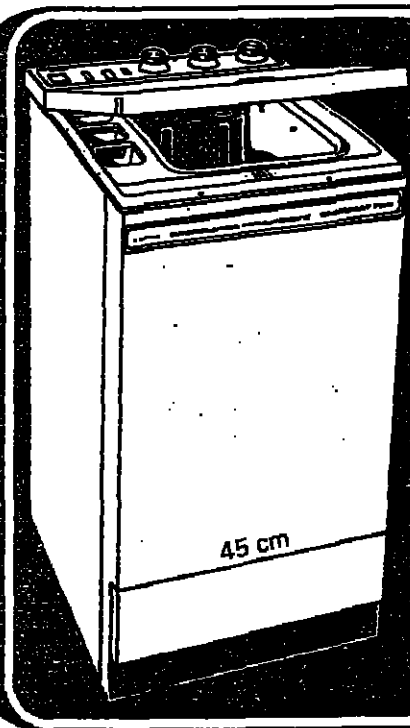
en importation directe de TURQUIE PERSE CHINE TAPIS toutes tailles prix exceptionnels Les Lisses de France 98 bd haussmann Paris 8 tél. 522 88 25 / 88 68 VELIZY 2 tél. 946 28 36

YASHICA, ZEISS et PORSCHE

vous invitent à découvrir le

CONTAX RTS

dans le numéro 40 de "Zoom" et le numéro 109 de "Photo".



Promotion exceptionnelle\* pour une machine exceptionnelle la Siemens 790 séchante : 3490<sup>F</sup>

PRIX TTC MAXIMUM

Elle lave, essore sans froisser... et elle sèche.

SIEMENS

39-47, Boulevard Ornano 93200 Saint-Denis Tél. 820 61 20 \* Offre valable jusqu'au 15.10.76.

### En vente chez :

75 PARIS : Trois Quartiers - 8 H.V. Rivoli - St. Centrale de Diffusion, 79, rue de l'Odéon (6<sup>e</sup>).  
Au Bon Marché - Printemps Haussmann - Galeries Lafayette - France Lumière, 39, bd du Fg Poissonnière (9<sup>e</sup>) - Princes, 45, rue de la Pompe (16<sup>e</sup>) - B.N.V. Rancière - 77 SEINE-ET-MARNE : MEAUX, Godfroy - CHELLES, Godfroy - CHATEAU-LANDON, Pernon - CHAMPEAUX, Tri - DAMMARE-LES-LYS - TRI-LESGNY, Telle Reauche - FONTAINEBLEAU, Archambault - 78 YVELINES : VILLEVIE, Au Printemps - PARIS : B.N.V. - SAINT-GERMAIN, Chevalier - VERSAILLES, Chomier - CHATOU, Radio Télé Gare - ST-GERMAIN-EN-LAYE, Radio Télé Gare, Thion - MANSIONS LAITIE, Surmon - BISSONNE - MONTLHERY, B.N.V. - JUVISY, Fosseon - BALLANCOURT, Dupont - JOURDAN, De la Fère - 82 HAUTES-SEINES : ASNIERES, Comodelec - BOURG-LA-REINE, G.A.R. - CLAMART, Télé Confort - LEVALLOIS, Télé Confort - 93 SEINE-SAINT-DENIS : ROSNY II, B.N.V. - SAINT-DEJES, Amos - EVRY, Confort Idéal - ORANGY, Radiomax - AULNAY, Radio Strasbourg - 94 VAL-DE-MARNE : CRETEIL, Au Printemps, B.N.V. - RUNGIS-BELLE-EPRE, B.N.V., Galeries Lafayette - L'HAY-LES-ROSES, Help Service - ALFORTVILLE, Laurent - VINCENTES, Sonocord - CHARENTON-LE-PONT, Télé-ménage Confort - 95 VAL-D'OISE : GARGES-LES-GONNESSE, B.N.V. - Eaubonne, Nord Confort - MONTMORENCY, Nord Confort - SARCELLES, Sarcelles Confort.

et chez tous les bons spécialistes de l'électroménager

# AMÉRIQUES

## Canada

En désaccord avec M. Trudeau sur la question du bilinguisme

### LE MINISTRE DE LA DÉFENSE DONNE SA DÉMISSION

Ottawa (A.F.P., A.P., Reuters). — M. James Richardson, ministre canadien de la Défense, a donné sa démission mercredi 13 octobre en raison d'un désaccord avec le premier ministre, M. Pierre Trudeau, sur la question de la langue officielle. M. Richardson, qui demeure député d'une circonscription de Winnipeg (Manitoba), s'oppose à l'inclusion dans la Constitution canadienne de la loi de 1968, qui fait du français une langue officielle au même titre que l'anglais. La démission de M. Richardson, qui était ministre de la Défense depuis 1972, porte un coup sérieux aux efforts de M. Trudeau pour régler la question constitutionnelle canadienne.

Le premier ministre souhaite mettre fin à l'anachronisme qui fait dépendre du bon vouloir du Parlement de Londres toute modification de la Constitution. M. Richardson, qui est également favorable au « rapatriement » de la Constitution, est hostile, en revanche, au projet de M. Trudeau qui donnerait un droit de veto à chaque province sur tout amendement constitutionnel. « Il est mauvais et très dangereux pour l'avenir du Canada de donner à Québec, la province qui est restée insatisfaite par la question de l'utilisation du français, un droit de veto perpétuel sur tout futur amendement de la Constitution concernant les droits linguistiques », a affirmé M. Richardson.

## CORRESPONDANCE

### Une question complexe

Nous avons reçu de M. Gérard Vial, professeur au collège de Sainte-Foy, dans la province de Québec, une lettre sur le problème du bilinguisme au Canada, dont nous publions les passages suivants.

La question linguistique fait partie de ces sujets complexes et préoccupants. Vos commentaires continuent d'entretenir, avec le public français, un point de vue équilibré sur la langue. C'est ainsi, par exemple, que l'on persiste à croire que les Québécois ont un accent, comme si tel Parisien, tel Picard ou tel Bourguignon n'en avait pas ! Quelle est la langue de la rue ? Quelle est la langue de la presse ? Quelle est la langue de la culture ?

Si le Québec se situe bien au nord de la grande Amérique, il est plutôt à l'est du Canada anglophone. Pour les Québécois, l'intégrité linguistique de la Belle Province n'a jamais voulu signifier que l'on doive parler français à Kingston ou Ottawa. Le bilinguisme officiel est une invention politique du pouvoir fédéral, qui ne résout pas et ne résoudra jamais les difficultés éprouvées par les minorités francophones du pays en raison de la nature même du bilinguisme. La francophonie, où elle se manifeste, n'a droit à aucun égard particulier : ce qui importe, ce sont des Québécois, des Acadadiens, des Ontariens, qui s'acharment à récupérer ou à maintenir les conditions d'expression de leur culture pour subsister en tant que collectivités originales. C'est leur bataille qui demeure incertaine, non celle de la francophonie.

Que le pape ou la reine d'Angleterre s'expriment en français à l'occasion des Jeux olympiques n'apporte aucun motif d'espoir aux francophones du Canada. Beaucoup plus significatif est l'établissement de l'unilinguisme dans le monde de l'aéronautique au mépris de la politique fédérale en matière linguistique. Que la reine d'Angleterre dise dans la langue de Racine (ce discours n'a tout de même rien de bien littéraire) qui doit être le rôle du Québec dans la péninsule de la culture française sur le continent américain n'est peut-être pas banal. Ce son gouvernement la contredit qui n'est beaucoup moins encore, c'est qu'elle le dise au moment où dans les faits.

## Pérou

### LIMA AURAIT DÉCIDÉ D'ACHETER TRENTE-SIX CHASSEURS-BOMBARDIERS À L'U.R.S.S.

Le Pérou aurait décidé, selon le *New-York Times*, d'acheter trente-six chasseurs-bombardiers supersoniques à l'U.R.S.S. à des conditions financières beaucoup plus avantageuses que les propositions américaines de vente d'avions Northrop F-5 (*le Monde* du 25 août 1976). La nouvelle n'a pas été confirmée officiellement par le gouvernement péruvien. Le Pérou avait acheté seize Mirage à la France à la fin des années 60 et a décidé d'en acquérir à nouveau quatre pour remplacer ceux qui ont été mis hors d'usage. La course aux armements n'a jamais cessé dans la région andine en raison de la rivalité qui oppose le Pérou au Chili depuis la guerre du Pacifique (1879-1883), au cours de laquelle les Péruviens ont perdu, au profit des Chiliens, une partie de leur territoire.

## Brésil

### LES VIOLENCES CONTRE L'ÉGLISE Un missionnaire est tué par un policier dans le Mato Grosso

De notre correspondant

De vives réactions sont signalées au Brésil après l'assassinat par la police brésilienne, lundi 11 octobre, d'un père jésuite, M. João Bosco Benito Burnier, qui plaçait la cause des paysans pauvres. « L'établissement dans le pays d'un climat de violence, s'il n'est pas enrégimé par les autorités, conduira à la destruction du gouvernement », a déclaré Mgr Geraldo de Morais Benito, cousin du prêtre assassiné. De son côté, l'« Observateur romano » qualifie, mercredi, cette action d'« événement extrêmement douloureux qui réveille à la conscience de quiconque se sent un être humain ».

Rio-de-Janeiro. — Les violences contre l'église se multiplient au Brésil. Un missionnaire jésuite est mort mardi 12 octobre à Goiânia, blessé la veille d'une balle dans la tête par un policier militaire, dans un village du Mato-Grosso, Ribeirão Bonito, près de Barra-dos-Garcas. Le missionnaire, le Père João Benito Burnier, qui exerce à Diamantino au nord de Goiás, se trouvait dans le local de la police militaire quand les faits se sont produits. Il avait accompagné l'évêque de São Félix de Araguaia, dom Pedro Casaldaliga, venu à Ribeirão Bonito s'informer sur une série d'excès commis dans la région contre des « posseiros », paysans sans titre de propriété, qui sont expulsés, persécutés, parfois assassinés, par les hommes de main des grands propriétaires terriens (« fazendeiros »), souvent aidés par la police militaire.

### Des incidents fréquents

Au cours de la discussion avec les deux ecclésiastiques, un des policiers frappe le Père jésuite, puis lui tire une balle dans la tête. Le missionnaire jésuite de Diamantino, le frère João Kaufing, avait été frappé et arrêté au mois de mai en compagnie de quatre agriculteurs, alors qu'il construisait une école. Un missionnaire, le Père Salesien Rodolfo Lumbenken, de nationalité allemande, a également été tué par un groupe de « fazendeiros » et leurs gardes privés. Le Père dirigeait la mission indigène de Me-

CHARLES VANHECKE.

# A TRAVERS LE MONDE

## Argentine

DEUX MILLE EMPLOYES de l'énergie électrique, en conflit avec la direction depuis le 10 octobre dernier, à la suite de plus de deux cents licenciements, ont été évacués, mercredi 13 octobre, sans incident, du siège de l'administration centrale et de trois autres entreprises qui distribuent l'énergie électrique à Buenos-Aires. — (A.F.P.)

UN GROUPE DE DIRIGANTS SYNDICALISTES ont été arrêtés dans la province de Salta, au nord du pays, alors qu'ils s'étaient réunis « pour des visées subversives » et tentaient de mettre sur pied « un plan pour libérer l'ancien chef de l'État, Mme Peron ». — (A.F.P.)

## Chili

LE CONSEIL EXÉCUTIF DE L'UNESCO a voté, le mercredi 13 octobre, une résolution exprimant « sa profonde inquiétude devant les violations des droits de l'homme au Chili ». Trois pays : l'Argentine, l'Uruguay et le Chili, ne l'ont pas votée. D'autre part, M. Gunnar Garbo, délégué de la Norvège, a fait part du rapport de M. Claude Frioux, président honoraire de l'université de Vincennes, qui est récemment revenu d'un voyage au Chili.

## Colombie

LE GOUVERNEMENT a présenté au Congrès le mercredi 13 octobre au président López Michelsen. Les ministres de l'Intérieur, de la Justice et du Travail avaient déjà démissionné, alors que se signale une nette recrudescence de l'agitation sociale dans le pays. — (A.F.P.)

## Danemark

LA CONVENTION SUR LA DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT, signée par le Da-

nemark, la Norvège, la Suède et la Finlande, dont le conseil nordique avait adopté mardi 11 y a trois ans, vient d'entrer en vigueur.

Cet accord autorise notamment les citoyens d'un des quatre pays d'inscrire devant les tribunaux des trois autres cosignataires toute personne physique ou morale responsable de dommages qui lui causent un préjudice. (Corresp.)

## États-Unis

M. JOHN DEAN, ANCIEN CONSEILLER JURIDIQUE DE M. NIXON, a répété, mardi 12 octobre, dans une interview à la chaîne de télévision américaine W.B.C., des accusations contre M. Ford qu'il avait formulées dans son livre *Behind the Ambitions* (« Derrière les ambitions »). M. Dean affirme avoir été mis au courant, alors qu'il était à la Maison Blanche, d'une initiative de M. Ford qui aurait eu pour résultat de mettre fin à l'enquête de la commission bancaire de la chambre des représentants sur l'affaire du Watergate. — (Reuters)

## Japon

DEUX MEMBRES DE L'ARMÉE ROUGE, Jozo Okudaira et Toshio Hida, arrêtés en Jordanie, ont été libérés, mercredi 13 octobre, aux autorités nipponnes. Selon l'agence Kyodo, Okudaira, qui aurait participé à la prise d'otages à l'ambassade de France à La Haye, en 1974, aurait mis fin à ses jours dans l'avion le conduisant à Tokyo. — (A.F.P.)

TREIZE PARLEMENTAIRES du parti libéral-démocrate au pouvoir sont impliqués dans le scandale des pots-de-vin versés par la Lockheed, mais ils n'ont pas été incriminés. Le Japon a établi par le ministère de la Justice. — (A.F.P.)

## Italie

PAP. 19 VOIX CONTRE 1, une commission parlementaire

# DIPLOMATIE

## LA RÉFORME DU QUAI D'ORSAY AU CONSEIL DES MINISTRES

### Un plan de cinq ans va être établi pour « remettre à flot » le ministère des affaires étrangères

La reconnaissance par le président de la République, au conseil des ministres du mercredi 13 octobre, de « la place qu'occupe le service diplomatique dans la vie des États modernes » et de « la nécessité pour la France de disposer d'un outil adapté à son rôle dans le monde », a été accueillie avec satisfaction au Quai d'Orsay, dans la mesure où elle exprime une prise de conscience et un engagement : prise de conscience du malaise qui s'étend au ministère des affaires étrangères à mesure que diminuent son rôle et ses moyens ; engagement d'y mettre un terme en appliquant les mesures annoncées par M. de Gurgand, et notamment un plan quinquennal de redressement budgétaire.

L'exposé du ministre des affaires étrangères comportait trois parties :  
1) La première, la seule soumise à une application immédiate, porte sur la réorganisation de l'administration centrale (le Quai d'Orsay). Le ministre, M. de Gurgand, a exposé les services, placés sous l'autorité du ministre et du secrétaire général, sont divisés en trois grandes directions : politique, économique et culturelle. Cette structure — a expliqué M. de Gurgand — a été conçue à la base et aux échelons intermédiaires à un esprit d'analyse et de prévision (C.A.P.), d'analyse et de prévision (C.A.P.), d'analyse et de prévision (C.A.P.). Elle ne peut donc être traitée dans leur ensemble qu'au sommet, ce qui conduit à un enchevêtrement à l'échelon supérieur, trop séparé par des affaires immédiates et souvent subalternes. En outre, les affaires administratives et les problèmes du personnel sont négligés, ce qui, vers le plus haut des échelons, mène à l'ignorance l'intendant, ce qui se traduit par des effets.

### Le rôle du secrétaire général

La réforme décidée par M. de Gurgand consiste à modifier

le rôle du secrétaire général et à redéployer les services.

Le secrétaire général n'assurera plus la direction des services. Il pourra leur donner des directives, mais les services seront placés sous l'autorité du ministre. Le secrétaire général restera un intermédiaire pour les ambassadeurs étrangers et représentera le ministère aux réunions interministérielles de haut niveau. Il aura avant tout un rôle de réflexion et d'impulsion et s'occupera notamment de la mise en œuvre de la politique étrangère. Le secrétaire général assurera la bonne marche administrative du ministère.

Les services seront groupés en huit directions placées sur le même plan : cinq directions géographiques (Europe, Asie-Océanie, Afrique du Nord et Levant, Afrique du Sud, Sahara, Amérique), qui s'occuperont des relations bilatérales dans tous les domaines ; trois directions fonctionnelles (politique, économique et culturelle) qui s'occuperont des

affaires multilatérales et de ce qui n'est pas « géographique » ; elles fourniront aux directions géographiques une « tutelle technique » et joueront éventuellement un rôle de coordination.

Cette répartition « horizontale » des tâches sera précisée à l'expérience. On profitera de l'occasion pour retracer les questions multilatérales à la direction culturelle et les confier à l'économique. L'inspection générale, le protocole et le service de presse dépendront directement du ministre. L'organigramme est donc simplifié, les relations bilatérales groupées en secteurs pluridisciplinaires en prise directe sur le ministre. De ces nouvelles structures on attend une décongestion du sommet, plus d'initiatives des intermédiaires et la réaffirmation du rôle politique du Quai d'Orsay. Il ne doit plus — dit-on — « substituer aux ministères techniques, mais les aider en leur fournissant le cadre politique de l'action extérieure » ; il exerce plus qu'aujourd'hui une fonction de « réflexion et de prospective ».

### Assurer la cohérence politique

II) La seconde partie de la communication de M. de Gurgand porte sur les postes à l'étranger. Il s'agit d'assurer dans ce domaine la même cohérence politique qu'à l'administration centrale réformée. Mais le cas est plus complexe, car les services à l'étranger relèvent de plusieurs ministères, les attachés spécialisés correspondant souvent avec leur administration par-dessus la tête de l'ambassadeur.

L'action de la France à l'étranger est définie par les décrets du 22 Mars 1961 au VII et du 25 décembre 1970, qui confèrent au Quai d'Orsay la responsabilité des contacts avec l'étranger. A ces textes quotidiennement violés, devra être substituée une définition plus réaliste de la mission des affaires étrangères et de ses agents, mais qui assure effectivement l'unité de la politique étrangère de la France. En outre, les consulats, trop canonnés des besoins administratifs, devraient être en mesure de jouer le rôle de relais économique et culturel.

Enfin plusieurs mesures sociales, familiales et professionnelles vont être mises à l'étude pour améliorer le sort souvent peu enviable (bien qu'envisagé) du personnel à l'étranger (*le Monde* du 10 au 14 octobre 1975).

III) La troisième partie de la communication du ministre porte sur le budget. L'amélioration du sort des agents se traduira inévitablement par des dépenses supplémentaires. Le nombre des emplois n'a pas suivi la complexité croissante de la vie internationale. Le patrimoine immobilier à l'étranger est d'une insuffisance ridicule et d'ailleurs coûteuse. Un rattrapage immédiat est impossible techniquement et indispensable financièrement. Ainsi le ministre a-t-il décidé de mettre au point un plan de cinq ans pour remettre son ministère « à flot ».

Toutes les mesures envisagées par les chapitres II et III de la communication du ministre vont être mises à l'étude immédiatement et devront faire l'objet de décisions à bref délai — six mois, dit-on. Mais il n'est pas douteux que si le personnel est sensible à l'espèce de « satisfaction » que lui a délivré M. Giscard d'Estaing, c'est à l'effort financier du gouvernement que sera jugée sa volonté de donner à la France « l'outil diplomatique » auquel elle a droit.

MAURICE DELARUE.

### Stockholm ne modifiera pas sa politique extérieure déclare le nouveau ministre des affaires étrangères devant l'Assemblée générale de l'ONU

L'Assemblée générale des Nations unies a entendu, mercredi 13 octobre, le ministre des affaires étrangères de Chypre, M. Christodoulos, qui a accusé la Turquie de traiter « comme des chiffons de papier » seize résolutions adoptées par l'ONU depuis l'agression turque contre Chypre, et de « consolider sa position par une série de faits accomplis ». De son côté, le représentant de l'Arabie Saoudite aux Nations unies, M. Baroudi, a demandé aux pays qui possèdent une industrie d'armement de verser 0,5 % de la valeur de leur production d'armes à un fonds spécial de l'ONU afin de permettre à celle-ci de liquider son déficit financier et de jouer « le rôle qui est le sien dans le maintien de la paix ».

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — L'intervention marocaine dans le débat général, Mme Karin Söder, a-t-elle dit, portait une politique de non participation aux affaires étrangères, a déclaré que le départ de M. Palme n'aurait

pas d'incidence sur la politique étrangère suédoise. « La Suède, a-t-elle dit, poursuit une politique de non participation aux affaires étrangères, a déclaré que le départ de M. Palme n'aurait pas d'incidence sur la politique étrangère suédoise. »

## Pakistan

ONZE DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DE l'opposition ont refusé, le mercredi 13 octobre, à un dîner offert par le premier ministre, M. Bhutto, en l'honneur du roi Khalid d'Arabie Saoudite, parce que celui-ci fait savoir l'attitude du gouvernement à leur égard « est de plus en plus rude ». — (U.P.I.)

## Philippines

DEUX PERSONNES ont succombé, mercredi 13 octobre, des suites de blessures reçues lors d'une manifestation contre le prochain référendum du 15 octobre (13 octobre). D'autre part, quarante des soixante-cinq prisonniers qui ont été libérés le 13 octobre, une grève de la main se trouvent dans un état de grande faiblesse, indiquent leurs familles. — (A.F.P.)

## Tchécoslovaquie

M. ANDRÉ ROSSI, ministre français du commerce extérieur, en visite officielle en Tchécoslovaquie, a été reçu à Prague le mercredi 13 octobre par M. Lubomir Strougal, président du gouvernement fédéral. — (A.F.P.)

## Vietnam

LE QUATRIÈME CONGRÈS DU PARTI DES TRAVAILLEURS VIETNAMIENS se tiendra à Hanoi du 10 au 20 décembre, annonce dimanche 10 octobre un communiqué du comité central du parti. Le dernier congrès s'était tenu en 1960. — (A.F.P.)

### Pour un nouvel ordre économique international

Mme Soder a souligné, d'autre part, les liens entre le désarmement et le développement. « Nous considérons, a-t-elle dit, que la solidarité oblige tous les pays riches, qu'ils soient de l'Ouest ou de l'Est, à mettre en œuvre les notions d'un nouvel ordre économique international. » Elle a proposé un embargo sur la livraison d'armes à l'Afrique du Sud, et même, au besoin, l'interdiction de nouveaux investissements en Afrique du Sud et en Namibie. Elle a affirmé, enfin, le droit des Palestiniens à créer leur propre État. — L. W.

**CENTRE RACHI**

30 Bd. de PORT ROYAL 75005 PARIS

TEL. 331.98.20

**MAISON DES UNIVERSITAIRES JUIFS DE PARIS**

**MARDI 19 OCTOBRE A 20 H. 30**

Débat sur le livre de L. HAMON

**« SOCIALISME ET PLURALITÉS »**

avec Léo HAMON et Charles HERNU

Les activités du Centre ont repris :

- CONFÉRENCES-DÉBATS
- EXPOSITIONS
- THÉÂTRE
- CINE-CLUB
- SOIRÉE-CABARET...

Le programme mensuel sera envoyé sur simple demande



150

## DIPLOMATIE

### POINT DE VUE

# Les « frères ennemis » de la politique internationale

par ROBERT LUC (\*)

Pour mener sa politique d'indépendance, la France, avec des ressources substantielles mais limitées par rapport à d'autres, a un besoin impérieux d'une diplomatie forte, efficace et respectée au-delà des frontières. La réforme du Quai d'Orsay, dont la mise en œuvre, si complexe soit-elle, ne devrait pas poser de problèmes insurmontables sous la direction d'un ministre qui est un « politique » autant qu'un diplomate, répond donc à une nécessité pressante. Mais, quels qu'en soient l'originalité et les mérites, elle n'atteindra cet objectif que si le pouvoir s'emploie enfin par ses actes à associer solidement l'autorité de sa diplomatie et à l'utiliser pleinement au lieu de se cantonner sur la réserve à son égard comme il avait déjà commencé à le faire il y a quelque vingt ans, avant l'avènement de la V<sup>e</sup> République.

La crise d'autorité dont elle souffre n'est pas particulière à notre pays, quoiqu'elle y soit plus aiguë, et ne date pas d'hier. Elle n'est pas seulement due à la profonde transformation du monde et au rétrécissement du globe sous l'effet du progrès technique, auxquels peut répondre une réforme d'ensemble. Elle est aussi très largement la conséquence de l'opposition, déjà ancienne, qui s'est développée entre ces « frères ennemis » de la politique internationale que sont le diplomate, l'homme politique et le journaliste. Certaines des qualités requises par leurs professions sont en effet très différentes, quelquefois même contradictoires ; elles conduisent à des manières de vie, des manières d'être et parfois des manières tout court qui, s'ils n'y prennent garde, les hérissent les uns contre les autres ; les défauts qu'en déduisant leurs déformations professionnelles, toutes trois également marquées, achèvent de les opposer et ne les incitent guère à la tolérance réciproque.

Pour citer les exemples les plus frappants, la discrétion impérative pour le premier n'est pas le fort du deuxième, en dehors de son domaine spécifique, et ne s'impose au troisième que pour la sauvegarde de ses sources. De même, sauf cas exceptionnel, la sûreté de l'information prime pour le premier sur la rapidité, priorité absolue du troisième et tentation du deuxième.

S'il est presque indispensable à celui-ci de donner l'impression qu'il connaît la réponse à tous les problèmes, au risque — grave — de se convaincre lui-même, cette conviction rendrait vite le premier insupportable à ses interlocuteurs étrangers et affaiblirait gravement la sûreté de son jugement, l'une des qualités maîtresses requises de lui. Dans un même ordre d'idées, alors que le deuxième doit toujours briller ou à tout le moins impressionner, selon son ton-

nement, le premier peut et doit souvent le faire mais spontanément et en veillant — sauf à bon escient — à ne pas monopoliser l'attention, ce qui est l'espoir constant du troisième. Le premier doit même, à l'occasion, laisser douter de ses qualités intellectuelles et trahir une ignorance — vraie ou feinte — ce qui serait fatal aux deux autres ; en revanche, le silence est à la fois une arme et un refuge légitimes pour lui, tandis qu'il est difficile à manier pour le second et inacceptable pour le troisième.

Aussi bien celui-ci affirme-t-il, dans son domaine propre, le droit illimité à l'information sans égard pour les conséquences, par opposition au premier qui fait valoir qu'il y a des choses bonnes à dire et d'autres qu'il est préférable de taire, qu'au surplus la manière de dire et le choix du moment importent grandement ; quant au deuxième, ses vues varient selon qu'il est au pouvoir ou dans l'opposition, excepté peut-être pour le respect dû à la vie privée. De même le premier doit toujours avoir présents à l'esprit le souci des formes et le respect du protocole, qui impartiennent le deuxième — du moins quand il n'est pas concerné — et offensent le troisième ; tous deux ont, en effet, l'illusion que pour s'écarter du formalisme et créer une atmosphère simple, confiante et féconde, souvent aussi nécessaire à la diplomatie qu'à la politique, il faut ignorer le protocole alors qu'en réalité il importe seulement de ne pas en laisser sentir le poids et de le « modeler » à cette fin ; cela demande sans doute plus d'agilité, mais permet seul d'atteindre le but recherché.

Sur le fond, le premier reproche au deuxième d'être exclusivement inspiré dans sa pensée et dans son action par l'opinion nationale et plus précisément par les aspirations et les intérêts de ses électeurs, au risque de compromettre la politique étrangère et les intérêts généraux du pays ; celui-ci l'accuse au contraire de se laisser influencer à l'excès par l'optique du lieu de sa résidence et s'insurge contre ce gène qui élève parfois des obstacles d'ordre international à ses vœux et à ses projets.

Enfin, le désintéressement personnel et l'objectivité sont des vertus essentielles vers lesquelles doivent tendre le diplomate et le journaliste ; par contre, aucun homme politique, même s'il est foncièrement désintéressé, ne peut échapper au fait que l'ambition est pour lui un moteur irremplaçable ; de même il lui faut une vigilance peu commune, surtout dans le système des deux partis ou des deux blocs, pour ne pas être entraîné sur la pente du sectarisme.

Point de convergence entre les trois « frères ennemis » : chacun d'eux accuse les autres d'être le plus souvent superficiels, de succomber à la vanité et de s'attacher aux seules apparences ! En revanche, le fait d'avoir du caractère se manifeste sous des formes différentes pour chacun d'eux, ce qui les empêche parfois de le reconnaître chez les autres.

Cette liste, qui n'est pas exhaustive, suffit à faire pressentir quelles incompréhensions, quelles impatiences et quels heurts peuvent naître entre des hommes qui sont à même de se nuire et qui se prêtent au demeurant des intentions ou une puissance qui ne sont souvent pas les leurs en fait. Car si une action convergente des trois basés sur la somme de leurs connaissances et de leurs efforts peut influencer sur l'événement, chacun d'eux, réduit à lui-même, ne dispose dans

la plupart des cas que d'un pouvoir négatif.

Cette opposition entre « frères ennemis » ne devrait pas résister à un effort délibéré de leur part, d'autant plus que certaines des qualités requises de chacun d'eux pour faire honneur à sa profession sont semblables : honnêteté intellectuelle, ouverture et indépendance d'esprit, courage moral et civique, d'une part, sens politique, intuition, contact humain, réalisme et vision d'avenir, d'autre part ; enfin clarté de conception et d'expression. Cet effort suppose néanmoins un respect mutuel et il est triste de dire que c'est parfois le principal obstacle à vaincre, si enracinées sont les méfiances, les préventions et les jalousies traditionnelles qui les opposent.

Et pourtant, si peu enclin soit-il à le reconnaître, a priori, l'apport que chacun d'eux peut trouver chez les

autres dans l'exercice de ses fonctions et dans la formation de sa pensée est inappréciable, ainsi que l'ai pu le constater tout au long d'une carrière qui, dans plusieurs postes, a été largement consacrée aux relations avec les hommes politiques et les journalistes.

Il est un fait que dans cette confrontation le diplomate se trouve presque partout aujourd'hui en position de faiblesse, mais c'est peut-être en France qu'il est le plus menacé. En effet, il y est également visé par la poussée — déjà ancienne et non exempte, parfois, d'un certain esprit de vendetta — d'autres administrations qui, à juste titre, participent de plus en plus à la vie internationale, mais s'irritent à tort de l'entendre rappeler, comme c'est son devoir, les exigences d'une politique étrangère cohérente et certaines réalités échappant à leur domaine. Une coalition, faite d'un curieux mélange d'ignorance totale à son égard et de présomption, de

jalousie et de mépris latent, d'ambitions et d'attrait vers les affaires extérieures, se dessine : elle est facilitée par l'effacement progressif des frontières entre le milieu politique et la haute administration et l'illusion que l'on peut se passer de ce « gêneur », se libérer de ses conseils et peut-être de ses jugements, et le remplacer avantageusement, chacun à son niveau et dans son domaine propre, en lui laissant une compétence réduite et « inoffensive ».

Si la France veut retrouver une diplomatie à la mesure de sa politique, il importe donc que cette querelle entre « frères ennemis » et entre administrations rivales cède le pas à l'intérêt général. C'est au pouvoir politique de qui le diplomate tient son autorité qu'incombe la responsabilité de montrer la voie et d'agir vis-à-vis de tous pour qu'il en soit ainsi. Il le peut, reste à savoir s'il le veut.

(\*) Ancien ambassadeur.

SI VOUS MESUREZ  
1 m 80 OU PLUS  
(jusqu'à 2 m 10)  
SI VOUS ÊTES FORT  
JOHN RAPAL  
GRANDES TAILLES  
PRÊT À PORTER



Costumes serge, flanelle, cheviotte, tennis, velours infroissables. Vestes sport, harris tweed, shetland etc... Pardessus, impers, trench double anovible. Peaux laines, vestes, blousons, trench, cuir ou daim, exclusivité MAC DOUGLAS. Pantalons, chemises, pulls, 4 longueurs de manche. 3000 VETEMENTS livrés immédiatement. 40, Av. de la République Métro Parmentier Parking gratuit Tél. 355.68.00

## 7 RUE CURIAL DES IMMEUBLES QUI FONT REFERENCE.

	7 rue Curial Paris 19 <sup>e</sup>	Les concurrents
L'environnement.	Marché Riquet le plus grand marché couvert de Paris. BHV Flançais. Eurocarrière. Le périphérique à 900 m. Ecoles et lycées à proximité. Métro : station Riquet à 500 m.	
L'architecture.	Faciles revêtements de quart. Inchassable et auto-lavable, allèges habillées en glacié de cortège. Garde-corps en aluminium anodisé et glaces fumées vitreplex.	
Les espaces verts.	1 hectare environ, avec pelouses, arbres, massifs floraux déjà plantés dans les parties achevées.	
Aire de jeux.	400 m <sup>2</sup> environ. Avec bacs à sable, toboggans. Déjà installés.	
Les équipements.	Moquette. Papiers peints sur les murs. Cuisines équipées dans les studios et les 2 pièces. Placards aménagés. Falcènes et tomettes dans cuisines et salles d'eau. Ventilation contrôlée. Bâles collissantes en aluminium anodisé.	
Les prix.	Le 2 pièces : 222 000 F. 46 m <sup>2</sup> + 5 m <sup>2</sup> balcon : Prix ferme et définitif. Parking compris.	
	Le 3 pièces : 298 000 F. 70 m <sup>2</sup> + 5 m <sup>2</sup> balcon : Prix ferme et définitif. Parking compris.	
	Le 4 pièces : 319 000 F. 86 m <sup>2</sup> + 4 m <sup>2</sup> balcon : Prix ferme et définitif. Parking compris.	

Réalisation  
SGM CONSTRUCTEUR  
Renseignements et ventes  
GIEFIC, 52 Champs-Élysées  
75008 Paris - Tél. ALM. 98-98  
Bureau de vente et appartement modèle  
ouvert sur place, 7 rue Curial, tous les jours  
de 14 à 18 heures, samedi  
et dimanche de 10 à 12 heures.

Des parisiens y vivent déjà.  
Avant toute décision venez voir.  
7 rue Curial Paris 19<sup>e</sup>

### PUBLICATION JUDICIAIRE

ARRET RENDU PAR LA COUR D'APPEL DE PARIS, 1<sup>re</sup> Chambre, en date du 10 juin 1976.

Statuant sur l'appel formulé par Constantin SINELNIKOFF et Michel JACOB, et par Jean-Luc FIDOUX, P.D.G. des Editions PAYOT, de qualité, partie civile, la Cour :

Déclare que la partie civile a été victime de contrefaçon d'écrits, commise à Paris en 1971 par les deux prévenus, pour avoir publié sans autorisation de l'auteur ou de ses ayants droit une édition de l'ouvrage de Wilhelm REICH, l'Analyse caractéristique :

— Condamne SINELNIKOFF et JACOB conjointement et solidairement à payer aux Editions PAYOT la somme de 6.000 F ;

— Condamne conjointement SINELNIKOFF et JACOB aux dépens d'appel et d'instance.

Pour extrait, M<sup>re</sup> Emmanuel BLANC (avocat).

Au centre de Deauville, en bordure directe de l'hippodrome, et pourtant au grand calme, nous construisons la résidence

24 à 28, rue de l'Avenir **ASCOT**

Studios, 2 et 3 pièces.  
Prix de lancement très modérés, fermes et définitifs.  
Livraison fin 1977.  
Très intéressant pour placements locatifs.

Garantie bancaire d'achèvement - Crédit 80%

**SOGEFRANCE** Je désire recevoir une documentation gratuite sans engagement.

13, bd de Courcelles  
75008 Paris - tél. 522.37.60  
33, rue Shakespeare  
06400 Cannes - tél. (93) 39.50.90

Nom .....  
Adresse .....  
AM 1

501



## POLITIQUE

### M. CHALANDON : le tandem Giscard - Chirac était bon.

M. Albin Chalandon, ancien ministre, estime dans une interview au *Quotidien de Paris* du 14 octobre :

« Le tandem Giscard - Chirac était bon, il était ressenti comme tel par l'opinion. Aujourd'hui, l'action lancée par J. Chirac au sein de la majorité me paraît plutôt bonne, dans la mesure où elle n'apparaît pas comme étant dirigée contre le président de la République, ni restée ressentie comme un élément de division et d'affaiblissement de la majorité. Jacques Chirac est capable de mobiliser les Français qui sont aujourd'hui plus ou moins attachés à la majorité présidentielle. En ce sens, il y a une équation : Giscard + Chirac = possibilité renforcée de gagner les élections en 1981. »

L'ancien ministre ajoute : « Une reprise sérieuse des investissements a peu de chances de se produire. Le cœur n'y est pas, même là où les moyens existent. La perspective des élections de 1981, le choix de société qui en sera l'enjeu, paralysent les chefs d'entreprise : tant qu'ils n'auront pas eu lieu, ils investiront au minimum. »

### A L'INVITATION DE M. EDGAR FAURE

### MM. Chirac et Barre interviendront au colloque du Nouveau Contrat social

Le Comité d'études pour un nouveau contrat social, fondé en 1970 par M. Edgar Faure, tient à Espenay (Marne) son sixième colloque, vendredi 15 et samedi 16 octobre. Les débats se concluront par un discours de M. Raymond Barre samedi après-midi, après une allocution de M. Edgar Faure, qui traitera notamment de l'inflation et de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Vendredi après-midi, M. Jacques Chirac, qui avait été invité alors qu'il était encore premier ministre, prononcera un discours dans lequel il traitera notamment de la « participation », dont il compte faire un des thèmes de son action politique.

Plusieurs rapports seront présentés, qui doivent contenir des propositions concrètes de réformes en ce qui concerne la protection des épargnants, la fiscalité des allocations familiales, l'organisation de l'espace rural. Accueilli par M. Bernard Stasi, maire d'Espenay, ancien

ministre, vice-président du Centre des démocrates sociaux, les congressistes entendront également des exposés de MM. Hovsida, premier ministre d'Iran, et Charles Hérou, ancien président de la République libanaise.

Alors qu'à l'origine le Nouveau Contrat social voulait jeter des ponts entre la majorité et l'opposition, il constitue aujourd'hui un lieu de rencontre et de discussion entre membres de la seule majorité. Lors de son dernier colloque, en avril 1975, à Poitiers, où Mme Anne-Aymone Giscard d'Estaing avait prononcé sa première allocution publique — le Nouveau Contrat social s'était efforcé de renforcer la solidarité de ses membres à l'égard du président de la République. Il se préoccupe davantage aujourd'hui de présenter des propositions originales et d'établir un lien entre certains éléments de la majorité et l'entreprise que vient de lancer M. Chirac.

### LES RADICAUX DE GAUCHE SE DÉCLARENT SATISFAITS DES DÉCLARATIONS DE M. MITTERRAND AU FORUM DE « L'EXPANSION ».

Commentant le dernier forum de l'Expansion (le Monde du 14 octobre), M. Patrice Gassenbach, membre du secrétariat national du M.R.G. (Mouvement des radicaux de gauche), a déclaré, mercredi 13 octobre : « Les déclarations de François Mitterrand et de Michel Rocard ont répondu à la question qui se posait devant la gauche lorsqu'elle accédait au pouvoir : la planification doit être le régulateur de l'économie de marché, ce qui signifie, dans un pays économiquement développé comme la France, que l'économie de marché et son fonctionnement, le profit, resteront le moteur essentiel de notre activité économique (...). »

M. Didier Schuller, lui a-t-il répondu, membre du secrétariat national du M.R.G., a souligné : « Je constate avec satisfaction l'engagement pris par M. François Mitterrand de limiter les nationalisations à celles qui sont strictement énoncées par le programme commun. »

### LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

### Les évêques de l'Est : que les prêtres ne s'engagent pas dans la compétition électorale

A l'approche des élections municipales, les évêques de la région apostolique de l'Est ont publié un mandement dans lequel ils déclarent notamment :

« Dans la conjoncture économique sociale et aussi politique, les prochaines élections municipales prendront vraisemblablement une importance plus grande qu'à l'ordinaire. La lutte électorale peut provoquer des affrontements vifs (...). De divers côtés, on est tenté de solliciter les prêtres soit au nom de certaines solidarités, soit dans l'intention, plus ou moins avouée, d'utiliser leur influence pour gagner des suffrages. Dans la situation actuelle, la présence d'un prêtre sur une liste municipale ne pourrait être envisagée qu'en raison de circonstances tout à fait exceptionnelles, à apprécier avec l'évêque du lieu. Nous demandons que l'on s'abstienne de proposer aux prêtres de s'engager, sous quelque forme que ce soit, dans la compétition électorale. Ainsi sera respectée leur mission propre. »

Interrogé le 14 octobre sur les antennes d'Europe 1, l'abbé Hervé Laudrin, député U.D.R. du Morbihan, seul prêtre exerçant actuellement un mandat parlementaire, a notamment déclaré :

« D'une part, quand on se présente dans la commune, qui se confond souvent avec sa paroisse, on risque de mélanges le spirituel et le temporel. (...) D'autre part, il faut bien reconnaître que dans plusieurs cas des prêtres pourraient prendre des positions philosophiques ou politiques pas très conformes à la doctrine de l'Eglise, et risquer de briser l'unité des fidèles. (...) En ce qui me concerne, je n'exerce aucune fonction spirituelle dans la commune dont je suis maire. » (N.D.L.R. : l'abbé Laudrin est maire de Locminé.)

## Reprendre l'initiative politique

(Suite de la première page.)

Cette volonté d'explication ne se fait pas affichée d'une manière aussi nette et le besoin de reprendre l'initiative sur le plan politique n'était vivement éprouvé par M. Giscard d'Estaing. Il est de fait que depuis le départ de M. Chirac un flottement se manifeste dans la démarche du chef de l'Etat : celui-ci, qui, de toute évidence, ressent la nécessité d'y mettre fin, paraît encore mal assuré de sa tactique. Il en résulte des contradictions qui freinent l'impulsion que M. Giscard d'Estaing escompte du changement de gouvernement.

Un nouvel exemple en a été donné mercredi après-midi. M. Barre, en effet, a dû hausser la ton devant les trois groupes de la majorité réunis à l'Assemblée nationale afin d'écarter la perspective d'un impôt sur le capital. Il a estimé qu'on avait eu tort d'interpréter ses déclarations conciliantes de la veille comme une concession aux auteurs de cette proposition. La baisse de la Bourse, a-t-il ajouté, ne s'explique pas autrement. Même son de cloche à l'Elysée : « Vous ne pouvez pas avoir dans la même journée M. Mitterrand qui promet, le matin, des nationalisations, et des députés de la majorité qui demandent, l'après-midi, un impôt sur le capital — c'est-à-dire, en fait, un impôt sur les valeurs mobilières — sans inquiéter les porteurs d'actions. Pour organiser le mariage bourgeois, c'est une merveille. » Donc, tout serait clair : non à l'impôt sur le capital.

Pourtant, sur cette importante question, les hésitations semblent réelles. D'abord, M. Barre a bel et bien infléchi son propos d'un jour sur l'autre. Ensuite, le premier ministre a dit et répété que la taxation des plus-values traduisait un autre choix ; or, au même moment, dans l'entourage du chef de l'Etat, on expliquait que ces deux types d'imposition ne sont nullement incompatibles et que M. Giscard d'Estaing n'a pas d'opposition « dogmatique » à l'égard de la taxation du capital. On conçoit que les députés soient perplexes.

Aussi, lorsque M. Barre a qualifié de « anachronisme intellectuel » l'attitude « irresponsable » des défenseurs de cet impôt, l'un de ceux-ci, M. Jean Bonhomme, député appartenant à l'U.D.R. de Tran-et-Garonne, a-t-il aussitôt répliqué, dans les couloirs du Palais-Bourbon, qu'« en fait de anachronisme intellectuel, il y en a de l'autre côté de la Seine » — entendez : à l'Elysée — de plus coupable que lui. Faut-il penser que le désir de contraindre les « grosses

lèvres » — comme le dit M. Bonhomme — qui se sont ralliées à cette proposition, au premier rang desquelles figure M. Chirac, a été déterminant dans la fermeté toute nouvelle du président de la République ? On est porté à le croire quand on entend les proches de M. Giscard d'Estaing s'étonner que ceux-ci même qui ont mis en pièces la taxation des plus-values veuillent aujourd'hui taxer le capital.

Les réactions de l'Elysée aux initiatives de M. Chirac reflètent en tout cas le même embarras qui apparaît dans l'attitude du chef de l'Etat à l'égard de la personne même de l'ancien premier ministre. Il n'y a aucune divergence entre M. Giscard d'Estaing et M. Chirac, affirme-t-on volontiers à l'Elysée, puisque l'un et l'autre s'emploient, chacun à sa manière, à animer la majorité. Mais certains des collaborateurs du chef de l'Etat vont jusqu'à dire que celui-ci ne comprend pas bien ce que veut son ancien premier ministre. Et c'est le président de la République lui-même qui, en privé, des propos sévères sur M. Chirac, jugé de peu de poids face à M. Mitterrand dans le débat électoral.

M. Giscard d'Estaing a affirmé, on le sait, dans son allocution télévisée du 29 septembre, que le moment n'est pas venu de préparer les élections. Passons sur le fait qu'un secrétaire d'Etat — M. Ratusch — a été trouvé, pour la première fois, affecté à cette seule tâche et que trois ministres, et non des moindres — MM. Giscard, Lecanuet, Durfour — n'ont pas caché leur satisfaction d'être nommés à des postes qui leur laisseront le temps de se consacrer à leurs partis respectifs.

Soufflons seulement que l'entourage du chef de l'Etat n'a pas attendu longtemps pour préciser que M. Chirac n'était nullement visé par la déclaration du 29 septembre et que M. Giscard d'Estaing n'avait en aucun cas voulu dissuader les formations de la majorité de se préparer aux échéances électorales. Le président de la République, ajoutait-on, croit que la campagne proprement dite, dans les dernières semaines précédant la consultation, sera décisive, comme elle l'a été en Allemagne fédérale et en Suède, et qu'il partit trop tôt au risque de laisser le public. Raisonnablement un peu sceptique, si l'on songe que dans les deux pays cités la campagne a bel et bien duré deux ans et que l'effort de propagande entrepris par

le chef de l'Etat ne diffère guère de celui de son ancien premier ministre.

L'ouvrage présidentiel, *Démocratie française*, est l'instrument privilégié de cette « action d'explication » souhaitée par M. Giscard d'Estaing. Cependant la signification du livre n'est pas exempte d'ambiguïtés. Officiellement, il ne répond à aucune visée électorale, mais à un objectif précis : ouvrir un vaste débat d'idées dans l'opinion. Nul ne conteste toutefois, même à l'Elysée, que les orientations définies par le président de la République serviront non seulement à guider l'action gouvernementale au cours des prochains mois, mais aussi à préparer les élections législatives, qui se joueront, une fois de plus, sur un « choix de société ».

La cohérence du « projet » giscardien, le chef de l'Etat en est conscient, n'est pas encore bien perçue. Il n'est pas certain que la façon dont nous est présenté *Démocratie française* rende ce dessin plus clair. Certes, la publicité du livre est efficacement organisée, comme le prouve l'accueil qui lui a été fait. D'une manière générale, les relations publiques de l'Elysée se sont largement développées. M. Giscard d'Estaing reçoit désormais chaque semaine une demi-douzaine de journalistes, et son service de presse déploie une intense activité. Le chef de l'Etat devrait néanmoins méditer l'observation que faisait parfois son ancien porte-parole, M. Xavier Gouyou-Beauchamps. Le prédécesseur de M. Jean-Philippe Lecat, notant que les gouvernements successifs de la V<sup>e</sup> République avaient eu tendance à mettre en cause la presse dès que leur action était contestée, mettait en garde ceux qui croyaient que la définition d'une politique de l'information les dispensait de définir une politique tout court. L'avertissement n'était pas dénué de bon sens.

THOMAS FERENCZI.

### « IL FAUDRA REPENSER LES RELATIONS DES ETATS-UNIS AVEC TOUT GOUVERNEMENT AU QUEL PARTICIPERAIT LE P.C. », déclare l'ambassadeur américain en France.

Toute participation communiste à un gouvernement européen impliquerait nécessairement de la part des Etats-Unis un changement dans les relations avec ce pays, a indiqué M. Kenneth Rush, ambassadeur des Etats-Unis en France, au cours d'une conférence de presse, mercredi 13 octobre, à Nancy.

« Actuellement, a-t-il précisé, nous pourrions avec la France une politique visant à rechercher un certain nombre de solutions aux grands problèmes auxquels le monde est confronté (...). On peut se demander, dans le cas d'une participation communiste, s'il n'y aura pas une attitude plus neutralisée vis-à-vis de ces questions. Il sera alors nécessaire de repenser nos rapports avec un tel pays », a conclu l'ambassadeur.

### Les radicaux de gauche proposent l'élection des maires au suffrage universel direct

Le Mouvement des radicaux de gauche a rendu public, mercredi 13 octobre, son manifeste municipal intitulé « le pouvoir municipal ». Ce document va être tiré à 30 000 exemplaires et va être présenté dans une centaine de villes à l'occasion de débats publics.

Dans leur manifeste, les radicaux de gauche expliquent que « c'est l'excès de centralisation qui risque de remettre en cause l'unité nationale » et ils se proposent, en conséquence, en faveur d'un renforcement des régions, des départements et des communes. Ils déplorent au passage que les grandes options du VII<sup>e</sup> Plan maintiennent le transfert des charges au détriment des collectivités locales.

Parmi les mesures nouvelles suggérées par le M.R.G., on relève :

- « L'abaissement de l'âge d'éligibilité pour les élections locales et nationales, comme suit : dix-huit ans pour les fonctions de conseiller municipal ; vingt et un ans pour le mandat de député ;

trente ans pour le mandat de sénateur ;

- « L'impossibilité de cumuler avec un mandat national plus d'un mandat local ;
- « La limitation du cumul des mandats locaux à deux ;
- « L'octroi par les employeurs aux conseillers municipaux d'un crédit de vingt heures par mois, fixé par la législation du travail. Ce temps leur sera rétribué comme temps de travail et pris en charge par le budget communal ;
- « L'élection du maire ou suppléant universel direct afin de mettre fin à l'hypocrisie présente de la liste de liste et du panachage qui ne se fait pratiquement jamais. Ainsi, le choix des conseillers municipaux se fera sur des critères de représentativité et non plus sur la seule tête de liste ;
- « Pour répliquer à la surinformation et à la sous-formation des élus, qui les maintiennent en état de subordination face à l'administration, il faut assurer aux élus une formation permanente.
- « Réserver, dans un délai de cinq ans, près de 35 % des recettes de la fiscalité aux collectivités locales ;
- « Attribuer aux collectivités locales le produit de l'impôt sur le capital ;
- « Faire disparaître le système des subventions, clé de la dépendance, par l'instauration — dans un premier temps — du système de la subvention globale en annuité ;
- « Affecter à la commune une part de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ;
- « Rembourser aux communes la T.V.A. perçue sur leurs travaux ;
- « Le M.R.G. souhaite, en outre, accroître les possibilités d'information économique des élus locaux.

La formation que préside M. Robert Fabre préconise enfin « l'instauration d'un minimum social garanti pour tous les habitants de la commune, indexé au SMIC et financé par un pourcentage des impôts locaux ».

**MERCI MONSIEUR SEGALOT**

ça c'est du meuble

PARIS XIV - 52, Av. du Général-Leclerc  
NOCTURNES : Mercredi - Vendredi jusqu'à 22 h

## PARADISE 15

Un immeuble classique au coeur du...vrai bon 15<sup>e</sup>.  
A proximité de Montparnasse et du 7<sup>e</sup> arrondissement.



La rue Bague est une rue calme du 15<sup>e</sup> arrondissement juste derrière Montparnasse. Au bout de la rue Bague, la rue de Vaugirard, animée et commerçante.

Deux petits immeubles de cinq et sept étages sont construits. En tout, 52 appartements la plupart avec balcon ou terrasse.

Une résidence classique, confortable et calme, à 6750 F le m<sup>2</sup>, prix ferme et définitif.

Les appartements seront livrables au deuxième trimestre 1977.



Renseignements et vente sur place : 612, rue Bague 75015 Paris. Tél. : 258.58.98

CONSTRUCTION LA NEUR

### Après la publication de « Démocratie française »

### M. DOMINATI : M. Lecanuet s'est trompé.

M. Jacques Dominati, secrétaire général de la Fédération nationale des républicains indépendants, a déclaré, mercredi 13 octobre, au micro de Radio Monte-Carlo : « Je maintiens que *Démocratie française* est l'opinion politique la plus importante depuis 1968. Je crois que M. Lecanuet s'est trompé en disant que c'était l'événement politique de la semaine. Valéry Giscard d'Estaing a proposé non seulement un projet politique pour la France, mais ce sera certainement aussi un modèle européen. Valéry Giscard d'Estaing a créé une école politique. »

M. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates sociaux, nous fait savoir que la conclusion de son commentaire sur le livre de M. Valéry Giscard d'Estaing (le Monde du 13 octobre) devait être lue ainsi : « L'espoir de changer la société sans changer

de société est clairement situé dans le camp où nous combattons. » Le texte initialement distribué par le C.D.S. était rédigé ainsi : « L'espoir de changer la société sans en changer est clairement situé... »

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C.F. à Paris, mercredi 13 octobre, au micro de France-Inter : « Ce qui nous semble extrêmement grave, dans la situation actuelle de la France, c'est ce qu'on appelle la désunion, la désunion entre les mains d'une petite minorité, d'une petite minorité économique et politique qui n'est absolument pas représentative de la masse du peuple. »

La fédération de Paris du parti radical, que préside M. Didier Barthe, affirme retrouver, dans *Démocratie française*, les « principes fondamentaux » dont le radicalisme n'a cessé de se réclamer et le meilleur d'une tradition républicaine fondée sur un idéal d'émancipation de l'individu. »

« J'ai lu et relu votre livre... Une analyse brillante... Il est bon que de temps à autre un livre comme le vôtre remette en question les idées reçues et ouvre des voies nouvelles à la réflexion. » RAYMOND BARRE

# LE MONDE ROMPU

## ABONNEZ-VOUS A LA REVUE DES DEUX MONDES

Fondée en 1826	Président : JEAN JAURES	OCTOBRE 1976	LE NUMERO 12 7
L'ACTION	JACQUES CHIRAC	3	
VUE CAVALIERE DE L'HISTOIRE D'ESPAGNE	JACQUES CHASTENET	7	
LES PONTIS DE LIANE	ANDRE CHAMSON	17	
LE CENTENAIRE DE LEON BERARD	JEAN GUYTON	20	
L'ART ET LA SOCIETE AU XIX <sup>e</sup> SIECLE	RENE HUYGHE	28	
LES BANQUES D'AFFAIRES, POUR QUOI FAIRE ?	PIERRE MOUSSA	34	
PAUL RIVET, L'AMERIQUE ET LE MUSÉE DE L'HOMME	ALEJO CARPENTIER	52	
LA NUIT D'OCTOBRE	GEORGES GORSE	57	
LE CENTENAIRE DE L'INDEPENDANCE AMERICAINE :			
• « UN FRANÇAIS CHEZ LES LINCOLN »	RENE DE CHAMBRUN	68	
UNE VISITE A L'EMPEREUR DES PERLES	LOUISE WISS	83	
LE KOWEIT	LUCIENNE HERBER	94	
L'ÉQUINOXE	FRANÇOIS SEYDOUX	96	
PORTRAITS ET SOUVENIRS :			
• PIERRE DE LEUSE	ANDRE DAVID	98	
• ANATOLE DE MONZIE ET GEORGES MANDEL	PIERRE DE GORSE	102	
QUI DONC ÉTAIT GRAZIELLA ?	GASTON PALEWSKI, de l'Institut	118	
PROPOS	FRANÇOIS SEYDOUX	126	
LA POLITIQUE EXTERIEURE	JOSEPH BARSALOU	142	
LA POLITIQUE INTERIEURE	MARCEL GABILLY	145	
A L'UNIVERSITE	PASCAL ARRIGHI	148	
LES CHRONIQUES ET ESSAIS DE :			
• PIERRE DE BOISDEFRE	ANDRE BOURIN		
• GEORGES CHARNOUL	LEON BOUSSARD		
• PHILIPPE SEHART	YVAN CHIRIST		
• FERNAND LOT	PAULE FOUGERE		
• PIERRE AUDINET	JEAN-PIERRE ENKIL		
• JACQUELINE DE CHIMAY	RENE ELVIN		
• ANDRE BOGAERT	JEAN-REMY PALANQUE		
• THEODORE QUONIAM	JEAN GUYTON		
• L'Académie française	LUCIENNE CURIE-SEIMERS		
• JACQUES DE NICOMONT	CLAUDE LACHAUX		

15, RUE DE L'UNIVERSITE - PARIS-VII - Tél. 261.21.49  
ABONNEMENT 1 AN (12 n°) : 120 F.  
Spécimen gratuit sur demande

## POLITIQUE

### POINT DE VUE

## La démocratie giscardienne

par ANDRÉ LAIGNEL (\*)

**A**LORS que les moyens d'information sont mobilisés depuis des jours, que les principaux personnages de l'Etat occupent tous les créneaux de la vie publique pour s'adresser aux citoyens, que le peuple est appelé à soutenir, par son comportement et son action, le plan Barre, on refuse au Parlement le droit de se prononcer.

Comment cela peut-il se faire ? Comment peut-on arriver à ce résultat — aberrant — qu'un ensemble de mesures, dont on nous dit qu'elles vont engager l'avenir économique du pays, donc le bien-être et la sécurité des Français, ne sera voté par personne ?

Mais, nous objectera-t-on, le gouvernement a décidé d'engager sa responsabilité, en vertu de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, sur son projet de loi de finances rectificative ; l'apparence est trompeuse. Cette procédure, qui n'avait plus été employée depuis 1957, ne manque pas de particularités : la moindre n'est pas que des textes peuvent prendre force de loi sans qu'aucun vote intervienne, le silence servant d'approbation.

En effet, cette disposition constitutionnelle prévoit que :

« Le premier ministre peut, après délibération du conseil des ministres, engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un texte. Dans ce cas, ce texte est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée. »

Le mécanisme est simple : les députés qui refusent le texte qui leur est ainsi soumis doivent recourir à la mise en cause de la responsabilité du gouvernement ; s'ils ne le font pas, le projet est adopté sans autre forme de procès. C'est le système de la motion de censure « provoquée ». Comment cette disposition a-t-elle été utilisée dans le passé ? Quelle est sa signification ? C'est à ces questions que nous allons essayer de répondre.

Il peut sembler paradoxal qu'une motion de censure, même « provoquée », puisse être une arme de gouvernement, et pourtant ! Outre la possibilité de faire passer des projets sans vote, même si une motion de censure est déposée, les avantages pour le gouvernement sont encore très appréciables :

— Il faut la majorité absolue pour que la motion passe — et donc pour repousser, indirectement, le texte qui en est l'objet ;

— Les abstentionnistes et les absents sont portés au crédit du texte puisque seuls les votes favorables à la censure sont décomptés ;

— Enfin, ceux qui ne sont pas des opposants résolus se résoudront difficilement, même sur un texte important, à créer une crise ministérielle.

assortie du risque éventuel de la dissolution de l'Assemblée.

La motion de censure que la gauche va déposer sera la vingt-quatrième de la V<sup>e</sup> République ; sur les vingt-trois précédentes, huit l'ont été dans les mêmes circonstances, toutes ces huit motions ne concernant en réalité que quatre textes différents sur lesquels les gouvernements de l'époque s'étaient engagés, deux de ces projets ayant fait l'objet de trois motions — à chacune des lectures devant l'Assemblée.

En 1960, un projet de loi-programme militaire. Ce texte définissait la nouvelle politique militaire de la France, engageant celle-ci dans la voie de la dissuasion nucléaire comme fondement de sa défense. Trois lectures furent nécessaires, et lors de chacune d'elles le gouvernement s'engagea et les opposants proposèrent la censure.

En 1967, alors que les élections législatives viennent tout juste de se dérouler, M. Pompidou, premier ministre, soumet au Parlement une demande de pouvoirs spéciaux en matière économique et sociale. Un tel projet dissuadait les parlementaires, à peine en possession de leur mandat électif, de leurs compétences dans des matières fondamentales. Là aussi, lors des trois lectures, le gouvernement s'est engagé et l'opposition a censuré.

Outre ces deux textes, qui motivèrent à eux seuls six motions « provoquées », deux autres projets nécessiteront l'engagement du gouvernement :

— En 1959, M. Michel Debré décore la procédure de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution le projet de loi de finances pour 1960. En réalité, ce n'est pas l'ensemble du projet qui était mis en cause par les parlementaires, mais le budget du ministère des anciens combattants. Pour mettre fin au refus de ce budget particulier, la loi de finances est son entrée fut soumise par le gouvernement aux députés qui se trouvèrent invités soit à censurer le projet en totalité, soit à l'accepter.

En 1962, c'est à la loi de finances rectificative pour 1962 que fut appliquée la procédure que nous étudions. Là aussi, ce n'est pas tout le projet qui était mis en cause, mais les crédits concernant la force de frappe. A nouveau, le gouvernement refusant de dissocier ces dispositions de l'ensemble du projet, ce fut sur la totalité que le Parlement dut se prononcer.

Or, s'agissait-il d'examiner cette procédure fut toujours utilisée pour des textes importants : définition de la politique militaire de la France ; projet de loi de finances ; demande de pouvoirs spéciaux. Chaque fois qu'elle fut employée, elle portait sur des sujets particulièrement controversés, se révélant comme un moyen de pression parfois indispensable pour faire passer les projets concernés. L'alinéa 3 de l'article 49 de la Constitution a, incontestablement, par l'utilisation qui en a été faite et par son efficacité, contribué à renforcer le poids de l'exécutif face au législatif.

Il convient, d'autre part, de noter, parce que c'est significatif, que les huit motions de censure « provoquées » sont groupées sur seulement deux des cinq législatures qui se sont succédées depuis 1959. En effet, cinq motions ont été déposées lors de la première législature (1958-1962), et trois pendant la troisième (1967-1969).

Or, ces deux législatures sont celles où la majorité était incertaine ou faible. De 1958 à 1962, il n'y a pas de véritable ligne de partage entre ceux qui soutiennent le gouvernement et ceux qui s'y opposent : il y a en réalité une majorité par sujet. La guerre d'Algérie terminée, chacun se sentit plus libre de ses mouvements. Le projet de réforme du mode d'élection du président de la République et, surtout, la forme que le général de Gaulle choisit pour la révision de la Constitution permirent de catalyser les diverses oppositions : la censure recueillit 280 voix alors que 241 auraient suffi. Ce résultat rend patente l'absence de majorité certaine au cours de cette première législature. Pendant les quatre années de sa durée, sur les neuf motions inscrites à l'ordre du jour, cinq furent « provoquées » par le gouvernement, utilisation de cette procédure apparaissant en ces temps incertains comme un excellent moyen pour contraindre les hésitants à rester dans le giron de l'exécutif en ne votant pas la censure.

En 1967-1969, les contours de la majorité sont devenus plus clairs, mais les élections n'ont donné à l'U.N.R. et aux républicains indé-

pendants qu'une avance de 1 voix, avance toutefois confortée, dès les premières élections, par quelques centristes et non-inscrits. C'est cette faible marge qui détermine M. Pompidou à demander, pour une période de plusieurs mois, les pouvoirs spéciaux en matière économique et sociale. Il préfère une rude bataille à une série d'escarmouches qui aurait pu éroder le camp majoritaire. C'est sur ce projet que, par trois fois, le gouvernement provoqua la censure : celle-ci n'eut cours que de huit voix lors des deux premières, puis de sept, ce qui confirme l'étroitesse et la précarité de la majorité durant cette période.

L'étude attentive de la pratique de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, depuis 1958, nous conduit à faire deux remarques : la première, c'est que chaque fois qu'un gouvernement utilise cette procédure, une motion fut consécutivement déposée par l'opposition, celle-ci ne permettant pas qu'un texte fût adopté sans vote ; la seconde, c'est que cette disposition s'est incontestablement révélée comme une arme de gouvernement, faisant ses preuves à l'occasion de débats difficiles ou en des périodes où les majorités pouvaient fluctuer. C'est cette procédure que vient de choisir le gouvernement alors qu'elle n'avait plus été utilisée depuis près de dix années.

La conjoncture politique s'y prête. En effet, pour la première fois depuis la naissance de la V<sup>e</sup> République, le président de la République et le premier ministre n'appartiennent ni l'un ni l'autre au principal parti de la majorité : l'U.D.R. Une telle situation a entraîné une fronde incontestable dont les prémices parlementaires nous ont été fournies par la discussion de la loi sur la taxation des plus-values, et alors même que le chef du gouvernement appartenait

encore au parti gaulliste. Il n'est donc pas étonnant dans les circonstances présentes que le gouvernement se soit refusé à soumettre au vote son plan : il eût été possible qu'un nombre appréciable de députés U.D.R. s'abstiennent. Obliger l'opposition à déposer une motion de censure permet de ne recenser que les votes favorables à celle-ci. Ce stratagème a un double avantage : les abstentionnistes potentiels ne peuvent s'exprimer ; le plan de lutte contre l'inflation sera, ainsi que ses incidences financières, accepté — a contrario, et par le seul rejet de la motion de censure — sans que les parlementaires de la majorité aient été, à aucun moment, obligés de l'approuver clairement en le soutenant de leurs suffrages. L'astuce est sans grandeur, mais elle est significative de l'utilisation qui pourrait être faite du système de la motion de censure « provoquée », outil incomparable pour un exécutif confronté à une Assemblée rétive et à une formation de la majorité pratiquement instable à la grogne, mais pas à la brouille. Cette procédure est un moyen de gouvernement permettant de faire adopter les textes qui seraient jugés essentiels, tout le temps qu'à la seule volonté d'émancipation n'a pas été substitué un désir de rupture.

Rappelons, enfin, pour mémoire — sans en tirer de conclusions hâtives — que les deux seules législatures pendant lesquelles fut utilisée la censure « provoquée » n'ont, ni l'une ni l'autre, en 1962 et 1968, à leur terme.

Mais surtout, en ces jours où les « grands desseins » gouvernementaux n'ont pour armes que des expédients, pour approbation que le silence, qui peut ne pas doubler de la démocratie giscardienne ?

(\*) Assistant au département des sciences politiques de Paris-I. Membre du comité directeur du parti socialiste.

## Avec TWA, 7 jours à New York pour 2220 F seulement.

L'aller et retour Paris-New York en classe économie et 7 nuits d'hôtel pour un prix nettement inférieur à celui du seul aller et retour au tarif normal : c'est l'offre exceptionnelle que vous propose cet hiver TWA.

Pour ces forfaits de groupe spéciaux, valables à partir du 1<sup>er</sup> novembre, les réservations doivent être effectuées 15 jours à l'avance. Leur prix est basé sur une chambre occupée par deux personnes dans un hôtel confortable du centre-ville. Des chambres individuelles, des hôtels de première catégorie ou de grand luxe sont disponibles moyennant un supplément.

TWA offre également des forfaits similaires vers de nombreuses autres villes des U.S.A., ainsi qu'une sélection de circuits multivilles et avion-auto.

Bien que les tarifs aériens soient soumis à de possibles variations, l'ensemble de ces exclusivités TWA constituera toujours pour vous une occasion unique de visiter l'Amérique ou, si vous partez pour affaires, de réaliser une économie substantielle.

Et dans tous les cas, vous voyageerez à bord d'un vol régulier de la TWA, jamais sur un charter.

Si vous prévoyez de vous rendre aux U.S.A. cet hiver, renseignez-vous sur le programme des voyages TWA : demandez la brochure gratuite en téléphonant à TWA (720 62 11) ou en retournant dès aujourd'hui le coupon ci-dessous.

TWA 101 avenue des Champs-Élysées  
75008 Paris

Veuillez m'adresser gratuitement votre brochure en couleurs :

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Mon Agent de Voyages est : \_\_\_\_\_

N°1 sur l'Atlantique.  
**TWA**

TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

## le Véronèse

aux Gobelins

Trois petits immeubles aux frontières du Quartier Latin



Prix fermes et définitifs

- Studio de 27,60 m<sup>2</sup> + 2,80 m<sup>2</sup> de balcon ..... 198 000 F
- 2 pièces de 47,80 m<sup>2</sup> + 4,05 m<sup>2</sup> de balcon ..... 323 000 F
- 3 pièces de 69,11 m<sup>2</sup> + 5,71 m<sup>2</sup> de balcon ..... 419 000 F
- 4 pièces de 78,43 m<sup>2</sup> + 7,60 m<sup>2</sup> de balcon ..... 497 000 F

Ces prix s'entendent box ou parking inclus.

Bureau de vente sur place tous les jours (sauf mardi) de 14h à 19h, samedi, dimanche de 10h à 12h30, 14h à 19h, ou GEFIC 256.98.98

appartements modèle  
2-4, rue Véronèse, 75013 Paris

REALISATION  
**MEURIEUR**  
FLAHEBANDY & C<sup>o</sup>

100-110-120



150

POINT DE VUE

## Mesures anti-inflation et consensus national

par BERNARD KRIEF (\*)

SIX éléments essentiels font défaut pour mobiliser les Français au bénéfice du plan Barre : 1) Le gouvernement doit ajuster ses choix à sa politique : Ou bien, il se situe dans une perspective progressivement collectiviste (et dans ce cas il va poursuivre dans les mêmes voies : faire des Français une population d'assistés ; viser la réduction des inégalités par le bas — on n'aide pas les pauvres à devenir riches mais on fait en sorte que ceux qui par le travail, le talent, l'industrie, l'initiative, le goût du risque, pourraient accéder à la richesse ou simplement à l'aisance voient cette possibilité annulée par le jeu de différentes dispositions fiscales, tout en permettant à ceux qui ont pu recevoir ou accumuler une richesse de n'être pas taxés ; continuer à régenter jusque dans les détails la vie des entreprises, qui grandiront la famille des assistés qu'il soutiendra ou laissera mourir au gré de sa sagesse, etc. Si le collectivisme est vraiment ce qui nous est en fait progressivement imposé, ce qui suit n'a aucun intérêt. Ou bien telle n'est pas son option.

Alors le gouvernement doit réinstaurer d'urgence les règles d'une économie libérale (oui, il y a des règles dans une économie libérale mais elles ne doivent pas paralyser les mécanismes) abolies l'une après l'autre depuis quelque dix ans. 2) Le gouvernement doit prendre conscience de ce qu'il est absurde de rêver d'une économie saine et d'industrie en développement sans entreprises prospères, à tout le moins en bonne santé. Il doit donc faire en sorte d'obtenir le soutien et l'appui des entreprises et de leurs responsables. Ces derniers, qu'ils soient propriétaires-patrons, cadres supérieurs d'affaires personnelles ou responsables salariés d'entreprises cotées en Bourse, seront tout disposés à accepter des sacrifices, voire des taxes supplémentaires, à procéder à des engagements de personnel et notamment de jeunes, à exporter, etc. sous deux conditions expresses :

— D'une part, faire en sorte que par leur attitude et leurs déclarations il soit clair que les pouvoirs publics considèrent les entreprises comme des partenaires à part entière

avec lesquelles ils restaureront l'économie :

— D'autre part, supprimer les rigidités qui paralysent les entreprises, « démolir » leurs chefs et vont à l'encontre du but recherché, car elles étant la liberté d'entreprendre lorsque chaque mouvement de l'entreprise dépend d'une autorisation de l'administration.

Trois rigidités, notamment, sont insupportables. Quelles sont ces rigidités ?

— D'abord le contrôle des prix. Nous connaissons des entreprises saines et bien gérées qui, faute de pouvoir répercuter les hausses des matières premières, des fournitures diverses, des salaires et des fournitures d'Etat, sont déficitaires et doivent donc procéder à des économies et souvent licencier du personnel.

— On a du mal à comprendre l'entêtement qui conduit depuis dix ans à maintenir un blocage des prix sous prétexte de stopper l'inflation, alors qu'il est démontré par les faits que cette mesure est inopérante, et que

ses effets sont catastrophiques et sur l'inflation et sur l'économie (je ne vais pas reprendre ici la démonstration que j'ai faite dans un chapitre entier de la *Liberté d'entreprendre* (1)). Dans le même temps, l'Allemagne, par exemple, et d'autres pays pratiquent la liberté des prix et s'en portent bien. Il faut donc assouplir au plus vite cette rigidité contre laquelle on se bat en vain depuis des années.

— Ensuite l'interdiction de licencier. Cette mesure apparemment généreuse est le propre même d'une mesure démagogique et inefficace. Devoir obtenir une autorisation pour licencier, quelle que soit la situation de la firme, fait que les chefs d'entreprises, soucieux de leur première responsabilité qui est au moins d'éviter le déficit, sont contraints de ne pas recruter quand ils le peuvent de peur de ne pouvoir licencier s'ils le doivent.

Conscients de leurs responsabilités sociales autant qu'économiques, (\*) Conseil d'entreprises.

les chefs d'entreprises ne licencient pas à la légère — et ils l'ont prouvé. Mais paradoxalement cette rigidité a pour résultat d'augmenter le chômage. La possibilité de licencier, par exemple, 10 % de l'effectif sans autorisation préalable est un minimum pour réintroduire une souplesse sans laquelle aucune économie libérale n'est possible.

— La troisième rigidité touche le fait que les chefs d'entreprises ne peuvent plus accepter que des décisions les concernant soient prises par des commissions auxquelles aucun d'entre eux n'a été convié.

3) Les chefs d'entreprises, en bons citoyens, sont tout prêts — pour peu qu'on le leur demande avec respect et non qu'on les contraigne avec mépris, — à aider au redressement économique. Cependant, en plus des rigidités qui les entravent, ils en sont toujours à attendre ce que l'on pourrait appeler, sans inflation de mots, cette fois, une stratégie industrielle et économique présentée sous la forme d'un vrai plan.

Comment prétendre diriger la personnalité qu'est devenue l'économie d'une nation en utilisant ce qui fut

suffisant pour faire marcher les voitures de 1930 : le frein et l'accélérateur ?

Il faudrait que l'administration sache que les chefs d'entreprises ont des plans à trois ou cinq ans et qu'ils ne voient pas comment ils peuvent travailler sérieusement avec des mesures au coup par coup : par exemple, ils ignorent à quel prix ils pourront vendre leurs produits dans trois mois, ils ne savent pas quelle sera la politique de crédit dans quatre mois, et ils se demandent s'ils ne vont pas apprendre par le *Journal officiel* la sortie soudaine d'un décret avec application immédiate — voire rétroactive — qui rendra caducs leurs plans sans qu'ils aient même été informés de ce qui se préparait. Alors qu'ils devraient de plein droit avoir une place écoutée dans ces commissions. D'innombrables exemples pourraient être donnés.

Il faut donc que le gouvernement expose aux entreprises un dessin économique global et qu'il fasse l'effort intellectuel d'une conception d'ensemble s'il veut être suivi et aidé.

4) Il convient de procéder à une réforme des structures. — Je ne m'y étendrai pas puisque celles-ci nous sont annoncées. Attendons donc

front-elles dans le sens de l'action facilitée : développer les entreprises, en créer de nouvelles, exporter, favoriser l'initiative ? C'est à souhaiter. Dans cet esprit, on pourrait confier à M. Sudreau, avec lequel les chefs d'entreprise conviés — une fois n'est pas coutume — ont été très heureux de collaborer, le soin de la création d'une commission sur la réforme de l'administration. Nul doute que beaucoup de ceux qui ont suivi ses travaux s'y trouveront à l'aise et désireux de faire une fois de plus œuvre utile.

5) Veiller aux attitudes est aussi nécessaire. — Si l'on veut que les citoyens se mobilisent, il faut qu'ils s'associent à un projet. Et ce projet doit être simple et clair.

Où bien on veut instituer une échelle des valeurs désintéressées, « nobles », et alors il faut en prendre les moyens, et le moi-même me paraît être un assez bon exemple de ce qu'il faut faire ; ou bien on s'emploie à maintenir compatibles les aspirations qualifiées de « bourgeoises » et l'organisation de la vie économique de ce pays.

Il faut que les Français, tout en revendiquant chacun — et par des syndicats forts et actifs — de meilleures conditions de vie, perçoivent les mérites de la liberté d'entreprendre, et ce sont les leaders politiques qui doivent leur montrer le chemin.

Pourquoi accepterait-on d'honorer si de courir d'or le peintre de talent, le musicien, le footballeur, le chanteur pop, l'acteur de cinéma, l'auteur à succès, le producteur populaire de TV, le journaliste connu alors qu'il semble qu'on veuille montrer le « patron » comme un profiteur méprisable ? Les gouvernants et l'administration ne doivent pas s'associer à cette injustice.

6) Tenir compte des motivations humaines. — L'homme n'est ni ange ni bête. Mais non plus ni débile, ni étonné, ni martyr.

Taxer le capital, qu'il provienne d'héritages ou d'accumulations, serait indispensable et sain.

Taxer les revenus des travailleurs — et l'attends qu'on m'explique pourquoi celui qui dirige une entreprise ne serait pas un « travailleur » — est malsain surtout quand ceci a pour résultat d'égaliser le revenu quels que soient les efforts et les talents.

En France, quand on est riche, on peut le rester et le devenir encore davantage. Déjà, après le premier million, les choses sont plus faciles. Beaucoup de gens possèdent plus de 3 millions de francs. Pour eux, les portes s'ouvrent, les banques prêtent, les associés s'avancent. Quand on est pauvre, en premier lieu, il est difficile de se créer de gros revenus, et si on y arrive malgré tout, les conditions de taxation fiscale sont telles qu'il est presque impossible de devenir riche. Quelques exceptions qu'on peut citer ne font que confirmer la règle.

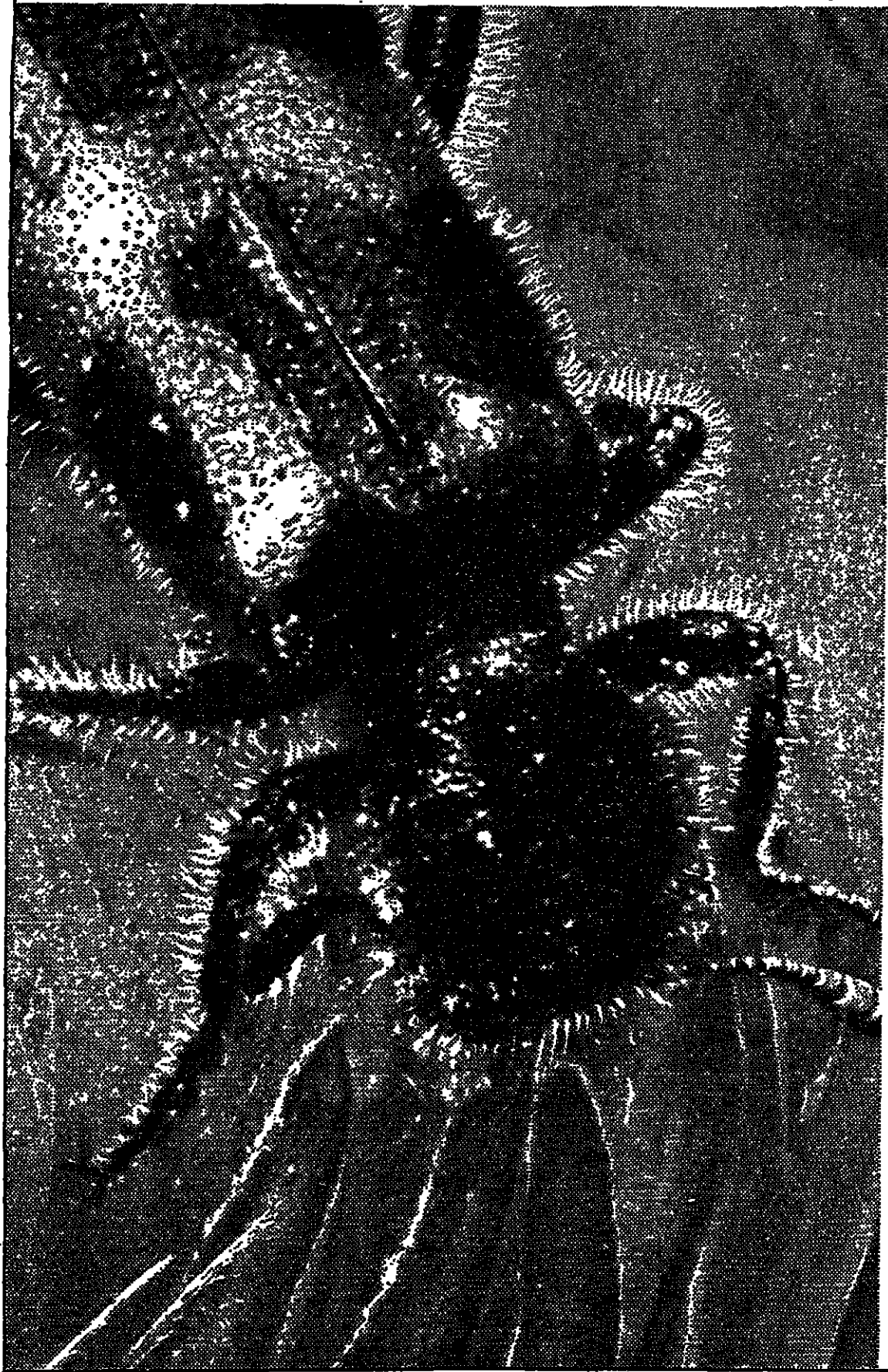
Il n'est pas vrai que les Français soient fraudeurs par nature ou atavisme.

Si, après avoir payé des impôts, il reste suffisamment de possibilités pour s'acheminer vers la richesse, la fraude diminue d'elle-même. Certes, il n'y a pas de valeur que la richesse. Mais la nature humaine est ainsi faite que les hommes se battent pour obtenir ces parcelles de pouvoir que sont les billets de banque. Certains hauts fonctionnaires méprisent ce goût pour l'argent. Ma connaissance de la psychanalyse me permet de dire que le goût « pur » pour le pouvoir est à bien des égards plus suspect que le goût pour l'argent. Mais ce sujet mériterait à lui seul d'autres développements.

(1) Cf. Robert Laffont.

## Distinguer les bons des méchants.

Le claron trichodes apiaris (famille des claridés) coléoptère non nuisible d'Europe Centrale - Photo B. Heydemann



Il reste à l'homme pour se nourrir, ce que les insectes lui laissent : environ deux tiers des récoltes. Aujourd'hui c'est déjà peu. De plus en plus, ce sera insuffisant. D'où la nécessité absolue de détruire les insectes nuisibles sans pour autant attaquer la faune utile à un bon équilibre écologique.

Hoechst a mis au point des produits spécialement conçus pour la composition d'insecticides hautement sélectifs. Des produits qui permettent de protéger les plantes et les récoltes sans nuire à l'harmonie de la nature.

Ce n'est qu'avec ce type d'insecticides que l'on pourra augmenter sensiblement les rendements agricoles dans les années à venir, seul espoir d'assurer en l'an 2000 la subsistance de 6 milliards d'hommes, tout en respectant leur fragile environnement.

Dans le domaine de la protection des cultures, comme dans bien d'autres, les 14.000 chercheurs de Hoechst répartis dans le monde entier, conjuguent leurs efforts pour améliorer le futur des hommes.

### L'avenir, c'est passionnant.

Hoechst - Tour Roussel/Nobel 92080 Paris-La Défense

Hoechst 

## POLITIQUE

### Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres le mercredi 13 octobre au palais de l'Élysée. An tardé de ses travaux le communiqué suivant a été publié :

#### • ACTIVITÉS AMBULANTES

Un projet de loi modifiant la loi du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixe a été adopté. Ce projet met en conformité la législation française avec les dispositions du traité de Rome qui interdisent tout traitement discriminatoire fondé sur la nationalité en matière de liberté d'établissement pour l'exercice des activités professionnelles.

Les ressortissants des États membres de la Communauté économique européenne pourront exercer "en activités ambulantes" dans les mêmes conditions que les nationaux : déclaration aux autorités administratives pour ceux qui ont au moins six mois de résidence et livret spécial de circulation délivré par les autorités administratives pour ceux qui n'ont en France ni domicile fixe ni résidence depuis plus de six mois.

#### • CONGÉ SPÉCIAL DES PRÉFETS

Le conseil a adopté un décret reportant au 31 mai 1977 la fin de la période pendant laquelle les préfets comptant au moins quatre ans de services pourront demander, dans la limite de six, à être placés en position de congé spécial.

#### • ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AGRICOLE

Un projet de décret relatif à l'inscription dans l'enseignement supérieur agricole de professeurs à titre personnel a été adopté. Des emplois de professeurs titulaires à titre personnel, dans la limite des vacances d'emplois de professeurs, pourront être lauréats à l'Institut national d'enseignement agricole et alimentaire (Paris-Grignon), dans les écoles nationales supérieures agronomiques de Montpellier et de Rennes et à l'École nationale supérieure d'industries agricoles et alimentaires. Les candidats susceptibles d'être nommés à ces emplois devront être âgés au minimum de trente

ans et être maîtres de conférence titulaire depuis au moins deux ans dans l'établissement où le poste est à pourvoir. Les nominations seront faites par décret du président de la République, sur proposition du ministre de l'Agriculture, après avis d'une commission désignée pour chaque discipline. Des professeurs jouiront des mêmes prérogatives et auront les mêmes droits et les mêmes obligations de service que les titulaires de chaires. Ce régime, qui est calqué pour l'essentiel sur celui des universités, permettra de donner des dérogations aux maîtres de conférences sans que le nombre des chaires soit modifié.

#### • CERC

Le conseil des ministres a arrêté la composition du nouveau conseil du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), qui sera présidé par M. Georges Vedel (voir ci-dessous). A cette occasion, un hommage particulier a été rendu aux membres de l'ancien conseil et à son président, M. Paul Giscard d'Estaing, pour le travail accompli et dont l'apport sera essentiel pour les actions à venir du nouveau conseil.

#### • SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Le ministre d'État, ministre de l'Intérieur, a présenté le bilan des accidents de la route depuis le début de l'année et fait le point des mesures prises pour améliorer la sécurité routière. Entre 1972 et 1975, le nombre des accidents de la route a été sensiblement diminué. Mais la situation s'est à nouveau dégradée depuis le début de l'année, et en particulier depuis le mois d'avril, entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 août, le nombre des tués par accident a été supérieur de cinq cent quatre-vingt unités à celui de la même période de l'année précédente. Il est donc essentiel de l'accroissement de la gravité des accidents, uniquement observé sur les réseaux à grande circulation, que la sécurité a continué de s'accroître sur les routes de liaison, risqué dans l'augmentation des vitesses pratiquées par les automobilistes. Il est donc essentiel que les pouvoirs publics renforcent leur action pour enrayer la dégradation de la sécurité routière, d'une part, en prenant toutes les dispositions utiles pour assurer le respect des limitations de vitesse et en sanctionnant plus sévèrement les infractions commises, d'autre part, en sensibilisant à nouveau l'opinion publique.

#### • L'EMPRUNT POUR LES P.M.E.

Le ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'économie et des finances, a rendu compte du placement de l'emprunt national 1976-77 pour les petites et moyennes entreprises et l'artisanat. L'émission de cet emprunt, d'un montant de 3,5 milliards de francs, a été ouverte le lundi 11 octobre 1976. La plus grande partie des souscriptions a dû être recueillie en l'espace de quelques jours.

Le ministre a exprimé sa satisfaction devant la confiance ainsi manifestée par les épargnants et indiqué que cette confiance constituait un élément important de succès du plan de lutte contre l'inflation. Il a espéré que la production de l'emprunt serait utilisée pour consentir des prêts aux moyennes et petites entreprises et aux artisans qui réalisent des investissements nouveaux, contribuant à accroître les capacités de production, l'emploi et les exportations. L'emprunt est ainsi une pièce essentielle du dispositif de soutien de l'investissement.

#### • LA RÉORGANISATION DU QUAI D'ORSAY

Le ministre des affaires étrangères a présenté une communication sur la réforme des structures de l'administration centrale ainsi que sur divers problèmes touchant aux missions, au personnel et aux moyens du ministère (Le Monde du 13 octobre).

Les grandes lignes du réaménagement des services ont été approuvées et les autres mesures envisagées ont été mises à l'étude. Le président a souligné, à cette occasion, la place qu'occupe le service diplomatique dans la vie des États modernes et la nécessité pour la France, dont les intérêts sont multiples et divers, de disposer d'un outil adapté à son rôle dans le monde.

#### • LIBAN

Le ministre des affaires étrangères a fait une communication sur la situation au Liban et, en particulier, sur les contacts qu'il a eus, à leur initiative, avec les représentants de plusieurs des parties au conflit.

#### • PÉTROLE

Le ministre de l'Industrie et de la recherche a fait le point de la situation des entreprises pétrolières à participation de l'État, Compagnie française des pétroles et groupe Elf-Aquitaine.

Le conseil des ministres a décidé mercredi 13 octobre, sur proposition de M. Pompidou, ministre d'État, ministre de l'Intérieur, la mise à la retraite de MM. Victor Deshayes, Marcel Diébolt, Pierre Dumont, Pierre Dupuch et Maurice Douhet, préfets en congé spécial. M. Jean-Paul Martin est pour sa part nommé préfet hors-cadre.

#### • LE VOYAGE EN IRAN

Le président de la République a tenu le conseil informé du déroulement et des résultats de sa visite officielle en Iran. Il a commenté l'intérêt du dialogue politique qui s'est engagé avec S.M. le Shah d'Iran et son gouvernement, en particulier sur les grandes négociations économiques internationales et sur la situation au Proche et au Moyen-Orient. Il a noté l'évolution très positive des relations bilatérales entre la France et l'Iran, qui s'est traduite par le développement et l'approfondissement des liens culturels et techniques, ainsi que par l'importance des projets industriels réalisés en coopération.

M. Giscard d'Estaing a souligné que ce bilan favorable résultait d'un effort constant et conduit au plus haut niveau politique depuis mai 1974 en vue de resserrer les échanges de toute nature entre les deux pays.

#### • DÉBATS PARLEMENTAIRES

Le premier ministre a rendu compte des conditions dans lesquelles s'est déroulé le débat sur la déclaration de politique générale.

Le gouvernement du 4 octobre dernier. Il a également fait le point de la préparation du débat sur le projet de loi de finances rectificative pour 1976 qui vient de commencer à l'Assemblée nationale.

**« AIDEZ PERSONNELLEMENT LE PREMIER MINISTRE DANS SON ACTION »**  
déclare le chef de l'Etat

A propos du débat sur le projet de loi de finances rectificative à l'Assemblée nationale, M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré : « Jean-Pierre Leclat, porte-parole de l'Élysée, a demandé aux ministres d'aider personnellement le premier ministre dans son action, et notamment dans son action d'explication tant devant le Parlement que devant l'opinion publique ».

#### NOMINATIONS

##### M. GEORGES VEDEL

##### PRÉSIDENT DU CENTRE D'ÉTUDE DES REVENUS

M. Georges Vedel a été nommé président du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), a annoncé M. Leclat, porte-parole de l'Élysée, à l'issue du conseil des ministres.

Ont été nommés membres : M. Georges Chavannes, président du Comité économique et social de Poitou-Charentes, président du département de Leroy-Somer ; Louis Lauga, membre du Conseil économique et social, syndicaliste agricole ; Jacques Leclercq, professeur titulaire à l'université de Paris-I ; Jacques Méraud, inspecteur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques, et Roger Reynaud, syndicaliste.

(Créé en avril 1966 avec pour mission de rassembler des éléments d'information utiles à une politique

des revenus ainsi qu'à une connaissance des coûts, ce Centre est placé auprès du commissariat général du Plan. Le conseil des ministres du 29 septembre dernier a, par décret, chargé et précisé les missions du CERC, qui est chargé désormais de suivre notamment l'évolution et la répartition des différents revenus et d'évaluer les écarts de revenus avant et après prise en compte des prélèvements sociaux et fiscaux. Le premier ministre avait dit devant la commission des finances l'importance qu'il attachait à ce Centre pour parvenir à une réduction des inégalités en France. La nomination de M. Georges Vedel, ancien doyen et professeur à l'université de Paris-II, membre du Conseil économique et social, comme président du CERC est une autre manifestation de l'intérêt que porte M. Barre à cet organisme.)

##### M. PIERRE AYMARD DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

M. Pierre Aymard, conseiller référendaire à la Cour des comptes, a été nommé directeur de l'Administration pénitentiaire en remplacement de M. Jacques Mégret, décédé le 18 septembre dernier.

Le président de la République a tenu à rendre hommage aux éminentes qualités humaines que M. Mégret, dont la mort a prématurément interrompu la carrière, a manifestées à la direction de l'Administration pénitentiaire.

(Né le 6 janvier 1920 à Ussel (Corrèze), M. Pierre Aymard, licencié en droit et diplômé de l'École nationale de l'Administration, a occupé de nombreux postes dans l'Administration d'outre-mer, notamment en Côte-d'Ivoire, de 1947 à 1952, puis en Indochine, au Tonkin et au Moyen-Congo. De 1959 à 1960, M. Aymard est conseiller à la haute représentation de France à Brazzaville, puis de 1961 à 1964, chargé de mission au ministère de la coopération et, de 1965 à 1967, chef de la mission française d'aide et de coopération au Bénin. Du 20 avril au 27 octobre 1975, M. Aymard est directeur du cabinet de M. Paul Dijoud, secrétaire d'État chargé de la fonction publique, puis, du 27 octobre 1975 au mois de mai 1976, directeur du cabinet du ministre de la fonction publique.)

Le général de corps aérien Henri de Bordas a été nommé, par le conseil des ministres du mercredi 13 octobre, conseiller du gouvernement pour les questions de défense, en remplacement du général de corps d'armée Louis Pichon, qui a atteint la limite d'âge de son rang.

Le général de corps aérien Henri de Bordas a été nommé, par le conseil des ministres du mercredi 13 octobre, conseiller du gouvernement pour les questions de défense, en remplacement du général de corps d'armée Louis Pichon, qui a atteint la limite d'âge de son rang.

le journal mensuel de documentation politique  
**après-demain**  
(non vendu dans les kiosques)  
Offre un dossier complet sur :  
**LE POUVOIR DU CONSOMMATEUR**  
Envoyez 10 francs (timbres ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

**MEDICINE PHARMACIE**  
octobre à juin  
Encadrement annuel parallèle à la Fac.  
P.C.E.M. et Pharmacie Année "O".  
Cours par Prof. de Fac.  
Groupes de 15 étudiants par chape.  
Au cœur du Quartier Latin  
IPEC 35 Bd St Michel  
633.81.23 033.45.87

**PATRONS**

sachez d'abord que le taux Actuel de l'impôt sur le bénéfice n'est pas de 50 % comme le prétend le Professeur Raymond Barre. Il est certainement supérieur à 65 %. Je l'ai calculé d'après des chiffres publiés en 1972 par le Ministère de l'Economie, tenant compte de ce que les Bilans Légaux sont faux, et que les bénéfices Réels sont moindres que les bénéfices Légaux !

Sachez encore que l'archaïque comptabilité - à partie double - qui est encore, hélas, Légale en France, ignore le Poste « Prélèvement Inflationniste », qui est la somme que l'inflation mange sur vos bénéfices, et qui est inconnu même du Corps Professoral de l'Ecole Nationale d'Administration, dont sont issus tant de Personnages Importants ! Et c'est ainsi que vous payez des

**IMPOTS QUI NE SONT PAS DUS**

sur ce redoutable Prélèvement, qui ne profite à personne, et qui est au détriment de toute notre économie !

Or voici que le Plan Laubard, qui prétend s'opposer au Plan Barre, propose de prêter un Emprunt pour renflouer vos trésoreries ! Faites mieux : exigez la

**RESTITUTION DES IMPOTS**

qui ne sont pas dus pour les 3 derniers exercices écoulés

Consultez mon Ouvrage :

**« SORTIR DE L'INFLATION »**

que j'envoie par poste tous pays moyennant une participation de 100 F français, versement à l'avance, par chèque bancaire, ou virement postal, ou chèque postal 3 volets, ou en espèces à mon domicile. No Copyright. Reproduction, imitations, traductions autorisées.

Cet ouvrage enseigne, avec des épreuves de calculs pratiques :

- la Comptabilité - à partie double - ;
- le Calcul Indexé qui sert à déterminer le montant des Impôts votés, et dont vous devez exiger la restitution ;
- la Comptabilité Indexée, qui traduit la réalité - selon l'expression de M. Valéry Giscard d'Estaing, en 1968, il n'était pas Ministre, lors d'une interview accordée à « Le Monde ».

Je restituerai leurs 100 F aux 200 premiers Etudiants qui me retourneront, correctes, les épreuves de calculs pratiques.

**Émile KRIEG, 7, rue d'Anjou. — 75008 PARIS**  
C.C.P. Paris 1330-11 TEL. : (1) 265-58-76

**"BORNICHE... UN JAMES BOND D'OPÉRETTE"**

Son action, celle du commissaire Chevalier, affirme Scop requerra ses confidences et pose sa affaire d'un autre côté, peut-être, d'ailleurs, à côté même. Un 3<sup>e</sup> œil.

Nous, Scop, l'est aussi par le ton de ses journalistes, la place accordée à la bande dessinée, cette autre façon d'écrire et de lire, et son ton où les illustrations s'ajoutent grandeur nature.

Scop-Magazine sort le 11 octobre. Vous y verrez de drôles de gens dans le milieu de New York, les idées de l'inventeur de la mode Mac, des files de papier qui ne portent plus de soutien-gorge, la passion d'un journaliste pour les vieilles américaines, du nouveau sur l'assassinat politique le plus raconté du monde et le premier western-païsa.

Scop-Magazine, le 1<sup>er</sup> lundi de chaque mois 10 francs.

**scop magazine**

**LE NEWS-MAGAZINE QUI A UN 3<sup>e</sup> ŒIL**

Je paye 1.50



150

ENQUÊTE

# Le métier de chercheur

## III. — DES CONTRATS ET DES HOMMES

par BRUNO FRAPPAT

Le métier de chercheur est, en général, tenu pour passionnant par ceux qui l'exercent. Mais si certains y trouvent un réel épanouissement, d'autres paraissent s'y enliser et mal accepter le jugement de leurs pairs. Un sentiment très répandu parmi les chercheurs veut que la liberté soit menacée par les contrats de recherche. Tous n'en sont pas à le redouter et des équipes ont trouvé, à cet égard, un équilibre. (« Le Monde » des 13 et 14 octobre.)

Le débat entre une recherche libre et désintéressée, insouciance de ses conséquences, et une recherche orientée vers une utilisation sociale ou industrielle de ses résultats n'est pas, pour bien des chercheurs, académique. L'accord signé, en 1975, entre le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) et Rhône-Poulenc a paru à beaucoup, et notamment aux syndicats, sonner le glas de la recherche libre et mettre, à terme, le potentiel public de la recherche en France au service d'une industrie orientée vers le profit.

L'argent, pour beaucoup de scientifiques, a mauvaise odeur. Mais il en faut de plus en plus pour faire des recherches. Les appareils, rares et coûteux, permettent aux physiciens de monter les « manip » dont ils rêvent. L'ameublissement des crédits publics n'a pas permis, depuis 1968, de recruter le personnel supplémentaire dont chaque équipe ressent la nécessité vitale. Aussi a-t-il fallu, dans bien des cas, admettre la multiplication de contrats qui ont permis d'équiper mieux les laboratoires et d'embaucher un personnel provisoire au statut plus qu'incertain.

Les rapports que les chercheurs entretiennent ainsi avec l'argent — dont jadis les artisans de la recherche pouvaient d'autant mieux se passer qu'ils en avaient moins besoin — sont devenus très ambivalents. Sur le plan des principes on en dénonce toujours les méfaits. Dans la réalité la course au financement et aux contrats occupe une bonne partie de l'activité des directeurs de laboratoires. Les chercheurs y auront-ils perdu leur âme ? Les fondamentales, les plus ardentes le craignent, d'autres n'en ont cure et se sont engagés dans cette voie sans vergogne, sachant qu'il y va de leur survie.

### Préserver sa liberté

C'est sans doute dans le domaine des sciences humaines et sociales qu'on trouve le plus de chercheurs mécontents à l'égard des sources de financement, dont ils redoutent qu'elles ne les emprisonnent à terme. Mais sur ce point les équipes sont divisées entre puristes et réalistes.

M. Jean-Marie Martin, la quarantaine, directeur de l'Institut économique et juridique de l'énergie (I.E.J.E.), à Grenoble, est assurément un réaliste. L'équipe de dix-huit personnes qu'il anime sur le campus de l'université de Grenoble dispose d'un budget annuel de 1,6 million de francs dont 50 % lui viennent de contrats. Tout en reconnaissant que « l'idéal serait un financement public de 70 % et 30 % par les contrats », M. Martin n'estime pas que sa liberté est menacée.

Cette liberté est fondée sur une participation active de l'Institut à la formulation même du contrat. C'est ainsi que l'I.E.J.E., avec laquelle l'Institut est lié par un contrat pour assurer des stages de formation permanente d'ingénieurs, ne peut pas demander d'importer quoi que ce soit de l'extérieur. « Nous refusons d'étudier des problèmes de pure marketing, par exemple si l'on nous demandait de justifier le tout-électrique en 1990. » Que l'Institut ait conservé sa liberté à l'égard de l'I.E.J.E., la meilleure preuve en fut la publication, en 1975, par cette équipe de chercheurs, jeunes pour la plupart, d'un livre orange sur les « alternatives au nucléaire ». Cela n'a évidemment pas facilité les relations avec l'I.E.J.E.

De même que la diversification des annonceurs peut mettre les journaux à l'abri de pressions

trop fortes des publicitaires, la diversification des sources de financement de l'I.E.J.E. apparaît comme une condition nécessaire à la survie dans la liberté. Actuellement, l'Institut a un contrat de quatre ans avec la Communauté économique européenne, un contrat avec l'Agence pour les économies d'énergie et touche des subventions du ministère de l'éducation pour assurer des enseignements aux étudiants de deuxième et troisième cycle de sciences économiques.

Cette politique n'est pas du goût de tous les chercheurs. Parfois, elle est jugée à l'origine, de l'insécurité de recherches et d'économies politiques (I.R.E.P.). L'I.E.J.E. s'en est séparé — dans la douleur — car la majorité des membres de l'I.R.E.P. condamnent les contrats et la déqualification qu'ils représentent. Quelques chercheurs de l'équipe de M. Martin ne cachent pas leur gêne : « L'I.R.E.P. dit M. Girod, syndicaliste à la C.F.D.T., était en contact avec des forces sociales dévalorisées. Ici, nous préférons les grandes entreprises énergétiques, nous préférons un contrat avec la C.E.E. plutôt qu'un contrat avec l'Algérie. Nous avons une perspective de rentabilité et non plus sociale. » Mme Lalanne, qui a un poste de collaboratrice technique, résume ainsi son sentiment : « Avant on travaillait chez Renault, maintenant on travaille chez Simca. »

### Autogestion et carrière

L'Institut, qui peut, de l'extérieur, paraître une équipe très soudée, est en réalité divisé. La blessure du divorce avec l'I.R.E.P. est mal cicatrisée. Il suffit de rester quelques heures dans ces locaux où chaque chercheur dispose d'un petit bureau qui l'isole des autres pour sentir où passent les lignes de clivage. Au-delà de la question des contrats, on a affaire à une communauté à la sensibilité délicate qu'un rien irrite. Comme ailleurs rivalités, méfiance et procès d'intention sont le lot quotidien. Mais, ici, on n'a pas peur de les exprimer et M. Martin admet qu'il passe 50 % de son temps à faire office de confesseur. Les conflits latents, les incompatibilités d'humeur ont l'occasion, tous les deux mois, de s'exprimer lors d'une assemblée générale du personnel qui se réunit durant une journée complète dans une villa au-dessus de Grenoble. On y prend les décisions importantes, on y organise le travail des semaines à venir.

Est-ce l'autogestion ? Dans une équipe de dix-huit personnes, elle paraîtrait, a priori, possible. Depuis quelques années on a même tenté une rotation des fonctions de gestion dans l'Institut afin de permettre au directeur, M. Martin, de ne pas trop s'éloigner de la recherche. Il a fallu y renoncer. Directeur de recherches au C.N.R.S., M. Martin est assés de son avenir et l'Institut qui l'emploie ne lui en voudra pas s'il publie moins qu'il le désirerait.

En revanche, pour ses collaborateurs, il est vite apparu que leur carrière au C.N.R.S. serait bloquée s'ils réduisaient, même temporairement, leurs recherches et le rythme de leurs publica-

tions, critère essentiel sur lequel le C.N.R.S. juge les chercheurs. L'autogestion était un rêve et M. Martin a dû reprendre les rênes de l'Institut. A charge pour lui de se lever tôt chaque matin pour consacrer — de 6 heures à 8 heures — trois heures à la lecture et au travail personnel que sa fonction de directeur lui interdit pratiquement d'assumer à l'Institut.

### « Manip » à Toulouse

Le doute et les déchirements qui se sont emparés de certains chercheurs de l'I.E.J.E. n'ont pas effleuré M. François Borie lorsqu'il a proposé de diriger, à Toulouse, une équipe réunissant des chercheurs du C.N.R.S. dont il fait partie, et de l'Institut français du pétrole (I.F.P.), qui est financé par une taxe spéciale sur les produits pétroliers. Dans ce

laboratoire qui ressemble à une petite usine calme, une douzaine de personnes étudient depuis cinq ans « certains mécanismes de transfert de chaleur et de masse en milieu poreux », autrement dit la diffusion de certaines substances dans les roches, la possibilité de récupération du pétrole dans les roches n'étant « jamais perdue de vue ».

Association originale de chercheurs universitaires, du C.N.R.S. ou venus de l'industrie, le groupe d'études n'a évidemment pas la faculté d'étudier n'importe quoi sans rime ni raison. Le contrat temporaire qui lui permet de fonctionner est lié à des objectifs précis. Cela limite apparemment l'orientation des recherches, mais comment pourrait-il en être autrement ? Le groupe d'études a disposé depuis cinq ans de fonds suffisants qui lui ont permis de réaliser des manipulations impressionnantes. Des « carottes » de

plusieurs mètres renfermant un milieu poreux — billes de verre ou sable — ont ainsi autorisé des études très fines de diffusion en fonction de différentes pressions ou températures.

Dans ce laboratoire comme dans beaucoup d'autres, c'est le rythme lent du travail qui surprend. Nulle frénésie, pas d'agitation. « On peut, dit un chercheur, passer des journées à regarder la « manip » sans rien faire, l'œil dans le vague. » Et un jour l'idée surgit, non point l'idée de génie qui va révolutionner la physique moderne mais le « truc » qui permettra d'améliorer la machine et d'aller plus avant dans l'expérience. Dans une telle équipe, chacun conçoit de bout en bout sa « manip » avec l'aide de techniciens et d'ouvriers. Cela peut demander des mois ou même des années : la recherche fondamentale n'est pas pressée.

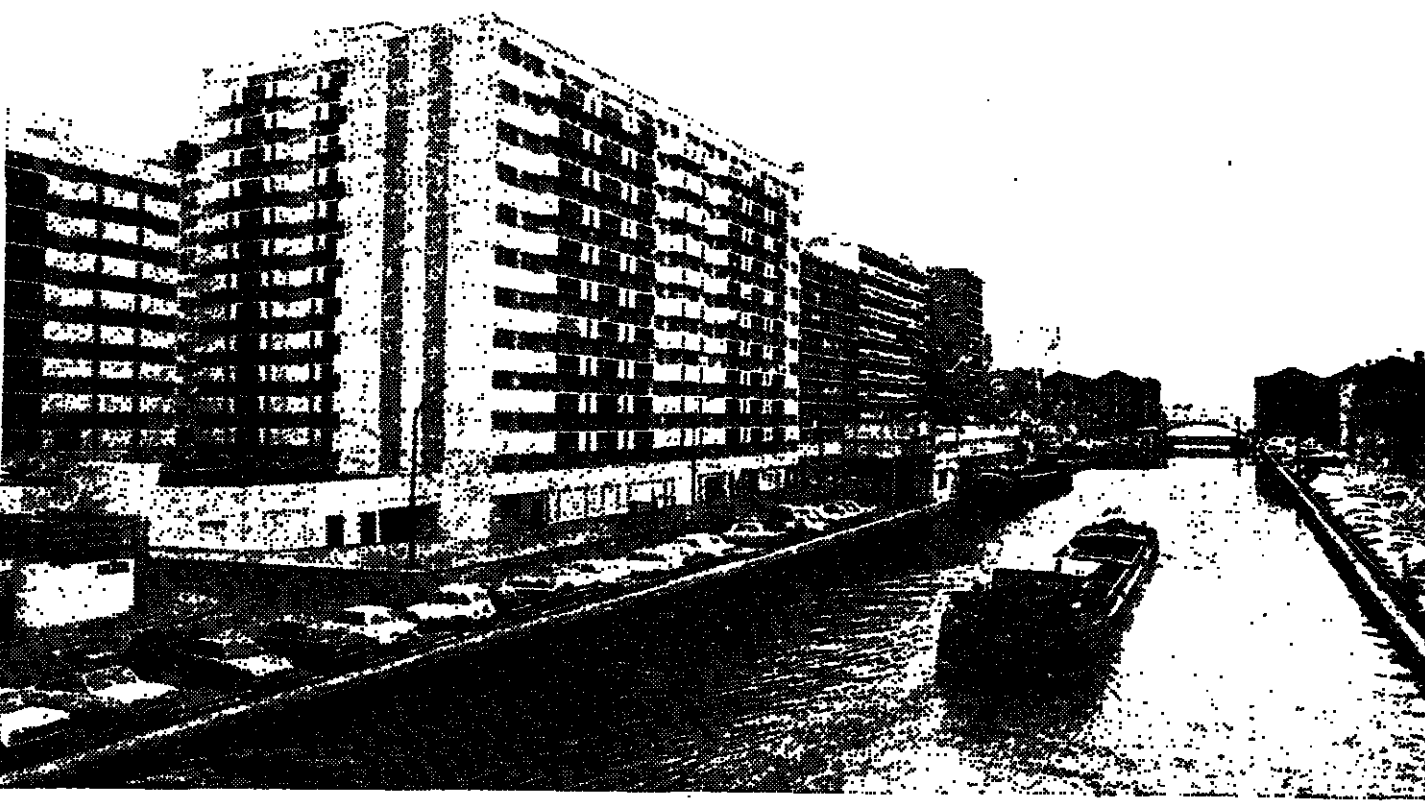
Travailler, indirectement, pour l'industrie du pétrole ne paraît pas troubler les membres de cette

équipe, dont certains, pourtant, militent à l'extrême gauche et dont beaucoup sont syndiqués. Pour M. Borie, issu d'un milieu modeste, la recherche n'était pas, à l'origine, un but en soi : « Il s'agissait pour moi d'avoir un métier. » C'est quand il s'est senti plus assis que des questions l'ont assailli : « Je n'en ai pas conscience de l'existence du travail que je faisais, pour le bien commun. Aujourd'hui, à Toulouse, il y a peut-être dix personnes qui peuvent apprécier le travail que je fais. » Mais M. Borie est plus tranquille : « Mon travail de recherche fondamentale ne se justifie que si j'ai l'impression que ses retombées peuvent contribuer à rendre les gens plus heureux. » Et cette impression aujourd'hui, après une période de doute, il l'a. Contrat ou pas.

Prochain article :

MOBILITÉ  
OU SÉCURITÉ ?

## Le Doge: le m<sup>2</sup> qui a le plus de charme à Paris.



A Paris, il y a des quartiers tumultueux et les quartiers où l'on trouve encore des artisans, des petits bistrots, comme au bord du Canal de l'Ourcq.

Là, un immeuble sans conformisme, le Doge, y a pris une place de choix. Face à ses propres jardins, tout près des Buttes Chaumont, pas trop loin du périphérique et des grands magasins.

Le Doge a déjà pris vie. Les 3/4 des appartements sont habités. Il reste des studios (entièrement équipés), des 2, 3, 4 et 5 pièces disponibles immédiatement. Visitez-les.

Le m<sup>2</sup> à 4300 F c'est rare dans un coin de Paris qui a autant de charme. C'est unique pour une construction aussi sobre.

Renseignements et vente sur place, les lundi, mercredi, jeudi et samedi de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Et les vendredi et dimanche de 14 h à 19 h. Tél. 607.38.55. 18, quai de la Marne, 75019 Paris.

Et à **Desivegi**  
15, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.  
Tél. : 260.30.00.



Pour recevoir une documentation gratuite sur le Doge, nous retourner ce bon.

Nom \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Investissement ☐ Résidence principale ☐

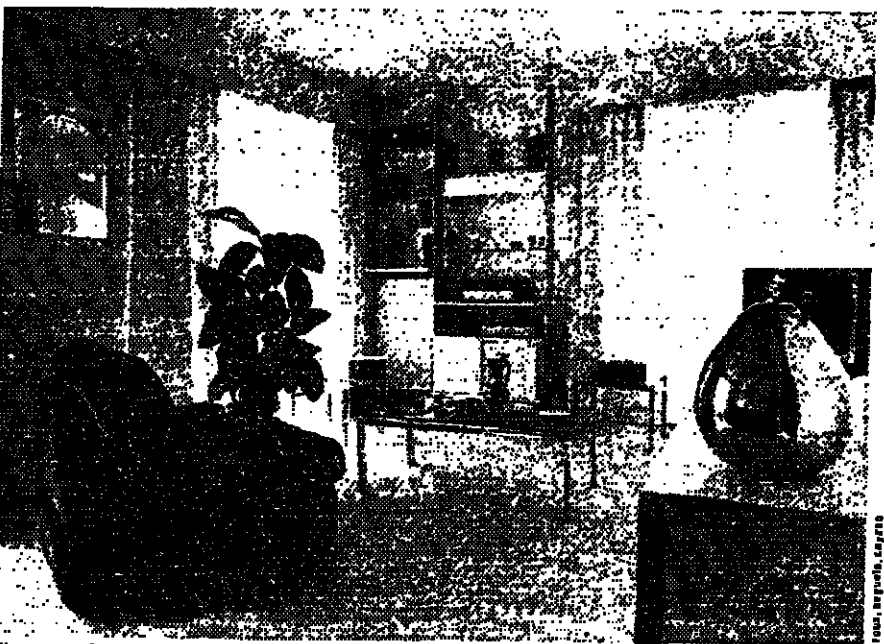


Photo prise dans l'appartement d'un copropriétaire résidant au Doge.

**Livraison immédiate. 4300<sup>F</sup> le m<sup>2</sup>**

### Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :  
YSOPTIC  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.13.52

Documentation et liste des correspondants  
français et étrangers sur demande.

YSOPTIC

**de Burberrys  
à Lanvin**

**le nouveau  
MASCULIN  
RIVE-GAUCHE**

**LESCUR**  
au centre Maine  
Montparnasse

## AÉRONAUTIQUE

A Toulouse

### Les perspectives du plan de charge des usines de la SNIAS sont jugées alarmantes par le conseil régional de Midi-Pyrénées

Toulouse. — Depuis le début du mois, M. Jean Pierson, jusqu'alors directeur de la SOCAT, filiale de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS) implantée à Tarbes-Ossun et spécialisée dans la production d'avions de tourisme remplace M. Bernard Dufour à la direction de la SNIAS à Toulouse. C'est une mission difficile qui attend le nouveau responsable de la SNIAS à l'heure où l'industrie aéronautique française souffre, selon le propos de M. Michel Rocard, « d'une maladie de langueur et où la SNIAS a été une nationalisation ratée ». M. Dufour a été nommé directeur général adjoint de la SNIAS au siège parisien.

Pour la division « avions » de la SNIAS, les perspectives des plans de charge sont franchement alarmantes pour 1977 après la disparition de l'usine de Châteauroux et l'affectation des ateliers de Bourges à la fabrication d'engins tactiques. D'autre part, le projet gouvernemental de fabriquer la biplace moyen-courrier Mercure 300 en coopération avec Dassault-Breguet et McDonnell-Douglas n'apportera aucune charge d'usines à la SNIAS, et l'on peut se demander l'importance de ce qui lui reviendra en sous-traitance, en supposant même que Dassault ne conserve que l'assemblage.

Dans un important dossier élaboré sur l'initiative du conseil régional de Midi-Pyrénées, avec la collaboration d'élus de la majorité, de l'opposition, de techniciens, de syndicalistes et de représentants de l'administration, le chapitre consacré à l'aéronautique apporte des précisions intéressantes.

Les salariés de la SNIAS et des industries locales de sous-traitance représentent 12 % de l'emploi industriel régional, dont plus de la moitié pour la SNIAS. Sur les cent mille travailleurs et techniciens de l'industrie aéronautique française, quatre mille sont installés dans la région (le VII<sup>e</sup> Plan en avait prévu vingt mille), sans compter les fournisseurs et sous-traitants, ce qui procure des ressources à quarante mille personnes. Mais, depuis plusieurs mois, les embauches sont arrêtées; les départs ne sont pratiquement pas remplacés et les jeunes revenant du service national ne sont pas repris.

#### Les erreurs passées

A la SNIAS de Toulouse, les effectifs sont passés de neuf mille deux cents salariés à la fin de 1972 à sept mille cent quarante en 1976. Et les perspectives ne sont pas encourageantes, puisque le président de la SNIAS a récemment annoncé un certain nombre de mutations définitives dans d'autres usines du groupe, le départ des salariés âgés de cinquante-huit ans et plus, ainsi que l'arrêt de tout recrutement.

La commission du conseil régional de Midi-Pyrénées chargée d'étudier le développement des activités industrielles a constaté que, pour fabriquer un avion civil sans perdre de l'argent, il faut en vendre au moins cinq cents exemplaires et que l'efficacité passe par la coopération. Il faut donc concevoir des débouchés.

Les organisations syndicales F.O., C.G.C. et C.F.T.C., majoritaires au comité d'établissement, comme la C.F.D.T. et la C.G.T., en arrivent aux mêmes conclusions. Le général Jacques Mitterrand, président-directeur général, a constaté de son côté que « la réalité était amère », et il a estimé urgent de mettre en place un capital social de la SNIAS compatible avec la taille industrielle de la société; d'améliorer l'outil de production et d'obtenir des pouvoirs publics la définition d'une politique aéronautique civile et militaire à long terme, en précisant la place, la nature et le volume de l'entreprise et en faisant la société à l'Etat pour chaque programme engagé.

De notre correspondant régional

Entre-Atlantique, et les constructeurs ont intérêt à partager les frais d'études et de développement.

Le chapitre sur le développement des activités industrielles, dans l'étude réalisée par le conseil régional, met en particulier, l'accent sur les erreurs passées de la politique aéronautique française. Après l'avance technologique prise avec Caravelle, aucun avion dérivé de ce moyen-courrier n'a été lancé et les utilisateurs ont reporté leurs achats sur des constructeurs concurrents. Le programme Concorde a été décidé sur la base d'une sous-évaluation des coûts de développement et d'une surestimation du marché potentiel. D'autre part, le choix de Concorde a freiné le programme Airbus, qui, avec un retard considérable au stade de la commercialisation, connaît actuellement des difficultés de débouchés.

A ces constatations pessimistes, il faut ajouter la séparation arti-

cielle entre programmes civils et programmes militaires, qui a favorisé l'industrialisme. Dassault et l'Etat ont fait pas de l'industrialisme un « droit de cité ». C'est à la femme, dit-il, de décider, mais avec le concours d'une « structure publique d'assistance ». Depuis l'industrialisme, l'Etat a une responsabilité publique à l'égard des entreprises très hostiles à l'Etat. — R. S.

LÉO PALACIO.

(1) Cet accord prévoit une participation de 40 % de la SNIAS, de 15 % de Dassault et de 5 % de la région. Le complément devrait être assuré par une participation européenne.

## RELIGION

### L'association Credo veut aider les évêques à percevoir les « applications scandaleuses » qui sont faites du concile

« Si la fumée de Satan est entrée dans l'Eglise, comme l'a déclaré Paul VI, prions pour qu'à Lourdes nous aidions nos évêques à l'en chasser. » Ainsi s'exprime l'association Credo produite par M. Michel de Saint-Pierre, qui organise un pèlerinage à Lourdes du 27 au 29 octobre au moment où l'assemblée plénière de l'épiscopat français sera réunie.

Un pèlerinage? Le mot n'est pas inexact. Il rend compte de l'aspect spécifiquement religieux de cette rencontre, mais pas d'autres activités, elles aussi importantes. Les pèlerins ne viennent pas seulement pour prier, chanter et recevoir l'Eucharistie à la grotte. Outre la « méditation » du Père Brockberger sur la Vierge, trois conférences sont prévues: M. Gustave Thibon: « Dieu a-t-il changé? »; M. Claude Adam: « Le prêtre et la laïcité »; M. Tré-

molet de Villiers: « L'Eglise et la famille ». Mais surtout — et c'est ce qui explique le choix des dates — Credo, après en avoir entendu une synthèse par M. André Brocard, secrétaire général de l'association, remettra à Mgr Etchegaray, président de la conférence épiscopale, un livre blanc.

Celui-ci contiendra, entre autres, « tous les manquements graves à la foi, à la liturgie et aux ordres de souveraineté », dont les membres de l'association ont été les témoins. Credo croit, en effet, avoir constaté « à ses dépens » que les évêques « ne sont pas parvenus à l'essentiel de la vie quotidienne dans les paroisses. Ce niveau de fer, nous voulons le lever. Nous apportons la preuve de la décadence, en montrant que les instructions de Rome sont trop souvent méconnues, déformées, interprétées de façon tendancieuse ».

Passant outre aux « détails mineurs », Credo ne veut retenir que l'essentiel, par exemple: le péché originel ne serait qu'une belle légende; la virginité de Marie n'est pas un article de foi; les hosties consacrées sont mélangées aux autres, etc.

Credo repousse d'avance l'objection qui leur est faite: « Vous faites de l'espionnage, de la délation, mais il n'en va pas moins à signaler le lieu, la date, l'heure des irrégularités. »

Rappelons qu'en mai 1975 Credo avait organisé un pèlerinage à Rome, placé sous la présidence de Mgr Lefebvre. Il existe donc, pour reprendre l'expression de M. Michel de Saint-Pierre, « une longue amitié » entre Credo et le supérieur du séminaire d'Ecône. Cette amitié demeure, encore que l'ancien évêque de Tulle n'ait jamais fait partie de l'association.

Pourtant, des réserves se sont exprimées: « Ecône et Credo poursuivent des voies et des buts différents », écrit Michel de Saint-Pierre. On peut défendre la même thèse sans se trouver au même créneau.

La fidélité au pape semble être une des caractéristiques de Credo, qui ne voit pas sans inquiétude la tournure prise par les événements et le conflit surgi entre Ecône et le Saint-Siège.

« Nous espérons », écrit le président de Credo, « que la compréhension l'emportera sur le côté du Saint-Père sur la sévérité. Nous avons le droit de croire que Mgr Lefebvre saura faire désormais la distinction entre le Concile — au sens où le pape entend ce mot — et les applications scandaleuses qui en ont été faites trop souvent. »

HENRI FESQUET.

\* CREDO, 30, passage des Récollets, 75010 Paris.

## SOCIÉTÉ

### LE PARLEMENT ITALIEN EXAMINE HUIT PROPOSITIONS SUR L'AVORTEMENT

(De notre correspondant.)

Rome. — L'avortement est de nouveau d'actualité en Italie. Le Parlement examine, depuis le mercredi 12 octobre, huit propositions de loi déposées par divers groupes politiques. La démocratie chrétienne, pour sa part, n'a pas encore pris position.

La proposition de loi la plus audacieuse est celle des parlementaires d'extrême gauche qui prévoit que la femme enceinte pourra subir un avortement à sa demande au moment de son choix, c'est-à-dire théoriquement jusqu'à septième mois. D'autres formations politiques (communistes, socialistes, libéraux, radicaux, sociaux-démocrates et républicains), ont fixé la limite à quatre-vingt-dix jours après la conception. Leurs six projets diffèrent surtout sur les modalités à adopter.

Quant au groupe des indépendants de gauche, comprenant plusieurs socialistes, il ne fait pas de l'avortement un « droit de cité ». C'est à la femme, dit-il, de décider, mais avec le concours d'une « structure publique d'assistance ». Depuis l'industrialisme, l'Etat a une responsabilité publique à l'égard des entreprises très hostiles à l'Etat. — R. S.

## DÉFENSE

### UNE MANŒUVRE-TEST EN TERRAIN LIBRE

(De notre envoyé spécial.)

Luxeuil (Haute-Saône). — « C'est une manœuvre modeste qui met en jeu un régiment renforcé de quelques unités, mais c'est une manœuvre-test, première en France où les escadrons de chars et des compagnies de véhicules tous terrains se déploient en campagne », a expliqué, mardi 12 octobre à Moréy (Haute-Saône), le général Jean Lagarde, chef d'état-major de la défense, M. Yvon Bourges, venu se rendre compte sur place de l'exercice. Vendredi 16, dit en terrain libre.

Une douzaine d'agriculteurs de Haute-Comté avaient accepté que leurs champs servent au déploiement, pendant trois jours, de mille deux cents hommes environ, accompagnés de vingt-six chars de combat AMX-30 et de trois compagnies de blindés légers. Il s'agit de l'opération de progression sur de grands axes d'un groupement mécanisé.

Le régiment engagé à Vendémiaire 76 a été placé sur une étendue dix fois supérieure à la superficie du camp de Sissonne (Aisne) ou du camp de La Courtière (Creuse), qui s'étendent sur deux cents hectares, environ 6 000. Le général de brigade de Lianby, qui commande la brigade mécanisée, les unités ont pu parcourir 60 kilomètres, soit quatre fois la distance du plus grand des axes de progression à l'intérieur du camp de Mailly, dans l'Aube. Et le général de division Jean Birey, qui commande la 7<sup>e</sup> division à Mulhouse, a expliqué de son côté: « Nous disposons ainsi de paysages très réels et très variés qui permettent de renouveler l'entraînement des personnels. Certes, la manœuvre en terrain libre n'est pas la panacée, mais elle est un bon complément aux exercices de manœuvre et les activités de garnison. »

Avant de commencer, l'exercice Vendémiaire 76 a été précédé d'un exercice de reconnaissance des lieux, pour reprendre l'expression du général Birey. La manœuvre a été préparée par un exercice sur le terrain, une prise de contact préalable des capitaines avec les élus locaux, les agriculteurs et les administrations départementales de l'équipement, de l'agriculture ou des eaux et forêts, et par des reconnaissances de la gendarmerie nationale.

Les unités de manœuvre étaient précédées par des gendarmes et des pelotons de circulation routière qui ont fleché les itinéraires, avant et après le passage des unités, ont été aménagées par le génie, puis remises en l'état en fin d'exercice. La gendarmerie a pris des photographies des lieux avant et après le passage des unités sur les différents terrains pour que le propriétaire puisse être immédiatement indemnisé en argent liquide, s'il le souhaitait.

« En fin de compte, affirme le général Birey, la manœuvre en terrain libre reste moins onéreuse et elle nous permet de sortir l'armée au pays. »

Le général Lagarde a précisé que trois jours de manœuvre Vendémiaire 76 représentent une dépense de 230 000 F à laquelle il faut ajouter une provision de 50 000 F pour le dédommagement immédiat ou un éventuel contentieux. Un agriculteur, dans son champ, visiblement intéressé par le déplacement des blindés et le ballet des hélicoptères, a tiré à sa manière, la leçon de l'opération: « De combien aurai-je pu augmenter les primes de sécheresse, est-ce dans cette manœuvre? » — J. L.

## Libres opinions

### Trois remèdes contre la dénatalité

par EMÉRENTIENNE DE LAGRANGE (\*)

A l'heure où triomphe dans tout l'Occident l'« économie du diable (1) », où le renouvellement des générations n'est plus assuré en France — avec cette constatation que la moyenne mensuelle des naissances de soixante et un mille quatre cents en janvier 1975 est tombée au dernier trimestre de la même année à cinquante-quatre mille. — Il s'agit de temps que le législateur considère de près, pour arrêter l'effondrement de la natalité dans notre pays, trois remèdes principaux: la lutte sévère contre l'application abusive de la loi du 17 janvier 1975 sur l'avortement; l'augmentation réelle et non plus symbolique des ressources de la famille; une véritable libéralisation de l'adoption qui permette d'arracher à la mort l'enfant non désiré.

La loi Simone Veil suspendant pour cinq ans la répression de l'avortement avait prévu un certain nombre de garde-fous: limitation de l'avortement permis avant la fin de la dixième semaine de la grossesse; intervention pratiquée par un médecin et dans un établissement privé ou public autorisé (article 2, loi du 17 janvier 1975); dispositions introduites par l'article 4 de la loi dans le code de la santé publique pour faire réfléchir la femme enceinte, que son état met dans une « situation de détresse », sur la gravité de sa décision, et notamment: double visite au médecin à huit jours d'intervalle; confirmation écrite de la demande d'avortement; entretien particulier auprès d'un organisme agréé pour fournir à la femme assistance et conseils appropriés et qui lui délivre une attestation indiquant qu'elle a satisfait aux conditions médicales et sociales prescrites par la loi. Cette attestation constitue le permis d'avorter que la mère remettra au médecin de son choix.

On peut se demander, près de deux ans après la loi Simone Veil, et devant la « chute libre » de la natalité française, si les articles 2 et 4 de la loi sont appliqués dans leur ensemble.

Quid donc surveille la régularité d'avortements que la loi de 1975 n'a pas voulu tout à fait libres, puisqu'elle a mis des conditions à la suspension de l'article 317 du code pénal?

Les avortements permis sont-ils tous pour cause de détresse, ou pour raisons de convenance? Ont-ils toujours lieu avant la fin de la dixième semaine de la grossesse? Est-il vrai que certains des établissements autorisés en France fonctionnent de façon irrégulière, comme le faisait remarquer le courrier de L'Espresso, le 27 de mai 1976? Que la loi de 1975 n'est pas appliquée dans son intégralité?

Certains réclament l'abrogation pure et simple de la loi du 17 janvier 1975. Leur position pourrait être examinée à la lumière des conséquences de la loi.

Mais si le législateur n'a pas le courage de l'abandonner immédiatement, que nos gouvernements aient celui de veiller à son application dissuasive: telle semblait l'intention déclarée de ses auteurs.

Cependant, l'application des dispositions restrictives de la loi Simone Veil serait insuffisante pour enrayer ce reflux de la vie dont le général de Gaulle disait en 1945 qu'il conduirait la France à ne « plus être qu'une grande lumière qui s'éteint (2) ». C'est la volonté de vivre qu'il convient de réveiller, endormie qu'elle est par une éducation collective corrompue à l'école, dans les médias, de la presse licencieuse qui s'attache sur nos épaules à journaux, des dispositions qui poussent notre jeunesse à la débâcle.

Le rôle de l'Etat n'est pas de détruire pas à pas la famille mais de la rendre forte, cohérente, durable; de créer autour d'elle la sécurité matérielle nécessaire; de refuser qu'elle soit pénalisée par les charges de nouvelles naissances.

Une part prioritaire et importante des familles nombreuses dans le revenu national: les retraites sans cotisations des mères; l'amélioration du logement; le relèvement des allocations familiales; un traitement préférentiel basé sur le S.M.I.C. au profit de la mère qui choisit librement de demeurer à son foyer pour élever ses enfants; autant de mesures capables de créer cette politique familiale globale que nous ne trouvons pas encore dans un VII<sup>e</sup> Plan, lequel choisit de consacrer au téléphone un nombre de milliards plus de dix fois supérieur aux maigres crédits affectés à la famille (3).

La libéralisation véritable de l'adoption peut constituer un troisième remède au fléau de la « dénatalité ». Quinze de nos sénateurs l'avaient vu qui à la suite de M. André Fosset avaient présenté une proposition de loi, enregistrée à la présidence le 28 août 1975.

Cette proposition de loi sort du commun. Elle vise essentiellement l'enfant conçu, en danger de mort du fait de sa mère célibataire ou de ses deux auteurs, mariés ensemble ou non, qui ne peuvent ou ne veulent l'accueillir et l'élever, alors qu'un grand nombre de foyers seraient prêts à accueillir cet enfant non désiré si la mère n'aurait pu donner la vie plutôt que de courir les risques, souvent graves pour sa santé, de l'avortement. (Exposé des motifs).

La proposition de loi place l'initiative de la femme enceinte au seuil du processus d'adoption. Son offre confidentielle déposée aux mains d'une autorité qualifiée et transmise par celle-ci au ménage d'adoptants, demeure rétractable jusqu'à l'expiration d'un délai de trois jours après la naissance, le délai de déclaration à l'état civil. En l'absence de rétractation et au moment où l'enfant leur sera remis, les adoptants le déclareront non de leur mariage — ce genre d'adoption étant réservé à deux époux et accepté conjointement par eux.

Pourquoi ce texte n'a-t-il pas encore été l'objet d'un débat devant nos Assemblées?

La jugerait-on inadapte à la crise des naissances que traverse la France et aussi à la crise de l'adoption, conséquence du manque d'enfants dû à l'usage consécutif de l'avortement libéralisé et de la pilule en vente libre? Nos honorables parlementaires, préoccupés de leurs futures campagnes électorales, savent-ils que l'enfant français à adopter se fait de plus en plus rare?

Seraient-ils scandalisés par la fausse déclaration d'état civil? Mais leur majorité de rencontre n'a-t-elle pas admis le 20 décembre 1974 la loi « relative à l'interruption volontaire de grossesse », laquelle a voulu rendre licite le meurtre de milliers d'enfants de France non encore nés?

Dans l'introduction au VII<sup>e</sup> Plan qui a été publiée au Journal officiel du 10 juillet 1976, sous la rubrique « Croissance économique et croissance démographique », les auteurs du Plan font remarquer qu'en 1975 le déficit des naissances a atteint cent dix mille par rapport à 1973, soit une chute de 15 % en deux ans. Ils constatent le risque de sa population: ils livrent un diagnostic désabusé: « C'est peut-être d'abord un pays qui ne croît plus en lui-même. »

Croire, en soi, pour un pays, implique le respect de la vie. La loi du 17 janvier 1975, ne l'assure pas: la politique de soutien matériel de la famille est très insuffisante; la proposition de loi Fosset aurait pu tendre à revaloriser l'enfant à naître (livré pour l'instant à la détresse ou même à la convenance des adultes qu'il nène); elle est mise en hibernation.

(\*) Professeur à la faculté de droit de Clermont-Ferrand.  
(1) Alfred Sauvy, Calmann-Lévy, Paris, 1976, 248 pages.  
(2) Discours à l'Assemblée consultative, le 3 mars 1946.  
(3) Journal officiel du 23 juillet 1976.

Savez-vous que pour le prix de vos dernières vacances vous pourriez, sans doute, vous offrir les Bahamas?

Savez-vous que pour 2 250 F, vous pouvez vous offrir une semaine à Nassau, capitale des Bahamas ce paradis de 700 îles que baigne une eau toujours bleue sous un soleil toujours caressant?

Savez-vous qu'il suffit de nous retourner ce bon pour tout savoir sur vos prochaines vacances?

Nom.....  
Adresse.....

Air Bahama 32, rue du 4 Septembre, 75002 Paris, tél. 742.52.26/073.75.42.

\* 1 semaine, transport D.C. 8 Jet et hôtel type "3 étoiles" complet. Organisation L.I.C. A 476, L.I.C. A 496 et L.I.C. A 702.



Cette année, les Bahamas!

AIR BAHAMA

Je paye 1.50



## MÉDECINE

### L'ARTICULATION DES SECTEURS PUBLICS ET PRIVÉS

#### Les cliniques font connaître leurs griefs et leurs propositions

En reconnaissant une certaine complémentarité entre établissements publics et privés, la loi hospitalière du 30 décembre 1970 a reconnu l'existence de deux réseaux parallèles de soins et l'impérieuse nécessité de les voir se coordonner. Six ans après son application, elle n'a pas désamorcé les conflits qui subsistent entre ces deux réseaux, lesquels alignent constamment des chiffres incompréhensibles pour prouver le bien-fondé de leur position — notamment des prix de journées qui, dans la plupart des cas ne sont pas supportables. L'un tient compte des prestations fournies dans la facture (le Monde des 11, 12, 13, 25 août ; 8 septembre).

A quelques jours d'intervalle, deux associations d'hospitaliers privés — l'Union hospitalière privée (U.H.P.) et la Fédération inter-syndicale d'hospitalisation privée (F.I.E.H.P.) — ont rendu publics leurs griefs et leurs propositions pour une meilleure harmonisation et un meilleur fonctionnement du système hospitalier français.

#### • L'U.H.P. : rétablir une concurrence loyale

L'Union hospitalière privée pose en principe qu'il faut rétablir la concurrence entre établissements publics et privés. En effet, pour l'U.H.P., les hôpitaux publics, par leur rattachement à l'Etat, jouissent de certains privilèges qui n'existeraient pas s'ils étaient véritablement à égalité avec le secteur privé. Un moyen de supprimer ces privilèges consisterait à étendre aux hôpitaux publics la procédure contractuelle d'évaluation des prix, telle qu'elle est actuellement en vigueur dans le secteur privé. C'est-à-dire que l'on permettrait aux caisses d'assurance-maladie de discuter les prix de l'hôpital public, au lieu de les accepter devant le fait accompli. Ainsi, établissements publics et privés seraient soumis à une véritable convention d'assurance-maladie.

Quant au déficit des hôpitaux publics, traditionnellement pris en charge par les organismes sociaux, il incomberait désormais au propriétaire, c'est-à-dire à l'Etat. De la sorte, estime l'U.H.P., les pouvoirs publics seraient contraints à la vigilance et renforceraient les contrôles de gestion.

Mais le rétablissement de la concurrence n'est pas seulement affaire de tarifs ou de conventions. Pour l'U.H.P., il implique

#### • La F.I.E.H.P. : mettre fin au gigantisme

La F.I.E.H.P. ne conteste pas le bien-fondé de la loi Bonin. Au contraire, elle souhaite que celle-ci soit scrupuleusement appliquée. Après avoir maintenu, chiffres à l'appui, que l'hospitalisation privée coûte moins cher à la collectivité que l'hospitalisation publique, elle demande que l'Etat se soit efforcé de prouver que ses prestations ne lui sont pas inférieures.

« Il n'existe en France aucun monopole des techniques de pointe », disent-ils, en soulignant que cliniques et hôpitaux privés sont à l'heure actuelle aussi bien équipés que les établissements publics pour la plupart des soins. Cependant, la F.I.E.H.P. dénonce aussi contre la discrimination des pouvoirs publics pour les autorisations d'équipement « lourdes », en particulier les scanners « qui représentent la radiologie de l'avenir ».

L'association suggère que l'on rationalise les dépenses de l'hôpital public, premièrement en enlevant à l'assurance-maladie la charge des frais d'enseignement et de recherche, et deuxièmement en mettant un terme au « gigantisme hospitalier » qui saisi les pouvoirs publics lorsqu'il s'agit de bâtir de nouveaux hôpitaux. « Construire des Concorde, soit. Mais ne pas oublier les avions subsoniques qui assurent l'essentiel des soins ».

La F.I.E.H.P. dénonce les « hôpitaux quatre étoiles » où le malade est invité à constituer lui-même le menu de ses repas. « Humaniser les hôpitaux publics, c'est nécessaire, disent-ils. Ainsi, il est normal de supprimer les salles communes et de moderniser les locaux les plus vétustes. Mais cela ne doit pas aller jusqu'à constituer des « plateaux chirurgicaux » de luxe pour l'usage de quelques médecins privilégiés ». La F.I.E.H.P. s'en prend également aux « hôpitaux-tremplins » destinés à faire la satisfaction d'un élitisme local moyennant pressions politiques et passe-droits.

L'inter-syndicale des établissements privés, en reconnaissant les contraintes qui découlent pour eux de la loi de 1970, souligne que les cliniques ne touchent aucune subvention, alors qu'elles participent à l'amélioration de la santé publique. Elle demande donc que le gouvernement adopte le principe d'accorder des prêts sans intérêt ou à faible taux aux établissements qui ne peuvent recevoir de subvention.

La F.I.E.H.P., pour soutenir sa démarche, publie un Livre gris où elle expose à l'opinion la qualité des prestations offertes dans les établissements privés. La plaquette, tirée à 50 000 exemplaires, sera diffusée en avant-première du Livre blanc sur la santé préparé par Mme Simone Weil.

Édité par la S.A.E.I. le Monde. Gérants : Jacques Faure, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie : J. de la Harpe, 5, rue de Valenciennes, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 57497.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Administrateur judiciaire vend  
**TERRAIN 12.000 M<sup>2</sup>**  
Z.I. Trappes-Blancourt  
Tél. 235-57-58 le matin

Adj. au Tribunal de Commerce Paris le 28 octobre  
**PHOTOGRAPHIE**  
33, rue HALLE à PARIS (14)  
M. A. P. (p. et d.) 20.000 F. C.  
20.000 F. S. ad. M. Wilson, n. 60, bd Sébastopol, 10. M. Pissone, not., 67, bd Saint-Germain.

Adj. au Tribunal de Commerce Paris, mercredi 27 octobre, 14 h. 15 - Fondé Assemblée - Enlève. BROCHAGE de tous documents  
**Façonnage sous ses formes**  
A Gennevilliers (22), 7, r. des Batailles  
Bail comp. b. 600 m<sup>2</sup>, galerie 100 m<sup>2</sup>, cour. Terrain 581 m<sup>2</sup>, 31, a. p. (M.E.P. et L.) 80.000 F. C. 30.000 F. S. ad. M. Demortreux, 2, Paris, 67, bd Saint-Germain. M. Pissone, not., 67, bd Saint-Germain.

Vente au Palais de Justice à Orléans, le vendredi 22 octobre 1976, à 14 heures

**COMMUNE DE SARAN (Loiret)**  
EN 4 LOTS  
1) 3 MAISONS 215, rue du Polygone et 7 PARCELLES de TERRAIN à BATIR  
L'adjudicataire devra verser à la Caisse de la Commune de Saran, le 22 octobre 1976, la somme de 300.000 F.  
2) 6 PARCELLES de TERRAIN Les Brûlés  
Contenance : 2 ha. 25 ca. - MISE A PRIX : 220.000 FRANCES  
3) 1 PARCELE de TERRAIN  
En son emplacement 12 ha. 25 ca. - MISE A PRIX : 30.000 FRANCES  
4) 3 PARCELLES de TERRAIN  
MISE A PRIX : 30.000 FRANCES 23 a. 10 ca. - MISE A PRIX : 5.000 F.  
S'adr. M. MOREAU-ARCHAMBAULT, avocat, Orléans, 22, rue de Chanzy, (161, 87-88-89) ; et M. VAUQUELIN, syndic, Orléans, 20, rue de la Bretonnerie.

J.-L. MORLOT - J. BILLON J. VENISSE  
9, rue du Trésor - 75004 PARIS. 6, rue Gît-le-Cœur - 75008 PARIS.  
Courtiers de marchandises assermentés au Tribunal de Commerce de Paris

VENTE JUDICIAIRE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES  
à la BOURSE DE COMMERCE DE PARIS (salle des Courtiers assermentés), 2, rue de Viarmes - 75001 Paris  
le mercredi 20 octobre 1976, à 10 h. 15 après continuation à 14 h. 15

**420 APPAREILS ELECTROMENAGERS**  
Lave-vaisselle - Machines à laver - Réfrigérateurs - Congélateurs  
Cuisinières - Chauffage de grandes marques  
100 TÉLÉVISEURS  
Couleur et noir et blanc - Marques diverses - 80 tables et pivots TV.  
1.050 MEUBLES NEUFS  
Living - Chambres à coucher - Salons - Éléments de cuisine  
Sommiers - Matelas - Sièges  
Marchandises déposées, vieilles les samedi 16 octobre de 9 h. 30 à 12 h., et  
lundi 18 de 14 h. 30 à 17 h. 30 et mardi 19 octobre de 9 h. 30 à 12 h. et de  
14 h. 30 à 17 h. 30 dans les locaux sis 161, rue de Paris (Nationale 3),  
Boulogny (93), et dans une boutique 50, av. Jean-Jolivet à Pantin (93).  
M. Hoche, Catalogue et rep. s. dem. aux Courtiers assermentés vendeurs.

Vente au Palais de Justice à Nanterre, le mercredi 27 octobre 1976, à 14 h.

**IMMEUBLE - GLICHY-LA BARENNE (92)**  
12 bis et 14, rue du Dr-EMILE-ROUX  
Contenance 409 m<sup>2</sup> - MISE A PRIX : 180.000 FRANCES  
S'adresser à M. DEFOSSEZ, avocat à Paris (17), 118, boulevard Hausmann, tél. 522-85-06.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 21 octobre 1976, à 14 heures

**TERRAIN de 2 a 17 ca et ATELIER y érigé à HALLINES**  
(Pas-de-Calais)  
Rue des Lognes LIBRES  
MISE A PRIX : 130.000 FRANCES  
S'adr. à M. BAUMGARTNER, syndic, Paris (17), 4, rue de la Coutellerie ;  
M. ROGET, avocat, 7, rue de l'Université, Paris (7<sup>e</sup>) ; et s. les lieux pr. vis.

Vente sur saisie immob. Palais Justice Paris, jeudi 4 novembre 1976, 14 h.

**2 APPARTEMENTS RÉUNIS EN UN SEUL**  
4<sup>e</sup> étage et 2 CAVES - Dans un IMMEUBLE sis  
72, BD ORNANO, PARIS (18<sup>e</sup>)  
M. A. P. : 130.000 F. - S'adr. M. BRICOUT, avocat, 14, rue  
M. SALLAZ, huissier, Paris, 12, rue Bayen ; tous avocats près Trib. Grande  
Inst. de Paris, Boulogny, Nanterre et Créteil ; sur les lieux pour visiter.

(PUBLICITE)

Communiqué de Georges Bartoli Conseil

### A proximité de Toulon, un exemple intéressant d'habitat sauvegardant l'environnement.

Jouissant d'un climat particulièrement clément, la région toulonnaise bénéficie encore d'opportunités immobilières attrayantes pour ceux qui désirent y vivre en permanence, y passer des vacances ou encore y investir.

Nous y avons rencontré l'un de ces promoteurs, fanatiques de l'environnement, qui a su remarquablement bien concilier les impératifs de construction moderne avec la protection des sites.

C'est une dame, active, passionnée, amoureuse de sa pinède : "J'ai le culte de la Nature. Aussi, tout a-t-il été fait pour épargner malgré les impératifs du chantier. Dans certains cas, on a ébranché, dévié les chemins, changé la largeur des trottoirs pour sauver ça et là quelques arbres que le bon sens aurait incité à sacrifier".

**Le charme du petit port de Saint-Mandrier.**  
Vous aimez vivre la vie d'un petit port méditerranéen ? Alors là

Pinède Saint-Georges à Saint-Mandrier, sur une presqu'île jouxtant la rade de Toulon, semble avoir été conçue pour vous.

Le Port de plaisance et ses voiliers colorés est là, sous votre fenêtre. L'animation joyeuse de Saint-Mandrier vous entoure et pourtant vous êtes au calme, dans votre parc. Vous bénéficiez d'un tennis, d'une vue merveilleuse sur la mer, de la tranquillité.

**la Pinède Saint-Georges**  
Studios, 2, 3 et 4 pièces  
Livraison printemps 1977  
Possibilité de location.  
Renseignements et vente sur place  
(7 jours sur 7)  
Tél. (04-94) 94 97 03

En un mot, tout ce qu'il faut pour vivre heureux, à la méditerranéenne.

La seconde tranche de la Pinède Saint-Georges est très avancée. L'appartement-témoïn attend les visites. Pourquoi pas la vôtre ?

Pour recevoir notre documentation gratuite en couleur, envoyer ce bon à SOGERIM - 47, av. Hoche - 75008 Paris - Tél. 924 45 63

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_ M 2

### En marge de la campagne anti-tabac DEUX OPÉRATIONS ORIGINALES POUR CESSER DE FUMER

Les Parisiens désireux de cesser définitivement de fumer vont avoir une chance de le faire grâce à l'opération dite « Paris de cinq jours », organisée par la Ligne vie et santé (1). Ceux qui souhaitent renoncer au tabagisme sont conviés, ce jeudi 14 octobre, à 20 h. 15, à la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, 75005, pour une première réunion d'information où leur seront données les renseignements nécessaires. Dans la dernière semaine d'octobre, du 24 au 28, quarante « plans de cinq jours » se dérouleront simultanément dans les vingt arrondissements de Paris.

Cinq séances, d'une heure et demie chacune, comprenant une information audio-visuelle sur les dangers du tabac, une psychothérapie de groupe où les fumeurs apprennent à se connaître, et des explications détaillées sur le régime à observer pendant les cinq jours, et au-delà. Ce régime porte à la fois sur l'alimentation, la respiration et l'hygiène.

Parallèlement à l'opération parisienne, une croisade anti-tabac « Cinq jours sans », organisée par Radio-France, se déroulera à bord du paquebot Massalia. Sept cents fumeurs de dix-huit à trente ans ont été sélectionnés dans les principales villes de France pour y participer.

(1) 130, boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris.

### Question orale à l'Assemblée nationale

#### LE REMBOURSEMENT DES ACTES PARAMÉDICAUX

A l'Assemblée nationale au cours de la séance consacrée aux questions au gouvernement mercredi 13 octobre, M. Claude Weber (P.C., Val-d'Oise) a évoqué les dispositions qui, relevant de 75 % à 85 % le taux de remboursement de certains actes paramédicaux, « restreignent gravement le droit à la santé ». M. Christian Bonillac, ministre du travail, a noté qu'au regard de la situation financière de la Sécurité sociale, « si un certain nombre d'économies n'étaient pas été prévues, c'est à un relèvement beaucoup plus important des cotisations qu'il aurait fallu recourir ». Il a précisé que pour tous ceux qui étaient antérieurement remboursés à 100 % ce taux restait inchangé, c'est-à-dire ceux qui sont atteints par une des vingt-cinq maladies ouvrant droit au remboursement à 100 % ou qui souffrent d'une maladie qualifiée de « coûteuse et de longue durée », ou qui ont subi une intervention chirurgicale dont la cotisation est au moins égale à 25 %, ou les pensionnés de guerre, veuves du travail, pensionnés de l'invalidité et les personnes hospitalisées plus de trente jours.

### A l'Académie

#### LA SUPPRESSION PROGRESSIVE DE L'OBLIGATION VACCINALE ANTIVARIOLIQUE EST ENVISAGÉE

Au cours de sa séance du 12 octobre, l'Académie de médecine a entendu le rapport du docteur Aublant sur la révision des obligations légales concernant la vaccination antivariolique. Considérant que la variole paraît être en voie de disparition, mais que quelques foyers suspects nécessitent dans certains pays, notamment en Ethiopie, des recherches et des mesures de surveillance, l'Académie a décidé de :

• De maintenir pendant une période minimale de deux ans l'obligation vaccinale en France ;

• D'attendre, avant de décider la suppression de la vaccination obligatoire, la proclamation par l'Organisation mondiale de la santé de l'éradication complète de la maladie.

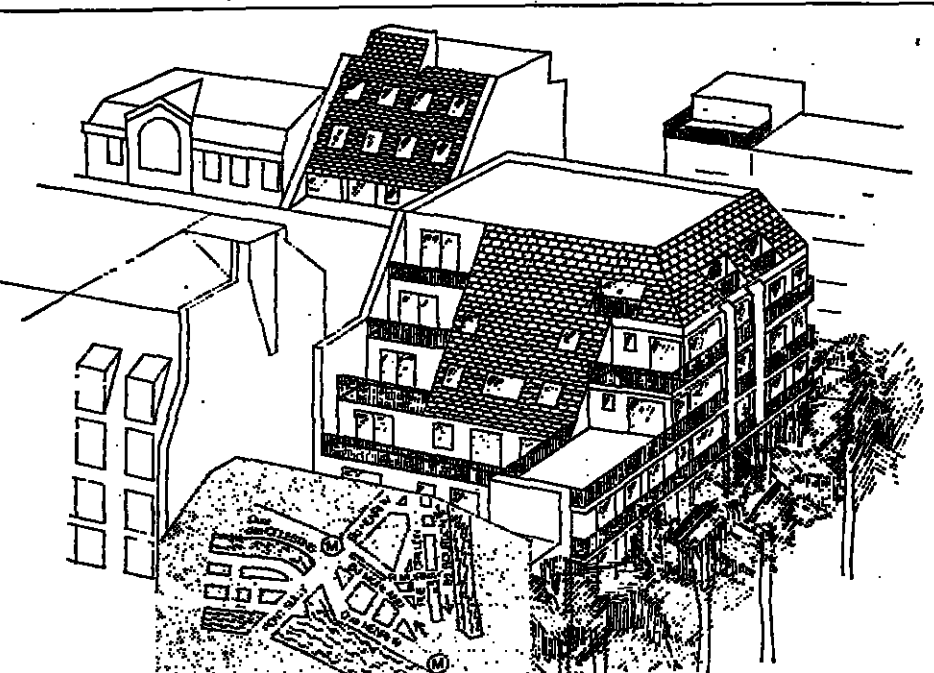
L'Académie s'oppose donc à la proposition du Conseil supérieur

d'hygiène publique, qui, lors de sa séance du 2 juillet dernier, avait conseillé au ministre de la santé d'envisager une solution intermédiaire prévoyant de réserver la vaccination au personnel des hôpitaux et des laboratoires manipulant le virus variolique.

Au cours de cette même séance, l'Académie a entendu deux communications sur les accidents de la route. M. Michel Le Net a insisté sur l'effort à poursuivre dans les domaines de l'information et de la réglementation, pour que la France rejoigne les nations plus avancées dans ce domaine.

M. Marcel Arnaud demande que les usagers de la route, premiers témoins des accidents, soient instruits des gestes à faire et surtout à ne pas faire en présence d'un polytraumatisé de la route.

## Pierre, ardoise et terrasses. A deux pas du Marais.



## MORNAY CRILLON

Entre la Seine et le Marais, au cœur du Paris historique, le Mornay-Crillon : une construction traditionnelle, une architecture conçue en fonction de l'environnement. Mais derrière les charmes du passé, on trouve au Mornay-Crillon tous les raffinements que le XX<sup>e</sup> siècle peut apporter

à une habitation de qualité. Les matériaux employés, les finitions, l'isolation phonique, les terrasses et les balcons, la diversité des plans et des types d'appartements, la hauteur des plafonds font du Mornay-Crillon une résidence de classe dans un quartier de Paris où l'on rencontre l'histoire en sortant de chez soi.

Bureau de vente :  
15, Bd Bourdon - 75004 PARIS  
ouvert tous les jours, sauf mardi et mercredi, de 10h30 à 13h et de 14h30 à 19h.  
Tél. : 277.45.55

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, votre documentation sur Mornay-Crillon.  
Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

RENSEIGNEMENTS ET VENTE  
**CORI**  
25, Bd St Germain, 75007 Paris  
Tél. : 260.38.22

**saci**  
25 ans d'activité

## ÉDUCATION

### LES CRÉATIONS D'EMPLOIS EN 1977

#### Personnes physiques et personnes budgétaires

Le projet de budget de l'éducation pour 1977, que M. René Haby a présenté, ce jeudi matin 14 octobre, à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, conduit à s'interroger sur la distinction entre personnes physiques et personnes budgétaires.

La question n'est pas d'ordre technique, mais elle est importante.

La mécanique budgétaire est complexe (1). Tout em-

ploi crée au budget ne se traduit pas par un recrutement. De 1968 à 1974, les ministères successifs ont créé des postes à recruter, mais les personnes physiques n'ont pas augmenté. Les postes budgétaires, en revanche, ont augmenté de façon spectaculaire. Il faut bien se décider à faire sortir un jour de l'ombre budgétaire ces personnes en quête d'un poste.

#### Les clandestins et les autres

Une autre mesure mystérieuse figure sous la rubrique « déclassification » (sic). Elle concerne sept cent vingt personnes qui apparaîtront désormais clairement dans le budget aux emplois qu'elles occupent. Il s'agit notamment d'instituteurs employés dans les lycées.

Si l'on retranche des quarante-trois mille emplois « créés » en 1977 les quinze mille personnes en surnombre qui ne le seront plus, les sept cent vingt clandestins qui deviendront officiels et les huit mille postes correspondant à des embauches réalisées à la rentrée 1975 et régularisées au 1<sup>er</sup> janvier 1976, il reste dix-neuf mille créations réelles. Mais dans ces dix-neuf mille figurent encore près de quatre mille huit cents postes correspondant à la nationalisation des C.E.S. qui sera achevée en 1977. Pour une bonne partie, ces emplois sont déjà occupés par des agents payés par les collectivités locales. Ils figurent désormais au budget de l'État. On estime au ministère de l'Éducation que les nationalisations entraînent parfois des recrutements, mais on ignore dans quelle proportion.

Pour compléter le tableau, il faut signaler que huit mille emplois seront créés grâce à des économies faites ailleurs. On recrutera ainsi, au titre du « redéploiement », mille huit cents élèves de moins dans les I.P.E.S., mille cinq cents élèves de moins dans les centres de formation des professeurs de collège, etc.

Qu'il n'y ait pas en 1977 quarante-trois mille embauches ne doit finalement pas étonner. On ne peut pas stabiliser le nombre d'élèves dans l'enseignement se confirme. Mais le budget de 1977 ne permettra pas d'améliorer le taux d'encadrement (nombre d'élèves par enseignant) de 35,1 (moyenne nationale) à 34,5. Pour l'enseignement primaire, il ne diminuera pas (24,1). Dans la secondaire, le nombre d'élèves par enseignant passera même de 14,8 à 14,9 dans les lycées et de 12,9 à 13 dans les collèges d'enseignement technique. — B.F.

(1) Le Monde du 7 août a publié une analyse détaillée du projet de budget de l'éducation.

### LA JOURNÉE D'ACTION DU SNES

M. Etienne Camy-Peyret, secrétaire général du Syndicat des enseignants de second degré (SNES), a fait, mercredi 13 octobre, le bilan des actions lancées par ce syndicat depuis la rentrée scolaire.

« Il s'agit de faire l'inventaire des besoins en postes, en moyens d'enseignement, en locaux et de faire apparaître les problèmes de l'emploi et de l'enseignement. » Depuis la rentrée, le SNES avait préparé des « actions spécifiques » à un mot d'ordre national de grève. Ce syndicat avait notamment appelé ses adhérents, mercredi 13 octobre, à une journée nationale par académies et départements. Une manifestation d'ailleurs réunit à Paris près d'un millier d'enseignants, d'instituteurs et de responsables de l'union départementale de la C.G.T. devant le ministère de l'Éducation. Les responsables du SNES se sont réunis de la participation de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et de ses syndicats à la journée nationale d'action du 1<sup>er</sup> octobre. Ils appellent les enseignants du secondaire à appuyer l'action de la C.G.T. de la C.F.D.T. et de la FEN, le 23 octobre, pour la « journée nationale pour le droit à l'emploi et à la formation des jeunes ».

### DÉNONCIATION D'INSTITUTEURS NON GRÉVISTES

M. Jean Brocard (R.I. Haute-Savoie) a évoqué, le mercredi 13 octobre, à l'Assemblée nationale, le « document adressé par une section syndicale de la région Rhône-Alpes au Syndicat national des instituteurs à ses délégués cantonaux, leur demandant la grève » ayant été suivie de façon plus irrégulière que d'habitude, une liste nominative des instituteurs non grévistes. M. René Haby, ministre de l'Éducation, a répondu à cette question, à tout d'abord réticent, a-t-il déclaré, « l'absence de la grève a constitué un motif grand succès que ses promoteurs ne l'ont affirmé ».

Le ministre a ensuite assuré que « l'administration est encore assez solide pour résister » aux pressions venant d'un syndicat dans la mutation ou la promotion du personnel. (N.D.L.R. — Au bureau national du S.N.I., on considère — comme d'ailleurs le ministre de l'Éducation — que ce document ne mérite pas qu'on lui accorde une grande importance. « On peut se considérer que la méthode est cavalière », nous a précisé un responsable du syndicat, mais, ajoute-t-il, de toute façon, dans un milieu où la grève est généralement suivie à 90 ou 95 %, « on n'a jamais de mal à savoir qui n'a pas fait grève ».)

### Relance de la polémique sur les instituts universitaires de technologie

La relance de crédits d'heures complémentaires d'enseignement accordés en septembre par le secrétariat d'État aux instituts universitaires de technologie (I.U.T.) après de premières mesures restrictives — n'a pas désarmé les revendications des enseignants et des étudiants, et même des présidents, ainsi que l'opposition de la gauche.

Même si la démission générale envisagée en juillet a été abandonnée, plusieurs responsables d'établissements ont abandonné leur fonction pour protester contre le retrait de postes d'enseignants ou les réductions de crédits. Notamment le directeur de l'I.U.T. de Rouen, les chefs de département de l'I.U.T. « A » (secondaire) de Grenoble, et celui des départements « chimie » d'Orsay (Seine-et-Oise). Les journaux d'action contre la pénurie, l'Université et l'Université de la République ont organisé, dans les établissements en cette fin de semaine par le Syndicat national de l'enseignement supérieur, qui a notamment invité les enseignants des I.U.T. à faire grève à partir de ce jeudi 14 octobre, et par l'Union nationale des étudiants de France (U.N.E.F.) — B.N. —

Les conventions collectives, des « filières » permettant la poursuite de études et la formation continue, et enfin des « négociations » avec les organismes et associations intéressées. M. Louis Merand, délégué à l'éducation du P.S., a invité les enseignants d'I.U.T. à « tenir » (en fait à ne pas démissionner) et à lutter contre l'action du gouvernement. Selon lui, par le président de la République lui-même, par une information systématique. Les présidents des conseils d'administration des I.U.T. (carrés ou dirigeants d'entreprises) ne sont pas d'avis de se laisser faire. Dans une lettre adressée le 4 octobre à Mme Saurier-Seltz, le président de leur union nationale, M. Claude Michel, estime qu'il faut « protéger les I.U.T. des enseignants et les étudiants des décisions intempestives du secrétariat d'État ». Il juge « pour le moins confuse » la politique suivie en matière d'heures complémentaires, pour laquelle les présidents réclamaient sur une année universitaire. M. Michel affirme que, contrairement aux intentions de Mme Saurier-Seltz, les recteurs demandent toujours aux présidents de conseils d'administration de traiter « directement avec le secrétariat d'État » les difficultés des établissements.

Bref, les coordinateurs des commissions pédagogiques nationales des I.U.T., MM. Cazin et Bie, ont invité celles-ci à suspendre leurs travaux, faute d'instructions précises du secrétariat d'État. — G.H.

● A l'école privée de Campotat à Rostrenen (Côtes-du-Nord), neuf professeurs se sont mis en grève, ce jeudi 14 octobre. Ils soutiennent les deux élèves renvoyés pour avoir critiqué le système éducatif dans leur journal scolaire. Ces élèves font une grève de la faim depuis le 4 octobre, avec le père de l'un d'eux. (Le Monde du 13 octobre). D'autre part, une cinquantaine d'élèves d'établissements privés, quelques-uns d'établissements publics et des adultes qui occupent l'école de Saint-Brieuc le mercredi 13 octobre après-midi. Ils ont quitté les lieux à 1 heure du matin avec l'intention de venir ce jour-là, soit s'ils n'obtiennent pas de « prise de position claire » des autorités ecclésiastiques. — (Corresp.)

### La retraite obligatoire

#### UNE LETTRE DU RECTEUR DE RENNES

Après la publication dans le Monde daté du 8 octobre d'une lettre adressée au recteur de l'Académie de Rennes, nous écrivons :

Si Mme Lescop a obtenu satisfaction en appel du 12 avril 1973, c'est uniquement pour « vice de forme » de la décision incriminée, et non pour le jugement au fond. — ce qui explique que la seconde décision rectoriale, identique à la première quant au fond, mais rectifiée dans sa forme, a été confirmée.

La signature qui manque est celle de Mme Lescop elle-même, qui refuse obstinément de signer sa demande en vue de « faire valoir ses droits à la retraite ». Mes services, tant administratifs que sociaux, sont intervenus à de multiples reprises auprès de Mme Lescop et de sa famille pour obtenir cette signature indispensable à la liquidation de sa pension. Mme Lescop refuse de signer, sa mère refuse de signer pour elle. Dois-je faire faux et signer moi-même à leur place ? Le cas de Mme Lescop est particulièrement douloureux puisque l'intéressée et sa famille refusent tout secours matériel et moral par suite d'un blocage psychologique incompréhensible. Je puis vous assurer que tout a été tenté pour convaincre Mme Lescop, sans que je ne me suis pas cru autorisé à signer en lieu et place de Mme Lescop.

### PLUSIEURS PERSONNALITÉS LANCENT UN APPEL EN FAVEUR DE L'ASSOCIATION « ÉCOLE ET PAIX »

M. Jacques Mühlthaler, président fondateur de l'Association mondiale pour l'école instrument de paix, a observé depuis le 24 septembre, à Genève, une grève de la faim pour attirer l'attention sur les difficultés financières de cette association créée en 1959 (Le Monde daté 4 octobre). Plusieurs personnalités viennent de publier un appel pour soutenir son action. Elles déclarent que « les gouvernements ont l'obligation de principe sur les questions de désarmement et de la sécurité de participer à la création d'un fonds mondial pour la paix à l'école ».

Parmi les signataires, on relève les noms de quatre prix Nobel, M. Linus Pauling, Noël Bachelard, Jean Rostand et René Kastler, ainsi que l'abbé Pierre, M. Gaston Bonheur et Mme Louise Weiss, présidente de la section française de l'I.L.P.

\* L'école instrument de paix, section française, rue Victor-Duruy, 75015 Paris, tél. 531-29-99.

### Un nouveau programme de la télévision scolaire

#### « VINGT-QUATRE JEUJIS » SUR T.F. 1

Le Centre national de documentation pédagogique (C.N.D.P.) présente chaque jeudi, à partir du 14 octobre, une série d'émissions de la télévision scolaire, intitulées « Les 24 jeuJis », de 14 heures à 18 heures, sur T.F. 1.

Ces émissions sont destinées aux élèves de tous les niveaux d'enseignement ainsi qu'aux maîtres, en vue de leur recyclage. Les programmes concernent l'enseignement élémentaire (sept à onze ans, série « Jévi », de 14 heures à 14 h. 30 ; les maternelles (série « Finceaux, lapins et compagnie », de 14 h. 30 à 14 h. 50 ; le premier cycle (série « Les 24 jeuJis », de 15 heures à 15 h. 30 ; le second cycle (série « Dix-neuf ans, série « Les 24 jeuJis », de 15 h. 30 à 15 h. 50 ; le troisième cycle (série « Les 24 jeuJis », de 15 h. 50 à 16 heures).

Les émissions de formation permanente intéressent les maîtres de l'enseignement élémentaire (de 17 heures à 17 h. 30) et ceux de l'enseignement secondaire, notamment dans le domaine scientifique (de 17 h. 30 à 18 heures).

A noter dans ce programme deux innovations « en direct ». D'une part, une brève émission de Pierre Dumayet (de 14 h. 50 à 15 heures), pour les parents, consacrée aux problèmes psychologiques des enfants. « Les enfants et nous ».

D'autre part, un « Rendez-vous de 4 heures », avec les adolescents du second cycle, destiné à leur permettre un contact direct avec divers aspects du monde contemporain. Tous les quinze jours, « En direct avec la presse » permettra à des élèves de dialoguer pendant un quart d'heure avec le directeur ou le rédacteur en chef d'un quotidien ou d'un hebdomadaire national. Les premiers invités sont le Figaro, le 14 octobre ; l'Express, le 21 novembre ; l'Express, le 2 décembre, et le Monde le 16 décembre.

D'autres rubriques, diffusées en alternance tous les quinze jours, « Cinéma au présent » et « Musique en liberté », seront l'occasion d'entretiens avec des cinéastes et des musiciens. Ce « Rendez-vous de 4 heures » se terminera, chaque semaine, par un dossier documentaire à dominante culturelle ou portant sur les sciences humaines (de 16 h. 15 à 17 heures).

## Opel Eurokadett, une vraie 5 places pour 16 850 F\*

- ceintures à enrouleurs automatiques
- pare-brise feuilleté
- contenance du coffre: 378 dm<sup>3</sup>
- pneus à carcasse radiale
- double circuit de freinage
- garantie totale un an, kilométrage illimité, pièces et main-d'œuvre.



**KADETT**

\* TVAC - Frais de transport et de préparation 883 F (TVAC) - Tarif au 31.08.76.

**Avec Opel, partez tranquille.**

## HISTOIRE DE LA FRANCE

Pierre Miquel

### EN 1 VOLUME

« Toutes les garanties des meilleurs manuels et tout l'intérêt d'un merveilleux récit. »  
Robert Serrou (Paris Match)

« Écrite dans un style vivant et familier, fourmillant d'anecdotes, voici une histoire bien faite. »  
Le Nouvel Observateur.

**FAYARD**



150

... LE MONDE — 15 octobre 1976 — Page 17

# Le Monde

## DES LIVRES

A droite, toute !

### Les raisons de vivre de Jean-Louis Tixier-Vignancour

★ DES RÉPUBLIQUES, DES JUSTICES ET DES HOMMES, de Jean-Louis Tixier-Vignancour. Atala Michel, 410 pages, 49 francs.

Le titre est sage comme celui d'un traité. Serait-ce qu'à soixante-neuf ans son auteur rejeterait le temps de ses turbulences pour se contenter d'en établir un bilan et d'en tirer une philosophie ? Personne ne s'y laissera prendre. Arrivé à l'âge des Mémoires, Jean-Louis Tixier-Vignancour sait trop bien qu'il ne peut échapper au personnage qu'il fut. Alors autant le demeurer. D'ailleurs un certain enlèvement du cercueil de Philippe Pétain à l'île d'Yeu — dont il fut l'ordonnateur — n'est pas si lointain.

Comment, dès lors, le lire comme il conviendrait, c'est-à-dire avec un esprit non prévenu ? Qui a tenu la plume ? L'anarchiste

de droite, tant de fois décrit ? L'avocat politique, si habile dans le sous-entendu, comme s'il avait pu être de tous les complots, de toutes les intrigues ? L'avocat tout court, traditionnel et, pour cela, devenu amer ? Le tribun dont la voix de plein air fut, et est encore, si bien manier des façons de dire et de penser à la Barrès ? Serait-ce encore la politique, deux fois député — 1936, 1956 — avant une candidature à la présidence de la République en 1965, qui

cherche éperdument à compter, surtout depuis 1969, mais qui dut constater si souvent que son électoral filait ailleurs aux moments décisifs ? En vérité, tous ces Tixier-Vignancour se côtoient et à l'occasion se fondent, dans l'ordre ou dans le désordre, poussant leurs botes et au besoin leurs paradoxes, pour restituer l'autoportrait d'un nationaliste qui ne cessera de camper à droite et y trouvera ses raisons de vivre.

Une tunique de Nessus

Non, il n'a pas enterré la hache de guerre, celui qu'à Vichy, en juillet 1940, Maurice Martin du Gard voyait occupé, « avec la voix de Briand, à manger du juit et guetter, pour l'injurier encore, Léon Blum distant et malheu-

reux ». Il est vrai que le Tixier-Vignancour d'aujourd'hui semble avoir laissé au vestiaire un antisémitisme devenu trop odieux et du même coup vain. Mais il se sent, trop bien que ce passage à Vichy, où il fut, dans le premier gouvernement de Laval, secrétaire général adjoint à l'information, l'a politiquement marqué d'un sceau indélébile. Il était « de droite ». Il devenait « fasciste ». Qu'il juge le mot « stupide », qu'il lui refuse toute signification politique et s'accroche périodiquement cette tunique de Nessus, n'y put rien changer pour une génération.

Le trajet pourtant était naturel. Même si la grand-mère Vignancour fut dreyfusarde et républicaine, la victoire du cartel des gauches, en 1924, la rendit « furieuse ». Le jeune Jean-Louis avait-il besoin de cela pour aller vers l'Action française ? Il s'agissait de faire face au péril allemand qui n'était point encore celui de Hitler.

Voilà pourtant déjà faite la part des amitiés et des inimitiés. Le maître sera Léon Bérard, Bérard comme son disciple et comme lui avocat, mais aussi latiniste, académicien, adversaire d'Herriot, sénateur, garde des sceaux ou attendant l'ambassade de France au Vatican sous l'occupation.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

(Lire la suite page 19.)

### FIELDING PAS MORT !

### Miss Jong chez les Jivaros

★ LE COMPLEXE D'ICARE, d'Erica Jong. Traduit de l'anglais par Georges Belmont. Laffont, 418 pages, 49 francs.

A priori, on se dit qu'Erica Jong est une Américaine de plus qui a su se vendre sur un marché du livre plutôt moins regardant que le nôtre, où souvent la technique de lancement compte plus dans une réussite que ce qu'on lance. A priori seulement.

Erica Jong a trente-trois ans. Petite, blonde, avenante, juive et new-yorkaise, elle est éprise d'humour, de sophistication, de hémisme, de finesse. Avec, en plus, une pénétration à tout casser. Et des amis. Comme un certain Henry Miller, qui a eu le coup de foudre pour son livre et a dit bien haut qu'« à certains égards l'œuvre-ci était la contrepartie féminine du « Tropique du cancer », en moins amer et en beaucoup plus drôle, fort heureusement ». Que ça !

Publié en 1973 et en 1974, le livre de



miss Jong s'est vendu à quatre millions et demi d'exemplaires. Assaillie, disséquée, encensée ou contestée, Erica Jong s'est imposée en deux ans aux États-Unis comme une « grande » aux côtés de Nina Baym, de Lessing, de Colette à qui elle est le plus souvent comparée. « Newsweek » a fait d'elle la figure centrale d'une grande enquête sur le thème « Le sexe et la femme écrivain », et on s'arrache ses déclarations sur son deuxième roman (qu'elle termine) ou son nouveau boy-friend Ulanov, le fils de Howard Fast). Bref, un cas. Alors ?

#### Le pari, la satire et la crudité

Alors oui, Erica a tenu et gagné son pari : le règlement de comptes, et la survie par l'écriture. Son « livre » — elle se moque bien des genres — est un livre est un livre pour paraphraser Gertrude Stein, dit encore Miller), autobiographique pour une large part, dégorge les années d'apprentissage de l'auteur. Sur le mode picaresque

et satirique, et croyez bien qu'à la lecture on se dit : « Fielding pas mort ! » Rabelais non plus. Car la diabolie s'en est payée... Et elle le raconte avec, à quelques réserves près — la crudité du langage, c'est affaire de goût, on peut ne pas la supporter, — un souffle, une drôlerie, un art qui laissent pantois.

#### Les phobies d'Isadora

En bref, voici. Isadora a de quoi être heureuse : une famille haute en couleur, un peu folle, dans le genre intelligentia juive new-yorkaise de gauche, un deuxième mari à demi chinois, analyste de son état, très tranquille, surtout comparé au premier, un psychopathe qui se prenait pour Jésus version Brooklyn. Elle est belle,

douée, pleine d'esprit et d'imagination. Elle s'essaye à écrire. Elle approche de l'épanouissement très particulier de la trentaine.

Le problème, c'est qu'elle est en proie à toutes sortes de phobies, dont la plus secrète, la plus absurde — à notre époque — est celle de l'avion. D'où le titre de son récit : « Fear of Flying » (en

français, « la peur de voler », remarquablement adapté ici par Georges Belmont en « le Complexe d'Icare »). D'autant plus qu'Isadora a été pendant des années en analyse, et, comme on le verra, elle possède un certain nombre d'idées assez tranchées sur la question. Isadora se croit laide, Isadora veut devenir un vrai écrivain. Isadora veut se libérer de ses névroses, de ses nostalgies, de ses fringales. De tout ce qui la tenaille, comme cette chimère de l'homme « idéal » — et si on disait plutôt « impossible » ? — qu'en bon produit des années 50 elle ne peut s'empêcher, c'est ridicule mais c'est comme ça, de suivre.

Elle a pas mal roulé sa bosse, et c'est à Vienne, où elle participe à un congrès de psychanalystes, que, soudain, elle explose. En bloc, la voilà qui cède à toutes les sollicitations de sa nature — plutôt ardente — à la fois qui lui morse le corps et l'esprit. La voilà partie en guerre contre tout : les hommes, sa famille, son pays, ses maris, ses amants, le couple, le sexe, les juifs, les psychanalystes. Et ceux-là, qu'elle nomme « les Jivaros réducteurs de psyché », elle les démolit à cœur-joie. Rarement on a vu souligné comme ici leurs astuces de racketteurs conformistes (ils sont américains, ne l'oublions pas), l'impuissance et le ridicule de leur comportement, de leur jargon, quand ce n'est pas leur incompétence.

FRANÇOISE WAGENER.

(Lire la suite page 18.)

SEUIL

Le 3<sup>e</sup> volume des œuvres de

## RILKE

### Correspondance

Ouvrages 1 : Poésie  
Ouvrages 2 : Prose  
Ouvrages 3 : Correspondance

Les volumes reliés peuvent être regroupés dans un coffret illustré.

FAIRE l'objet d'un numéro spécial des Cahiers de l'Herne constitue désormais une des plus hautes considérations dont puissent rêver les auteurs contemporains, au même titre que l'entrée dans la Pléiade, les dictionnaires ou les manuels de classe. Seuls Giroux, Érudition et Queneau ont connu de leur vivant l'honneur d'être traités sur le même pied que de Gaulle, Mao, Céline, Jules Verne ou Dostoïevski.

Beckett n'a plus besoin de cette gloire, ni d'explication. Bien avant qu'il reçoive le Nobel, en 1969, les professeurs du monde entier en ont fait un classique universel. On compte à ce jour plus de soixante ouvrages sur lui, et au moins cinq mille articles, soit environ dix pages d'exégèse pour une œuvre. S'il reste à dire sur cette œuvre inépuisable, il n'est plus temps de réclamer pour elle une place indiscutée.

Tel n'était pas le cas au moment où elle a vu le jour. *Molloy* a été refusé par plusieurs éditeurs quand Jérôme Lindon, le flair esthétique, sinon commercial, de la publier en 1951 aux Éditions de Minuit. Le mettre en scène Roger Blin doit attendre quatre ans avant de pouvoir monter *Godot*, en janvier 1953, au Théâtre Babylone de Jean-Marie Serreau, et le public tarde à prendre au sérieux ces « dégoûts de clochards » qui lui apparaissent d'abord comme une lugubre gâchade.

Ce malentendu s'explique par l'environnement dans lequel survient Beckett. En 1951, *Molloy* meurt avec des livres aussi « traditionnels » que *l'Homme révolté* de Camus, *le Hussard sur la tois* de Giono, et les *Mémoires d'Hadrien* de Marguerite Yourcenar, Alain, Gide et Jouve ne sont pas encore morts.

En 1953, Barthes publie le *Degré zéro de l'écriture*, Robbe-Grillet les *Gommes*, et Nathalie Sarraute, *Martens*, tandis que Ionesco acclame *l'Absurde*. Mais les lecteurs ne sont pas encore faits à l'idée que Dieu, l'Homme et les Mots soient remis en cause d'un seul coup. Les spectateurs, surtout, restent. Comme l'observateur, le metteur en scène Peter Brook, notre bête à pour tradition de donner des réponses et non de poser des questions, contrairement à la tradition anglaise, qui n'éprouve aucun scrupule, ni difficulté, l'essayiste Jan Kott aidant, à intégrer l'absurde de Beckett à celui de Shakespeare.

Le public français reviendra vite

### UN « CAHIER DE L'HERNE » SUR BECKETT

## L'angoisse métaphysique est-elle « bourgeoise » ?

une femme des chapeaux ». Il s'agit, rappelés-le, de décrire en termes presque télégraphiques un être larvaire en état de prostration au centre d'une pièce cubique. Si on suit, par exemple, les variantes concernant les yeux, on constate que Beckett, qui leur prête la fixité de son propre regard d'oiseau empalé, tend à les donner de plus en plus : « seuls les yeux, bleus de glaire » devient : « à peine les yeux, bleus de glaire presque blanc », puis : « yeux seuls machés », « jadis pâles presque blancs », « sans trace d'yeux ».

Par

Bertrand  
Poirot-Delpech

« yeux, bleus de glaire presque blanc », puis : « yeux seuls machés », « jadis pâles presque blancs », « sans trace d'yeux ».

CETTE seule progression met sur la voie d'une interprétation globale de l'univers de Beckett. Toutes les œuvres se situent non pas dans l'attente de l'agonie mais au-delà d'elle. Ce qui reste de vie serait perçu du point de vue de l'être en voie de pourriture, le regard déjà vitreux, les chairs déjà tournées en charogne. Comme Belacqua, chez Dante, l'homme de Beckett parle d'un lieu qui n'est plus son corps dans le monde, mais une sorte de *no man's land* posthume. « C'est dans la tranquillité de la décomposition », dit Molloy, « que je me rappelle cette longue émotion confuse que j'ai ma vie ».

Ainsi s'explique mieux la manière dont sont rendus le temps — « C'est si long de mourir, si lasant à la longue ! », — l'espace — « Quelle malédiction, la mobilité ! » — et la parole. À l'égard de cette dernière, Beckett et ses créatures sont sans cesse par tagés. « Les mots ont été mes seules amours », est-il dit dans *l'Innommable*, et Cloran porte témoignage de ce que Beckett lui a parlé un jour de la « joie » d'écrire, tout à l'excitation de chuchoter avec lui — en vain, car la langue de Descartes est incapable,

à symboliser de nommer l'absence-en-soi — un équivalent français au mot anglais de sa fabrication : *lessness*. Mais en même temps, l'auteur de *Textes pour rien* s'en veut de ne pas surmonter son « funeste penchant à l'expression ». Impossibilité de parler et impossibilité de se taire. Il faut, c'est lui-même qui s'en plaint, « se débrouiller avec ça ».

Contrairement à Proust, Beckett ne trouve aucun salut dans l'écriture, non plus que dans la mémoire. Le souvenir — valse de Oh ! les beaux jours !, promenade en barque de la Dernière Étude — ne peut être heureux qu'au prix d'une ébouriffure, si nous arrivons à oublier notre condition. Au reste, sommes-nous seulement sûrs de posséder en propre ces moments passés ? L'unité de notre âme n'est-elle pas une illusion née de la vague unité apparente de notre corps ? Le moi existe-t-il ? Qu'est-ce qui ditonne à la recherche de lui-même ? — est-il demandé dans *l'Innommable* ; et, plus froidement : « Je... qui ça ? »

Sans se sentir coupable, sinon d'avoir laissé passer ou ne sait quels « opportunités » — selon la belle formule de Peter Brook, — l'homme de Beckett n'arrive pas à en vouloir à quiconque de ces malheurs de l'existence. Dieu, si Dieu il y a, lui semble un méchant drôle, dont mieux vaut saluer les « petites plaisanteries, surtout quand elles sont faibles » (Oh ! les beaux jours !).

MAIS la moindre syllabe échappée du cloaque terrestre comme un gas de putréfaction accuse implicitement le créateur d'avoir « bûlé l'homme d'une façon comédienne ». Les fervents de Beckett se recrutent souvent parmi les nostalgiques de la transcendance, pour qui l'absurdité de la condition humaine rend dérisoires les efforts pour y remédier.

Ainsi raisonnent Cloran, aux yeux de qui le principal mérite de Beckett est de faire concevoir que l'humanité « aurait pu se passer de la dimension historique », et, plus catégoriquement, Ionesco, qui défait de l'absurde illustré par Beckett et lui-même l'humanité de tout changement social ou politique.

Selon l'auteur du *Roi se meurt*, le mal est inhérent à la condition humaine, qui condamne à mourir et à tuer pour manger. « Toute la création est raide », « à rejeter ». La violence sévit jusque dans les molécules d'une goutte d'eau. Bien qu'insoluble, ce problème existentiel doit être l'objet fondamental de notre révolte, parce qu'il nous « éclaire sur notre situation véritable » et nous apprend à qui « adresser nos reproches » (?). Les conditions sociales ne font qu'aggraver ou atténuer l'aliénation des nations, la métaphysique, qu'aucune révolution n'a jamais abolie, aucune contrainte. Les « bouleversements historiques » ne peuvent nous conduire que « de mal en pis », qu'enfoncer l'homme « dans son malheur ». « Ce n'est pas la politique qui peut sauver le monde ». Le théâtre ne peut évoluer que s'il est « dépolitisé ». Bref, il est « aberrant » de voir dans l'angoisse existentielle, commune à tous les hommes et à tous les temps, un effet du capitalisme ou de l'idéologie bourgeoise.

QUE l'appropriation collective des moyens de production et l'abolition des classes laissent intacte la peur de mourir : Nizac, qui espérait naïvement le contraire, en a fait le constat à son retour d'U.R.S.S., comme le rapporte Sartre dans un film qui va sortir sous peu.

Mais on trouve des historiens pour nier que l'horreur d'exister ait été au cœur de toutes les civilisations. Il s'agit alors d'une invention capitaliste du moins d'un phénomène occidental et récent. En tout cas, l'invoquer pour rejeter toute notion de classe — nous sommes tous dans le même bain — et tout changement social — à quoi bon puisqu'on ne vaincra jamais la mort ! — relève bien de l'idéologie bourgeoise.

L'absurde beckettien perdrait en tout cas de son importance si on l'enfermait dans ce ressassement apolitique et la négation que l'angoisse de vivre varie avec les niveaux de vie. Du même désespoir, des écrivains aussi différents que Malraux et Montherlant n'ont-ils pas tiré respectivement une métaphysique et une morale de l'action ?

Soit, il y a lieu de trépalner comme des gosses quand on songe au pétrin philosophique où nous ont jetés les caprices de la galaxie. Mais encore ?

★ BECKETT, « Cahier de l'Herne », n° 31, 368 pages, 86 F.

# LITTÉRATURE

## A la manière taoïste

### Les aphorismes de Khatibi

LE LUTTEUR DE CLASSE À LA MANIÈRE  
TAOÏSTE, d'Abdelkader Khatibi, Ed. Sindbad, 1, rue  
Bibliothèque de la rue de la République, Paris (13<sup>e</sup>).

Ne donnez pas rendez-vous à Abdelkader Khatibi, vous ne l'y trouverez pas. Quand vous croirez le saisir, il sera déjà parti ailleurs. C'est une intelligence nomade. Mais que peut être l'esprit sinon ce mouvement qui va d'une vérité à son contraire, sans jamais s'y enfoncer ? La pensée de Khatibi est une pensée tremblée, inquiète, furieuse comme celle du Tao :

De mon émoi ne retiens que le tremblement  
J'aime la gazelle fuyant sur la plage  
L'être du temps est un art migratoire.

Écrivain marocain, Khatibi a déjà publié un roman, *la Mémoire tétouane*, et des essais, *la Bessure du nom propre*, *Vomito blanco*, marqués par l'esprit de finesse. Aujourd'hui, en même temps qu'un livre sur l'art calligraphique arabe (Ed. du Chêne), il nous propose des aphorismes poétiques, en partie inspirés de Lao Tseu. Ainsi peut-on lire dans le Tao té King :

Il produit sans s'approprier,  
Il agit sans rien attendre,  
Son œuvre accomplie, il ne s'y attache pas...

Et chez Khatibi :

Parce que le pouvoir est un partage continu  
Sa conquête exige un art de désappropriation.

Mais l'auteur ajoute :

Imitant le style des sages  
Je défigure leur morale.

Le genre de l'aphorisme ne pouvait que séduire Khatibi, car l'écriture fragmentaire, est, déjà par elle-même, un désaveu de « l'œuvre » et de son arrogance totalitaire. La « lutte de classe » entend précisément détruire l'arrogance, sous toutes ses formes. Il oppose le sentiment de sa différence, l'esprit d'ironie, la danse et le rire à la lourdeur des idéologies, des théologies qui veulent imposer sur terre, la dictature de l'identité.

Tout le monde chérit l'identité  
Tout le monde cherche l'origine  
Et moi j'enseigne le savoir orphelin.

La « lutte de classe » s'exile de son origine, de son nom, de son histoire. Il se quitte lui-même, pour se définir à nouveau et se quitter encore. Il fait « une critique permanente » de sa vérité. Khatibi est un de ces « penseurs fragmentaires », qui, selon Kostas Axelos, « passent comme météores entre ciel et terre ».

FRANÇOIS BOTT.

## FIELDING PAS MORT !

### Miss Jong chez les Jivaros

(Suite de la page 17.)

Voilà leur imposture, la profonde mensonge qui les représente dans certains aspects qui ne sont pas toujours réels.

Tout y passe. Après moult atermoiements, la voilà partie tout court. Avec un autre. Un analyste anglais, le docteur de Loing celui-là, coiffeur de son « studien de marabout », genre dégingandé très sérieux. Le cynisme de l'auteur (le le *Shang* est soluble dans l'alcool).

#### Un certain courage

Le *Shang* américain a reproché à Erickson son dévouement, trop « communiste » (sic) le docteur pol à ses yeux. Eric Jong avait écrit, à ses côtés, de fois, le final de son livre. Qu'importe. L'issue pourrait être une autre (et cette autre, s'il y a, une des complications du prochain roman de Miss Jong — cela n'ajouterait ni n'enlèverait rien à la force exceptionnelle de l'entreprise. Ni au courage qui commande la rédaction du livre. On a tout son auteur de « poméographie ». Bêtise ! Simple-

cool — et le code de vie (le *Avenir* — zéro —) ne sont pas sans récents existentialistes. Il n'en faut pas plus à Isadora pour qu'elle se prenne pour une sorte de Sirona de Beauvoir en blue-jeans et s'embrasse avec lui dans une église drolatique, échevelée, un rien torride, à travers l'Autriche, l'Italie et la France. Au bout de quoi, elle se retrouve à Paris, seule. Au bout de quoi, elle se retrouve femme. Et écrit.

Car Eric Jong est un grand écrivain. Pas seulement par son art d'écrire, mais par la qualité de sa réflexion sur cet art. Les plus belles pages du livre, en dehors des moments de bravoure du plus fougueux comique, évoquent l'écriture et la femme, l'écriture et la maternité, l'écriture et le désespoir amoureux, l'écriture et l'exploration de soi. « J'ai convalescé la vie réelle », il convalescit dans la fiction, dit-elle pour définir sa relation littéraire. Voilà qui la classe.

Elle donne leur vraie mesure à Erickson Kaufmann, et même à Marie Cardini. Rien à voir non plus avec les bas-blous de laboratoire qui manipulent la métaphore comme une éprouvette. Rien à voir avec les sirènes complaisantes qui s'épanchent en sursauts et avec les amours féministes dont l'intolérance est à vous dégoûter de la femme. Qu'on lise donc Erick Jong. Voilà un écrivain qui donne envie d'en faire autant. Qui donne envie, quand on est femme, d'avoir « une chambre à soi », celle que revendiquait Virginia Woolf dans un texte mémorable. Une chambre à soi, et bien sûr, tout ce qui va avec.

FRANÇOISE WAGENER.

## Bon moral mais finances maigres

### « PROMÉTHÉE » CRIE À L'AIDE

Le concours Prométhée peut aujourd'hui présenter ses titres : les deux romanciers qu'il distingue respectivement en 1974 et en 1975, Claude Alibert et Françoise Poncet, sont, depuis septembre, des auteurs édités et affairés de premier roman. Voici, promis à leur suite, le troisième « élite » du jury national Prométhée, qui, selon le règlement, a « parrainé » le 10 octobre à Lourdes, Gabriel Schoettel, auteur d'un roman inédit, *la Brise-Larmes*. Ainsi le concours affirme sa vocation. Au Languedocien Alibert, à la Bressanne d'adoption, Françoise Poncet succède, benjamin des trois, un Alsacien de vingt-sept ans.

Il a déjà conquis ses juges. Pas seulement par ce *Brise-Larmes* qui veut exprimer « les désarrois de l'adolescence liquidée » mais aussi par une joie et les façons de la dire. Professeur, il confesse sans honte qu'il est « un enseignant heureux ». Écrivain il vit son bonheur devant l'« alchimie des mots », se réfère à Alain-Fournier, parle du prochain livre dont il ne sait pas ce qu'il sera mais qu'il est déjà sûr de porter. Il aime Balzac et Giono, Céline et Hugo, Char comme Aragon, Camus le solaire, comme Zola le hégémon, autant dire, et il le dit, « presque tout ».

Voilà le fait, l'actualité. Ils sont le nouveau signe de la bonne santé morale d'une entreprise tenue à bout de bras par Guy Rouquet, jeune fondateur à Lourdes d'un Grenier des arts et lettrés qui s'est voulu d'emblée audacieux. La félicité, quelques amitiés font le reste. Elles le font si bien que l'on va de coup d'audace en coup d'audace. Limité jusque-là à une formule originale de recherche des « écrivains de l'ombre » — et ils sont nombreux : 86 manuscrits en 1974, 102 en 1975, 149 cette année, — le concours se prépare à devenir festival. En 1977, il ne découvrira pas seulement un romancier. Il révélera aussi un auteur dramatique, un poète mystique et spirituel, un compositeur de musique pour orgue, distinguera parmi les graveurs, les sculpteurs, les peintres ignorés. Il entend même établir ces choix dès le printemps pour que les œuvres désignées puissent être présentées ou représentées à ce qui sera désormais l'« Octobre littéraire » (15-22 octobre 1977) (1). Les jurys sont composés sur le point de l'être. Là encore, Guy Rouquet et ses amis ont été bons plaideurs pour intéresser aussi bien Silvia Monfort, Ludmila Tchérina, Jacques Dufrillo, Daniel Gélén que Pierre Cochereau, Yannis Xenakis, Michel Plasson — aussi bien Jean Oullman, Max-Frédéric, Robert Sabatier que Mathieu Galey et Roger Garand. Ils ne viendront pas à Lourdes pour seulement y paraître. L'idée est aussi de les présenter à la jeunesse des lycées et des collèges pour qu'ils y soient, peut-être bien, plus interpellés qu'écoutés.

N'est-ce pas crier là à un vertige ? Les timorés de Lourdes ou d'ailleurs le diront. Les jaloux aussi. Pourtant quelle autre manière de fonder le destin ? Il n'est pas normal que le concours Prométhée ait dû jusqu'à présent sa vie et sa survie à des concours financiers privés et à un bénévolat exemplaire. La ville, le département restent réservés, sinon méfiant. En 1976, la municipalité a consenti 5 000 francs de subvention et encore pour l'ensemble des activités du Grenier des arts et des lettrés. Serait-ce que Lourdes ait été un mauvais choix, que la cité jugerait sa renommée suffisamment affirmée ?

Le 10 octobre, le jury national du concours Prométhée a estimé qu'il devait faire connaître sa pensée sur ce sujet toujours délicat. Il a demandé au conseil municipal, au conseil général et tout autant au Centre national des lettres d'aider et d'aimer ce qui se fait à Lourdes, et ceux qui le font. L'appel ne demandait pas un privilège pour une ville. Il lui plaide en réalité pour qu'il y ait un peu partout d'autres « Prométhées », d'autres « ateliers imaginaires » de ce type et de cet esprit. Plutôt que de chanter une décentralisation toujours, et à n'en plus finir, redéfinie, mieux vaut l'aider quand, elle-même, elle commence d'exister.

(1) Les règlements de ces différents concours peuvent être demandés au Grenier des arts et des lettrés de Lourdes, B.P. 94.

J.-M. Th.

## On ne prête qu'aux riches

Dans l'article nécrologique qu'il a consacré à Jean Denoël (le Monde du 6 octobre), Jean-Marie Dunoyer a fait ressortir le soutien que cet amateur éclairé a toujours apporté aux poètes et aux écrivains. Mais il lui a prêté un peu plus que son dû en faisant de lui le fondateur, avec Mme Florence Gould, du « Prix des critiques » et du « Prix Roger-Nimier » (aujourd'hui disparus, d'ailleurs).

## VIENT DE PARAÎTRE

Nouvelles  
MAX LORRAU : *Nouvelles des types et des pays*. — Quatre récits inspirés de l'écriture romanesque sur un plan. Par l'auteur d'un *Jeune Danois*. (Gallimard, 206 p., 29 F.)  
ANDRÉ PIERRE DE MANDIARGUES : *Sous le lama*. — Six récits de crânes et d'écroulements par l'auteur de *la Motopelette*. (Gallimard, coll. « Le chemin », 160 p., 22 F.)

## Mémoires

MICHEL BUTOR : *Séances sous sol*. — Second tome de *Mémoires de révolutions* de la *Modification* crée un univers paranoïaque à partir de ses rêves, un « miroir à mémoires ». (Gallimard, coll. « Le chemin », 220 p., 39 F.)

## Spectacles

RAYMOND DEVOS : *Sous deux dévotions*. — Soixante-quatre sketches de théâtre scénarisé comique. (Stock, 226 p., 38 F.)

## Annuaire

IGOR ET GRICHKA BOGDANOFF : *Claire pour la science-fiction*. — Son histoire, ses thèmes, ses genres, ses écoles. Avant-propos de Ray Bradbury. (Seghers, collection « Claire », 384 p., 38 F.)

## Documents

COLIN LEGUM : *Africa Contemporary Record, annual survey and documents 1975-1976*. — Pour la huitième année consécutive, Colin Legum, l'un des meilleurs experts britanniques des questions africaines, et son équipe font le point de l'évolution politique, économique et sociale de chacun des cinquante-six États du continent africain (Rex Collins, 69 Marylebone High Street, London W1, Grande-Bretagne, 1300 p., 20 livres sterling.)

## Essais

PIER PAOLO PASOLINI : *Expériences littéraires*. — Des essais sur la langue et le cinéma préfacés par Maria Antonietta Macciocchi et traduits de l'italien par Anna Rocchi Pullberg. (Payot, coll. « Traces », 278 p., 50 F.)

## Société

BERNARD CUAU : *l'Affaire Mordant*. — Comment le récit abolit le crime. — Le 22 février 1974, à la prison de Fleury-Mérogis, un dénommé en civil. C'est un jeune homme, de constitution athlétique, Antillais, petit délinquant de surcroît. Le livre de Bernard Cuau reconstruit ce meurtre et en démontre le mécanisme. Préface de Michel Rocard et Pierre Vidal-Naquart. (Les Presses d'aujourd'hui, coll. « La France sauvage », 220 p., 19 F.)

## Arts

WILLIAM S. RUBIN : *Art d'aujourd'hui*. — Par le conservateur et chef des collections de peinture et de sculpture du Musée d'art moderne de New-York. Traduction de Patricia Revault d'Alloues. (Volume relié 521 p. Nombreuses illustrations en couleurs et en noir et blanc.)

## CORRESPONDANCE

### Une lettre de Jacques Soustelle

#### à propos des « Prophéties du Chilam Balam »

Dans le Monde du 24 septembre, M. Jacques Soustelle présentait, en ces termes, la traduction par J.-M.-G. Le Clézio des *Prophéties du Chilam Balam* que, dans un chapeau, nous donnions pour lues-dites en français : « Qu'aujourd'hui J.-M.-G. Le Clézio ouvre aux lecteurs d'expression française la porte qui conduit à ce trésor caché, c'est ce dont il convient de le remercier ».

Plusieurs lecteurs, dont M. Jean Paris (le Monde du 1<sup>er</sup> octobre), nous ont écrit pour rappeler la traduction que Benjamin Péret avait donnée en 1955, chez Denoël du Livre du Chilam Balam de Chumayel.

M. Jacques Soustelle, que nous remercions par la présente de ces protestations, nous a fait parvenir la précision suivante : « J'ignore d'autant moins l'ouvrage de Benjamin Péret que celui-ci m'en a fait l'hommage ».

en son temps. Mais il s'agit là uniquement du Chilam Balam de Chumayel, et non point du recueil de prophéties de sources diverses traduit par Le Clézio.

D'autre part, que ces prophéties se trouvent mentionnées pratiquement par tous les ouvrages sur les Mayas, comme le rappelle M. Paris, est un fait incontestable et incontesté : on ne voit pas en quel cas cette constatation d'évidence serait en contradiction avec ce que j'ai écrit.

On nous signale que dans la note de notre numéro du samedi 9 octobre, page 22, relative au livre de M. Arnaud Chaffajon, La Fayette et sa descendance, il y avait certaines inexactitudes : M. Jean de Chambray est descendant — et non collatéral — de La Fayette et n'appartient pas à l'organisation politique qui avait été citée.

## ÉCHOS ET NOUVELLES

### Manifestations

UNE EXPOSITION CONSACRÉE AU POÈTE SAINT-JOHN PERSE, aux Éditions de la Librairie, s'ouvrira le 23 octobre prochain, pour trois mois, au musée Jacquemart-André, à Paris, après avoir été inaugurée à Aix-en-Provence (voir « le Monde » du 23-30 août). L'épouse du poète, Mme Alexis Léger, qu'accompagnait le directeur de la Fondation Saint-John Perse, M. Pierre Guerre, s'en est entretenue, mardi 12 octobre, dans la matinée, au palais de l'Élysée, avec M. Giscard d'Estaing, au cours d'une audience d'une trentaine de minutes. Cette exposition, à l'indiquer à sa sortie l'oiseau, un thème qui a hanté depuis la mort de l'écrivain Saint-John Perse. Elle sera illustrée par des peintures, et notamment par une vingtaine d'œuvres de Braque, des sculptures, des miniatures, et l'exposition, a-t-elle souligné, associera un souvenir de Saint-John Perse celui d'un peintre franco-américain, John James Audubon, comme le peintre originaire des

### André et auteur d'un ouvrage sur les Oiseaux d'Amérique

LE GOUVERNEMENT MEXICAIN A DÉCERNÉ LE PRIX LITTÉRAIRE ALFONSO REYES à André Malraux en raison de son intérêt pour le Mexique et pour la culture maya. Ce prix d'un montant de 40 000 francs, sera remis à l'écrivain le 15 novembre prochain, à Paris.

### LE PRIX DE L'AMITIÉ FRANCO-ARABE

récompense un auteur français, a été attribué à l'ouvrage

### « J'ai rencontré l'islam » de Michel Lelouch

aux Éditions de la Librairie. Le prix décerné à un auteur arabe d'expression française l'a été à l'ouvrage : « Les amandiers sont nés de la terre blessée », de notre collaborateur Tahar Ben Jelloun (aux Éditions François Maspero). Enfin, le prix Mahmoud Mamounah a été attribué à Michel Tassin, auteur d'un *Un juif libre* (Éditions Guy Antier).

### Rectificatif

DANS L'ARTICLE DE ROBERT JUDY CONCERNANT LA LIBÉRATION DE LA FRANCE, 2<sup>e</sup> guerre mondiale, DES RUSSÉS, un classique arabe aux Éditions Phébus (voir « le Monde des livres » du 10 octobre), il était annoncé parmi les publications à venir chez le même éditeur l'autobiographie de Farid Chidyaq, ex-écrivain de dis-courteuse stèle qui décrit les années comparées de l'orient et de l'occident. Chidyaq était libanais.

**BOILEAU NARCEJAC**

**LA LÈPRE**

roman/suspense



collection Sueurs Froides

**denoël**

Docteur Pierre Solignac

**LA NEVROSE CHRETIENNE**

«Un livre décapant comme un gant de crin»

Henri Fesquet  
Le Monde

Collection Polémique/Trévis  
en vente dans toutes les librairies

**PARU**

cette semaine

Com. d'hist. LA LIBÉRATION DE LA FRANCE, 2<sup>e</sup> guerre mondiale. Coll. International Paris, 1974. Des rapports d'historiens et des témoignages de personnalités politiques et militaires sur la période qui s'étend du printemps 1944 à la fin de 1945, époque la dernière du régime de Vichy, la Résistance, le démantèlement de l'Allemagne et ses conséquences directes (20 communications).

16 x 25, 1.000 p., rel. 180 F

ISBN 2-222-01538-2

Catalogue C6 gratuit sur demande

**Editions du CNRS**

15 Quai d'Orléans - 75001 Paris

Tél. 0033223 - C.C.P. 80943 Paris

1976-1977



# ET CRITIQUE

## Robbe-Grillet aux prises avec ses «lecteurs»

\* **ROBBE-GRIILLET**, «Colloque de Cerisy», 2 vol. «10/18», 448 et 435 pages, 18 F chaque vol.

DES lecteurs, il en a toujours, il en a même de plus en plus. On a vendu cette année neuf mille exemplaires de «La Jalousie» contre trois ou quatre cents au moment de la publication du livre. Il est vrai que dans les universités le roman permet aujourd'hui d'acquiescer des unités de valeur. D'ailleurs l'œuvre d'Alain Robbe-Grillet, par son caractère déconcertant et sa volonté affichée de révolutionner la littérature, a toujours été un gâcher de choix pour les professeurs.

En veut-on une preuve ? Elle est fournie par les actes du colloque qui s'est tenu à Cerisy

à ses interventions. Elles tranchent sur le reste par leur clarté, leur bon sens, leur côté volontiers forceur, et les informations, non négligeables, qu'elles apportent sur son travail.

Il faut dire que les communications, elles, font un tel assaut d'abstractions qu'on en attrape le vertige ou la migraine. Robbe-Grillet n'en semble pas atteint. Il jongle aisément avec les concepts théoriques. Et pourtant, c'est fini, il a renoncé à être théoricien. L'action réciprocité de la théorie sur la pratique de l'écriture, il la laisse à Jean Ricardou. C'est sa façon de braver gentiment celui-ci : «Au moment où j'écris c'est comme si je ne croyais pas à la possibilité créatrice de la théorie sinon pour

remous aucun. » Mais il sait par cœur aussi bien, et pour s'en enchanter, des pages de Foucault, des poèmes de Valéry ou de Breton. Poussé dans ses retranchements, là, à Cerisy, il avoue qu'une de ses préoccupations majeures «c'est ce qu'on peut appeler la musique du texte». «Je lis et je relis pendant plusieurs jours à haute voix les pages que je viens d'écrire, comme faisait Flaubert». Il est vrai que c'est «pour mesurer les écarts à la norme concernant les répétitions de sonorités».

Ces «écarts à la norme» sont sa préoccupation majeure. Ne rien faire de ce qui a déjà été fait, de ce qu'il a déjà fait, de ce dont la théorie a déjà rendu compte. Aussi parle-t-il du «sens», ou quel l'œuvre doit échapper, comme de son pire ennemi. Sa loi, comme créateur, est de déjouer. Comme lecteur, dans le rôle de conseiller littéraire qu'il joue aux Editions de Minuit, de publier des textes pour un public qui n'existe pas encore et qu'il faudra façonner.

Cette formation du lecteur, du spectateur de Robbe-Grillet, le Colloque de Cerisy va-t-il y contribuer ? Lui-même en doute, qui voit dans ses journées une vaste parodie de ce dont il a été l'échiquier, un affrontement de stratégies où chacun visait à faire de l'œuvre une illustration de sa théorie. Mais cette débauche conceptuelle à laquelle ses critiques se livrent est loin de le fâcher. L'important c'est qu'en tant qu'écrivain il demeure inviolé. Du moins par autrui, sinon par lui-même.

En se dépitant, avec une habileté rusée, des rets dans lesquels on prétendait l'enfermer, Robbe-Grillet a fait des aveux. Ils sont minimes, ironiques, fragmentaires, contradictoires, contestataires. Mais ce sont eux qu'on retiendra.

JACQUELINE PIATIER.

Jérôme Lindon ouvre une librairie

«Autrement dit»

LES Editions de Minuit viennent de ressusciter l'ancienne «Librairie 73», boulevard Saint-Michel. Elles en ont confié la direction à Georges Drupe, qui anima pendant douze ans «La Joie de lire» de François Maspero. «Autrement dit» — c'est le nom en forme de programme qu'elle s'est donné — ne se présente pas comme un distributeur des «nouvelles». Elle fait son choix parmi elles, et sur ses rayons elle tente l'acheteur avec des auteurs qui ne doivent rien à l'actualité. On y trouve Henri Calot, toute l'œuvre disponible de Conrad, et les Lettres de Chateaubriand de Segalen. On n'y trouve pas Gérard de Villiers. La librairie ne pratique pas non plus de «discount».

Ses vitrines sont composées autour d'un thème ou d'un écrivain. Georges Limbour et tous ses livres, même les plus anciens, qu'on croyait épuisés, ont fait l'ouverture. A l'occasion du numéro que «Critique» lui a consacré à ses côtés, Monique Wittig, dont le «Brouillon pour un dictionnaire des amants» vient de paraître chez Grasset ; Franz Fanon, dont le Seuil publie une biographie.

Et puis — à tout seigneur tout honneur — dans Alain Robbe-Grillet, entouré de ses œuvres et des gloses que le colloque de Cerisy a rassemblées. Le vendredi 13 octobre, à 18 heures, la librairie «Autrement dit» organise un débat-revue avec l'auteur. A la fin du colloque de Cerisy, Robbe-Grillet avait répondu aux questions de l'auditoire. Il ne s'agissait plus de discuter la «lecture» de tel ou tel théoricien, mais d'aborder d'une manière plus directe des problèmes plus généraux. C'est à cette phase ultime, la plus vivante du colloque, que, le 15 octobre, une suite sera donnée.

### Un aveu

Je n'ai pas connu la religion catholique : j'ai été baptisé parce que, à l'époque, même les parents athées faisaient baptiser leurs enfants, mais ensuite je n'ai plus mis les pieds dans une église, je n'ai pas reçu d'instruction religieuse, je n'ai jamais eu de confesseur. En revanche, au moment où je me suis mis à lire des textes, il y avait Louis Carrou, Raymond Roussel, mais aussi l'Anacien et le Nouveau Testament, textes que j'ai lus beaucoup d'intérêt. Peut-être même que le premier Nouveau Roman que j'ai lu, c'est l'Evangile qui est quatre fois la même histoire, racontée par des personnages différents (Rires) avec des passages qui se recoupent et des passages qui se contredisent. Je ne sais pas si vous avez remarqué que les quatre évangélistes se retrouvent dans plusieurs de mes petits travaux. Dans Trans-Europ-Express, en particulier, les trois narrateurs qui sont à l'intérieur du wagon s'appellent moi-même Jean, le producteur Marc, et la scripte Lucette, qui est Luc bien sûr. Le quatrième, qui se trouve à l'extérieur et qui apparaît vers la fin du film, est le petit garçon, qui s'appelle Mathieu.

(Extraits du Colloque de Cerisy, t. II, p. 431.)

en juillet 1975 sous la direction de Jean Ricardou. Robbe-Grillet sur la sellette, après Butor, après Claude Simon. De l'étude du mouvement, «le Nouveau Roman» : hier, aujourd'hui (1972), on est ainsi passé aux individualités qui le composent. Butor n'avait pas voulu prendre part aux discussions. Claude Simon parlait à peine. Mais Robbe-Grillet, lui, on l'entend. C'est même la partie la plus intéressante du recueil. Dans la transcription des débats, on voit tout droit

créer autre chose que... qu'elle a dit. «Même du temps de ses articles frôlés, il reconnaît qu'il ne se prenait pas vraiment au sérieux. C'était du journalisme, de la tactique. «La théorie continue pour moi à avoir ce rôle principal de faire peur aux gens.»

Aois il n'a plus de ses livres. Le terrorisme, c'est terminé aussi. Il admet qu'on parle de ses livres, en y introduisant, si on le peut, de la psychologie. Bruce Morrisette les a fait lire en les interprétant ainsi. Il ose reconnaître qu'il écrit parfois à partir de ses souvenirs et qu'après tout la biographie de l'auteur n'est pas si étrangère à l'œuvre qu'on l'a dit. Il incite même à ce qu'on s'occupe de la sienne. L'iconoclaste !

Comment se voit-il aujourd'hui ? En artiste, revendiquant une absolue liberté. La barbe et les cheveux ne lui ont pas poussé pour rien. «J'ai parlé de Saussure, j'ai parlé de Jakobson, mais leurs écrits ne me fréquente pas avec une passion de connaître comparable au plaisir que je peux avoir en apprenant par cœur un texte qui m'enchanté. » Là-dessus il récite le début de «Passacaille», de Robert Pinget : «Le calme, le gris. De

— **CRISE DE LA MODERNITÉ ET DÉSIR DE TRADITION**, tel est le thème des journées d'études qui vont se dérouler, du 21 au 24 octobre, à l'Institut de philosophie et de sociologie de l'université des sciences sociales de Grenoble sous la direction de Pierre Sauzet. Comme témoins de la pensée traditionnelle, à laquelle ce colloque voudrait rendre droit de cité, seront présentés par les différents conférenciers — dont Pierre Boulez — Heidegger, Ballanche, Xavier de Maistre, René Guénon, Soljenitsyne, etc. Eugène Ionesco doit participer à la rencontre.

Secrétariat : M. Michel, Institut de philosophie et de sociologie, 47 S. 38049 Grenoble Cedex. Tél. (06) 42-51-57.

## Les raisons de vivre de J.-L. Tixier-Vignancour

(Suite de la page 17.)

Les grandes dates sont celles des grands engagements : 6 février 1934, mars 1936 avec l'entrée en Rhénanie des troupes allemandes qu'il aurait été partisan de contrer, 1938 avec Munich qu'il approuve par «réalisme», puis qu'il juge alors que s'il y eut une «guerre à la fin de la France», c'était celle de 1938.

Sur ces chapitres, il règle ses comptes avec le Front populaire, bien sûr. Et l'on ne s'étonnera pas qu'il y voit pour la France, l'«entrée dans une nuit qui n'est pas encore terminée». De ce temps date son anticommunisme. Ses tourments peuvent tourner à l'obsession. La main du P.C., il la voit partout, jusque dans les origines de Vichy. «Si le Kramlin, comme tout l'Indochine, a pénétré le Vietnam, nul ne s'étonnera plus qu'il ait été disloqué en dix ans ce qui avait duré vingt siècles.»

Dès lors tous ceux qui, à ses yeux, ont pu aider la gauche, favoriser le communisme, méritent la fustigation. Et Spinoza devient pour celui qui reste dans la vénération de Salazar et de Franco, «crétin étioilé, monocéle et présenté». Cependant, la cible privilégiée reste Charles de Gaulle, cloué par des phrases du type : «Le chef d'une faction ne peut jamais devenir complètement le chef d'une nation.» La faction originelle, c'est celle de Londres en 1940 et non d'Alger en 1958. Il va sans dire. Malgré cela, Jean-Louis Tixier-Vignancour ne rivalisera ni avec le Chateaubriand qui jugea Napoléon I<sup>er</sup>, ni même avec le Victor Hugo de Napoléon le Petit. Mais certains goûteront la réplique au «Le France est vouée» de Georges Pompidou du 6 novembre 1970 : «Non, elle avait divorcé.»

Paris ou Colombey ?

On s'attendait à des révélations. Elles sont plus rares que les anecdotes qui, elles, fourmillent, que les coups de patte qui classent un Isorni «tête folle», un Pierre Boutang «inviolable dans l'erreur», mais consent au «traître», puisque communiste, Jacques Duclos une étiquette de «troubadour intelligent». Il est vrai que c'était un Bigourdan, presque un «pays». De ce long livre le plus inédit apparaît l'affirmation de deux invitations faites en novembre 1958 à Jean-Louis Tixier-Vignancour. On croit comprendre, car elles sont situées à Paris, que l'hôte est Charles de Gaulle lui-même, et qu'il annonce au député Tixier-Vignancour ce que pourrait

être une conjuration qui le ramènerait au pouvoir à la veille de Noël. Ainsi apprend-il qu'«il faut liquider Salan commandant en chef et en Algérie et le remplacer par Cogny qui commande au Maroc». Rien ne se passa mais le 16 janvier 1957 il y eut quand même un tir de bazooka à Alger. Salan fut indemne mais un de ses adjoints tué. Voilà ce qu'on peut lire à la page 290. Et voilà qu'à la page 318 on y revient. Pourquoi ? Parce que là Jean-Louis Tixier-Vignancour expose qu'à la veille du 13 mai 1958 des amis lui avaient demandé de venir d'urgence à Alger. Il n'y fut point, préférant l'Assemblée nationale avec l'espoir d'empêcher l'investiture de Pierre Fillimin. Aujourd'hui il reste «désespéré» de cette bévue : lui présent à Alger, Salan n'aurait pas crié «Vive de Gaulle !» sans que certaines précautions eussent été prises.

Il aurait obtenu, lui, un écrit du général. C'est ici que, présentant l'étonnement ou l'objection du lecteur, le mémorialiste écrit, se référant à sa page 290 : «Je rappelle que de Gaulle n'est pas été surpris de me voir à Colombey puisque j'y avais été invité en novembre 1958 dans les conditions que j'ai rapportées. » Alors, Paris ou Colombey ? L'imprécision est d'autant plus irritante, que dans un jeu d'éprouves que nous avons pu lire, l'invitation de 1958 est bien mentionnée comme ayant été faite à Colombey. Même pour la petite histoire mieux vaut la rigueur.

Ainsi traverse son siècle ce «monstre sacré», habité de ses tics, de ses frémissements, de ses méchancetés, de ses secrets aussi. Il reste celui qui a sauvé Salan de la mort et du même coup Jouxhaud, ce dont il sait remercier Pompidou et même Jean Foyer qu'il aime guère. Il reste celui qui vit fusiller Degueudre et Bastien-Thiry. Le voilà ému, ému, ému, et pourtant il ne traite pas de la peine de mort. Mais il revient à ses démons, à toutes ces affaires ténébreuses dont il fut, à toutes ces espérances qu'il savourait jusqu'au dernier jour, telle cette façon d'obtenir une amnistie pour Céline que la justice militaire connaissait seulement — la pauvre ! — sous le nom de Destouches.

Au total, il excelle plus dans la cruauté que dans l'indulgence qu'il pourtant eût bien un peu, l'âge aidant. Que les vies publiques de combats comme celle-ci soient donc ingrates quand elles doivent en toutes circonstances brider les élan du cœur.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

## ÉDITIONS G.-P. MAISONNEUVE ET LAROSE

Tél. : 033-32-70

APERÇU DES NOUVEAUTÉS ET DES GRANDES LIGNES DE NOS PUBLICATIONS

### TITRES DES COLLECTIONS :

Islam d'hier et d'aujourd'hui, Collections d'œuvres représentatives (UNESCO), Introduction aux littératures orientales (UNESCO), Archives d'ethnologie française, Mémoires d'anthropologie française, Les littératures populaires de toutes les nations (première et deuxième séries), Contes et poètes de tous les pays, Contributions au folklore des provinces de France, Collection documentaire de folklore, Erotisme populaire, Techniques agricoles et productions tropicales, Monuments nipponica monographs (Sophia University press, Tokyo), Svilda islamica.

### NOUVEAUTÉS :

BLANCHÈRE, CHOUËMI, DENIZEAU : Dictionnaire arabe-français-anglais, fasc 38 — COYAUD : Cent quatre-vingts contes populaires du Japon. — CUOQ : Les Musulmans en Afrique. — DOJSET-LEENHARDT : Terre natale, terre d'exil. — Encyclopédie de l'islam, fasc. 71-72 — FAKKAR : Aspects de la vie quotidienne en Égypte. — GACHON : l'Auvergne et le Velay. — GOURSAUD : La société rurale traditionnelle en Limousin. — HERRIGEL : la Voie du Zen, suivi de Pratique du bouddhisme zen. — HOLAS : Contes Kono, traditions populaires de la forêt guinéenne. — IVANOV : Livres et Légendes bogomiles, Aux sources du catholicisme. Préface de René Nelli. — LEMIEUX : Les vieux monts, vol. 2 à 6. — Manuel de conservation des produits agricoles tropicaux. — MARIE : Anthologie de la chanson occitane. — MUSO : Dialogues dans le rêve, traduit du japonais par Shibata. — PEMBA : Tibet, l'an du Dragon, traduit par R. Salley. — Pluralité des parlers en France (Ethnologie française 3/4 1973) — Regards sur l'architecture rurale (Ethnologie française 1/2 1973) — REZVANIAN : Grains d'humanité et de sagesse persane. — SACOPOULO : La Theotokos à la mandorle de Lythranomli. — Svilda islamica, vol. 41 à 43. — TIEROU : Vérité première du second visage africain. — TOMICHE : Syndicalisme et certains aspects du travail en R.A.U. (Égypte). — TULOU : Contes et légendes des îles anglo-normandes. — VAN GENNEP : Textes inédits sur le folklore français contemporain.

### BIBLIOGRAPHIE :

Ouvrages classiques de BARBIER, BRUNET, DESCHAMPS, LECLERC, LEGRAND, NISARD, QUÉRARD, SÉGUIN, etc.

### ETHNOGRAPHIE, FOLKLORE :

Notre fonds est très riche dans ce domaine fort en vue actuellement. Le folklore occupe des enfants, de C. Gaignebet, présenté par B. Pivot à l'émission Apostrophes T.V. A.2 du 2 janvier 1976 est en voie d'épuisement. Le troisième volume de l'ouvrage : le Conte populaire français (Delarue-Tenèze) est en préparation.

### VIENT DE PARAÎTRE :

## ANTHOLOGIE DE LA CHANSON DE HAUTE BRETAGNE

par SIMONE MORAND

Prix ..... 120 F

### LINGUISTIQUE :

En sus des ouvrages de notre fonds propre, nous sommes à même de fournir sur place ou par correspondance des éléments d'étude pour la plupart des langues orientales et africaines.

### RELIGIONS, ÉSOTÉRISME :

Nos trois publications : Zohar (le livre de la splendeur) doctrine ésotérique des israhélites, 6 volumes ; Talmud de Jérusalem, 6 volumes ; Guide des égarés, traité de théologie et de philosophie de Maimonide, 3 volumes, font l'objet d'un descriptif spécial. Le Coran, traduction Blanchère, est présenté cartonné et relié ; le Coran, traduction Pele et Tidjani, est présenté relié et bilingue arabe-français, réalisation «Les Heures claires» relié grand luxe (650 F). Dinet, la Vie de Mohammed, est présenté broché et réalisation «Heures claires» relié grand luxe (650 F). Faisant suite aux textes fondamentaux du Zen et du Shintoïsme, nous allons donner les Écrits sur les arts martiaux (traducteurs M. et M. Shibata).

### BON POUR ENVOI GRATUIT

du CATALOGUE 1976 (76 pages)

NOM .....

ADRESSE .....

par retour de ce bulletin à :

Éditions G.-P. MAISONNEUVE ET LAROSE  
11, rue Victor-Cousin - 75005 PARIS.

Tahar Ben Jelloun

## LA RÉCLUSION SOLITAIRE roman

«Cellivrylique, tourmenté, mais toujours maîtrisé, pudique, n'accuse pas seulement le racisme, l'incrimine l'exclusion générale qui régit dans nos sociétés, et qui frappe le plus cruellement les immigrés.»

«François Bot / LE MONDE

«Les Lettres Nouvelles» dirigées par Maurice Nadeau

denoël

## Le Papivore. Le roman de l'argent de la presse et du pouvoir.



Le Papivore : un roman d'actualité d'Henri de Grandmaison





150



## est un enfant

par  
YVES FLORENNE

Autre trait dont la constance ne peut pas ne pas frapper. La figure de mère haineuse ou haine, ou les deux, n'est pas nouvelle non plus, de Jules Renard à Hervé Bazin. Mais elle était monstrueuse, quasi mythique, comme Médée. Voici qu'apparaît la mère indifférente, agacée, vaguement ou ouvertement hostile. Serait-ce depuis que les femmes sont moins conditionnées par le dogme de l'infailibilité et de la primauté « naturelles » du sentiment maternel ? Depuis qu'elles sont théoriquement libres de leur maternité (avec, en cas de surprise ou d'échec, le choc en retour sur l'intrus) ? Depuis que les petites filles ne jouent plus à la poupée ?

Un livre, du temps qu'elles y jouaient, éclaire plus qu'aucun autre, et plus qu'aucun discours, l'écart, ou plutôt le renversement, qui s'est produit dans la

vision — littéraire — des enfants par adulte interposé. Avec-vous lu « l'Age d'or » ? C'est un classique anglais de la fin du siècle, un petit livre merveilleux (2). Son titre et celui de son premier chapitre, « Les Olympiens », l'expriment à eux seuls : c'est le monde de l'enfance et la vue résolument distante que les enfants ont des adultes, ces tristes dieux étrangers. En à peu près la durée d'une vie, ce paradis perdu et les divinités assez peu dignes d'en assurer la garde, ont été changés en limbes vaseuses et en limaces bavantes et bavardes. Voilà ce que découvre le petit d'homme des que son œil s'ouvre. Et ce qu'il observe de près avec une affreuse minutie.

(1) Un crime et juste, Grasset. Voir le Monde du 21 mai.  
(2) Kenneth Graham, traduit par Léo Luck. Mercure de France.

Guyette Lyr

### Le merveilleux naturel

★ LA FUTE EN DOUCE. Mercure de France, 256 p., 43 F.  
E t voilà le livre qu'on n'espérait plus. C'est « l'Age d'or » d'aujourd'hui : la féerie quotidienne et naturelle de l'enfance. Guyette Lyr la retrouve comme tout naturellement aussi : « Jamais je ne lui parlerai de la réalité des fées qui se donnent le mal d'exister encore pour quelques enfants qui ne demandent pas mieux. » Qui dit cela ? La romancière ou la petite fille Juliette ? Mais c'est pareil. J'allais dire : c'est la même. Entre elle, entre la femme qui écrit et l'enfant qui parle, il n'y a que la distance du temps et du souvenir. Mais cette distance même les confond.

Enfin ! un adulte ne contrefait pas l'enfant ou ne fait pas de l'enfant sa marionnette : il est cet enfant qu'il fut. La romancière ne fabrique pas un langage « enfantin » : elle se glisse doucement dans l'enfant, enfantement à rebours, comme d'un mouvement naturel. Voilà la troisième fois que le mot me vient... naturellement. Tout le merveilleux du récit, du langage, est justement dans ce naturel-là.

Il y a de l'ironie, presque de l'insolite dans l'écart entre la réalité anachronique et la peinture algue qui en est faite. Une Normandie très provinciale, des châteaux où l'on se rend des visites de voisinage, où l'on présente cérémonieusement aux enfants des compagnons de jeu un peu guindés ; où l'on dirait presque « ma bonne » et où l'on appelle le fermier « père Léaud », comme chez la comtesse de Ségur.

Seulement, malgré les fées, la petite fille modèle est du dernier modèle. Par sa manière d'être, de voir, de sentir, de dire. Elle aussi perce à jour les adultes, leurs ridicules, leur faiblesse, leur sécheresse, leur égoïsme, leur insignifiance, leur inexistence, leur cérémonial dérisoire d'insectes. On peut donc voir là, comme dans d'autres romans, la satire d'une classe, de la famille — « la famille, dit ma tante, l'air féroce, c'est le sang », — mais elles ne sont aucunement dénoncées : regardées, simplement. D'autant plus implacablement, peut-être, que le regard est « pur ».

Pour ce regard-là, ce qui existe vraiment est ailleurs. Surtout, il y a les autres adultes, les vrais vivants : ceux qui baignent la tendresse intense, inquiète, du regard. Au centre : le moins visible et la plus présente, cette étonnante grand-mère, si contraire à toute tradition, qui n'est que fraîcheur, beauté et passion. Elle surgit à la première page, portant trois fleurs : une à la bouche, l'autre aux doigts, la troisième dans l'échancrure du corsage. Mais d'une gravité ! Le roman tourne autour de cette figure elle-même féérique, autour du mystère de ses évasions du jour et de la nuit.

La féerie, où se glisse et grandit une menace, se change à la fin en drame. Ou bien l'ultime échappée, « la fuite en douce », est peut-être l'enlèvement par un dieu. Ou peut-être Juliette a-t-elle rêvé ? L'auteur elle-même se le demande. Le lecteur choisira. De toute façon, il aimera Juliette pour l'avoir ramenée à un vert paradis très singulier, à la fois de ce temps et hors du temps (c'est le signe même, que les romanciers oublient trop, du monde des enfants), et puis au-delà : à ces confins tremblants où les amours enfantines touchent à l'amour.

La couleur du livre n'est pas le rose. Nous étions d'ailleurs prévenus : « Elle me fait pénétrer, la sorcière, dans le palais rouge et noir des merveilles. » Mais le noir et le rouge eux-mêmes ruissellent de cette invention fraîche. Guyette Lyr, elle, est une sorcière. Justement, elle écrit (c'est plus qu'un joli mot) : « ... comme on va vers une source pour découvrir la soif. » Je souhaite au lecteur d'aller à ce livre pour y découvrir la soif qu'il en avait.

Annie SAUMONT

### L'attente de l'apocalypse ou de don Juan

★ DIS. BLANCHE COLOMBE. Bédouin, 156 p., 23 F.

« E lle dit que c'est le printemps. Elle dit, on n'a dans ce temps-là... » Elle dit, c'est parfois la mère, la tante ou la voisine ; plus souvent l'autre petite fille, et surtout celle qui parle. « Elle » est une forme de « Je ». Elle dit, elle dit... Cette façon de dire, insistante et récurrente, est un procédé. A peu près inséparable de l'autre : ce discours qui est un enchaînement ininterrompu de propos toujours rompus, visant à figurer la pensée enfantine. Mais est-ce bien la pensée enfantine, la parole enfantine ? Ce qu'on voit là, c'est, plaqué sur le discours puéril, le discours qui est au principe du roman d'aujourd'hui.

Un trait particulier : l'initiale minuscule à tous les noms propres et les prénoms. Anodin et agaçant. Mais ici, il doit y avoir une intention : en substantifiant le nom personnel, on chosifie la personne.

Attention, pourtant : le roman n'est pas lugubre ou désolant comme d'autres. Parce qu'il se passe dans un village. L'école, l'instituteur (pas de curé), la montagne, la forêt, les bêtes, les bergères, les commères, les confitures, le civet aux herbes, donnent un fond de réalité forte, odorante, rassurante à ces sensations, ces rêveries, ces angoisses enfantines, à tout ce bruissement de petites filles.

Ici, ce qui nous revient des adultes, c'est l'écho amplifié, épouvanté de leur peur, qu'ils exorcisent en la parlant mais qui reste sur le cœur des enfants et les empoisonne : « On ne peut imaginer qu'à peine comment le monde finira. » Il y aura d'abord la révolution. On sera les derniers enfants de ce monde tout abîmé. Tous les hommes vont mourir, bientôt, il n'y aura plus d'eau dans les rivières, mais partout des carcasses d'auto, des boîtes de conserve vides, les douilles poitrées des cartouches. Le monde va devenir une immense poubelle...  
Moins tragique, plus sarcastique, c'est la même dénonciation chez Michel Berthel, mais l'apocalypse de ses bourgeois est contrainte par ce qui, pour les personnages d'Annie Saumont, est une promesse, un peu mythique : la révolution. Le village est à une frontière. De l'autre côté, on emprisonne, on torture, on mitraille, on fusille. L'anonymat du pays voisin est rendu transparent par les mots jetés, polis et brisés, à travers le texte : *hommes, matado, murie...*  
Toute la rêverie, l'attente, le désir des petites filles, sont suspendus à l'insurgé, jeune, beau, généreux — et absent. — Robin des Bois maquisard, le seul qui ait droit, comme Dieu, à la majuscule : *Juan Juan*, bien sûr, c'est le salut, le paradis, la révolution, la fête : c'est aussi l'étranger, l'inconnu, l'imaginaire. Don Juan, quel !

Anne LÖESCH

### Peint par une femme

★ LE VENT EST UN MECHANT. Calmann-Lévy, 216 p., 33 F.

L y a que le vent de méchant dans l'histoire contée par Anne Lœsch. Tout le monde est gentil. « Normal » aussi, mais allègrement, à commencer par le mari : absent, léger, charmant. Ils vont divorcer. Ce qui va permettre à Brigitte d'être toute à Fabrice, c'est Fabrice tout à elle. Fabrice, c'est son fils. L'auteur ne nous cache pas que ce qui l'attend c'est une

aridité de solitude. Elle commence aux derniers mots : « Il ne se retourne pas. » Mais, avant, il s'était longtemps tourné vers elle, vers son père, à l'occasion, pour les regarder. Silencieux, n'en pensant pas moins.  
Portrait d'enfant par une femme. Récit très traditionnel, écrit comme on se donne un coup de poigne, ce qui a son charme : ému, fait pour émouvoir. Il plaira à ceux qui aiment lire ce qu'ils ont déjà lu.

Yves Bonnefoy



Chez les bons libraires (15 F) ou franco (C.C.P. Marseille 5.321-61)

## L'ARC

Chemin de Repentance - Als-en-Provence  
Abonnements (4 n°) : France, 50 F - Etranger, 55 F.  
Diffusion librairies : Nouveau Quartier Latin, Paris

Sont encore disponibles et envoyés franco, 10 F le numéro :  
34 FREUD - 35 DUBUFFET - 36 JOYCE - 39 BUTOR - 40 BEETHOVEN  
41 MELVILLE - 43 KLOSSOWSKI - 44 BATAILLE - 45 FELLINI  
46 MERLEAU-PONTY - 48 MAUSS - 49 DELEUZE - 50 GUTENBERG  
51 XENAKIS - 52 MICHELET - 53 ARAGON - 54 DERRIDA  
55 F. le numéro : 57 HUGO - 58 LACAN - 59 DUCHAMP - 60 JAKOBSON  
61 DE BEAUVOIR - 62 ILLICH - 63 BEAUBOURG - 64 LYOTARD  
65 LE ROY LADURIE

une œuvre  
capitale

une édition définitive

## HISTOIRE DES ANNEES 40

par Robert ARON

de l'Académie Française

### Vichy • La libération • L'épuration

Dans des livres remarquables et passionnants, Robert Aron a magistralement raconté cette « tragédie aux cent actes divers » que vécurent la France pendant près de dix ans, et sur laquelle tant de Français, encore, se divisent et s'opposent. L'armistice, Montoire, Mers-el-Kébir, Alger, Londres, les maquis, la Résistance, la Milice...

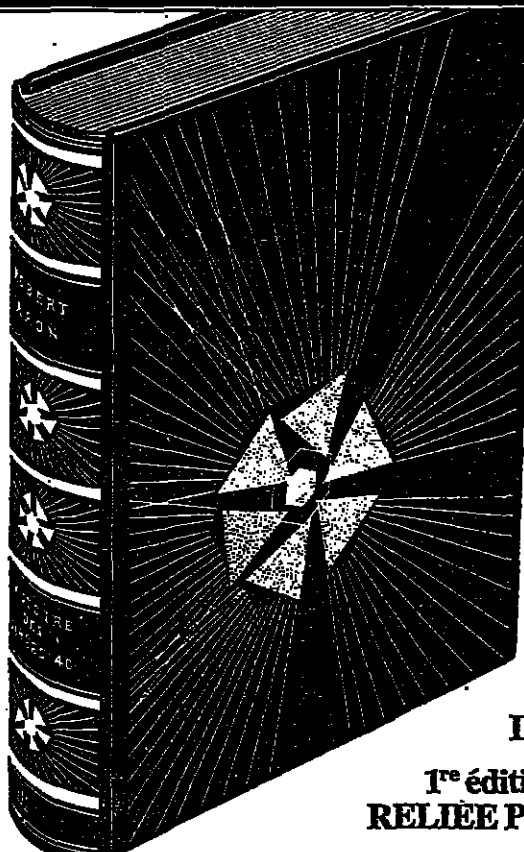
En historien scrupuleux, juste et impartial, s'appuyant sur de très nombreux témoignages des deux camps, Robert Aron met en lumière les raisons d'agir de chacun, dégage les mobiles, examine les actes et les faits, il faut lire ses portraits de De Gaulle, de Pétain, de Laval, de Darlan, ainsi que son extraordinaire étude de l'organisation de la Résistance intérieure et les magnifiques portraits de tous ceux qui engagèrent la résistance morale et armée avec un incroyable courage. Il faut lire son récit mesuré, à la recherche d'une vérité toujours difficile, du règlement de comptes qui accompagna la Libération...

Pourquoi dans les pires moments l'espérance demeura, comment la France s'est redressée et grâce à quels hommes, voilà ce que Robert Aron, historien de la réconciliation, montre et explique dans son HISTOIRE DES ANNEES 40.

Une œuvre lucide et objective, unanimement saluée par la critique et considérée comme l'une des pièces maîtresses de l'œuvre historique contemporaine. Indispensable pour savoir ce qui se passa vraiment et pour comprendre l'un des plus grands drames de notre histoire.

- tome 1 - La naissance de Vichy
- tome 2 - La France sous Vichy
- tome 3 - De l'armistice aux portes de Paris
- tome 4 - De la libération de Paris à la victoire
- tome 5 - L'épuration en Afrique du Nord
- tome 6 - L'épuration en France
- tome 7 - L'épuration politique
- tome 8 - Les tribunaux d'exception
- tome 9 - Le monde des affaires
- tome 10 - Le monde de la presse, des arts et des lettres

Edition exclusive  
en souscription aux éditions J. TALLANDIER  
17, rue Remy-Dumoncel - 75680 PARIS CEDEX 14.



Reliure  
plein cuir  
véritable  
★  
Frappe dorée,  
à froid et  
pâte de couleur  
★  
Format  
14x21 cm  
★

1<sup>re</sup> édition  
ILLUSTREE

1<sup>re</sup> édition complète  
RELIEE PLEIN CUIR

HISTOIRE DES ANNEES 40 regroupe tous les ouvrages de Robert Aron consacrés à l'histoire de Vichy, de la Libération et de l'épuration. Leur somme constitue la première étude historique d'ensemble des années 40. Dix volumes essentiels pour lesquels les Editions Tallandier ont établi une édition exceptionnelle et définitive :

• chaque volume est illustré in-texte de plus d'une cinquantaine de documents qui apportent au récit vivant et dense du prestigieux historien le second témoignage parallèle de l'image.  
• l'édition est augmentée d'importantes notes et annexes regroupant à la fin des derniers tomes des extraits des textes de l'époque choisis parmi les plus significatifs (correspondance, discours, décrets, articles de presse, etc.).

Le décor de la reliure : le décor est une création originale dessinée par un artiste du livre et gravée à la main. L'hexagone est une représentation stylisée de la France. Les triangles découpés les uns par rapport aux autres et les rayons d'or divergents « racontent » symboliquement la division des Français et le déchirement de la nation. Mais ce rayonnement confirme en même temps la permanence française.

Impression sur papier vélin des Gorges de l'Andlau, tranche supérieure dorée, pages de garde maître relieur, tranchettes, signet : chacun des volumes de cette collection de grand luxe a été réalisée et fabriquée avec minutie et fini à la main avec un soin artisanal. Format de chaque livre : 14x21 cm. Ensemble, les 10 volumes : plus de 4000 pages.

### BON D'EXAMEN GRATUIT

à renvoyer aux éditions J. TALLANDIER  
17, rue Remy-Dumoncel - 75680 PARIS CEDEX 14

Envoyez-moi pour un examen gratuit de 10 jours « La naissance de Vichy », premier tome de l'HISTOIRE DES ANNEES 40 de Robert Aron. Cet examen est sans conditions, et je peux vous retourner ce premier volume dans les 10 jours sans rien devoir.

Si je désire souscrire à cette première édition de luxe illustrée et reliée plein cuir de l'œuvre ma-

trasse de Robert Aron, je garderai ce premier tome et vous réglerai son prix : 95 F + 4,90 F de frais d'envoi. Je recevrai à mesure de leur parution les neuf autres tomes, à raison d'un livre par mois, et je les réglerai après chaque réception au même prix que le premier. (Prix totaux 950 F + 49,00 F de frais d'envoi).

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

SIGNATURE (indispensable) \_\_\_\_\_





# Lumières sur l'Afrique

## UNE BELLE COLLECTION

### Une chanson de geste du monde noir

**D**EIA directeur de l'excellente collection « Les grandes figures africaines » (1), l'historien guinéen Ibrahima Baba Kaké vient de publier simultanément dans la collection « Mémoire de l'Afrique » (2) quatre albums luxueusement illustrés de reproductions de gravures anciennes et de photographies d'archives : les *Villes historiques*, les *Diasporas noires*, les *Batailles célèbres*, les *Légions noires*, quatre ouvrages d'une lecture passionnante qui composent, à eux quatre, une véritable chanson de geste du monde noir.

Dans les *Villes historiques*, l'auteur tient à souligner que le continent noir a connu de nombreux foyers de civilisation urbaine, avant même que les Européens ne se lancent à la conquête de l'Afrique. Il évoque successivement Koumbi-Saleh, capitale de l'ancien empire du Ghana, dont l'apogée se situe entre le huitième et le onzième siècle, Djenné, la ville la plus ancienne et la plus commerçante du Soudan, Tombouctou, dont le nom seul exerce un inexplicable pouvoir de fascination sur ceux qui l'entendent prononcer, Bénin, pillée en 1897 par les troupes anglaises, qui envoyèrent au British Museum la plupart de ses richesses artistiques, Zimbabwe, dont les nationalistes noirs donnent depuis plusieurs années déjà le nom à l'actuelle Rhodésie, Kano, Kongo, Timbo, Sokoto, Addis-Abeba, etc.

A travers l'existence de cités dont certaines ont aujourd'hui perdu toute importance, c'est l'histoire des grands empires africains qu'esquisse ainsi Ibrahima Baba Kaké, dont le récit constitue une utile

introduction à certains des volumes de la collection « Les grandes figures africaines ».

Dans la *Diaspora noire*, l'auteur brosse le portrait de ceux qui ont été arrachés à leur patrie d'origine, dont la personnalité a, sous une forme ou sous une autre, marqué leur époque. Il s'agit d'hommes qui sont parvenus à changer non seulement leur propre destin, mais aussi celui de leurs contemporains, et qui l'ont fait à l'échelle mondiale. Parmi eux, on trouve des frères de race qui se sont, eux aussi, distingués : Antar, guerrier et poète oriental, mort en 615 les armes à la main, et dont l'un des poèmes est gravé à l'entrée de la grande mosquée de La Mecque ; Anstaba, jeune Ivoirien protégé du Roi-Soleil, élevé dans la foi chrétienne par Bossuet, et dont le portrait fut Louis XIV en personne ; Toussaint-Louverture, héros de la libération de Saint-Domingue ; Amos Aghant, nommé conseiller d'Etat à la cour de Berlin, philosophe émérite diplômé des universités de Halle et de Wittenberg ; Alexandre Pouchkine qui, par sa mère, était l'arrière-petit-fils d'Abraham Hannibal, nègre abyssin du sérail du sultan de Constantinople, acheté par Pierre le Grand ; Antonio Maceo, révolutionnaire cubain dont l'action s'étendit à l'Espagne et à ses colonies caribéennes ; William Burghardt DuBois, figure de proue du panafricanisme aux Etats-Unis ; Alexandre Dumas ; Ira Aldridge, fils d'un prince africain et d'une Américaine, acteur de théâtre de renommée internationale, qui fit une fulgurante carrière sur toutes les scènes d'Europe, jusqu'à sa mort en 1887, à Lodz, en Pologne ; Marcus Garvey, pittoresque et combatif tri-

bun, créateur du « sionisme noir », mouvement pour le retour des Noirs américains en Afrique, mort en 1940 à Londres, dans l'oubli et la misère ; Martin Luther King, apôtre de la non-violence, assassiné en avril 1968 à Memphis.

Les *Batailles célèbres* retracent une vingtaine de combats dont les conséquences furent extrêmement importantes pour l'histoire du continent africain. En effet, les uns marquèrent la fin d'un empire — comme ce fut le cas pour Tombouctou, qui, en avril 1591, sanctionna la ruine de l'empire Songhaï — les autres furent à l'origine de l'installation des Européens en Afrique pour plus d'un demi-siècle : Abomey, dont la chute en novembre 1892 permit aux Français de conquérir le Dahomey au roi Behanzin ; Bir-Ali qui, en novembre 1901, ouvrit aux troupes françaises les portes du Tchad. Une mention spéciale doit être réservée à la bataille remportée à Adoua, le 1<sup>er</sup> mars 1896, par le prince éthiopien Makonnen sur les troupes italiennes commandées par le général Baratieri ; c'est en effet à Adoua que l'Occident subit sa deuxième défaite devant des troupes de couleur (la première étant la bataille de Tsushima, au cours de laquelle l'amiral japonais Togo anéantit la flotte russe).

Avec les *Légions noires*, Ibrahima Baba Kaké évoque en sept récits, au cours desquels il fait remonter le cours du temps à ses lecteurs, l'épopée des mercenaires venus d'Afrique. L'un des objectifs de l'auteur est de montrer que « l'homme noir a toujours été aux premières lignes des combats, même

quand ils n'étaient pas les siens ». C'est ainsi qu'après avoir décrit l'action des « tirailleurs sénégalais » au vingtième siècle, notamment au cours des deux grandes guerres mondiales, et pendant la conquête coloniale, il insiste sur le rôle joué par les soldats noirs des armées américaines dans les rangs des nordistes pendant la guerre de Sécession, puis sur les théâtres d'opération européens ou asiatiques en 1914-1918 et 1939-1945.

Ibrahima Baba Kaké présente ensuite les pionniers noirs de Napoléon Bonaparte, qui commencent à recruter des soldats africains pour les rangs de son armée dès la campagne d'Egypte. Il évoque ensuite le dix-huitième siècle et les volontaires noirs du maréchal de Saxe, regroupés dans le régiment de Saxe-Volontaires, dissous après la mort de son fondateur, en novembre 1750, et dont la plupart des hommes furent alors contraints d'accepter des postes de timbaliers dans des régiments de cavalerie. Après avoir raconté l'histoire de l'armée noire des Buhara, mercenaires du sultan Moulay Ismail, qui régna au Maroc jusqu'en 1727, il conclut sur la légion thébaine de Saint-Maurice d'Agave, composée de soldats noirs chrétiens engagés au service des empereurs romains. Captivant, ce dernier ouvrage témoigne, plus encore que les trois précédents, de ce que la réalité historique surpassa souvent, en beauté et en intérêt, la fiction romanesque.

PHILIPPE DECAENE.

(1) LE MONDE du 12 décembre 1975.  
(2) Editions A.B.C., 23, rue Drouot, 75005 Paris. Chaque volume, 30 F.

### Un roman de Seydou Badian

#### LE CONFLIT DE LA VILLE ET DU VILLAGE

★ LE SANG DES MASQUES, de Seydou Badian. Paris, Robert Laffont, 1976. 238 pages, 39 F.

**A** PRES des débuts prometteurs — il a publié successivement un roman, une pièce de théâtre et un essai couronné en 1966 par le Grand Prix littéraire d'Afrique noire (1) — on pouvait penser que Seydou Badian avait définitivement renoncé à la littérature pour se consacrer à une carrière politique. Cet écrivain malien de quarante-six ans, qui a fait ses études de médecine à Montpellier, a joué, en effet, un rôle important dans l'ex-gouvernement du président Modibo Keita, dont il fut un temps ministre, et qu'il a suivi dans sa chute. Arrêté et déporté au lendemain du coup d'Etat militaire de novembre 1968, Seydou Badian a retrouvé la liberté au début de l'année et il fait aujourd'hui sa rentrée littéraire avec un roman écrit pendant sa détention au camp de Kidal.

« Le Sang des masques » ne se réfère pas à l'expérience carcérale de son auteur mais évoque, dans un ouvrage en forme de diptyque, le conflit toujours latent qui oppose, dans l'Afrique contemporaine, le village à la ville, la tradition à la modernité. Familier de la brousse soudanaise dans laquelle s'enracine sa double expérience d'homme et d'écrivain, Seydou Badian ne cherche cependant pas à idéaliser l'univers villageois dont il connaît trop bien la complexité pour n'en restituer qu'un pôle reflet. Les amateurs d'exotisme, que pourrait alécher la tapageuse couverture du livre, risquent donc d'être déçus par ce roman qui, à travers l'itinéraire de son héros Bakari, rend parfaitement compte de l'atmosphère d'une petite communauté rurale africaine à l'époque de la colonisation. Dans cette communauté qui n'a rien d'idyllique, l'attachement au courage viril et chevaleresque demeure cependant encore assez fort pour que la valeur individuelle serve à la fois de rempart et de caution à la valeur du groupe tout entier.

A la personnalité inquiétante du vieux Bantji, qui n'hésite pas à recourir au poison pour affermir son pouvoir et frapper les imaginations, le héros (que rend suspect un séjour de trois ans en ville) oppose donc courage et lucidité et, au terme d'une série d'épreuves douloureuses, il parvient à briser la conjuration de haine et de peur que ses ennemis ont réussi à tisser autour de lui. Il est aidé dans son entreprise par l'affection vigilante que lui porte Nandi, sa « ton-mouso ».

Au Mali, le mot « ton-mouso » désigne la jeune fille qui, après avoir librement choisi l'élu de son cœur, s'en remet entièrement à lui du soin de sa virginité jusqu'au jour de ses épousailles.

C'est ici la cas de Bakari et de Nandi avant son mariage avec Amadou. Les jeunes gens auxquels toute relation sexuelle est définitivement interdite entretiennent souvent entre eux une amitié amoureuse, d'autant plus fervente qu'elle est exclusivement fondée sur une rencontre spirituelle, et ce trait nous montre que l'amour courtois n'est pas l'apanage de la culture occidentale.

On voit donc que l'univers décrit par Seydou Badian n'a rien à voir avec le mythe du bon sauvage, car le miel et le calicé, symboles du bonheur et du malheur de la vie, s'y côtoient dans la même proportion qu'ailleurs. La seule différence, c'est que, ici, les hommes ont su garder intacte la foi ancestrale qui leur permet, comme dans la cité antique, d'exorciser, le moment venu, les démons de la mesure et de restaurer, dans l'union sacrée, l'équilibre menacé du clan.

Il n'en va pas de même en ville, où Nandi, devenue la jeune épouse d'Amadou, découvre avec stupeur un monde dans lequel le mensonge, la tricherie et le carnage semblent avoir définitivement supplanté les vertus traditionnelles. Ici, les hommes et les femmes se distribuent en petites coteries que motive l'attrait de l'argent. Dans un monde où l'ostentation est reine, c'est pour l'argent que les fonctionnaires usent leur pouvoir et que les femmes se prostituent, tandis que d'habiles commerçants s'arrangent pour tirer partie des uns et des autres. Battus puis délaissés par son mari, homme faible et sans substance, Nandi saura cependant éviter la corrosion de la ville et, grâce à l'ultime sacrifice de Bakari (il paie de sa vie pour déjouer le piège dans lequel était tombé Amadou), c'est une héroïne meurtrie mais inflexible qui, aux dernières pages du livre, se dresse face à l'avenir.

Après Perpétue, la touchante héroïne de Mongo Beti, qui semblait cristalliser en elle tout le malheur de l'Afrique, c'est donc encore une fois un personnage féminin que Seydou Badian érige comme le vivant symbole d'un continent martyrisé qui refuse d'abandonner sa grandeur et sa noblesse.

JACQUES CHEVRIER.

(1) Sous l'égide, romain, Paris, Présence africaine, 1963 ; Le Mali de l'Occident, Paris, Présence africaine ; Les Dirigeants africains face à leur peuple, essai, Paris, Maspéro.

## Voici 9 succès. Prenez-en déjà 2 sans les payer

En même temps que vos 2 livres gratuits, vous recevrez un cadeau-surprise. Et vous ferez partie du Club Pour Vous-Hachette.

**Premier Avantage :** Vous bénéficiez d'un droit d'adhésion préférentiel de 9,50 F seulement. Une fois payé ce droit d'inscription unique, vous bénéficiez en permanence de tous les avantages de votre Club.

• Vous êtes abonné gratuitement à une luxueuse revue trimestrielle vous présentant un choix de 120 excellents livres, pour tous les goûts et tous les âges.

• Notre Comité de Lecture, composé d'écrivains prestigieux (Hervé Bazin, Françoise Mallet-Joris, Claude Mauriac, André Frossard, Robert Sabatier), sélectionne pour vous les meilleurs ouvrages et vous conseille dans votre choix.

• Les livres du Club Pour Vous-Hachette sont présentés reliés sous jaquettes exclusives. Et pourtant, vous les paierez moins cher que l'édition ordinaire du commerce.

• Vous réaliserez d'énormes économies tout en vous constituant une bibliothèque de qualité.

• Vos livres vous parviennent chez vous sans que vous ayez à vous déranger.

• Enfin, vous bénéficiez d'offres spéciales à prix super-réduits sur les disques et autres articles de loisirs et de cadeaux pour vous remercier de votre fidélité.

Mais déjà, dès aujourd'hui, vous avez droit à vos 2 livres gratuits plus un cadeau-surprise.

Faites votre choix sans attendre et renvoyez le bon ci-dessous, sous enveloppe affranchie, à Club Pour Vous-Hachette - B.P. 30 - 77210 AVON.

#### BON POUR ADHÉRER AU CLUB POUR VOUS-HACHETTE ET RECEVOIR 2 LIVRES GRATUITS + 1 CADEAU-SURPRISE

Bon à renvoyer sous enveloppe affranchie à : CLUB POUR VOUS-HACHETTE - B.P. 30 - 77210 AVON (attention, offre limitée à la France métropolitaine et aux non-adhérents)

- |  |  |   |
|--|--|---|
| <input type="checkbox"/> 04825 - Peter Benchley<br>Les Dents de la Mer | <input type="checkbox"/> 06346 - André Souhram<br>Un coup de grâce               | <input type="checkbox"/> 05070 - Gilbert Cesbron<br>Don Juan en automne           |
| <input type="checkbox"/> 04974 - Noëlle Loriot<br>Un été               | <input type="checkbox"/> 05242 - Christl Bernard<br>Les hommes ne meurent jamais | <input type="checkbox"/> 05184 - Roger Borniche<br>Le Gang                        |
| <input type="checkbox"/> 05164 - Patrick Cauvin<br>L'Amour aveugle     | <input type="checkbox"/> 04827 - Joseph Joffo<br>Un sac de billes                | <input type="checkbox"/> 04709 - Maurice Messiaen<br>C'est la nature qui a raison |

Envoyez-moi vite les 2 livres gratuits que j'ai cochés ci-dessus ainsi que mon cadeau-surprise.

Je constitue mes cadeaux de bienvenue au CLUB POUR VOUS-HACHETTE auquel j'adhère sous conditions suivantes :  
• Chaque trimestre, je recevrai gratuitement votre magazine, offrant un choix de plus de 100 livres et autres articles de loisirs.  
• Je disposerai alors de 6 semaines pour faire mon choix et vous adresser ma commande accompagnée de son règlement.  
• Passé ce délai, si je ne vous ai pas envoyé ma commande, vous m'envierez automatiquement la collection du Trimestre, présentée dans le magazine et que je vous réglerai à réception.  
• Je m'engage à rester au Club pour une durée de deux ans minimum et à acheter au moins 1 livre par trimestre.  
• Je bénéficie du tarif d'adhésion préférentiel de 9,50 F que je réglerai après réception de mes cadeaux gratuits.

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Signature obligatoire. 387 J

Peter Benchley  
Les Dents de la Mer  
283 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée  
Prix Club : 26 F. Pour vous : GRATUIT

Noëlle Loriot  
Un été  
251 pages - Reliure refusain avec dorures  
Prix Club : 26 F. Pour vous : GRATUIT

Patrick Cauvin  
L'Amour aveugle  
233 pages - Reliure balaiskin avec dorures  
Prix Club : 26 F. Pour vous : GRATUIT

André Souhram  
Un coup de grâce  
406 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée  
Prix Club : 26 F. Pour vous : GRATUIT

Christl Bernard  
Les hommes ne meurent jamais  
408 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée  
Prix Club : 26 F. Pour vous : GRATUIT

Joseph Joffo  
Un sac de billes  
252 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée  
Prix Club : 26 F. Pour vous : GRATUIT

Gilbert Cesbron  
Don Juan en automne  
408 pages - Reliure balaiskin avec dorures  
Prix Club : 26 F. Pour vous : GRATUIT

Roger Borniche  
Le Gang  
339 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée  
Prix Club : 26 F. Pour vous : GRATUIT

Maurice Messiaen  
C'est la nature qui a raison  
365 pages - Reliure toile sous jaquette illustrée  
Prix Club : 26 F. Pour vous : GRATUIT

**LA PENSÉE UNIVERSELLE**  
NOUVEL EDITION  
PARIS RIVE GAUCHE

RECHERCHE D'URGENCE  
POUR  
CRÉATION ET LANGAGE DE  
NOUVELLES  
COLLECTIONS

MANUSCRITS INÉDITS DE ROMANS,  
POÉSIE, ESSAIS, THÉÂTRE,  
OUVrages RETENUS PAR L'UNION  
FRANÇAISE POUR LE LANCEMENT PAR PRESSE  
RADIO ET TÉLÉVISION, CONDITIONS  
D'ÉDITION FIXES PAR CONTRAT,  
NOTRE CONTRAT HABITUEL EST  
DÉFINI PAR L'ARTICLE 49 DE LA  
LOI DU 11 MARS 1957 SUR LA  
PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.

ADRESSER MANUSCRITS ET C.V. à  
M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
LA PENSÉE UNIVERSELLE  
381, QUAI AUX FLEURS 75004 PARIS  
TEL. 325.85.45

# Comment travaillent les écrivains

## MAX GALLO : ce qui est essentiel dans mon plaisir d'écrire, c'est la surprise

« Avez-vous une méthode de travail ?  
— Ma méthode, c'est de me mettre dans un état d'obsession. Le plus difficile, croyez-moi si vous voulez, n'est pas de réussir à évacuer ces parasites que sont les préoccupations quotidiennes, mais, le livre achevé, de se retrouver face à elles. Loin d'être un soulagement, le fait d'avoir terminé un livre est pour moi quelque chose de terriblement angoissant. C'est comme la désintégration d'un univers. Parvenir à achever un roman m'a toujours paru relever du miracle. Et qui dit miracle dit incertitude, donc inquiétude, quant à sa répétition. Et puis, je ressens une sorte d'état de « manque » qui fait que la vie me semble soudain avoir perdu toute couleur.  
— Si je pouvais, je n'attendrais pas vingt-quatre heures pour me lancer dans un nouveau livre. Mais il y a toujours dans ces moments des épreuves à corriger, bref, tout un aspect de « trahison », pour parler en langage météorologique, lié aux décombres du livre précédent.

### « Comme une sorte de flux... »

« Peut-être, après tout, un écrivain produit-il lui-même, plus ou moins lucidement, cet état d'insatisfaction qui est en définitive le moteur de la remise en route.

« Sapez-vous avant de commencer ce que va être un nouveau livre ?

— On peut imaginer qu'il y a d'autres modes de connaissance. Le mien, c'est l'écriture. Celle-ci ne peut donc se contenter d'être une broderie sur tel ou tel sujet. Elle est, elle-même, le sujet transformé au fur et à mesure par la logique du discours.

« Prenez un livre comme *la Baie des Anges*. Au départ, j'avais, bien entendu, une certaine idée en tête : celle de raconter le XX<sup>e</sup> siècle sous l'angle de héros qui n'en sont pas et à travers quelque chose qui a été très peu exploré jusqu'à présent : le mouvement ouvrier au sens le plus large du mot. Tout cela était plus ou moins choisi, plus ou moins délibéré. Mais j'avais réfléchi sur ce thème avec lequel j'avais, du reste, des connexions très vives puisque le suis né moi-même à Nice, de parents lointainement italiens, et que j'avais déjà écrit, étant historien de profession, des livres sur cette période, disposant ainsi d'un matériau qui m'avait demandé vingt ans de travail.

« J'ai été amené, par ailleurs, voulant donner dans ce livre la mesure du temps qui passe, à établir au cours de mon travail tout un système de fiches, notamment chronologiques, pour savoir immédiatement si tel personnage a, à tel moment, cinquante ou soixante-dix ans. Mais cette ébauche de plan n'a cessé de se modifier au fur et à mesure. Mon travail se déroule comme une sorte

de flux : j'écris un dialogue parce que les mots sont venus se placer à un moment donné de telle manière ; ce dialogue va modifier à son tour tel personnage. Bref, chaque phrase a un caractère décisif et, à la limite, on pourrait dire qu'un texte n'existe pas tant qu'il n'a pas été engagé. La toute première phrase est évidemment cruciale.

« *La Baie des Anges* (j'avais essayé deux ans plus tôt d'écrire ce livre sans y parvenir) est née vraiment à partir du moment où cette première phrase : « Ils étaient trois frères et ils venaient de la montagne », a été écrite. C'est elle qui a déterminé à la fois les trois destins et le ton qui est, au fond, celui d'une traduction écrite d'un certain type de récit oral. Cela, je l'ai fait d'abord de façon involontaire. Puis, à partir du deuxième tome, de façon tout à fait délibérée.

« Lorsqu'on parcourt la table des matières de vos livres, on a l'impression qu'ils sont faits selon des plans très rigoureux ?

— J'aime assez, je l'avoue, que les choses soient symétriques et bien closes. Cela tient sans doute à mon goût de l'architecture. Aussi, suis-je très content lorsque je découvre que je puis créer un ordre dans mes livres.

« Mais c'est une opération à laquelle je me livre toujours après coup. Prenez le thème des trois parties de *la Promenade des Anglais*. De même que *la Baie des Anges* était sur le thème des rues : « Place Garibaldi », « Rue de la République », « Avenue de la Victoire » et *le Palais des Fêtes* sur celui des fêtes : « Le Bal », « Le Feu d'artifice », « Le Vigilance ».

« C'est après avoir terminé ce que je considérais comme la première partie que je suis tombé sur

### LA TRILOGIE DE NICE

Avec « *la Promenade des Anglais* » (Laffont, 306 p., 600 F.), Max Gallo achève sa fresque romanesque sur Nice, dont le premier tome, « *la Baie des Anges* », qui donne son titre à l'ensemble de la trilogie, a été publié à l'automne de 1975, et le second tome, « *le Palais des Fêtes* », au printemps de cette année.

le titre « Les Cillies rouges », emprunté à une phrase d'un des chapitres. J'ai décidé alors d'appeler les deux parties suivantes « Le Corso blanc » et « Le Printemps noir ».

« Ce qui est essentiel dans mon plaisir d'écrire, c'est la surprise. Ainsi bien, chaque fois qu'il m'est arrivé de planifier en me disant : « Dans le prochain chapitre, il serait important qu'il y ait ceci ou cela », aussi convaincantes qu'aient paru mes raisons, l'expérience m'a prouvé que si je m'en

tenais à ce que j'avais décidé, ou bien je n'écrivais pas le chapitre en question, ou bien il était mauvais.

« Sans employer la formule consacrée : « Les personnages échappent à leur auteur », il faut admettre qu'ils se constituent et s'empilent de phrase en phrase jusqu'à devenir l'inverse de ce qu'ils étaient.

« Ainsi, Violette Revelli existait si peu à la fin du premier tome de *la Baie des Anges* que, si l'on m'avait demandé alors : « Quels vont être les personnages importants du prochain ? », j'aurais pensé à tous, sauf à elle. Dante Revelli, lui, qui est un personnage pour qui j'ai beaucoup d'affection, devait mourir. J'ai même dû marquer quelque fois : « Dante doit mourir à tel moment ». Eh bien, je n'ai pas pu et, bizarrement, c'est son fils que j'ai tué à sa place.

« Pour *le Cortège des vainqueurs* (1), j'ai jusqu'à dire que ce roman m'a révélé toute une partie de moi-même que j'ignorais. Etant né en France, de père français, ayant passé à l'université française tous les examens possibles, et en histoire, ce qui est une manie, si l'on peut dire, de « manger de la nation », je m'étais toujours considéré comme Français à 100 %. J'avais trouvé toutes sortes d'arguments très rationnels pour expliquer le choix d'un héros italien pour ce roman : je me suis toujours intéressé aux régimes totalitaires ; la destinée d'un personnage qui est un rouage, à la fois très proche du pouvoir, mais refusant, par éthique, la compromission totale avec celui-ci, m'avait paru passionnante.

### Quand l'historien entre en jeu

« Or, au terme de ce livre, je me suis senti soudain beaucoup moins Français qu'en y entrant. Je me rends compte maintenant que si déjà mon tout premier ouvrage historique était consacré au fascisme italien, au-delà des raisons universitaires (il n'y avait pas, en France, de livres sur le sujet), quelque chose de beaucoup plus profond m'y avait poussé. Il s'agissait pour moi d'assimiler l'histoire de cette nation voisine dont ma mère, née en Italie, était issue.

« Un ouvrage comme *la Baie des Anges* exige certainement un travail de documentation très minutieux.

— Là, c'est l'historien qui entre en jeu. Par une sorte de polarisation, on trouve dans ces moments les livres les plus irritants. C'est un peu comme si l'on aimait les documents. Parmi ceux-ci, j'inclus les photos d'époque que j'ai utilisées afin de donner la couleur des choses. Je sais que cela ne se fait pas d'illustrer un roman. Certains me l'ont même reproché dans les jurys littéraires. Mais j'y tiens beaucoup, non pour appuyer mon texte, mais pour confronter deux modes de représentation de la réalité. Au dernier Festival du livre, à Nice, j'ai eu d'ailleurs une agréable surprise. Un petit bonhomme est venu me trouver. Il s'était reconnu sur une des photos du *Palais des Fêtes*. Eh bien — cela peut paraître ridicule — que cet inconnu ait eu le sentiment qu'il était digne de l'Histoire m'a fait plaisir.

« J'ajouterais que c'est parce que ces fils d'émigrés,



★ Dessin d'ORLIG.

grés, incertains sur leur origine et qui constituent une partie de la population locale, se sont brusquement retrouvés dans mon livre qui faisait d'eux des personnages de roman, que *la Baie des Anges* a connu un tel succès à Nice.

« Mais qu'on ne s'enne pas trop dire « Prenez l'exemple Carlo Revelli c'est X... ». Gustav Hollenbach c'est Y... ». Non. Il peut m'arriver d'emprunter à des gens que j'ai connus ou dont on m'a parlé quelques traits. Mais à aucun moment je ne cherche à coller à la réalité précise d'un personnage.

« Prenez Karenberg. Il y avait à Nice un prince russe socialiste, plus ou moins anarchiste et ami personnel de Lénine qui s'appelait Stakelberg. Il a donné à mon héros ce que je viens de vous dire, un point c'est tout : l'existence d'un aristocrate russe dont le nom se termine par « berg » très connu dans les milieux ouvriers et aimant à arpenter les rues une canne à la main. La famille de Karenberg, sa sœur, c'est pure imagination.

### « Faut-il invoquer Jung ? »

« A moins qu'il n'y ait dans certains cas une sorte de divination chez l'écrivain. Vous allez dire que j'exalte le miracle alors que je cherche justement à démythifier l'écriture. Pourtant, il m'est arrivé, lorsque j'écrivais *l'Oiseau des origines* (2), une aventure bien singulière.

« Il y a dans ce livre un passage où le héros découvre dans la bibliothèque de son père comment les sorciers d'une certaine tribu, pour initier les guerriers, les enfermaient trois jours au fond d'une fosse avec le cadavre d'une jeune femme. Pourquoi, comment un tel récit m'est-il venu ? Je l'ignore. Je l'avais, en tout cas, inventé ou cru l'inventer. Or, quelque temps plus tard, quelle est ma surprise ! Devant faire le compte rendu de *l'Anthologie de la mort* de Louis-Vincent Thomas, je découvre l'existence d'un rite d'initiation chez les Pygmées. Alors, faut-il invoquer Jung ? Faut-il dire qu'il y a dans l'inconscient collectif des thèmes si permanents qu'il était normal que je retrouve ce rite ? »

Propos recueillis par JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

(1) Laffont, 1972.  
(2) Laffont, 1974.

## OBLIQUES BORIS VIAN

Diffusion aux librairies :  
Nouveau Quartier Laffont  
73, bd Saint-Michel, 75006 Paris  
Tél. : 326-42-70



Dix ans après le remarquable numéro de la revue Bizarre que Jean-Jacques Pauvert consacra à Boris Vian en 1966, il convenait de faire le point sur l'un des auteurs les plus lus de notre temps.

De nouveaux documents ont été découverts ou classés, des études nombreuses et systématiques ont été entreprises. Et il appartenait, cette fois encore à Noël Arnaud, qui n'a pas cessé depuis une décennie d'apporter un soin extrême à l'édition de l'œuvre de Vian, d'animer et de présenter ce nouveau bilan.

Le grand nombre des inédits proposés ici, une bibliographie et une discographie à peu près exhaustives, la rareté des documents reproduits en fac-similé, suffiraient déjà à assurer l'intérêt (et pour tout dire, la nécessité) de ce numéro. Mais leur articulation avec une vingtaine d'analyses originales, les témoignages des amis et des premiers lecteurs de Vian et les 250 reproductions — parmi lesquelles de nombreux tableaux et dessins de Vian lui-même — constituent décidément le livre le plus complet jamais publié à propos de l'auteur de *l'Écume des jours*.

Une véritable petite encyclopédie à laquelle tout amateur de Boris Vian devra désormais se reporter pour prolonger sa lecture.

BORIS VIAN de A à Z. Un vol. 336 p., 250 ill., 60 textes ou études.

Bulletin à découper (ou à recopier) et à retourner à OBLIQUES  
Boîte Postale n° 1 Les Pilles 26110 NYONS France

NOM :

ADRESSE :

☐ Désire recevoir le numéro spécial BORIS VIAN

☐ Vous prie de trouver ci-joint la somme de 96 F (Branche : 110 F. États-Unis : \$ 32)

Manuscrit, chèques bancaires ou postaux.  
C.C.P. Roger BORDIERE 17 045-04 PARIS.

DATE :

SIGNATURE :

Publicité

## Les rencontres à la Fnac

Un dialogue ouvert à tous  
sur tous les problèmes d'aujourd'hui

### Rencontre avec Jean Vilar

Un hommage à l'animateur de Chaillot et d'Avignon. À partir de son livre publié chez Gallimard : « Le théâtre, service public ».

...avec Sonia Debeauvais (de l'équipe du Festival d'Avignon), Armand Delcamp (directeur de l'Institut d'études théâtrales de Louvain), Claude Evard (comédien), Gabriel Garran (directeur du Théâtre de la Commune), Jeanne Laurent, Paul Puaux (directeur du Festival d'Avignon). (Présentation avant le débat d'un audio-visuel réalisé par le Centre Beaubourg : « Festival d'Avignon ».)

Mercredi 20 octobre, de 18 h à 19 h 30

### Théâtre, satire et politique

Un débat suggéré par la nouvelle formule du Théâtre de Dix-Heures (orienté désormais sur la satire politique).  
...avec André Bercoff (journaliste), « L'autre France », chez Stock, Robert Escarpit (chroniqueur au journal « Le Monde »), « Appelez-moi Thérese », éd. Flammarion, Jean Rigaux (chan-

sonnier ; « Eh ben, ça va très bien », chez Laffont), Lars Schmolli (directeur artistique du Théâtre de Dix-Heures), Alain Scoff (comédien et metteur en scène), Marianne Sergent (comédienne), Philippe Val (comédien et chanteur).

Vendredi 21 octobre, de 18 h à 19 h 30

### Les cultures précolombiennes

Un débat autour du livre que vient de publier Georges Baudot : « Les lettres précolombiennes » (éditions Privat).

...avec l'auteur, Ruben Barreiro-Sagrier (secrétaire de la Société des américanistes et spécialiste du monde guarani) ; « Le Paraguay », chez Bords, Hélène Clastres (« La terre sans mal », au Seuil), Jacqueline de Durand (chargée de recherches au CNRS), Christian Duverger (chef de travaux à l'École des Hautes Études et spécialiste d'ethno-histoire aztèque) et Jacques Soustelle (spécialiste des civilisations méso-américaines et notamment précolombiennes ; « Arts du Mexique ancien », aux éditions Arthaud).

Vendredi 22 octobre, de 18 h à 19 h 30

Fnac-Montparnasse - 136, rue de Rennes, Paris 6<sup>e</sup> (parking en 153 bts)

J.P. M. 150



# marché immobilier des notaires PARIS & ILE de FRANCE

centre des ventes du châtelet

place du châtelet  
12, avenue victoria, paris 1<sup>er</sup> - 231.88.02

## A VENDRE LE MARDI 19 OCTOBRE 1976 A 14 H 30

### AUX ENCHERES SUR MISE A PRIX

#### DROIT AU BAIL - PROPRIETE - FONTENAY-SOUS-JOUY - 27120

Localité "L'ALUNAY"  
Ancien Moulin - Droits de pêche et de chasse.  
• BATIMENT PRINCIPAL : 5 PIECES, sanitaires, grenier, annexes, remises, écuries, fournil, etc., jardin, cour.  
TOTAL : 5 180 m<sup>2</sup>  
• Mise à prix : 23 500 F.

#### DROIT AU BAIL - PROPRIETE - CAILLY 27490

La Motte des Sources.  
Ancien Moulin - Droits de pêche.  
• BATIMENT PRINCIPAL : 5 PIECES, sanitaires, grenier, annexes, écuries, atelier et 2 bâtiments, etc., jardin, cour.  
TOTAL : 5 373 m<sup>2</sup>  
• Mise à prix : 25 000 F.  
Visites : M. LEBLANC, Tél. : 277.15.40, après 18 h.  
M. Y. BOUTIER, 78, bd Maistrebert, 75008 PARIS - Tél. : 387.88.10.

#### 11 APPARTEMENTS - 2 BOUTIQUES - PARIS 5<sup>e</sup>

1, rue Ecole Polytechnique, angle rue Montagne Ste-Genevieve - Immeuble rénové - Gros œuvre en bon état - Quartier Latin.  
• Boutiques : 22 m<sup>2</sup> - à usage de café avec cave communautaire.  
• Premier étage, STUDIO - 28 m<sup>2</sup> - cave.  
• Loyer : 24 000 F. • Mise à prix : 190 000 F.  
• Boutiques : 22 m<sup>2</sup> - à usage de restaurant avec cave.  
• Loyer : 16 250 F. • Mise à prix : 125 000 F.  
• 2 PIECES.  
• Premier étage - 40 m<sup>2</sup> - Séjour, chambre.  
• Loyer : 19 000 F. • Mise à prix : 180 000 F.  
• 2 PIECES.  
• Deuxième étage - 35 m<sup>2</sup> - Entrée, séjour, chambre.  
• Loyer : 17 000 F. • Mise à prix : 170 000 F.  
• 2 PIECES.  
• Deuxième étage - 31 m<sup>2</sup> - Séjour, chambre.  
• Loyer : 15 000 F. • Mise à prix : 145 000 F.  
• 2 PIECES.  
• Troisième étage - 33 m<sup>2</sup> - Entrée, séjour, chambre.  
• Loyer : 15 000 F. • Mise à prix : 145 000 F.  
• 2 PIECES.  
• Troisième étage - 31 m<sup>2</sup> - Séjour, chambre.  
• Loyer : 14 500 F. • Mise à prix : 140 000 F.  
• 2 PIECES.  
• Quatrième étage - 33 m<sup>2</sup> - Entrée, séjour, chambre.  
• Loyer : 15 000 F. • Mise à prix : 150 000 F.  
• 2 PIECES.  
• Quatrième étage - 31 m<sup>2</sup> - Séjour, chambre.

### 6 APPARTEMENTS - PARIS 75011

2, rue de Valenciennes - Immeuble ancien.  
• Deuxième étage - 32 m<sup>2</sup> - Entrée, séjour, chambre.  
• Loyer : 757 F. • Mise à prix : 35 200 F.  
• 2 PIECES.  
• Deuxième étage - 21 m<sup>2</sup> - Entrée, séjour, chambre.  
• Loyer : 3 000 F. • Mise à prix : 23 100 F.  
• 2 PIECES.  
• Deuxième étage - 21 m<sup>2</sup> - Entrée, séjour, chambre.  
• Loyer : 774 F. • Mise à prix : 33 100 F.  
• 2 PIECES.  
• Troisième étage - 32 m<sup>2</sup> - Entrée, séjour, chambre.  
• Loyer : 735 F. • Mise à prix : 35 200 F.  
• 2 PIECES.  
• Troisième étage - 21 m<sup>2</sup> - Entrée, séjour, chambre.  
• Loyer : 418 F. • Mise à prix : 23 100 F.  
• 3 PIECES.  
• Quatrième étage - 34 m<sup>2</sup> - Entrée, séjour, 2 chambres.  
• Loyer : 774 F. • Mise à prix : 37 400 F.  
• Consignation pour enchérir : 5 000 F par lot.  
Visites : sur rendez-vous - Tél. : 343.48.01.  
M. J. BAILLON, 7780 QUINCY-VOISINS - Tél. : 004.03.03.  
M. D. ADER, P. ROCHELOIS, 226, bd St-Germain, 75007 PARIS - Tél. : 544.38.70.

### APPARTEMENT - LIBRE - SAINT-MAUR-DES-FOSSES 94100

80, avenue de la République - Immeuble 1964 - Bord de Marne.  
• Premier étage - 80 m<sup>2</sup> - Grand séjour, chambre, cave, parking.  
• Mise à prix : 160 000 F.  
• Consignation pour enchérir : 10 000 F.

### PAVILLON - NUE PROPRIETE - GAGNY 93220

4, boulevard des Pyrénées - Construction 1962 élevée sur vide sanitaire.  
• Rez-de-chaussée - Cuisine, séjour, chambre.  
• Surface totale avec terrain : 373 m<sup>2</sup>.  
• Mise à prix : 50 000 F.  
• Consignation pour enchérir : 10 000 F.  
Visites : Mme MARLAND - Tél. : 927.93.54.  
M. J. TIERCE, 20, rue Farnes, 93220 GAGNY - Tél. : 927.93.54.

### SAIS MISE A PRIX

#### 2 APPARTEMENTS - NEUILLY 92200

80, rue Pauline-Borghèse - Rénovation soignée - Baies sur verdure.  
• 2 PIECES EN DUPLEX.  
• Rez-de-chaussée - 46 m<sup>2</sup> - Séjour, chambre, avec jardin privatif - 10 m<sup>2</sup>.  
• Consignation pour enchérir : 20 000 F.  
• 2 PIECES EN DUPLEX.  
• Rez-de-chaussée - 46 m<sup>2</sup> - Séjour, chambre, avec jardin privatif - 10 m<sup>2</sup>.  
• Consignation pour enchérir : 20 000 F.  
Visites : Mme ZANCHI - Tél. : 755.97.72, poste 344.  
M. P. MICHELLE, N. DOYON et J. MOTEL, 128, bd de Courcelles, 75017 PARIS - Tél. : 755.97.72.

#### 5 APPARTEMENTS - 6 PARKINGS - MALAKOFF 92240

117, rue Paul-Vaillant-Couturier - Immeuble neuf - 1970.  
• 2 PIECES.  
• Cinquième étage - 52 m<sup>2</sup> - Balcon - 8 m<sup>2</sup> - Entrée, séjour, chambre, cave, parking.  
• Loyer : 774 F. • Mise à prix : 37 400 F.  
• Consignation pour enchérir : 5 000 F par lot.  
Visites : sur rendez-vous - Tél. : 343.48.01.  
M. J. BAILLON, 7780 QUINCY-VOISINS - Tél. : 004.03.03.  
M. D. ADER, P. ROCHELOIS, 226, bd St-Germain, 75007 PARIS - Tél. : 544.38.70.

### 1 PARKING en sous-sol

1 PARKING en sous-sol  
1 PARKING en surface  
Consignation pour enchérir : 20 000 F par appartement et 5 000 F par parking.  
Visites : les 11 et 18 octobre de 14 h 30 à 16 h 30 ou sur rendez-vous - Tél. : 260.38.65.  
M. R. GAULIER, 9, place des Petits Pères, 75002 PARIS - Tél. : 260.38.65.

### APPARTEMENT - LIBRE - PARIS-20<sup>e</sup>

21, rue des Fossés - Immeuble récent.  
• Rez-de-chaussée - 60 m<sup>2</sup> - Séjour, chambre, cave.  
• Consignation pour enchérir : 4 000 F.  
Visites : M. BAZZALI - Tél. : 636.29.13.  
M. F. PICARD, 31, rue Goltz, 75016 PARIS - Tél. : 723.72.70.

### 8 APPARTEMENTS - BOUTIQUE - PANTIN 93000

5, rue Devoust - Petit immeuble rénové récemment.  
• Rez-de-chaussée - 30 m<sup>2</sup> - Séjour, chambre, cave.  
• 2 PIECES.  
• Premier étage - 34 m<sup>2</sup> - Entrée, séjour, chambre.  
• Loyer : 806 F.  
• 2 PIECES.  
• Troisième étage - 34 m<sup>2</sup> - Entrée, séjour, chambre, cave.  
• Loyer : 742 F.  
• 1 PIECE.  
• Troisième étage - 28 m<sup>2</sup> - Cuisine, chambre, cave.  
• Loyer : 750 F.  
• 1 PIECE.  
• Troisième étage - 10 m<sup>2</sup>.  
• Loyer : 392 F.  
• 1 PIECE.  
• Rez-de-chaussée - 12 m<sup>2</sup> - Cuisine, chambre, cave.  
• Loyer : 496 F.  
• Boutiques avec APPARTEMENT.  
• Rez-de-chaussée - Boutique - 31 m<sup>2</sup> - à usage de café, cave, cave.  
• Au premier étage - 19 m<sup>2</sup> - Entrée, cuisine, chambre, grande cave.  
• Loyer : 4 948 F. • Faculté de réunion de ces lots.  
• Consignation pour enchérir : 5 000 F par lot ou 35 000 F pour l'ensemble.  
• 2 PIECES.  
• Rez-de-chaussée - 28 m<sup>2</sup> - Relais neuf, salle d'eau, coin-cuisine.  
• Consignation pour enchérir : 6 000 F.  
Visites : les 11 et 18 octobre de 14 h 30 à 18 h ou sur rendez-vous - Tél. : 260.38.65.  
M. J. LALANDE, CHAMPETIER DE RIBES, M. PASTEUR et J. SELAUDOUX, 10, rue de Courcelles, 75001 PARIS - Tél. : 260.38.65.

## A VENDRE EN NOCTURNE LE MARDI 26 OCTOBRE 1976 A 19 H 30

### AUX ENCHERES SUR MISE A PRIX

#### APPARTEMENT - 72 M<sup>2</sup> - LIBRE

SAINT-MANDE 94160, Villa Suzanne, 34 ter, chaussée de l'Evang.  
• Premier étage - Trois pièces, balcon, cave • Construction 1970.  
• Mise à prix : 450 000 F • Consignation pour enchérir : 40 000 F.  
Visites : s'adresser à la gardienne.  
M. G. PETITFRERE, 1 et 3, rue des Promenades, 77320 LA FERTE-GAUCHER, Tél. 404.00.03.

### IMMEUBLE DE RAPPORT

PARKINGS  
MEUDON 92150, rue Poin, 15.  
• Remise de voitures, composée de 84 emplacements dont 23 caves - en sous-sol dans immeuble récent.  
• Loyer : 43 200 F.  
• Mise à prix : 400 000 F • Consignation pour enchérir : 100 000 F.  
Visites : mercredi-ven. 14 h 15 h, ou tel. 027.75.03 serv. 26.  
OFFICE NOTARIAL DE MEUDON, 2 bis, av. Le Corbeiller, 92150 MEUDON, Tél. 027.75.03.

### DOMAINE EN YVELINES

BONNIERES-SUR-SEINE - ROSNY-SUR-SEINE - VILLENEUVE-EN-CHIVRE  
Exploitations forestières et propriétés.  
EXPLOITATION FORESTIERE ET BOIS  
108 ha  
Dix parcelles situées à Bonnières, à Rosny et à Villeneuve.  
• Mise à prix : 1 400 000 F.  
• Consignation pour enchérir : 140 000 F.  
EXPLOITATION FORESTIERE ET BOIS  
7 ha 70 a  
Deux parcelles situées à Bonnières et à Villeneuve.  
• Mise à prix : 100 000 F • Consignation pour enchérir : 20 000 F.  
BOIS - 2 ha 82 a  
Deux parcelles situées à Villeneuve.  
• Mise à prix : 50 000 F • Consignation pour enchérir : 10 000 F.

### GENTILHOMMIERE DE CARACTERE - LIBRE

Le Petit Logis à Bonnières et à Villeneuve.  
• Bâtiment principal : huit pièces sur trois niveaux, grand aménagement, garage pour trois voitures. Autre maison deux pièces dans verger, jardin et parc. Surface totale : 2 ha.  
• Mise à prix : 350 000 F • Consignation pour enchérir : 40 000 F.

### MAISON DE CAMPAGNE - LIBRE

Les Ferrières à Villeneuve.  
• Bâtiment cinq pièces, dégarde, grenier, cave, cour, garage, écurie, jardin, bûcherons d'élevage, hangar, pré.  
Surface totale : 1 ha 15 a.  
• Mise à prix : 280 000 F • Consignation pour enchérir : 30 000 F.

### PRE - LIBRE

Lieu - dit L'Aventure à Villeneuve.  
• Pré de 15 a 35 ca.  
• Mise à prix : 30 000 F • Consignation pour enchérir : 5 000 F.  
Visites : M. WAGNIER à Bonnières-sur-Seine, Tél. 093.04.17.  
M. C. LANTIER, Expert - Tél. 527.38.70.  
M. C. LEVRIER, 78, rue Michel-Ange, 75016 PARIS, Tél. 770.55.07.

### 7 APPARTEMENTS

PARIS 75012, rue de Valenciennes, 2-3-5-7-10 et 11.  
• Immeuble pierre de taille • Rénové récemment • Quartier calme près du bos de Vincennes.  
• 42 M<sup>2</sup> - 2 PIECES.  
• Rez-de-chaussée - Entrée, séjour, chambre, cave.  
• Loyer : 1 300 F.  
• Mise à prix : 67 200 F • Consignation pour enchérir : 10 000 F.

### APPARTEMENT - 29 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Deuxième étage - Entrée, séjour, chambre, cave.  
• Loyer : 980 F.  
• Mise à prix : 43 500 F • Consignation pour enchérir : 10 000 F.

### APPARTEMENT - 42 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Rez-de-chaussée - Entrée, séjour, chambre, cave.  
• Loyer : 1 400 F.  
• Mise à prix : 67 200 F • Consignation pour enchérir : 10 000 F.

### APPARTEMENT - 28 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Troisième étage - Entrée, séjour, chambre.  
• Loyer : 1 540 F.  
• Mise à prix : 38 200 F • Consignation pour enchérir : 10 000 F.

### APPARTEMENT - 28 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Troisième étage - Entrée, séjour, chambre.  
• Loyer : 1 544 F.  
• Mise à prix : 38 200 F • Consignation pour enchérir : 10 000 F.

### APPARTEMENT - 29 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Troisième étage - Entrée, séjour, chambre.  
• Loyer : 1 544 F.  
• Mise à prix : 38 200 F • Consignation pour enchérir : 10 000 F.

### APPARTEMENT - 34 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Deuxième étage - Entrée, séjour, chambre, cave.  
• Loyer : 1 280 F.  
• Mise à prix : 51 500 F • Consignation pour enchérir : 8 000 F.

### APPARTEMENT - 32 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Deuxième étage - Entrée, chambre, séjour, cave.  
• Loyer : 1 340 F.  
• Mise à prix : 51 200 F • Consignation pour enchérir : 15 000 F.  
Visites : M. MOULIERE, Tél. 265.40.95.  
M. P. CHARDON, 63, bd Hausmann, 75008 PARIS, Tél. 265.40.95.

### SAIS MISE A PRIX

#### PROPRIETE RESIDENTIELLE

922 M<sup>2</sup> - LIBRE  
CHELLER 77500, avenue Paul-Doumer, 6.  
• Maison pierre taillée • Deux pièces sur trois niveaux, salles de bains, buanderie, cellier, terrasses, jardin, chauffage central.  
• Consignation pour enchérir : 46 000 F.  
• Loyer : 548.00.57.  
Visites : samedi, dimanche et lundi de 15 h à 17 h ou sur rendez-vous. Tél. 548.00.57.  
M. ALAIN REGNIER, 170, avenue de Choisy, 75013 PARIS, Tél. 331.80.40.

### APPARTEMENT GRAND STANDING

180 M<sup>2</sup> - LIBRE  
VILLE-D'AVRAY 82410, rue Edouard-Bruny, "Château du Montcaumon".  
• Quatrième étage • Cinq pièces, hall, office, lingerie, robe, balcon, terrasse, chambre de service, cave, garage.  
• Quartier résidentiel.  
• Consignation pour enchérir : 100 000 F.  
Visites : s'adresser au gardien.  
M. ANDRÉVIEUX, Géraldiste, 18, rue du Cherche-Midi, 75006 PARIS, Tél. 548.52.24.  
M. A. ESTIENNE et H. POISSON, 7, rue La Boétie, 75008 PARIS, Tél. 265.66.45.

### APPARTEMENT - 23 M<sup>2</sup> - LIBRE

ISSY-LES-MOULINEAUX 92130, quai de Stalingrad, 283 bis.  
• Rez-de-chaussée • Studio, entrée, cuisine, cave.  
• Immeuble récent.  
• Consignation pour enchérir : 10 000 F.  
Visites : sur rendez-vous. Tél. 027.75.03 service 23.  
OFFICE NOTARIAL DE MEUDON, 2 bis, av. Le Corbeiller, 92150 MEUDON, Tél. 027.75.03.

### 2 APPARTEMENTS

NEUILLY 92200, rue Pauline-Borghèse, 60.  
Rénovation soignée - Baies sur verdure.

### APPARTEMENT avec TERRASSE - 37 M<sup>2</sup> - LIBRE

• Rez-de-chaussée • Séjour, entrée, cuisine, salle de bains.  
• Consignation pour enchérir : 20 000 F.

### APPARTEMENT EN DUPLEX - 64 M<sup>2</sup> - LIBRE

• Rez-de-chaussée • Séjour, chambre, avec jardin d'hiver 8 m<sup>2</sup> et jardin privatif 31 m<sup>2</sup>.  
• Consignation pour enchérir : 20 000 F.

### APPARTEMENT GRAND STANDING

266 M<sup>2</sup> - LIBRE  
PARIS 75016, rue de la Falanderie, 34.  
• Quatrième étage • Huit pièces, antichambre, office, dégagement, trois salles de bains, deux chambres de service, deux caves • Construction 1891 pierre de taille.  
• Consignation pour enchérir : 100 000 F.  
Visites : sur rendez-vous. Tél. 544.38.70.  
M. D. ADER et P. ROCHELOIS, 226, bd St-Germain, 75007 PARIS, Tél. 544.38.70.

### APPARTEMENT GRAND STANDING

253 M<sup>2</sup> - LIBRE  
PARIS 75016, avenue Kéiser, 15.  
• Cinquième étage • Huit pièces, antichambre, office, grand balcon sur-facade. Au sous-sol : deux pièces, cave.  
• Construction 1900, pierre de taille.  
• Consignation pour enchérir : 100 000 F.  
Visites : sur rendez-vous. Tél. 073.17.44.  
M. A. PINEAU, 42 rue Vignon, 75009 PARIS, Tél. 073.17.44.

## A VENDRE LE MARDI 2 NOVEMBRE 1976 A 14 H 30

### AUX ENCHERES SUR MISE A PRIX

#### APPARTEMENT - 65 M<sup>2</sup> - LIBRE

PARIS 75012, 12-14, cours de Vincennes  
• Cinquième étage • Entrée, deux chambres, salon, cave.  
• Mise à prix : 220 000 F • Consignation pour enchérir : 20 000 F.  
Visites : s'adresser à l'étude - Madame GUITON  
M. R. CAUCHERET et R. LIVIAN, 29, av. de Saint-Mandé, 75012 Paris, Tél. 941.13.20.

### SAIS MISE A PRIX

#### APPARTEMENT - 24 M<sup>2</sup> - LIBRE

PARIS 75008, rue Saint-Lazare, 31.  
• Cinquième étage • Studio, intérieur rénové • Immeuble bon état, proximité commerces.  
• Consignation pour enchérir : 18 000 F.  
Visites : les mardis de 10 à 13 heures.

### APPARTEMENT - 29 M<sup>2</sup> - LIBRE

PARIS 75016, rue Paul-Albert, 24.  
• Deuxième étage • Studio, intérieur rénové • Immeuble XIX<sup>e</sup> siècle • Secteur très calme.  
• Consignation pour enchérir : 28 000 F.  
Visites : à partir du 21 octobre, les jeudis de 10 à 13 heures.  
M. S. PASCAULT, 44, rue du Louvre, 75001 PARIS, Tél. 233.44.41.

### 10 APPARTEMENTS

PARIS 75018, rue Myrrha, 18. Immeuble rénové récemment.

### APPARTEMENT - 38 M<sup>2</sup> - 3 PIECES

• Premier étage • Séjour, 2 chambres, 2 caves.  
• Loyer : 788 F.

### APPARTEMENT - 30 M<sup>2</sup> - 3 PIECES

• Deuxième étage • Séjour, 2 chambres, 2 caves.  
• Loyer : 1 051 F.

### APPARTEMENT - 17 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Troisième étage • Séjour, chambre, cave.  
• Loyer : 589 F.

### APPARTEMENT - 13 M<sup>2</sup> - 1 PIECE

• Cinquième étage • Une pièce, coin cuisine, cave.  
• Loyer : 508 F.

### APPARTEMENT - 17 M<sup>2</sup> - 1 PIECE

• Quatrième étage • Une pièce, cuisine, cave.  
• Loyer : 518 F.

### APPARTEMENT - 17 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Quatrième étage • Séjour, chambre, cave.  
• Loyer : 588 F.

### APPARTEMENT - 15 M<sup>2</sup> - 2 PIECES

• Quatrième étage • Séjour, chambre, cave.  
• Loyer : 525 F.

### Coupon-réponse à détacher et à adresser à :

marché immobilier des notaires 12 av. victoria 75001 paris.

Je désire recevoir régulièrement et gratuitement votre programme des ventes au Châtelet.

Nom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Possibilités de prêts du Crédit Foncier de France pour tous immeubles d'habitation

## JUSTICE

### Les juges agissent au nom du peuple français

déclare M. Olivier Guichard

Recevant les journalistes accrédités auprès du ministère de la justice, M. Olivier Guichard, garde des sceaux, a prononcé, mercredi 13 octobre, une allocution, où il a sommairement exposé ce que serait son action place Vendôme.

« Certains se seront peut-être étonnés, a déclaré le ministre, de la discrétion relative que j'ai observée jusqu'à présent en ce qui concerne mes fonctions de garde des sceaux (1). Ils ont voulu voir un désintérêt de ma part. Ils se trompent. (...) »

« Dans ce ministère, le ministre n'est pas exactement ce qu'il est ailleurs, le chef d'une administration. (...) »

« C'est pourquoi je préfère l'expression de garde des sceaux plutôt que de ministre de la justice. Je ne suis pas le Grand Juge de France; je suis le gardien des lois. (...) »

« Ma fonction, a expliqué le ministre, comporte deux aspects bien distincts: le premier est général. Il consiste à aider les juges à rendre la justice en leur donnant les moyens, mais rendre la justice, c'est leur mission. Je ne suis responsable que de l'environnement. (...) »

#### Les rapports de droit

« Le second aspect est ma responsabilité plus directe à l'égard de l'action publique. Je suis tout à fait à l'aise pour rappeler que l'Etat exerce, sous le regard de l'opinion et sous la sanction du suffrage universel, la responsabilité de poursuivre les délinquants — et en

bonne de demander justice aux juges, au nom de la société: au nom du peuple français. Les juges agissent au nom du peuple français. Ils sont indépendants, et ne sont liés que par la loi. Leurs décisions nous lient, tout, moi comme les autres. Mais n'oublions pas cependant que le ministre est dans son rôle en exerçant une sorte de droit de requête. (...) »

J'ai dit que ce ministère devait devenir pleinement le ministère de la loi. Très souvent, ceux qui appliquent la loi et disent le droit, ainsi que ceux auxquels elle s'applique, traversent des textes surchargés, confus, contradictoires même. La simplicité et la clarté contribuent à l'établissement de rapports de confiance non seulement entre les juges et l'Etat, mais encore entre les justiciables et la justice. (...) »

« Dans notre société, où les droits personnels et collectifs sont devenus extrêmement complexes, observe M. Guichard, infiniment plus qu'à une époque où l'on se posait surtout des problèmes de propriété et de mariage, cette fonction de la justice civile n'est pas correctement exercée. (...) »

« Une justice proche doit aussi être accessible. Cela implique qu'elle soit moins onéreuse: c'est dans cet esprit que je souhaite notamment le relèvement du plafond de l'aide judiciaire. Cela implique un langage plus clair, des termes plus compréhensibles dans les documents judiciaires. (...) »

« Cela implique une meilleure information des citoyens sur leurs droits, les moyens de les faire valoir et l'aide que la justice peut leur apporter dans cette optique. (...) »

#### APRÈS L'ENLÈVEMENT DE M. FÉRIEL

### M. Francis Lopez et son épouse mettent en cause M. Fernand Legros

Des policiers nippo enquêtant sur l'enlèvement d'un jeune homme, M. Francis Fériel, à Cannes, dans la villa de Francis Lopez, ont entendu, à Paris, le mercredi 13 octobre, pendant deux heures, M. Francis Marcantoni (nos dernières éditions). Les enquêteurs agissaient sur commission rogatoire du procureur général chargé du dossier, M. Louis Boi.

A sa sortie des locaux de la police, M. Marcantoni a déclaré que son audition faisait suite à

certaines révélations de l'hebdomadaire Minute. « A par tir de ces révélations, a-t-il ajouté, les époux Lopez m'ont mis directement en cause, car ils ont été rapt de Francis banquier. Je me suis expliqué avec les policiers de Nice au sujet de ces révélations et ils m'ont laissé en liberté, ne me demandant même pas de me tenir à leur disposition. (...) »

M. Marcantoni a précisé que le nom de son ami Fernand Legros, marchand de tableaux, avait également été cité par les époux Lopez. Informé de ces accusations, M. Legros a déclaré à l'agence France-Presse: « Quelques jours avant le rapt de Francis Fériel, j'étais présent en compagnie de Francis Lopez et de son épouse à Cannes. Je tiens tout à fait à préciser que mes relations avec Francis Lopez ne sont que mondaines et qu'il ne fait pas partie de mes amis intimes. (...) »

Anja Lopez avait déclaré à la police nippo, après le rapt de M. Fériel, que Francis, lors de cette fameuse soirée, se trouvait chez elle, relevé les plans de la villa Gipsy et qu'elle m'avait montré la combinaison de son coffre-fort. (...) »

M. Legros a précisé que, lorsqu'il aurait été entendu par la police, il proposerait de se constituer partie civile devant les juges, et qu'il déposerait une plainte en diffamation contre les époux Lopez.

#### Aux assises de Paris

### PEINES DE RÉCLUSION CRIMINELLE POUR LE « GANG FAMILIAL » DES RAVISSEURS.

La cour d'assises de Paris a condamné le 13 octobre à des peines de dix-sept à quatre ans de réclusion criminelle les membres du « gang familial », qui comparaissent pour hold up et prise d'otages (le Monde des 13 et 14 octobre). Jean-Pierre Hamel a été condamné à dix-sept ans de réclusion: son frère Francis a douze ans; Michèle, la femme de Jean-Pierre, à huit ans, et Georges Hoyer, le père de cette dernière, à cinq ans. Les quatre accusés avaient attaqué le 15 mai 1974 une succursale de la B.N.P. à Champigny-sur-Marne. Pour protéger leur fuite, Jean-Pierre et Francis Hamel avaient pris en otage une mère de famille et ses six enfants.

L'avocat général avait réclamé des peines allant de cinq ans à vingt ans de réclusion.

## CATASTROPHES

### UN AVION-CARGO AMÉRICAIN S'ÉCRASE SUR SANTA-CRUZ (BOLIVIE): PLUS DE CENT MORTS.

La Paz (A.P., Reuter, U.P.I.). — Un Boeing-707 cargo, de la compagnie américaine Rodol Enterprises, s'est écrasé le 13 octobre sur la ville de Santa-Cruz (Bolivie). Selon un porte-parole de la police locale, les trois membres de l'équipage ont été tués, ainsi qu'une centaine de personnes qui se trouvaient dans la rue principale de Santa-Cruz.

M. Rigo Basser, chef de l'Etat bolivien, s'est rendu sur les lieux de la catastrophe. L'accident est survenu quelques instants après le décollage de l'appareil qui se dirigeait vers Miami. D'après les témoins, un réacteur du Boeing a pris feu, provoquant la chute de l'avion. Des écoliers qui remontaient l'avenue principale ont été fustigés par les débris. L'appareil a heurté une école, des habitations et une pompe à essence. La queue de l'appareil s'est éjectée dans une plaine et plusieurs personnes ont été tuées. Sa partie avant a traversé un stade où des jeunes gens s'entraînaient.

En mars 1969, la chute d'un DC-8 près de Miraflores (Venezuela) avait provoqué la mort de soixante-cinq habitants d'un village.

## SPORTS

### FAUTE DE CRÉDITS

### L'expérience de la section sport-études médicales de Paris-V est abandonnée

La réclamation des crédits supplémentaires accordés à l'université Paris-V, pour la section de la suspension actuelle des cours (le Monde des 14 octobre), a entraîné la suppression de la section sport-études médicales, ouverte en octobre 1974. Cette section accueillait une vingtaine d'étudiants appartenant à des disciplines sportives différentes regroupées, pour un aménagement des horaires, dans une même unité d'enseignement (le Monde des 27 et 28 décembre 1975).

Quand elle fut créée, sur une initiative de M. Claude Gallien — ancien champion de France universitaire au lancement du marteau, enseignant la biologie à la faculté de médecine de Paris-V — approuvée par M. Maes, alors secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, cette section sport-études médicales devait être directement financée en heures complémentaires par le secrétariat d'Etat aux universités.

#### Football

### DES SURPRISES EN COUPE DU MONDE

Les rencontres éliminatoires pour la Coupe du monde 1978, disputées le 13 octobre, ont donné lieu à quelques surprises. Ainsi, à Rotterdam, les Néerlandais finalistes de la dernière Coupe du monde et éliminés par Johan Cruyff, ont été tenus en échec 2 à 2 par les Irlandais du Nord. A Wembley, devant quatre-vingt-deux mille spectateurs, les Anglais ont difficilement battu les amateurs finlandais 2 à 1.

A Prague, la Tchécoslovaquie, championne d'Europe, s'est imposée devant l'Ecosse 2 à 0, mais l'arbitre italien, M. Michelotti, a dû expulser deux joueurs et distri-

buer cinq avertissements au cours de la rencontre. A Ankara, en match amical, la Turquie a été tenue en échec 3 à 3 par la République d'Irlande, prochain adversaire de la France dans les rencontres éliminatoires de la Coupe du monde.

#### Omnisports

### SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE LA BULGARIE ET LA FRANCE

A l'occasion de sa venue à Paris, M. Trifonov, président de l'Union bulgare de la culture physique et des sports, a signé, mercredi 13 octobre, avec M. Jean-Pierre Solson, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, un protocole d'accord prévoyant la mise en place d'échanges d'entraîneurs et de spécialistes dans des domaines variés: recherche scientifique au profit du sport, médecine sportive, conception et réalisation d'équipements, documentation.

« En match aller de la Coupe d'Europe des clubs champions, la Steia Sport ras Saint-Maur a été battue 13 à 12, dans sa salle, par le Grasshoppers de Zurich. (...) »

RUGBY. — Une sélection française a dominé l'Australie par 10 à 4, le 13 octobre, à Clermont-Ferrand.

GÉRARD ALBOUY.

#### MINISTRE DE LA LOI

Pour n'être encore qu'une ébauche, la tentative de définition, par M. Olivier Guichard, des fonctions qui s'attachent au rôle du ministre de la justice, a attiré l'attention: « Je préfère, dit-il, l'expression de garde des sceaux plutôt que de ministre de la justice; je ne suis pas le Grand Juge de France, je suis le gardien des lois. (...) »

Il y avait, d'autre part, dans le ton de l'allocution de modération — pour reconnaître, entre autres, qu'en ne savait pas encore tout — comme une promesse de « vouloir mieux faire. (...) »

« Un ministre de la loi », dit encore M. Guichard, qui s'engage de la sorte une belle tâche. Mais aussi, selon le mot que lançait le général de Gaulle à celui qui était alors son collaborateur à l'Elysée: « Vaste programme. (...) »

#### L'EXPULSION D'UNE JEUNE GABONAISE

### « L'inquiétant voyage de Sylvie »

Après la publication dans le Monde d'un article d'information relatant l'expulsion d'une jeune ressortissante gabonaise, Mlle Sylvie Mengue-Osey, le Père Jean Cardonnel nous a adressé la lettre suivante:

« Une jeune fille de nationalité gabonaise se trouve en prison à la suite d'un vol, c'est le fait divers si infime, perdu, noyé dans le torrent autrement important de la multitude des atteintes collectives aux droits de tant d'hommes, de femmes, qu'il n'a pas lieu de mobiliser notre capacité d'indignation. (...) »

« Mais quand Sylvie est brusquement expédiée par la voie des airs, le vendredi 1<sup>er</sup> octobre, à 23 heures, en direction du Gabon, sans avoir pu communiquer avec son avocat et selon toute vraisemblance contre sa volonté, nous sortons des risques d'être dupés pour nous trouver aux prises avec l'arbitraire. (...) »

La lettre, datée du 2 octobre, de Sylvie à M<sup>lle</sup> Irène Terrel, son avocate, est très claire: « J'ai été conduite à l'aéroport hier (vendredi) à 22 heures et j'ai refusé l'embarquement. Cela ne s'est pas

### Après la diffusion d'une photographie à TF 1 et dans « France-Soir »

### LE MINISTRE DE WINDSOR DEMANDE 20 000 FRANCES DE DOMMAGES-INTÉRÊTS

S'estimant victime d'atteinte à l'intimité de sa vie privée ainsi qu'à ses droits sur son image, la duchesse de Windsor avait chargé M<sup>lle</sup> Suzanne Eban et François Albouy, d'assigner en justice TF 1 et la société éditrice de France-Soir.

Le 16 mai, dernier, en effet, le journal télévisé de la première chaîne avait diffusé une photographie prise au télexélecteur par deux reporters qui représentaient la duchesse à son domicile parisien soumise par une infirmière et deux autres personnes de son entourage. Ce cliché fut reproduit dans le numéro du 13 mai de France-Soir.

Le 13 octobre, la première chambre civile du tribunal de Paris, présidée par M<sup>lle</sup> Simone Rossa a condamné, d'une part, solidairement TF 1 et ses deux reporters à 20 000 F de dommages-intérêts; d'autre part, la société éditrice de France-Soir à une indemnité semblable.

Le jugement indique notamment: « Les faits reprochés aux demandeurs revêtent une grande particularité du fait que la demanderesse, qui a acquis une réputation incontestée d'élégance et de raffinement, a été photographiée dans un état physique amoindri, dont la connaissance par le public est de nature à porter atteinte à l'image que l'intéressée désire lier à elle-même. (...) »

## Le monde des affaires en pays de connaissance.

Air France permet aux hommes d'affaires voyageant vers l'étranger de gagner le temps nécessaire à s'adapter. Et leur rend, partout dans le monde, les services auxquels ils sont habitués.

● Réservations: Avion-Hôtel-Auto. Les passagers qui désirent trouver à destination une voiture et une chambre d'hôtel peuvent, sur simple appel téléphonique, en faire la réservation en même temps que celle de leur billet d'avion.

● A bord: la France. A bord d'Air France, le personnel parle français. Les repas et le service sont à la française, les programmes musicaux variés, les films étrangers doublés, et les journaux, français ou étrangers, ceux que l'on trouve chaque jour sur son bureau.

● Arrivée: trouver à qui parler. Partout dans le monde, les passagers d'Air France sont

accueillis, dès l'arrivée, par un personnel parlant français. Toujours prêt à les renseigner et les aider.

● Service Affaires: le terrain préparé. Le Service Affaires fonctionne dans les plus grands centres économiques mondiaux. Un interlocuteur désigné par Air France se met à la disposition des hommes d'affaires qui désirent obtenir des renseignements utiles sur les villes, des informations sur la vie économique du pays et une sélection d'adresses, notamment de bureaux de secrétariat et d'interprétation.

● Club Service Plus: pour les grands voyageurs. Destiné à ceux qui se déplacent sur Air France plus de 20 fois par an à l'étranger, le Club Service Plus offre aux hommes d'affaires des avantages qui leur permettent de voyager dans des conditions encore meilleures.

Pour mieux connaître le monde des affaires, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France, tél. 720.70.50.

EN COMPAGNIE D'AIR FRANCE

1976-1980

ES RE  
ESCE  
ANS

2.1  
Galerie



100 100 150

## POLICE

## CARNET

### La lutte contre les animaux atteints de la rage

#### UN POLICIER DE VINCENNES EST BLESSÉ PAR UNE CARTOUCHE EMPOISONNÉE

Un moniteur du centre d'application des polices urbaines (CAPU) de Vincennes a été réemmené à l'hôpital par une cartouche empoisonnée destinée à détruire les animaux en liberté tenus pour dangereux. Depuis quelque temps, en effet, la classe de ces animaux, notamment ceux qu'on suppose atteints de la rage, a été confiée à la police.

A Paris, les moniteurs du CAPU ont été désignés pour cet office. Ils ont reçu des fusils, des pistolets et des cartouches américaines spécialement adaptées d'un produit nommé Cap-chur-sol. Ce dernier, composé à base d'acétate de nickel, est un poison dangereux pour l'homme.

La semaine dernière, un coup est parti accidentellement d'une de ces armes — dont le système de sécurité est jugé insuffisant par les utilisateurs — mais le projectile a seulement effleuré le front de celui qui la maniait. Il a pourtant fallu transporter le blessé à l'hôpital franco-musulman de Bobigny où les médecins constatèrent qu'il ne connaissait pas d'antécédents à ce poison. Seuls les spécialistes de l'hôpital Fernand-Widal ont pu en venir à bout.

Après cet incident qui aurait pu avoir de graves conséquences, le commandant du CAPU vient de remettre aux autorités supérieures de la police parisienne un rapport insistant sur le danger que représentent les Cap-chur-sol et sur les armes qui servent à tirer ces munitions.

### Pendant l'opération « Tranquillité-vacances »

#### 1 391 CAMBRIOLEURS ONT ÉTÉ ARRÊTÉS EN FLAGRANT DÉLIT

Mille trois cent quatre-vingt-neuf cambrioleurs ont été arrêtés en flagrant délit au cours de l'opération « Tranquillité-vacances » lancée par le ministère de l'Intérieur du 12 juillet au 5 septembre.

Cette information est publiée dans le dernier « Bulletin hebdomadaire d'information » du ministère, qui précise : « 17 404 C.R.S. et fonctionnaires des polices urbaines ont visité, en deux mois, 250 293 immeubles, particulièrement désertés par leurs propriétaires ou locataires. Au cours de cette opération, les policiers ont contrôlé 691 498 personnes, dont 15 326 ont été interpellées et 2 536 dévotées. »

avez-vous vu le magasin 1976 ?

D&G Dupré octante

141 Fg St-Honoré - Paris - 359.27.64 - papeteries spécialisées

## LES RENARDS DESCENDENT DANS LA RUE.



Veste renard roux

2.000

Galerias Lafayette

Crédit gratuit sur la fourrure jusqu'au 30 octobre  
dès acceptation du dossier.  
Après versement comptant légal.

### Réceptions

— A l'occasion de la venue en France d'une délégation parlementaire indienne, l'ambassadeur de l'Inde et Mme R. D. Sathé ont donné une réception mercredi 13 octobre.

— Le chargé d'affaires du Mexique a offert une réception le mercredi 13 octobre à l'occasion de la réunion à Paris de la commission mixte franco-mexicaine et du séjour en France de M. José S. Gallastegui, secrétaire d'Etat mexicain aux affaires étrangères.

### Naissances

— M. Jacques Lambert, chef du service de presse de la compagnie Air Inter, et Mme. née Gisèle Bousquet, ont célébré leur mariage d'annoncer la naissance de Julien, le 8 octobre 1976.

— M. et Mme Daniel-Ducry et Stéphane ont la joie d'annoncer la naissance de Blanche, Anore, le 11 octobre 1976. 24, avenue de la République, 92340 Bourg-la-Reine.

— Renaud Pasquier a la joie d'annoncer la naissance de sa petite sœur Aline et Dominique Pasquier, Boulogne, 5 septembre.

### Mariages

— Michèle Outry et Patrice Duhamel ont célébré leur mariage le samedi 9 octobre dans l'intimité à Saint-Pierre-le-Vieux (76). 12, rue Vanneau, 75007 Paris.

### Décès

— Mme Victor Baranes, née Marie-Pierre Achouch, 82 ans, a été dévotée.

— M. et Mme Daniel Baranes et leurs enfants, M. Guy Baranes, Mlle Michèle Baranes, ont la douleur de faire part du décès de leur très cher et adoré époux, père, beau-père et grand-père.

M. Victor-Henri BARANES, ravi à l'affection des siens le 13 octobre 1976. L'inhumation aura lieu le vendredi 15 octobre 1976. On se réunira, à 10 h. 45, à la porte principale du cimetière de Pantin-Parisien. La famille s'excuse de ne pas recevoir. 2 bis, rue du Stade-de-Coubertin, 92100 Boulogne.

— La direction et le personnel de la British Airways ont le profond regret de faire part du décès de leur fidèle et dévoué collaborateur.

Mme Henri BUREAU, née Marguerite Leroux, survenue le 9 octobre 1976. Les obsèques ont été célébrées le mercredi 13 octobre, en l'église Saint-Joseph des Epinettes, à Paris.

— Le président et le bureau du Rassemblement des nouveaux avocats de France ont la douleur de faire part du décès de M. René FARBOS DE LUZAN, vice-président du Rassemblement. Ses obsèques religieuses ont été célébrées à Vernouillet-sur-Vienne, près de Limoges, le jeudi 14 octobre 1976, à 10 h. 30.

(Publicité)

A l'occasion de la parution dans la collection 10/18 du colloque de Cerisy, consacré à Alain Robbe-Grillet et dirigé par Jean Ricardou

LA LIBRAIRIE AUTREMENT DIT  
73, bd Saint-Michel, 75005 Paris.  
vous invite à un débat-rencontre avec  
ALAIN ROBBE-GRILLET  
le vendredi 15 octobre, à 18 h.

### A L'HOTEL DROUOT

Vente  
S. 1. - Table anc. Mables. Obj. art.  
S. 2. - Deux meubles.  
S. 3. - Bons meubles anc. et st.  
S. 4. - Bijoux. Objets de vitrine.  
Argent anc. et mod. Cérémon. Menbles.  
rust. en marbre. M. Dourbague.  
S. 11. - Obj. de Chine. Porcelaine.  
Cle des Indes Bisc. bleu turquoise.

ATTENTION !  
4 jours seulement  
vente exceptionnelle  
au 36, rue de la République  
94160 SAINT-MANDÉ  
Face à la Mairie  
Les 14, 15, 16  
et 17 octobre 1976  
de 11 h. à 20 h.  
Un lot de TAPIS D'ORIENT  
Anciens et Occidentaux toutes dimensions. Quelques exemplaires :  
Noir, Ghourm Soie, Isphahan et Shirvan, etc...

En plus, il sera mis à la vente une collection d'Ivoires et Pierres dures sculptées d'Extrême-Orient, Jade, Corail Turquoise, etc...

### Messes anniversaires

— Pour le dixième anniversaire de la mort de

Yves ALLAIN, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 avec étoiles et palmes, médaille de la Résistance, membre de l'Ordre de l'Empire britannique, médaille de la Liberté américaine avec palme d'or. Une messe sera célébrée le 17 octobre, à 10 h. 30, en l'église de Tréport (Finistère).

De la part de M. et Mme Pierre Allain, M. et Mme Yvon Allain, ses enfants.

— Une messe sera célébrée en l'église de Tréport, à la mémoire du docteur Louis DUJON, professeur à la faculté de médecine de Lyon, à l'occasion du dixième anniversaire de sa disparition.

### Communications diverses

— Au Centre pastoral Halles-Beaubourg, le débat public mensuel « Forum IV Saint-Merry-Baubourg » sera consacré, le samedi 16 octobre, à 20 h. 45, 78, rue de la Verrerie (19<sup>e</sup>), au thème : « De Bouquet à Écône : les pluralismes en Église », avec la participation d'André Mandouze et Pierre Debray. Entrée libre.

— A l'Association publique de Paris un concours pour l'admission à l'emploi d'agent de bureau est ouvert le 25 novembre prochain. Les candidatures sont à adresser, avant le 29 octobre, à la direction du personnel, Bureau 331/A, rue Saint-Martin, 75100 Paris R.P.

— A la mémoire de Guy FLAVIEN, élève ingénieur à l'École centrale des arts et manufactures, requis l'O.R.T.F. déporté à Buchenwald le 15 août 1944, mort à la mine de sel de Léau-Pionniz, le 1<sup>er</sup> avril 1945, à l'âge de vingt-quatre ans, compagnon de la Libération, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre, officier du Mérite social, et du docteur René FLAVIEN, chevalier de France en janvier 1943, à l'âge de dix-neuf ans, Francis libre, ex-médecin à l'hôpital de la Croix-Rouge, croix de guerre, croix de la Résistance, croix de guerre, chevalier de l'Ordre national du Mérite, une rue des Fives-Pas, sera inaugurée le lundi 18 octobre, à 11 heures (voir provisoirement le dénominateur B.F. 20, allée de la rue Léon-Frapié à l'avenue de la Porte-des-Lilas (20<sup>e</sup>)).

### Visites et conférences

#### VENREDI 15 OCTOBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Colère nationale des monuments historiques 15 h., entrée de l'exposition « Ramsès le Grand » : exposition « Ramsès le Grand » : 15 h. 45, 42, avenue des Gobelins Mme Puchat : La manufacture des Gobelins et ses ateliers. — 15 heures, musée Matisse-Lévy. Mme Oswald : « Habitat pour l'homme d'aujourd'hui » : 17 h. 15 h., boulevard Perrière, à la chapelle, Mme Ponceau : La mort tragique du duc d'Orléans, chapelle commémorative de la Compagnie. — 15 h., métro Piepue, Mme Saint-Girons : « Le jardin, le cimetière de Piepue et la tombe de La Fayette ». — 15 h. 30, place Paul-Painlevé, Mme Zolotare : « Musée de Clusay ». — 15 h., place Desferrière-Rochereau : « Les catacombes » : l'Art pour l'Art. — 15 h., métro Mairie, Mme Zolotare : « Le village de Saint-Germain-des-Près, l'abbaye » : 18 travers Paris. — 15 h. 30, métro Pont-Marie : « Hôtels du Marais » : Mme Camus. — 15 h., avenue de la République, rue des Francs-Bourgeois : « Hôtel de La Moignon, Hôtel Camille, place des Vosges, hôtel de Beaucourt, hôtel de Sens » (Mme Ferrand). — 15 h. 30, façade « Église Saint-Julien-le-Pauvre » : « Église Saint-Julien-le-Pauvre » (M. de La Roche). — 15 h. 30, 1, rue de la Harpe : « Musée de la Sorbonne » (Paris et son histoire). — 19 h., Grand Palais : exposition « Ramsès le Grand » (Tourisme culturel). — 19 h., Grand Palais : « Ramsès le Grand » (Villages de Paris).

CONFÉRENCES. — 18 h. 30, Centre culturel du Marais 26-28, rue des Francs-Bourgeois, M. Fourquin : « Jolie de vivre dans l'architecture contemporaine ». — 21 h., Centre culturel allemand 17, avenue d'Iéna, MM. Alfred Grosser et Klaus Leppelt : « La République fédérale d'Allemagne après les élections ». — 20 h. 30, 11 bis, rue Reppier : « La pratique de la théologie » (Loce une des théologies) (entrée libre).

Le SCHWEPPES Bitter Lemon : c'est sa pulpe qui est renversante.

### LES GROUPES RENCONTRES CÉLÈBENT LEUR MAJORITÉ

Les groupes Rencontres ont célébré le mardi 12 octobre — avec un peu de retard — leur majorité. Pondus il y a un peu plus de dix-huit ans et animés par M. Jean Malet, ils ont joué et continuent de jouer un rôle extrêmement utile de contacts entre des hommes de formation et de responsabilités différentes : militaires, fonctionnaires, syndicalistes, hommes politiques, universitaires. Un débat a marqué une réflexion, à partir de l'expérience de Rencontres, sur les perspectives du phénomène associatif.

\* 63, rue Halé, 75014 Paris.

## Les Tailleurs de Qualité

### CLUB DES GRANDS CISEAUX

- XX BERGEVILLE, 4, bd Malesherbes - 265.36.28
  - XX BUNTLEY, 29, rue de Marignan - 225.59.36
  - XXX COURTES, 33, rue Marbeuf - 225.04.81
  - XX CAMBOURAKIS, 97, bd Raspail - 548.22.23
  - XX A.L. GUEROT, 17, rue de Choiseul - 742.47.12
  - XXX LORYS, 33, av. Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie - 720.80.46
  - XX PITTARD, Succ<sup>r</sup> de J. CARETTE - 225.20.21
  - XX QUIN, 2, place des Victoires - 233.75.05
  - XX A. SCHLERET, 7, rue d'Artois - 359.17.66
  - XX TALON, 62, av. Bosquet - 551.11.64 et 705.87.36
- XX de 2 500 F à 2 800 F XXX 3 500 F

Reste 24 appartements

DÈS DEMAIN  
REGARDEZ PARIS  
DE VOTRE LOGGIA

# Chephren

2, 4 et 5 pièces - Bd de la Gare 75013

Exemple : au 15<sup>e</sup> étage - 4 pièces - 4180 F le m<sup>2</sup> loggia comprise

Appartement témoin sur place 585.19.19

Une réalisation : **siemp** Renseignements : **260 38 22**











150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T2
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX CUI	9,00	10,33
PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

## ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T2
"Placards encadrés"	34,00	38,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



### emplois régionaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
recherche pour son Usine  
située dans l'EST DE LA FRANCE

#### UN DIRECTEUR

Formation A et M. - ICAM ou équivalent.  
Si possible connaissant les problèmes de recat-  
ation et le milieu automobile.  
Anglais indispensable.

Situation stable de haut niveau.

Les cadres intéressés peuvent adresser leur cur-  
r. v. s. photo et desiderata sous référence 7431.  
EURELAD - 63, rue de Rennes, PARIS (6<sup>e</sup>).  
DISCRETION ASSURÉE.

#### INSTITUT DE FORMATION

Formations initiales et formations permanentes.  
2, av. du Bois-Labbe, S.P. 1301, Rennes-Villages,  
35016 RENNES CEDEX.  
RECHERCHE

#### CADRES PÉDAGOGIQUES PERMANENTS

5 postes à pourvoir dans les formations de :  
— Conseillers en Economie Sociale Familiale.  
— Assistants de Service Social.  
— Educateurs Spécialisés.  
— Animateurs-Educateurs.

CONDITIONS  
• Formation à une profess. de travail social.  
• Expérience professionnelle min. de 3 ans.  
• Expérience d'activités psycho-pédagogiques.  
Adresser dossier de candidature  
JUSQU'AU 20 OCTOBRE 1976.

#### IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ENGINEERING

Lille recherche

#### CONTROLEUR DE GESTION

30 ans minimum, diplômé d'Université commer-  
ciale et de gestion, il doit avoir une expérience  
concrète de la comptabilité analytique, acquise  
dans l'industrie de préférence.

Le poste comporte l'ensemble de la charge admi-  
nistrative de la délégation, en liaison avec le  
siège social.

Ecrire avec C.V. complet, photo et prétentions  
sous référence 16136, à Mme POITEVIN,

**cm consultant**  
31, bd Carnot,  
59429 MOUVIAUX.

#### SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE

Fabriqueant pièces à grande série  
pour industrie automobile recherche  
pour son usine du Nord de la France,

#### 1 DIRECTEUR D'USINE

Niveau A.M., ayant de préférence connaissances :  
— Travail mécanique en feuille ;  
— Gestion d'usine ;  
— Organisation.

Logement de fonction et voiture fournis.  
Adresser cur. v. s. photo, prétentions sous réf. 4122 à  
P. LICHOU S.A., 10, r. Louvois, 75003 Paris Cedex 02,  
qui transmettra.

#### SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

REGION NICOISE

recherche

#### ingénieur de recherche

ayant au moins 5 années d'expérience de  
recherche et développement pour des pro-  
duits de grandes séries destinés à des biens  
de consommation durables (électrodomes-  
tiques, automobiles, etc.).

Le poste dépend directement du Directeur  
Technique et comprend la responsabilité  
et l'animation d'une équipe travaillant  
à l'amélioration des matériaux et des  
technologies, ainsi qu'au développement de  
produits nouveaux.

Anglais indispensable - Allemand souhaité.

Ecrire C.V., références, prétentions à  
No 80189 CONTEXTE PUBLICITE -  
20, avenue Opéra 75040 PARIS Cedex 01,  
qui transmettra.

#### MINISTÈRE INDUSTRIE

recrute pour automatiser  
traitement d'enquêtes statis-  
tiques. INGEN. INFORMATIQUES  
Candidats résideront leurs ac-  
tivités à Paris au sein d'un groupe  
de projet « ad-hoc » et après  
une période de six mois seront  
affectés au centre d'enquêtes  
statistiques de Caen.

Envoyer C.V. et prétentions au :  
Ministère de l'Industrie et de la  
recherche Centre d'enquêtes  
statistiques, 10, résidence l'Orée  
d'été, avenue de la Fra-  
mière - Armée Française, 14034  
CAEN CEDEX.

Société Conseil de Gestion  
cherche sur départements  
13, 31, 33, 35, 42, 43, 69  
pour missions et prospection

#### RESPONSABLES

• En recrutement. Référence 1.  
• En marketing. Référence 2.  
• En informatique. Référence 3.  
• En finances. Référence 4.  
— 30 ans minimum, bilingues  
— Diplômés grandes écoles  
— Expér. gestion PME/PMI  
— Actes contact haut niveau  
— Forte ambition résider.  
— Déplacements fréquents  
— Libre rapidement.

Env. C.V. photo, prétentions à  
VERNAEKT, 121, rue Becker,  
93019 VILLEURBANNE, qui tr.  
Ecole de français et étrangers  
Nice cherche professeurs. Expé-  
rience audio-visuel, V.I.F. indis-  
pensable. Poste permanent. C.V.  
dét. Ecr. HAVAS NICE 08 69.

#### Société multinationale

recherche

#### CHEF DE SERVICE

CONTRÔLE - QUALITE

pour usine Sud-Ouest

(400 personnes).

Profil : ingénieur ECP, ENSI,

AR, CESTI, ION,

expér. de 2 ans dans industrie

mécanique de préférence,

27 ans minimum.

Grandes possibilités de réussite

de réputation mondiale.

Env. C.V., prétentions, n° 767,

HAVAS ANGOULEME, qui tr.

B.P. 1547, 31000 TOULOUSE.

Entreprise bâtiment

recherche civil recherche

DIRECTEUR REGIONAL

pour activités importantes

REGION DE MONTPELLIER

Sérieuses références, fonctions

responsabilités, indisp.

Ecrire J'ANNONCE 1136

B.P. 1547, 31000 TOULOUSE.

### offres d'emploi

### offres d'emploi

### offres d'emploi

### offres d'emploi

#### SERI RENAULT ENGINEERING

recherche pour sa division

ENTREPRISE GÉNÉRALE EXPORTATION

#### DEUX INGENIEURS D'AFFAIRES

• Ils auront de préférence une formation d'ingénieur méca-  
nisme et une expérience dans la vente des biens d'équipement.  
• Ils devront concrétiser des affaires d'engineering ou acé en  
moins au plan des propositions, négociations, et exécution des  
contrats.

• La rémunération de départ attractive sera fonction de  
la personnalité des candidats à qui nous demandons un sens  
aigu des relations humaines, une volonté permanente de mener à  
bien et faire aboutir des tâches diverses dans des milieux variés.  
• Leur âge sera de trente ans minimum, l'importance de  
l'entreprise leur garantit une stabilité et une évolution de  
carrière motivante.

• Ils auront une grande pratique, parlée et écrite de la langue  
anglaise.

Ecrire avec CV détaillé, manuscrit, références et prétentions au :



Service du personnel de la  
SERI - B.P. 19  
2, av. du Vieux Etang  
78390 Bois d'Arcy

#### BANQUE PRIVÉE

recherche pour son siège

Quartier OPERA - MADELEINE - SAINT-LAZARE

#### ANALYSTE - PROGRAMMEUR

Min. 2 ans d'expérience, si pos. secteur bancaire,  
conn. COBOL sous OS, de préf. diplômé I.U.T.

Envoyer C.V., prétentions n° 80138 CONTEXTE

Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

#### ETABLISSEMENT FINANCIER

DE PREMIER ORDRE

POUR SA DIRECTION BANQUE

#### LE DIRECTEUR

Age min. 35 a., 5 années d'expérience minimum.  
Le poste s'adresse à un candidat ayant une bonne  
pratique des opérations de marché monétaire et  
des montages de crédit.

Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite et photo  
au n° 7723, « Le Monde » Publicité,  
5, rue des Italiens, 75247 PARIS (9<sup>e</sup>).

## Un nouveau service concernant l'emploi **Le Monde** INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des  
offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde"  
concernant chacune des principales fonctions ou pro-  
fessions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabi-  
lité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent  
ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de  
l'emploi.

#### bon de commande à découper Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

- |  |   |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions<br>multipostes. | <input type="checkbox"/> Direction financière et administrative.                |
| <input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicités.     | <input type="checkbox"/> Comptabilité.  |
| <input type="checkbox"/> Informatique.                                 | <input type="checkbox"/> Personnel formation relations<br>humaines et sociales. |
| <input type="checkbox"/> Production extérieure.                        | <input type="checkbox"/> Direction commerciale vente.                           |
| <input type="checkbox"/> Ingénieurs.                                   | <input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et<br>technico-commerciaux.     |
| <input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche.             |   |

2) Rayer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Nombre de fonctions demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
6 semaines	20	39	57	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	40	78	114	148	180	210	238	264	288	310	330
26 semaines	70	138	199	259	315	368	416	462	504	542	572
52 semaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	990

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le  
nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au  
Siège de la Société de l'abonnement.  
(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire :

"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : \_\_\_\_\_ ou SOCIÉTÉ : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_ TEL : \_\_\_\_\_

Joindre le règlement par ch. bancaire à l'ordre du « Monde » ou ch. postal (CCP4207-23 Paris)

#### Un jugement primaire

On voit AGP Expansion

On ouvre un annuaire

On dit "c'est de l'assurance"...

On pense à la propagande toujours sous-joi-  
mée, parfois irresponsable des médias

et l'on passe à côté  
de la vraie chance

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion

AGP Expansion



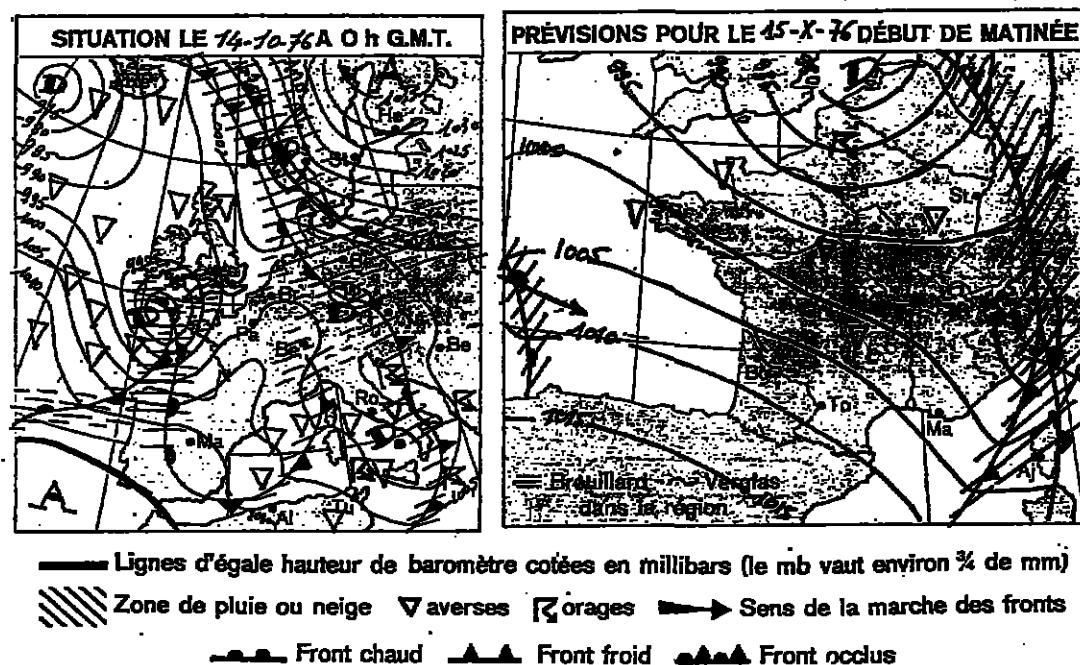




## AUJOURD'HUI

loterie nationale				Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS			
TERMINAL	FINALES et NUMÉROS	GROUPE	SOMMES A PAYER	TERMINAL	FINALES et NUMÉROS	GROUPE	SOMMES A PAYER
1	81 081 11 641	tous groupes	100 F	6	1 036 9 046 11 646	groupe 4 autres groupes	5 000
2	12 402 7 502 9 602 11 642 1 222 36 992 89 332	tous groupes groupe 4 autres groupes autres groupes tous groupes groupe 2 autres groupes autres groupes	100 500 500 500 10 000 10 000 100 000 100 000	7	7 67 357 627 0 477 4 087 8 787 11 647	tous groupes tous groupes tous groupes tous groupes autres groupes autres groupes autres groupes autres groupes	50 150 150 250 5 050 5 050 5 050 5 050
3	3 383 9 193 11 643 41 413	tous groupes tous groupes groupe 4 autres groupes autres groupes	50 500 500 500 100 000	8	798 1 328 7 418 9 898 11 648 9 488 19 488	tous groupes groupe 1 autres groupes groupe 4 autres groupes groupe 3 autres groupes	200 5 000 5 000 5 000 5 000 5 000 10 000
4	884 0 804 1 244 1 894 2 234 2 354 6 634 11 644 38 634	tous groupes groupe 2 autres groupes groupe 3 autres groupes groupe 5 autres groupes tous groupes autres groupes	500 5 000 5 000 5 000 5 000 5 000 5 000 5 000 100 000	9	0 129 0 859 3 239 8 389 11 649 6 470 11 640	groupe 5 autres groupes groupe 2 autres groupes autres groupes groupe 1 autres groupes	5 000 5 000 5 000 5 000 5 000 5 000 5 000
5	0 465 2 965 3 965 4 945 11 645	groupe 5 autres groupes autres groupes groupe 4 autres groupes	5 000 5 000 5 000 5 000 1 500 000	0	76	groupe 1 autres groupes tous groupes	5 000 500 5 000
6	66 366 986	tous groupes tous groupes tous groupes	100 300 200	<b>TRANCHE DE L'AUTOMOBILE</b> <b>TIRAGE DU 13 OCTOBRE 1976</b> <b>PROCHAIN TIRAGE</b> <b>LE 20 OCTOBRE 1976</b> <b>à MALAKOFF (Hauts-de-Seine)</b>			
<b>LOTTO</b> <b>TIRAGE No 21</b> <b>PROCHAIN TIRAGE LE 20 OCTOBRE 1976</b>				<b>NUMERO COMPLEMENTAIRE</b> 35 <b>VALIDATION JUSQU'AU 19 OCTOBRE APRES-MIDI</b>			

## MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 14 octobre à 0 heure et le vendredi 15 octobre à 24 heures :

La profonde dépression, accompagnée de vents soufflant parfois en tempête, qui abordait jeudi matin le sud-ouest des îles Britanniques, se déplacera vers le nord-est en se couplant lentement. La perturbation pluvieuse qui l'accompagne schématisera de traverser nos régions orientales à la fin de la nuit de jeudi et vendredi. Elle sera suivie par de l'air plus instable et un peu plus frais.

Vendredi, après des réchauffements en fin de nuit et au début de la matinée sur nos régions les plus orientales, le temps variable se généralisera. Il sera caractérisé par un ciel assez nuageux, avec cependant des éclaircies passagères. On notera des averses. Ces dernières, qui pourront être orageuses sur le Nord, tomberont sous forme de neige en montagne vers 1 500 à 1 600 mètres. L'après-midi et le soir, le ciel se couvrira de nouveau de la Vendée à l'ouest du Bassin aquitain, où les précipitations, plus faibles, pourront prendre un caractère moins instable.

Des vents d'ouest, soufflant parfois en tempête, persisteront encore le matin du nord de la Loire à la frontière belge, puis ils tendront à faiblir lentement. D'autre part, le mistral et la tramontane s'établiront dans le Midi.

Les températures seront stationnaires ou en légère baisse.

Jeudi 14 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 998 millibars, soit 747,1 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 octobre; le second, le minimum de la nuit du 13 au 14) : Ajaccio, 19 et 11 degrés; Biarritz, 17 et 11; Bordeaux, 19 et 11; Brém, 15 et 10; Caen, 14 et 8; Cherbourg, 12 et 7; Clermont-Ferrand, 12 et 9; Dijon, 15 et 9; Grenoble, 12 et 9; Lille, 16 et 9; Lyon, 13 et 10; Marseille, 15 et 11; Nancy, 12 et 4; Nantes, 16 et 11; Nice, 19 et 12; Paris-Le Bourget, 16 et 11; Pau, 17 et 8; Perpignan, 19 et 10; Rennes, 14 et 9; Strasbourg, 11 et 8; Tours, 12 et 8; Toulouse, 11 et 8; Pointe-à-Pitre, 27 et 20.

Températures relevées à l'étranger :

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 14 octobre 1976 :

**DES DÉCRETS**

● Portant modification du décret n° 61-623 du 17 juin 1961 modifié portant institution d'une prime d'équipement dans les départements d'outre-mer.

● Portant promotions et nominations dans l'armée active.

**UN ARRÊTÉ**

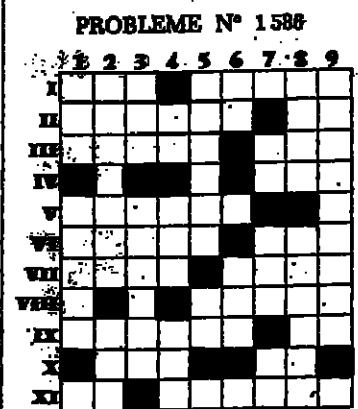
● Portant désignation des membres du Conseil supérieur de la fonction hospitalière.

## Circulation

● Nouvelle voie rapide à la Défense. Une nouvelle voie rapide vient d'être mise en service dans la zone de la Défense, près de Paris. Elle permet d'aller directement du boulevard circulaire au pont de Rouen et à la partie terminée de la rocade A-86.

Alger, 25 et 17 degrés; Amsterdam, 15 et 5; Athènes, 25 et 17; Berlin, 15 et 12; Bonn, 12 et 10; Bruxelles, 15 et 7; Casablanca, 24 et 18; Copenhague, 13 et 9; Genève, 14 et 8; Lisbonne, 23 et 17; Londres, 11 et 9; Madrid, 19 et 10; Moscou, 10 et 7; New-York, 12 et 8; Palma-de-Majorque, 23 et 12; Rome, 22 et 11; Stockholm, 6 et 3; Téhéran, 29 et 16.

## MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT**

1. Rend pesante la couronne; Ornement de tête. — II. L'argent n'a aucun pouvoir sur lui; Se suivent en combat. — III. Bolles de dévotion; Tridons. — IV. Hantais d'anciennes forêts. — V. Peuple non glacé. — VI. Couverts d'une nature très saillante. — VII. Pourvu de découpures saillantes. — IX. Il ne se doutait pas que son invention connaîtrait des développements aussi impressionnants. — X. Ancienne obligation; Ne se présente pas toujours sous le même aspect. — XI. Entraîne aux réformes; Dissimule mal son irritation.

**VERTICALEMENT**

1. Toujours tendre dans le poulx; Connait d'incessants embouteillages. — 2. Totalement déshabillé; Famillière au navigateur grec. — 3. Devait porter le collier plutôt que la barbe; Mettent le feu aux abords d'un palais parfois désert. — 4. Terme musical; Un lieu où l'on fait plus attention à la lettre qu'à l'esprit. — 5. Ont un accent grave; Fait l'objet d'un constat (épilé). — 6. Conjonction; Sortie. — 7. Indique un épanouissement ascendant. — 8. Très accessible; Habitant sur les hauteurs (épilé). — 9. Flot descendant; Bouchées. — 10. Bien en chair (puriel).

**Solution du problème n° 1585**

**Horizontalement**

I. Anges; Ars. — II. Nuits; Les. — III. Un Révé. — IV. Membre; A.R.; Laval. — V. Lapidaire. — VI. II; Ris. — VII. Répète. — IX. Ris. — X. Bois. — XI. Dernier-né.

**Verticalement**

I. Animal; Cid. — 2. Numé; rale. — 3. Gili; Pied. — 4. Etabl; Rédu. — 5. A.R.; Laval. — 6. Rédu; Bé. — 7. Ale; Oise. — 8. Renoir; Rein. — 9. SSE. — 10. Renoir; Rein. — 11. SSE; Repasse.

**Animation**

● Recrutement d'animateurs socio-éducatifs et culturels. — La Fédération française des maisons de jeunes et de la culture (F.F.M.J.C.) reçoit, avant le 31 octobre, les candidatures de ces animateurs qui, après une période de formation professionnelle, prendront la direction d'une maison de jeunes et de la culture.

● F.F.M.J.C., 15, rue La Condamine, 75017 Paris. Tél. 387-20-04.

● Stage de longue durée pour animateurs socio-éducatifs et socio-culturels. — Ce stage, organisé par l'Institut de formation à l'animation, aura lieu du 11 décembre au 31 août 1977. Il est ouvert aux personnes de plus de vingt-cinq ans, ayant cinq ans d'expérience dans le domaine de l'animation et ayant deux années consécutives d'expérience professionnelle salariée. Les stagiaires recevront une formation d'animateur-coordonnateur. Dépôt des dossiers avant le 29 octobre.

● I.F.A., 168 bis, rue Cardinet, 75017 Paris. Tél. 627-35-20.

**Le Monde**

SERVICE DES ABONNEMENTS  
5, rue des Italiens  
75421 PARIS - CEDEX 09 - C.C.P. 4297-23

**ABONNEMENTS**

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	98 F	175 F	252 F	339 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	188 F	355 F	522 F	699 F
ÉTRANGER (par messagerie)				
1. - BELGIQUE - LUXEMBOURG - PAYS-BAS - SUISSE	125 F	230 F	335 F	440 F
2. - ALLEMAGNE - AUTRICHE - DANEMARQUE - GRÈCE - IRLANDE - ISRAËL - ITALIE - JAPON - NORVÈGE - PAYS-BAS - SUISSE - SUÈDE - SUISSE - TUNISIE	163 F	305 F	445 F	590 F

Par voie aérienne, tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en capitaux d'impression.

## RÉGIONS

## L'AGITATION

## « Les autonomistes se trompent »

Le Groupement d'instruction de la légion étrangère (G.I.E.), basé à Corte, vient d'être rapatrié sur le continent. Une compagnie de la légion cantonnée dans le Midi de la France a pris sa relève. Ce mouvement de troupes, constaté au récent drame de Bastia, au cours duquel deux bergers avaient été assassinés par un détachement, s'est déroulé sans incident. A l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée, le 13 octobre, aux questions

« Le groupement d'instruction de la légion étrangère (G.I.E.) vient de quitter Corte. Cette mesure vous paraît-elle satisfaisante pour apaiser les esprits ? »

— Il n'y a aucune incompatibilité d'humeur entre la Légion et la population. L'histoire a voulu que des liens quasi viscéraux se nouent entre les Corses et l'armée, surtout l'armée coloniale dont la Légion fait partie. Le G.I.E. par ses caractéristiques propres, a posé, il est vrai, un problème spécifique. Son départ me paraît de nature à supprimer dans une très large mesure les bavures ou incidents, toujours regrettables et quelquefois lamentables, de ces derniers temps.

« Le départ du G.I.E. doit faciliter un processus de cohabitation qui demandera peut-être la mise en place plus ou moins informelle d'instances de concertation entre les responsables militaires, l'administration locale et les élus concernés, à seule fin de régler des questions liées à la sécurité de la population et de préciser les services susceptibles d'être rendus par la Légion. Les gens sérieux s'accommoderont d'une telle situation.

« Certains condamnent la « laxisme » des pouvoirs publics dans le maintien de l'ordre. D'autres, en revanche, reprochent à ceux-ci leur attitude répressive. »

— Il est dans le comportement collectif des insulaires de soutenir la fermeté dans le maintien de l'ordre, mais de ne pas participer en rien et même de manifester sa solidarité avec les « victimes » de la loi.

« Les responsables de l'autorité, quant à eux, continueront d'appliquer la loi républicaine, en tenant compte des motivations et des aspects d'opportunité qui peuvent nécessiter un traitement des circonstances. Il n'est pas douteux, par exemple, que l'émotion collective profonde qu'a engendrée le drame de Bastia justifiait une approche particulière des remous qui l'ont suivi.

## A PROPOS DE...

## UNE TAXE SUR LES PLAISANCIERS D'ARCACHON ?

## L'huître et le touriste

A l'occasion de l'assemblée générale du Syndicat intercommunal du bassin d'Arcachon (SIBA), à laquelle il participait en tant qu'adjoint au maire de Gujan-Mestras (Gironde), M. Paul Cortier, président de la fédération ostréicole du bassin d'Arcachon, a demandé qu'une étude soit engagée afin de faire participer financièrement aux travaux d'assainissement du bassin les propriétaires de bateaux de plaisance.

Pour le président des ostréiculteurs, plusieurs raisons justifient cette mesure. — Par souci d'équité et de justice, déclarait-il, il faut penser à la participation raisonnable de tous, y compris les propriétaires de bateaux de plaisance. De toute façon, l'assainissement sera plus difficile à supporter par des administrés qui ne sont pas limités que par ceux qui possèdent des bateaux, parfois d'un prix élevé, pour leurs loisirs. De plus, il est irréaliste que les bateaux de plaisance soient des sources de pollution et de gêne de navigation pour les professionnels. Le fait de participer financièrement à l'assainissement du bassin devrait mettre plus à l'aise les propriétaires de ces bateaux et mettre un terme au conflit qui les oppose aux riverains. Enfin, le SIBA est toujours à la recherche de recettes nouvelles.

Cette affaire montre une fois de plus que la coexistence entre le tourisme et les activités traditionnelles reste difficile dans des lieux aussi fréquentés que l'est le bassin d'Arcachon et qu'il est nécessaire de l'aménager « juridiquement et financièrement ».

Bien entendu, la demande de M. Cortier n'a pas fait l'unanimité au SIBA, où les ostréiculteurs ne sont pas représentés en tant que tels. Le syndicat intercommunal s'est contenté de réserver son jugement jusqu'à ce que l'autorité de tutelle ait donné son avis sur la question.

Cette affaire montre une fois de plus que la coexistence entre le tourisme et les activités traditionnelles reste difficile dans des lieux aussi fréquentés que l'est le bassin d'Arcachon et qu'il est nécessaire de l'aménager « juridiquement et financièrement ».

## Faits et projets

**Qualité de la vie**

● AU COMITÉ NATIONAL DE L'EAU. — M. Claude Coublé, député (R.) de Meurthe-et-Moselle, vient d'être nommé président du Comité national de l'eau par M. Vincent Auzquier, ministre de la qualité de la vie. M. Coublé remplace dans ses fonctions, M. René Pélissier, ancien député. Le Comité national de l'eau est un organisme consultatif placé auprès du gouvernement et créé par la loi sur l'eau de 1964.

**P.T.T.**

● UN CABLE SOUS-MARIN FRANCE-LIBYE. — Un accord vient d'être signé entre les P.T.T. et la Corporation libyenne des postes et télécommunications pour la réalisation

d'un câble sous-marin de quatre cent quatre-vingts kilomètres entre Marseille et Tripoli. Mis en service en 1978, ce câble permettra de satisfaire les besoins de circuits téléphoniques entre la Libye et les pays européens.

**Transports**

● UN NOUVEAU PATRON À LA F.N.T.R. — M. François de Bréville, membre du Conseil supérieur des transports routiers (F.N.T.R.), a succédé à M. Edmond Renaud, sortant à la retraite, qui occupait ce poste depuis 1962. (Né en 1916, M. de Bréville est administrateur de nombreuses sociétés de transport, membre du Conseil supérieur des transports, ancien président délégué de la F.N.T.R., vice-président d'honneur de l'Association française des transports routiers internationaux.)

100-11-1520



501 61 100

## RÉGIONS

### EN CORSE, APRÈS LES ÉVÉNEMENTS DE CORTE

mais je les aime bien, car ils aiment leur pays», nous déclare M. Jean Riolacci

au gouvernement, M. Raymond Drouine (député réformateur de la Sarthe), après avoir rendu hommage à la légion étrangère, a demandé ce que le gouvernement compte faire pour la défendre contre les attaques dont elle est l'objet. Dans sa réponse, M. Yvon Bourges, ministre de la défense, a indiqué que «le gouvernement, considérant comme irremplaçables les services rendus par la légion, n'a pas l'intention de modifier en quelque façon que ce

soit son statut». La Légion, a-t-il conclu, «a la confiance du pays. Elle a la confiance du gouvernement».

Le Front de libération de la Corse (F.L.D.C.) continue de revendiquer de nombreux attentats commis dans l'île. A ce propos, l'Électricité de France a tenu à avertir la population des «très graves dangers» que leur fait courir la chute de câbles électriques, entraînés par les plasticages répétés de la ligne de

200 000 volts qui relie la Sardaigne à l'Italie.

Sur le terrorisme clandestin, le mouvement autonomiste l'Association des patriotes corses (A.P.C.) vient de préciser sa position. «La motivation patriotique, si sincère soit-elle, déclare-t-elle, ne peut pas justifier des actes de violence irresponsables et inutiles, qui créent le risque mortel d'affrontements fratricides et apportent au pouvoir un alibi facile dans son entreprise de répression».

M. Jean-Etienne Riolacci, qui doit notamment à ses origines insulaires d'avoir été nommé préfet de la région Corse au mois d'août 1975, après les tragiques événements d'Aléria et de Bastia, expose dans l'entretien qu'il nous a accordé, son point de vue sur la situation de l'île au lendemain d'un été quelque peu agité et à la veille d'importantes échéances électorales.

«Cela dit, il y a des moments dans une société polie où les procédures judiciaires suivent leur cours, indépendamment de tout contexte local et même — il faut s'en réjouir — du point de vue du préfet.

— Une partie de l'opinion publique insulaire, notamment les jeunes, estime que les élus défendent mal les intérêts de la Corse. Est-ce un mauvais procès ?

— Je ne peux taire ma surprise

de voir une partie de la presse reprendre complaisamment le thème de l'inefficacité des élus. Disons d'abord que ces élus sont dans leur ensemble foncièrement honnêtes car, en Corse, on ne s'enrichit pas par l'élection, bien au contraire.

«Cela dit, et sans prendre une partie des comportements individuels justement contestés, le bilan de l'action des élus de la Corse peut supporter la comparaison avec celui des élus d'autres régions de France.

«Des élus ont lancé un audacieux programme de rénovation des infrastructures routières, dont on voit les effets ; ils ont mis au point un audacieux système de quadrillage en matière de lutte contre l'incendie, dont l'été 1976 a montré l'efficacité ; ils ont créé et soutenu un parc régional, considéré comme un modèle du genre puisque associant la préoccupation de sauvegarde et le souci de revitalisation ; ils ont réussi, malgré la pression quotidienne de l'événement, une profonde transformation administrative, débouchant à la fois sur la création d'une région dotée de moyens et définissant sa politique et sur la mise en place de deux départements rapprochant les décisions du citoyen. Et tout cela en un an seulement.

«Sur les grands problèmes que sont la rénovation rurale de l'intérieur de l'île, la situation de l'emploi, la réorientation nécessaire de la Société de mise en valeur agricole de la Corse (S.O.M.V.A.C.), trop longtemps cantonnée dans la plaine orientale, un redéploiement de l'expansion touristique à l'égard du gigantisme, les élus ont inlassablement fait progresser les thèses que les pouvoirs publics prennent aujourd'hui en compte.

«Leur rôle est prépondérant dans tous les organismes publics appelés à promouvoir le développement de l'île, qu'il s'agisse de l'université, de la S.O.M.V.A.C. et, demain, d'une grande société régionale d'aménagement. De ce fait, au-delà des défaillances individuelles toujours possibles, l'honnêteté intellectuelle exclut le prétendu constat d'échec.

#### «Riolacci fora»

— La suppression du vote par correspondance est-elle suffisante pour décourager la fraude électorale ?

— La suppression du vote par correspondance signifie la suppression des comportements collectifs faciles et dilués à la responsabilité du fraudeur. Tout laisse à penser que certains phénomènes de fraude extravagante et massive sont désormais exclus. Dire que le vote par procuration est à l'abri des manipulations marginales serait sans doute faire injure à la capacité imaginative de certains de mes compatriotes.

«On a pu déceler ici ou là de subtils errements qui justifient une attention particulière. Les services compétents étudient au

plan réglementaire la possibilité de verrous supplémentaires. Mais il faut insister sur le fait que, dans le cadre de la nouvelle législation, les fraudes éventuelles seront patentes et caractérisées, appelant donc la sanction exemplaire de la loi.

«Reste à combattre le gonflement anormal de certaines listes électorales. A ce propos, il faut avoir le courage de dire que la «bonne volonté» des maires et l'action éventuelle du juge n'y suffiront pas. Il faudra aussi compter sur la vigilance du citoyen car — chacun le sait en Corse — il peut arriver que tel qui dénonce la fraude en général la tolère dans son village et pour ce qui le concerne.

«Souhaitons que ces mouvements vers l'assainissement des mœurs électorales permettent prochainement l'accès aux responsabilités communales d'élus neufs et suppriment en tout cas l'alibi que la «fraude» offre à certains pour fuir le débat des urnes. Il est d'ailleurs significatif de voir certains milieux invoquer la pression morale du «service rendu» pour rejeter à l'avance le verdict du suffrage.

«Comment expliquons-nous que les autonomistes récla-

ment aujourd'hui notre départ, alors qu'ils permissent d'être tout au moins, l'an dernier, de la nomination d'un préfet corse en Corse ?

— Au cours de mes randonnées je vois sur des murs des inscriptions «Riolacci fora» (Riolacci, dehors). Elles ne me laissent pas indifférent, même si elles ne m'impressionnent pas. Inutile de dire qu'à ce degré de ressemblance cette personnalisation du pouvoir... Alors l'explication ? Peut-être suis-je tout simplement antipathique aux auteurs de ces graffiti, à moins que ne se glisse dans leur esprit une autre idée : celle qu'il est parfois plus commode de «dialoguer» avec un préfet continental.

«Soyons clair : les autonomistes se trompent, mais je les aime bien car ils aiment leur pays. J'ai cependant le devoir, au poste que j'occupe, de limiter la part de l'affectivité. De là vient sans doute le malentendu. Je ne suis pas l'ambassadeur de l'État, expression démocratique région, mais le représentant de la communauté française.

Propos recueillis par JACQUES DE BARRIN.

#### UNE ÉMISSION DE TF1

### Les bergers d'aujourd'hui dorment dans des draps

Ajaccio. — «Nous en avons assez de toute cette littérature qui, à l'extérieur, laisse croire que notre pays est à feu et à sang, et que nous prenons un malin plaisir à tenir ainsi le devant de l'actualité», protestait une Ajaccienne.

Il fallait remettre les choses à leur place, donner la parole à des Corses de la base, présenter l'île — enfin — sous son vrai jour, sans idées préconçues, «les mains dans les poches».

Voilà qui est fait, et plutôt bien fait, avec la diffusion, le mercredi 13 octobre, à TF 1, du film de Joseph Pelli, «Pas trop de clichés ni de contre-vérités», commente un insulaire. «C'est la première fois qu'à la télé on essaie d'aborder au fond la question corse. Un peu rapide peut-être, mais très instructif pour l'opinion publique

continentale si habile à nous brocarder».

Un cas, la Corse ? Allons donc ! Pourquoi diable l'île échappait-elle, aux séductions, voire aux allégations du monde moderne ? Ici les filles s'efforcent dans les bars, alors que leurs mères et grand-mères bataillaient la ligne et cuisinaient le pain. Ici «les bergers, aujourd'hui, couchent dans des draps», alors qu'avant la guerre ils dormaient à la dure sur des sacs de paille. Ici «l'argent devient une fin», la violence et le racisme une tentation. Ici «les jeunes ont bien évolué, puisqu'ils veulent rester au pays». Ici les gens en mal d'identité culturelle s'accrochent à leur langue. Ici la population est préoccupée par la question religieuse, mais pas tellement pratiquante. Ici... comme partout ailleurs.

#### «Faire confiance aux insulaires»

Une certaine Corse paraît en voie de disparition : «Plus de vieilles, chacun chez soi. Dans un siècle, y aura-t-il encore des troupeaux ?», s'interroge un berger. La vie facile aujourd'hui ? «Les femmes sont heureuses, elles touchent des allocations». A voir. L'acier la Corse ? «Pour rien au monde, promet une jeune Cortinaise, «qu'elle à garder des brebis».

«La quasi-totalité des jeunes de vingt à trente ans partent nos idées», affirme tout de go un autonomiste. La raison ? «La Corse colonisée». Un point c'est tout. Voyez les «pieds noirs» : «Ca c'est un problème. Et les aïeux ? Mieux vaut ne pas s'y attarder, c'est trop triste». Au bout du compte, la violence : «On nous a trop leurrés». Ceux du continent — en l'occurrence ceux du Val-de-Marne — se disent «entièrement solidaires». De quoi ? On ne sait pas trop au juste.

Aléria et les morts inutiles. Cette vieille femme devant la caméra ne comprend pas très bien. «Autrefois, il y avait les bandits d'honneur. Eux, franchement, c'était autre chose : ils portaient bien leur nom... Et puis n'exagérons rien : la Corse n'est

plus tout à fait abandonnée à son sort», note le maire de Sermano.

Pas d'erreur possible : la Corse est bel et bien française et entend le drapeau. Le film, honnête et courageux, de Joseph Pelli, en prend acte. «Pelli ne recherchait rien d'autre que la protection d'un grand pays libéral», raconte un historien. Cette appartenance, l'île l'a payée cher. «Voyez nos monuments aux morts, vingt-huit mille victimes à la Grande Guerre : c'est affreux». Plus près de nous encore, Fred Scamaroni et Jean Nicoli, d'authentiques résistants morts pour que vive la France. Aujourd'hui, enfin, les autonomistes — même eux — se disent «profondément Français». «Il est heureux que les continentaux sachent ainsi notre fidélité sans défaillance à la France», se félicite un téléscripteur ajaccien : «La Corse, ce n'est pas l'Algérie». «Faire davantage confiance aux insulaires que par le passé», conclut le président de l'université de Corte, «et tout ira beaucoup mieux».

On voudrait le croire.

J. J. B.

## Paris

### Caves humides autour des Halles

M. Pierre-Charles Krieg, député U.D.R., conseiller de Paris, s'est inquiété des perturbations qu'apportent au quartier les travaux des Halles. Les caves de certains immeubles du quartier ont vu leur taux d'humidité augmenter considérablement et la R.A.T.P. a dû protéger les usagers de la station Halles de l'eau qui s'y infiltrait. La nappe phréatique qui se trouve sous le «trou» est-elle à l'origine de ces incidents ?

En ce qui concerne les caves, les responsables de la Société d'économie mixte d'aménagement des Halles (SEMHA) sont catégoriques : «La nappe phréatique se trouve à 15 mètres en sous-sol, expliquent-ils, bien au-dessous du niveau des caves, elle ne peut être incriminée en la circonstance ; d'autre part, elle fait l'objet d'une double surveillance de la part de la SEMHA et de la R.A.T.P. Reste à découvrir la cause de ces incidents.

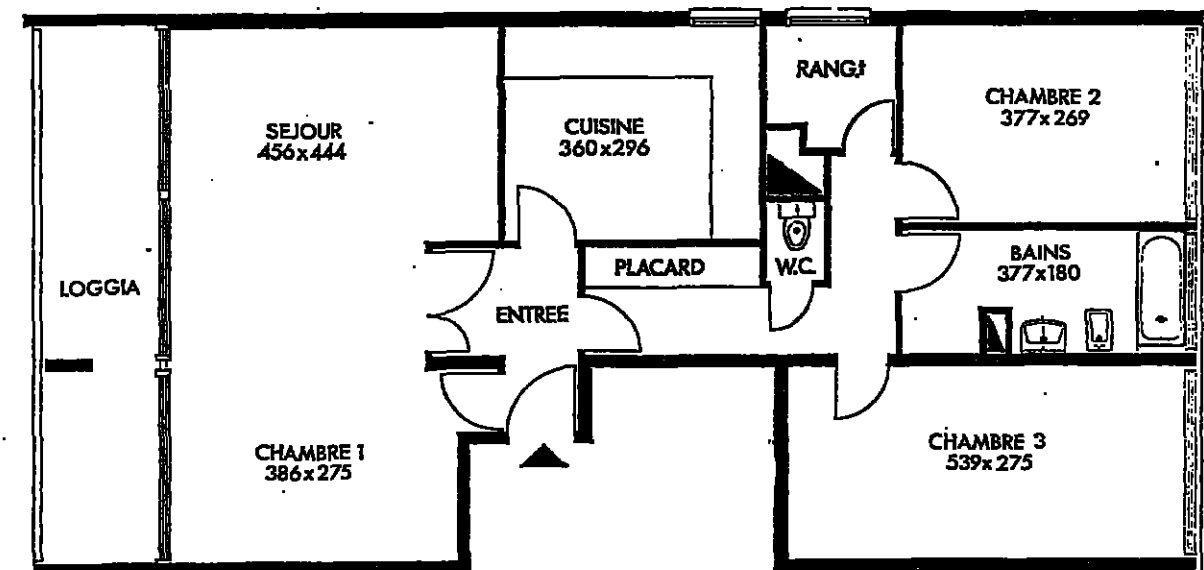
En revanche, la station de métro Halles se trouve toute

proche de la nappe souterraine. Les travaux de déviation de la ligne 4 (porte d'Orléans-porte de Clignancourt) qui aboutiront à modifier l'emplacement de la station Halles, ont causé quelques difficultés : «La pression de l'eau à l'intérieur des terrains avait augmenté», disent les techniciens, et «l'eau s'infiltrait dans la station ; nous avons étayé le tunnel pour rétablir la situation et protégé les usagers par des bâches. Si cela ne suffit pas nous pompions la nappe comme nous le faisons à la station Saint-Michel, où se pose le même problème. Mais nous ne comptons pas entamer des travaux d'urgence puisque la station sera définitivement fermée le 1<sup>er</sup> octobre 1977».

Une affaire à suivre quand on se souvient des difficultés que les ingénieurs de la R.A.T.P. ont rencontrées en certains endroits lorsqu'ils ont creusé le tunnel du R.E.R. et qui s'expliquaient par une connaissance insuffisante du sous-sol de la capitale.

## AU VERGER DE MARLY

### le vrai confort à 4.000 F le m<sup>2</sup>, ferme et définitif

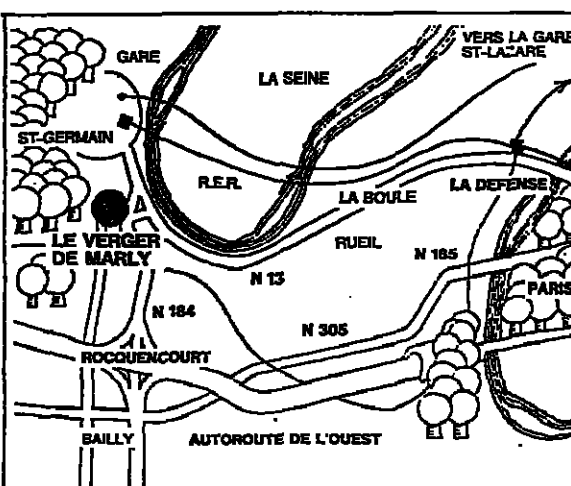


Des studios et des appartements du 2 au 6 pièces dans de petits immeubles autour de 20.000 m<sup>2</sup> de jardins.

Pour se rendre au VERGER DE MARLY, c'est très simple :

Par le Pont de Saint-Cloud. Par le Pont de Neuilly. Par le Pont de Suresnes. Mais aussi, par le R.E.R. (à St-Germain) et le train gare St-Lazare, la gare de Marly est à 750 mètres.

TYPE D'APPARTEMENT	SURFACE	PRIX MOYEN
3 PIECES	71 m <sup>2</sup> + 13 m <sup>2</sup> de loggia	281.000 F
4 PIECES	85,50 m <sup>2</sup> + 13 m <sup>2</sup> de loggia	335.000 F
5 PIECES	103,50 m <sup>2</sup> + 13 m <sup>2</sup> de loggia	403.000 F



Bureau de vente sur place : Av. Amiral Lemonnier à Marly le Roi, tous les jours de 14 h à 19 h (sauf mardi), samedi et dimanche de 10 h à 19 h ou GEFIC - ALM. 98-98.



REALISATION  
SEPTIMO LA HENIN



RENDREMENT ET VENTE  
GEFIC ALM. 98.98

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## INDUSTRIES MÉCANIQUES

### LES FABRICANTS DE BIENS D'ÉQUIPEMENT S'INQUIÈTENT

Les responsables de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux, qui regroupe soixante-quatre familles professionnelles, emploie six cent quatre-vingt mille personnes environ et réalise un chiffre d'affaires annuel de près de 80 milliards de francs, dont 41 % à l'exportation, sont moroses. Les mois à venir s'annoncent difficiles. Si, en effet, l'activité de certaines branches telles la transformation des métaux ou l'optique et la mécanique de précision est satisfaisante, si n'en va pas de même dans le secteur des biens d'équipement, de loin le plus important.

Les fabricants de biens d'équipement sont confrontés à un double problème. Au plan intérieur, ils sont touchés de plein fouet par la stagnation de l'investissement qui frappe tous les secteurs, y compris le leur. À l'extérieur, les exportations, satisfaisantes pendant le premier semestre, risquent fort de se ralentir, en raison tout à la fois du ralentissement des investissements constatés dans tous les pays industrialisés, de l'endettement croissant des pays de l'Est... et de l'agressivité des industriels japonais, qui n'hésitent pas à pratiquer des prix qualifiés par un des intervenants de « kamikazes ».

Le plus préoccupant est sans doute que depuis quelques mois certains constructeurs européens, allemands en anglais notamment, ont tendance à s'aligner sur ces prix.

Les fabricants de biens d'équipement plaident donc en faveur d'une politique globale de soutien à l'investissement, politique qui devrait comporter outre des aides spécifiques une relance de l'investissement du secteur public, qui pourrait avoir un effet d'entraînement non négligeable. Faute de mesures rapides et efficaces, les industriels n'excluent pas totalement le risque de licenciements.

## AU PÉAGE-DE-ROUSSILLON (Isère)

### La situation « aberrante » des salariés de Rhône-Poulenc-Textile

De notre correspondant régional

Lyon. — La circulation sur la R.N. 7, à hauteur du Péage-de-Roussillon (Isère), a été perturbée, mercredi 13 octobre, pendant une heure et demie, par une manifestation regroupant selon les organisateurs deux mille cinq cents personnes, salariés de Rhône-Poulenc-Textile (R.P.T.) et adhérents de nombreux partis, groupements ou associations de l'agglomération péageoise.

Cette action était destinée à attirer une fois de plus l'attention de l'opinion et des pouvoirs publics sur la situation du personnel de l'usine du groupe R.P.T. dont l'activité est arrêtée depuis le 22 septembre dernier.

C'est dans le cadre d'une restructuration générale de ses fabrications, et pour cause de rentabilité insuffisante que le groupe Rhône-Poulenc a décidé de mettre fin à la production du fil d'acétate qu'il était seul à fabriquer en France.

L'arrêt de la filature entraînerait la suppression de cinq cent quatre-vingt-dix emplois. Après des débats à la retraite et des reclassements, la direction de R.P.T. demandait à la direction départementale du travail et de la main-d'œuvre l'autorisation de licencier quatre cent vingt et une personnes (1). L'autorisation qui lui fut donnée alors était assortie d'une obligation pour R.P.T. d'assurer le reclassement de tout le personnel. Dès le 5 août, la direction déposait un recours auprès du ministre du travail. Mais elle n'a pas attendu le 5 décembre (date limite à laquelle devait être connue la décision ministérielle) pour mettre fin aux activités de la filature.

Le désarroi du personnel est réel. N'étant pas licenciés (l'inspection du travail considère en effet qu'ils sont victimes d'une suspension unilatérale du contrat

de travail par leurs employeurs), les ouvriers ne peuvent prétendre aux indemnités prévues dans le cadre d'un chômage économique. De son côté, la direction de R.P.T. ne voit en eux que des « licenciés », et si elle s'est engagée à leur verser pendant deux quatorzaines l'équivalent de 80 % de leur salaire, elle paraît décidée à ne pas prolonger cette assistance au-delà.

Le 28 octobre, la situation, qualifiée déjà d'« aberrante » par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., risque donc de devenir explosive pour des salariés qu'officiellement les pouvoirs publics considèrent comme étant toujours en activité professionnelle, alors que chaque matin, depuis plus de quinze jours, ils ne retrouvent que des ateliers fermés.

À l'occasion de la journée d'action organisée mercredi par solidarité avec le personnel de R.P.T., une partie des ouvriers de l'usine Rhône-Poulenc-Industrie, qui emploie deux mille sept cent cinquante personnes, a défilé de 9 h. 30 à 13 heures. Dans cet établissement, en effet, un atelier produisant du rhodol et employant quatre-vingts personnes aurait, selon les syndicats, cessé sa production. — B. E.

(1) De nouveaux reclassements ou départs volontaires étant intervenus depuis cette date, le nombre des salariés licenciés de Rhône-Poulenc serait aujourd'hui de trois cent soixante-dix-sept.

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### Grève à La Hague

La Fédération de la métallurgie C.F.D.T. a lancé mercredi 13 octobre un cri d'alarme contre les risques de privatisation du secteur nucléaire et a apporté son soutien à la lutte des salariés des usines de La Hague et de Miramas, respective-

ment en grève depuis les 16 et 20 septembre. La C.F.D.T. compte demander au gouvernement une rencontre « au plus haut niveau » pour débattre des problèmes du Commissariat à l'énergie atomique.

## LA CROISADE DES O.S. DE L'ATOME

De notre envoyé spécial

seule usine à traiter certains combustibles irradiés.

Depuis le 16 septembre, il faut donc stocker ceux-ci dans des installations adéquates. Seulement, la place y est mesurée, d'où, à l'avenir, un risque d'engorgement de la chaîne nucléaire et une possible

### Un affreux malentendu

L'intersyndicale a établi son quartier général à quelques kilomètres de l'usine, dans l'arrière-salle d'un presbytère. Un lieu tout indiqué pour une grève qui se donne volontiers des allures de croisade. « Au départ, note Jean-Pierre Lhermitte, délégué du personnel, nous ne voulions que défendre nos intérêts catégoriels. Puis, très vite, en réfléchissant, nous avons compris que nous nous battons pour toute la région, et même au-delà, contre une politique gouvernementale de braderie du secteur nationalisé de l'industrie nucléaire. »

À l'origine du conflit, un décret de l'été 1975 transformant la direction des productions du Commissariat à l'énergie atomique, dont dépend l'usine de La Hague, en une société filiale de celui-ci baptisée Cogema. Les syndicats s'opposent aussi à cette transformation : d'abord parce que, selon eux, en abandonnant la C.E.A. pour la Cogema, les huit mille salariés de la direction des productions allaient devoir renoncer à la plupart des avantages sociaux acquis par leurs luttes syndicales. Les discussions traînaient jusqu'à la rentrée des dernières vacances, moment que choisit la Cogema pour envoyer une lettre d'ambasche individuelle à chacun des agents de la direction des productions.

Alors que dans la plupart des autres centres du C.E.A. la mutation se passe sans incidents, à La Hague c'est le bras armé de combat. Le 16 septembre, les ouvriers occupent symboliquement l'usine et en bloquant le fonctionnement. « Nous tenons pour beaucoup de raisons à conserver le statut d'agents du C.E.A. », explique Jean-Pierre Lhermitte. Par exemple parce qu'il nous garantit un préavis de dix-huit mois en cas de licenciement collectif.

### Une bataille au finish

Lesquels ? — Pechiney-Ugine-Kuhlmann (P.U.K.) ou Creusot-Loire par exemple pourraient entrer dans la Cogema, disent les syndicalistes, qui ajoutent : « Vous voyez P.U.K. à La Hague ? P.U.K. le champion du profit sur le dos des travailleurs, P.U.K. le roi de la pollution industrielle ? Peut-on imaginer un seul instant que P.U.K. prenne en charge notre usine atomique ? Quelle catastrophe pour nous et pour toute la région ! Déjà, le C.E.A., une société nationalisée, fait juste ce qu'il faut pour la sécurité. Alors un groupe mis par la recherche du profit maximum, pensez donc ! Voilà pourquoi, demain, les habitants du Cotentin seront avec nous. »

L'intersyndicale s'est préparée à livrer une bataille au finish. Son espoir, on l'a dit, est de bloquer l'usine assez longtemps pour qu'il n'y ait plus de possibilité de stockage des combustibles irradiés, ce qui obligerait la direction du C.E.A. à céder. En attendant, il faut tenir financièrement. Aussi, sur les conseils de l'intersyndicale, les employés du centre non affectés aux opérations de production ont repris le travail le lundi 10 octobre moyennant l'engagement écrit de reverser la moitié de leur salaire au personnel qui, en restant en grève, continue de paralyser l'usine.

Chaque soir, les dirigeants syndicaux s'en vont aussi, de salle paroissiale en salle paroissiale, alerter les populations avoisinantes sur les dangers et servitudes du nucléaire, film à l'appui. Bien sûr, à ce rythme, les bilans d'indignation et de condamnation en milieu nucléaire n'auront plus de secret pour les bonnes gens du Cotentin. On se bat aujourd'hui au-dessus de leur tête à coup de doses en rem et de mini-doses en millirem.

Les syndicats veulent ainsi prouver (1) Les salaires de retraitement des combustibles irradiés ont pour rôle de « faire le lit » des malheurs fiscaux qui sortent des centrales nucléaires. Les opérations vont du découpage des charges utilisées dans les réacteurs à la récupération, après une série de traitements chimiques, de certains produits réutilisables, dont le principal est le plutonium. Les risques, élevés, sont essentiellement ceux de la contamination radioactive de l'environnement et, surtout, des personnes, qu'ils soient des doses de rayonnements, assez fortes. En milieu radiocivil, la moindre intervention humaine quant considérablement les tâches les plus simples.

HAUSSE DE LA CONSOMMATION DES PRODUITS PÉTROLIERS AU MOIS DE SEPTEMBRE. — La consommation de carburant automobile (essence ordinaire et super) a continué d'augmenter en France en septembre. Avec 1 460 000 tonnes, cette consommation est en hausse de 2,7 % par rapport à septembre 1975. Pour les neuf premiers mois de l'année, cela représente une augmentation de 6,3 %. En septembre, la consommation de gaz-oil (11,2 % de janvier à septembre) et de fuel lourd (8,7 % pour le seul mois de septembre).

## Choisir un matériel de photocopie aux performances de pointe, c'est indispensable pour un club de football. Car qui veut gagner ne doit rien négliger.

Un club de football ne peut pas gagner à long terme s'il perd de l'argent. Il faut une bonne organisation pour gérer les dépenses et les recettes d'argent. Et pour que cette organisation soit bonne, il faut un matériel de photocopie sûr. Dans la gamme de copieurs Océ, vous trouverez la réponse adéquate à vos besoins et à votre budget.

Vous écoutez avec attention, analysez vos besoins,

et vous conseillez, voici comment Océ traite ses affaires. Et c'est sans doute pour cela qu'en matière de reproduction, la compétence d'Océ est reconnue dans toute l'Europe et même au-delà. Enfin, même si vous ne gérez pas un club de football, Océ peut de toute façon vous aider à gagner la partie.

Marquez un but. Choisissez Océ.



## Océ : un choix raisonnable.

Tous procédés de reprographie  
Océ-Photosia S.A. 27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35  
Bordeaux - Grenoble - Lille - Lyon - Marseille - Nancy  
Nantes - Rouen - Strasbourg - Toulouse



HAUSSE DE LA CONSOMMATION DES PRODUITS PÉTROLIERS AU MOIS DE SEPTEMBRE. — La consommation de carburant automobile (essence ordinaire et super) a continué d'augmenter en France en septembre. Avec 1 460 000 tonnes, cette consommation est en hausse de 2,7 % par rapport à septembre 1975. Pour les neuf premiers mois de l'année, cela représente une augmentation de 6,3 %. En septembre, la consommation de gaz-oil (11,2 % de janvier à septembre) et de fuel lourd (8,7 % pour le seul mois de septembre).



150

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## DEUX RAPPORTS SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

### L'ONU : les limites de la croissance sont plus politiques que physiques

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — Le secrétaire des Nations unies a publié, le 13 octobre, une étude menée sous la direction du professeur Leontief, prix Nobel, sur « l'avenir de l'économie mondiale ».

A l'heure où l'établissement d'un nouvel ordre international est l'objet, dans la plupart des organisations onusiennes et au sein de la conférence Nord-Sud à Paris, d'après discussions et de réactions serrées, cette étude est, en utilisant pour la première fois la technique économique élaborée par Wassily Leontief, d'expliquer mieux que cela n'avait été fait jusqu'ici l'extraordinaire complexité des problèmes de l'économie mondiale.

L'étude, qui se place à un point de vue strictement économique, tranche nettement sur le pessimisme qui a emporté les travaux menés ces dernières années sur les problèmes alimentaires, démographiques et écologiques. Selon elle, malgré l'accroissement de la consommation de biens matériels, les ressources disponibles pourront satisfaire la de-

mande dans le cadre d'une expansion rapide. La pollution pourra être contrôlée à un prix qui ne gênera pas sérieusement cette expansion. Enfin, les obstacles à la croissance de l'économie mondiale sont « politiques, sociaux, institutionnels plutôt que physiques ».

Toutefois, l'étude apparaît pessimiste en ce qui concerne la possibilité de combler le fossé qui sépare le revenu par tête des pays industriels de celui des pays en voie de développement. Même si le taux de croissance assigné par la stratégie internationale pour le développement pour la période 1971-1980 est atteint et maintenu jusqu'en l'an 2000, ce fossé demeurera aussi profond qu'il l'était en 1970.

Pour le réduire de moitié, le taux de croissance du tiers-monde devrait être de 6,8 % par an, tandis que celui des pays avancés ne devrait pas dépasser 3,6 % (au lieu des 4,5 % prévus).

Pour combler ce fossé, des changements très importants devront intervenir dans les pays en développement et dans l'ordre économique mondial. Ainsi les problèmes posés par la balance des paiements affecteront très sérieusement la croissance de nombreux pays défavorisés au cours des vingt-cinq prochaines années, à moins qu'une série de réformes audacieuses ne soient adoptées dans le commerce international, le système monétaire, l'aide et les prix.

LOUIS WIZNITZER.

### LE CLUB DE ROME : chaque région doit d'abord compter sur elle-même

Après *the Limits of the Growth*, mal traduit en français par *Halte à la croissance*, qui vint en 1972 inquiéter un monde qui se croyait alors en perpétuelle expansion, après *Stratégie pour demain*, qui parut deux ans plus tard dans une conjonction toute différente (le *Monde* du 8 mars 1974 et du 29 novembre 1974), le Club de Rome présente, le 19 octobre, un troisième rapport, *RIO* (1), qui est bien différent des deux premiers.

Ceux-ci dessinaient des avenirs possibles : une analyse des données économiques et démographiques actuelles conduisait, par l'utilisation de modèles mathématiques fort complexes, à des prévisions pessimistes sur le futur de l'humanité. Le troisième rapport ne fait appel à aucun ordinateur, il est plutôt une œuvre de réflexion sur le possible. Après le cri d'alarme du premier rapport, quelque peu atténué mais aussi précisé — par le second, *RIO* ne cherche plus à enfoncer le clou. Il propose des solutions pour soigner l'abcès.

Principalement rédigé par le prix Nobel d'économie Jan Tinbergen, *RIO* comporte trois parties, suivies d'annexes techniques. La première cherche à démontrer que l'actuel ordre économique augmente toujours le déséquilibre

entre nations riches et nations pauvres, les premières s'enrichissant de plus en plus, les secondes devenant toujours de plus en plus pauvres — les raisons démographiques jouant un rôle essentiel dans cette paupérisation.

La partie suivante aborde l'essai, quelque peu utopique, mais nécessaire de la définition d'un ordre économique plus juste. Mais c'est sans doute la troisième partie qui sera jugée la plus intéressante. Elle recense un grand nombre de propositions d'action. Le principe unificateur est la peu traduisible « self-reliance », le fait que chacun doit d'abord compter sur lui-même. En particulier chaque grande région du globe doit assurer son équilibre alimentaire si elle veut éviter des catastrophes.

L'objectif de cet ensemble de propositions — dont il reste à savoir s'il est applicable — est d'inverser le mouvement analysé en première partie, et de ramener l'écart de niveau de vie entre pays riches et pays pauvres de 1 à 4 alors que le rapport estime qu'il est actuellement de 1 à 13.

(1) *RIO* est un sigle pour « Reshaping International Order » (Remodeler l'ordre international). Il sera publié le 19 à Rotterdam et discuté par le Club de Rome le 23 octobre, à Alger.



**Valais-Suisse**  
A THYON 2000 sur Sion, ambiance exclusive, tout pour satisfaire vos besoins: santé, plaisirs et joies. En été comme en hiver. Promenades, tennis, piscine, etc. Ski sur 4 vallées. Vue panoramique 320°. Ensoleillement unique. Accès de Sion (arrêt du train TEE Paris-Milan et aéroport).  
La seule station avec circulation automobile souterraine!  
Studios, appartements 2, 3, 4, 5 et 6 p. à partir de FS 68.000.-  
Service de location à disposition de chaque propriétaire  
**VENTE AUX ÉTRANGERS AUTORISÉE**  
Venez nous rendre visite ou écrivez-nous!  
**THYON-PROMOTION SA**  
CH-1973 Thyon (Suisse) · Tél. 38 363 OURST CH

### QUESTIONS ORALES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### M. Durafour : l'échelonnement du paiement de la taxe d'habitation est à l'étude

Au cours de la séance consacrée, le 13 octobre, aux questions de gouvernement à l'Assemblée nationale, M. Vincent Porelli (P.C., Bouches-du-Rhône) est intervenu en faveur du relèvement de l'exonération des imôts locaux au bénéfice « des personnes âgées de plus de cinquante-cinq ans, qui ne paient ni l'impôt d'Etat et de son extension à tous ceux qui, sans être âgés de cinquante-cinq ans, ont des ressources si faibles qu'ils ne tiennent pas d'impôt sur le revenu, ou pour autrui être titulaires de l'allocation du Fonds national de solidarité ».

M. Durafour, ministre délégué, chargé de l'économie et des finances, a rappelé que cette exonération subissait pour les personnes âgées qui se trouvent dans la situation difficile — notamment quand elles remplissent les conditions d'octroi de l'allocation du Fonds national de solidarité et, qui ne vivent pas avec une personne elle-même imposable. Quand ces conditions, a-t-il insisté, ne sont pas remplies, les personnes de plus de soixante-cinq ans non assujetties à l'impôt sur le revenu, bénéficient du relèvement partiel. L'exonération de la taxe d'habitation pour les personnes non imposables a été mise en œuvre pour tous les contribuables âgés de plus de soixante-cinq ans, et c'est accordée aux frais de « lat. ».

A M. Parfait Jans (P.C., Haute-Saône) qui a demandé l'échelonnement de paiement de la taxe d'habitation en trois étapes qui situeraient toutes au-delà de la date actuelle d'exigibilité, le

ministre a indiqué que le gouvernement réfléchit sur la possibilité d'un échelonnement du paiement de cette taxe et que les résultats de cette étude « seront, le cas échéant, soumis au Parlement ». Il a relevé qu'à la suite de la réévaluation des bases d'imposition, un important retard s'était produit dans la perception de cette taxe, « l'Etat devant en faire l'avance aux collectivités locales ».

Par ailleurs, dans un communiqué, le ministre de l'économie et des finances indique que des directives ont été données aux services fiscaux « pour que tous les renseignements soient fournis aux contribuables et aux collectivités locales » qui s'occuperaient des augmentations de la taxe d'habitation. Il a également été prescrit « que soient examinées avec largueur de vue les demandes de délais ou de dégrèvements présentées par les contribuables de condition modeste qui, du fait de ces augmentations, éprouveraient des difficultés pour s'acquitter de leurs cotisations ».

#### M. BONNET : la répartition des aides aux agriculteurs est objective.

M. Pierre Joxe (P.S., Saône-et-Loire) a souhaité connaître les méthodes et les bases de calcul qui ont été et seront utilisées, ainsi que les tableaux chiffrés détaillant le montant des aides aux agriculteurs victimes de la sécheresse.

M. Christian Bonnet, ministre de l'agriculture, a rappelé que « deux indicateurs principaux ont été retenus : l'intensité de la sécheresse et la richesse relative des départements ». Et qu'en outre l'élevage a été privilégié. Il a précisé que des mesures sont prises en faveur des parties d'un département qui ont été atteintes par la sécheresse sans que le reste le soit.

Il a ajouté que le département de M. Joxe a été le mieux placé de la Bourgogne avec celui de M. Mitterrand « quant au montant des aides accordées. J'ai reçu de nombreux députés de la majorité des protestations contre l'insuffisance de l'aide accordée à leur département. C'est, a-t-il conclu, la preuve de notre objectivité ».

## Ebic, la communauté bancaire Européenne pour les affaires internationales

L'EBIC, (European Banks International) ce sont sept grandes banques européennes indépendantes avec 9800 agences:

Chacune possède sa personnalité juridique et nationale, mais, toutes ensemble, elles peuvent vous faire bénéficier de leur assistance sur les principaux marchés et de leurs services spécialisés dans les affaires internationales.

1. En Europe, la Banque Européenne de Crédit (BEC) à Bruxelles et l'European Banking Company (EBC) à Londres sont à même d'intervenir dans les financements internationaux des projets de grande envergure. (L'European Banking Company a également une agence à Chicago).

2. Aux Etats-Unis, L'European-American Banking Corporation a des bureaux à New York, Los Angeles et San Francisco.

L'European-American Bank & Trust Company a plus de 100 agences dans le périmètre de New-York.

3. Dans le Sud-Est Asiatique, l'European Asian Bank est présente sur les principales places commerciales et financières (Singapour, Hong-Kong, Manille, Jakarta, Kuala Lumpur et Karachi).

4. En Australie, l'Euro-Pacific Finance Corporation est installée à Melbourne et Sydney.

**ebic**

European Banks International  
Amsterdam-Rotterdam Bank  
Banca Commerciale Italiana  
Creditanstalt-Bankverein  
Deutsche Bank  
Midland Bank  
Société Générale de Banque  
Société Générale

Pour entrer en relation avec ces organismes, il vous suffit de prendre contact avec l'une des 9800 agences des sept banques de l'EBIC.

En France, il y a 2600 agences de la Société Générale.



**CERTAINS FRANÇAIS LISENT UN SECOND QUOTIDIEN CHAQUE JOUR.**

Ecole Nouvelle d'Organisation Economique et Sociale  
Etablissement privé d'enseignement Technique et Supérieur  
**ECOLE SUPERIEURE DES TRANSPORTS**  
— Formation de Cadres responsables des transports

**ENOES**  
62 r. Miromesnil 75008 Paris  
Tél. 522.10.37 - 15.07 - 26.76

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

REVENANT SUR DES DÉCLARATIONS ANTÉRIEURES

## Le ministre du travail s'inquiète de l'insécurité de l'emploi des femmes

M. Christian Beullac, ministre du travail, a tracé, mercredi 13 octobre, les grandes lignes de la politique du gouvernement en faveur du travail des femmes, à l'occasion des journées d'études du comité du travail féminin.

Après avoir rappelé que « plus de huit millions de femmes travaillent, dont six millions et demi sont des salariées », le ministre du travail a tout d'abord dressé un constat en deux points :

« La contribution croissante des femmes au développement économique constitue une richesse considérable pour la collectivité. (...) C'est grâce à la participation des femmes que notre pays parviendra à compenser les lourdes charges d'une population inaccoutumée ».

reste pas un problème particulier. Seule la manière de poser des problèmes particuliers que la société doit résoudre afin de permettre aux femmes d'avoir les mêmes droits que les hommes en matière d'emploi et de rémunération.

« Le travail professionnel est un droit pour tout être humain, qu'il soit homme ou femme. Le travail au foyer est, certes, une des vocations fondamentales de la femme, mais celle-ci n'est pas exclusive d'autres vocations tant professionnelles que culturelles, sociales ou politiques. La participation des femmes à la vie de la société est désormais impérative car elle est source de richesse, de paix et d'équilibre ».

La politique du gouvernement — œuvre de longue haleine — portera essentiellement, a-t-il précisé, sur la formation, la revalorisation du travail manuel, l'extension des horaires sociaux, etc. « Le problème le plus urgent à résoudre, a-t-il ajouté, est celui de l'inégalité devant la densité de l'emploi. » M. Beullac a demandé à l'Agence nationale pour l'emploi de relancer les actions de formation et les services de conseils professionnels.

### De vives réactions

Ces propos tranchent avec ceux tenus par M. Beullac devant les journalistes de l'information sociale il y a une quinzaine de jours (le Monde du 30 septembre). Le ministre avait notamment déclaré à l'époque : « Autant l'homme a pour vocation fondamentale de travailler dans les services et les bureaux, autant une partie de la vie de la femme peut se passer ailleurs. » Interrogé sur cette déclaration passée, le ministre s'est contenté de répondre : « Il y a ce que l'on a fait dire, et il y a ce que l'on n'a pas fait dire. » Ces commentaires ont été particulièrement vifs.

● **P.S. : scandaleux et inadmissible.**

M. Maurice Benassayag, membre du comité directeur du parti socialiste, affirme que « la déclaration de M. Beullac est scandaleuse et inadmissible parce qu'elle fait passer la femme hors de la vie professionnelle ».

● **C.F.D.T. : la confirmation d'une politique discriminatoire.**

Pour la C.F.D.T., les déclarations de M. Christian Beullac sont

la « confirmation d'une politique discriminatoire à l'égard du droit au travail des femmes, d'une nouvelle tentative de masquer la réalité du chômage et du maintien des inégalités de statut entre classes, entre catégories d'âge et entre sexes ».

● **C.G.T. : une vive protestation.**

Mme Gilles, secrétaire confédérale C.G.T., a élevé « une vive protestation contre les déclarations du ministre ». « Si M. Beullac, dit-elle, croit ainsi pouvoir jouer le jeu de la division entre salariés masculins et féminins, la riposte des 7 et 23 octobre risque d'être cinglante. C'est ensemble qu'ils affirmeront leur volonté de voir respecter leur droit au travail. C'est ensemble qu'ils diront « non » à la politique de régression sociale. »

● **Mme PAPON (C.F.E.I.) : le travail est un droit pour tous.**

Mme Christiane Papon, présidente du Comité féminin d'études et d'information (nouveau mouvement de femmes gauchistes), « proteste contre les déclarations de M. Christian Beullac, ministre du travail, qui tendent à dissuader les femmes d'entrer dans la vie professionnelle et à établir ainsi une ségrégation entre le travail des hommes et des femmes. Le travail féminin n'a

reste pas un problème particulier. Seule la manière de poser des problèmes particuliers que la société doit résoudre afin de permettre aux femmes d'avoir les mêmes droits que les hommes en matière d'emploi et de rémunération.

Le travail professionnel est un droit pour tout être humain, qu'il soit homme ou femme. Le travail au foyer est, certes, une des vocations fondamentales de la femme, mais celle-ci n'est pas exclusive d'autres vocations tant professionnelles que culturelles, sociales ou politiques. La participation des femmes à la vie de la société est désormais impérative car elle est source de richesse, de paix et d'équilibre ».

● **LIGUE DU DROIT DES FEMMES (Mme Simone de Beauvoir fondatrice).**

« Les femmes ont appris que leur droit au travail, inscrit dans la Constitution, facteur essentiel d'intégration sociale et d'autonomie individuelle, n'a jamais existé au même titre que celui des hommes depuis la révolution industrielle. (...) La répartition de l'emploi, qui entraine inéluctablement à long terme une diminution de travail, il est évident que c'est à long terme et courageusement d'entreprendre, à l'occasion de la crise actuelle, une politique d'abaissement du temps de production humaine et, par ce chemin, d'intégrer le problème de la famille moderne dans le sens d'une plus grande égalité envers la femme que ce qui existe. »

« Au moment des choix décisifs, nous sommes bien obligées de constater le mépris pour la volonté collective féminine d'activité professionnelle et le mépris pour le destin qui attend — les statistiques le montrent — celles à qui on impose une « vocation d'ailleurs. »

● **A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, mercredi 10 octobre, au cours de la séance consacrée aux questions au gouvernement, en réponse à M. Henri Ferrat (R.I. Moselle), M. Christian Beullac, ministre du travail, a indiqué qu'il constituerait la commission permanente de l'emploi avant de décider une reconduction jusqu'à la fin du premier trimestre 1977 de l'aide accordée à Saurat, qui a décidé des mesures de chômage conjoncturel partiel pour le dernier trimestre de 1976.**

AFFAIRES

**RHÔNE-POULENC : la situation s'est améliorée mais reste précaire.**

Le groupe Rhône-Poulenc se porte mieux, mais son réajustement, après les lourdes pertes (200 millions de francs) subies en 1975, n'est pas complet et reste précaire : telles sont les conclusions que l'on peut tirer des indications fournies par le P.-D.G. du groupe, M. Bernard Gillet, à ses actionnaires.

Les résultats consolidés du groupe à la fin du premier semestre sont en nette progression : le chiffre d'affaires s'est accru de 19 % à 10 776 millions de francs et les bénéfices avant amortissements, provisions et impôts ont atteint 68 millions de francs contre 114 millions de francs au 30 juin 1975, ce qui permet de couvrir les amortissements des six premiers mois de l'année.

Les dirigeants du groupe restent prudents quant aux résultats de l'année entière, se contentant d'indiquer que « les données actuelles laissent à penser qu'il sera possible, sans retournement conjoncturel, de couvrir les amortissements, qui sont de l'ordre de 1 400 millions de francs ».

En juin dernier, rappellent-ils, la direction du groupe envisageait un retour au bénéfice après amortissements. Les perspectives sont donc revues en baisse, « les efforts accomplis pour retrouver la voie de la rentabilité n'ayant pas obtenu tous les résultats qui en étaient attendus » en raison d'« obstacles particuliers à notre pays ».

Les efforts doivent donc être « fermement poursuivis » et sont en cours qui concourront aussi bien à la réduction du décalage existant entre l'investissement et le financement. Sur ce dernier point, il est précisé que « ces mesures impliquent aussi bien des fermetures d'établissements que des réductions d'effectifs dans les services. Elles devront se poursuivre en 1977 ».

● **LES PRIX INTERNATIONAUX DE MATIÈRES PREMIÈRES IMPORTÉES PAR LA FRANCE ont augmenté de 6,9 % du 31 août au 28 septembre. L'indice publié par l'INSEE s'est situé à 353,2 contre 343,3. Les prix des matières premières alimentaires ont augmenté de 10,3 %, ceux des matières industrielles de 3,7 %.**

● **KOWITZ BAISSE LE PRIX DU GAZ.** Le pétrolier, M. Al Kazimi, a annoncé, le 13 octobre, que le Kowitzi avait décidé une réduction du prix de son gaz naturel afin de « faire face à la compétition des marchés internationaux ». (A.F.P.)

COMMERCE

**Les détaillants en fruits et légumes décident de se mettre en grève à partir du 18 octobre**

Les détaillants en fruits et légumes ont décidé, mercredi 13 octobre, à Rungis, par un vote à bulletin secret, de se mettre en grève à partir du lundi 18 octobre, pour protester contre la nouvelle taxation d'un des éléments du « plan barre » — qui bloque en valeur absolue leur marge bénéficiaire sur certains légumes d'hiver (carottes, poireaux, choux-fleurs, artichauts, salades, tomates).

La grève a été décidée par 853 voix contre 308. Elle fait suite à toute une série d'actions entreprises depuis quinze jours. Dans un premier temps, les détaillants en fruits et légumes avaient décidé de refuser d'appliquer la réglementation et de continuer à pratiquer l'ancien système du coefficient multiplicateur de 1,5, selon lequel 1 kilo de légumes acheté 2 F est revendu 3 F, toutes taxes comprises.

Devant la rigueur des contrôles pratiqués, les syndicats professionnels ont alors demandé, à leurs adhérents de ne pas s'approvisionner à des cours trop élevés, ne leur permettant pas une marge bénéficiaire suffisante. C'est une nouvelle étape qui est franchie aujourd'hui avec le mot d'ordre de grève illimitée.

Pour M. Claude Villain, directeur général de la concurrence et des prix, les détaillants en fruits et légumes ont engagé un « mauvais combat ». Il tient en réserve une proposition de taxation hors T.V.A. et non plus T.V.A. incluse, qui éliminerait aux détaillants que la marge en valeur absolue ne soit absorbée par la T.V.A. (à 7 %) lorsque les prix de gros sont à un niveau élevé, proposition qui éliminerait cette proposition pour M. Durand, qui est président de l'Union nationale des fruitiers détaillants.

Mais, ajoute M. Villain, qui est sceptique quant aux conséquences du mot d'ordre de grève, « je ne soutiendrais cette proposition pour M. Durand que si les détaillants arrêtaient de manifester ». Rappelons qu'en novembre 1975,

● **L'APPROVISIONNEMENT EN SUCRE.** — Mme Christiane Scrivener, secrétaire d'Etat chargée de la consommation, a indiqué que des sondages récents révèlent que « peu à peu on recommence à traverser la question de M. Jacques-André Gau (P.S., Isère), qui se préoccupait de la difficulté des approvisionnements en sucre, au cours de la séance consacrée aux questions au gouvernement mercredi 13 octobre, à l'Assemblée nationale ».

● **LE CAFE A PRES DE 3 000 LIVRES LA TONNE.** — Après avoir franchi la barre des 1 000 livres la tonne le 30 mars, le café est désormais coté dans la capitale britannique à près de 2 000 livres. En dix-huit mois, les cours ont presque quintuplé. Cette envolée est provoquée essentiellement par la raréfaction de la marchandise sur le marché mondial après les mauvaises récoltes en Amérique du Sud et dans certains Etats africains ; elle est accentuée par la dépréciation de la livre sterling sur le marché des changes.

### LE TAUX D'INTERET DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
60 heures	4 3/8	5 3/8	3 1/4
3 mois	5	5 1/2	4 1/4
6 mois	5 3/8	5 7/8	4 5/8

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

**ELECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 10,60 % (ex-6,25 %) Novembre 1967**

Les intérêts courus du 10 novembre 1975 au 9 novembre 1976 sur les obligations Electricité de France 10,60 % (ex-6,25 %) Novembre 1967 seront payables à partir du 10 novembre 1976, à raison de 35,16 F par titre de 400 F nominal, contre détachement du coupon n° 9 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 4,24 F (montant global : 43,40 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 4,24 F, soit un net de 39,16 F.

**ELECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 8,10 % (ex-6,75 %) Novembre 1968**

Les intérêts courus du 10 novembre 1975 au 9 novembre 1976 sur les obligations Electricité de France 8,10 % (ex-6,75 %) Novembre 1968 seront payables à partir du 10 novembre 1976, à raison de 36,45 F par titre de 500 F nominal, contre détachement du coupon n° 8 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 4,05 F (montant global : 40,50 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 4,05 F, soit un net de 36,45 F.

**ELECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 8 % Novembre 1969**

Les intérêts courus du 2 novembre 1975 au 1<sup>er</sup> novembre 1976 sur les obligations Electricité de France 8 % Novembre 1969 seront payables à partir du 2 novembre 1976, à raison de 36,00 F par titre de 500 F nominal, contre détachement du coupon n° 7 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 4,00 F (montant global : 40,00 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 4,00 F, soit un net de 36,00 F.

**ELECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 8,50 % Novembre 1970**

Les intérêts courus du 23 novembre 1975 au 22 novembre 1976 sur les obligations Electricité de France 8,50 % Novembre 1970 seront payables à partir du 23 novembre 1976, à raison de 38,25 F par titre de 500 F nominal, contre détachement du coupon n° 6 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 4,25 F (montant global : 42,50 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 4,25 F, soit un net de 38,25 F.

**ELECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 8 % Octobre 1972**

Les intérêts courus du 10 novembre 1975 au 9 novembre 1976 sur les obligations Electricité de France 8 % Octobre 1972 seront payables à partir du 10 novembre 1976, à raison de 72,00 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 4 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 8,40 F (montant global : 80,40 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 8,40 F, soit un net de 72,00 F.

**ELECTRICITÉ DE FRANCE — Obligations 11,30 % Novembre 1974**

Les intérêts courus du 24 novembre 1975 au 23 novembre 1976 sur les obligations Electricité de France 11,30 % Novembre 1974 seront payables à partir du 24 novembre 1976, à raison de 101,70 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 2 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11,30 F (montant global : 113,00 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 11,30 F, soit un net de 101,70 F.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués sans frais aux caisses des Comptables directs du Trésor (Trésoreries de l'Énergie, à Paris, 17, rue Caumartin), ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

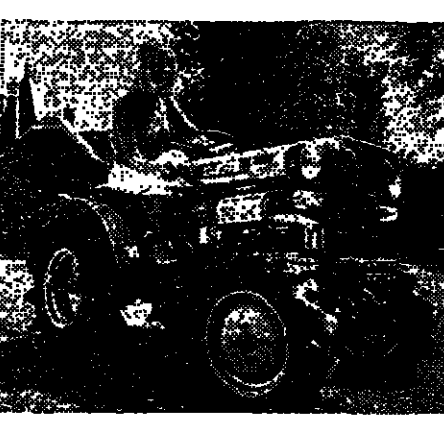
Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Nationale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit du Nord, Crédit Commercial de France, Alsacienne de Banque, Société Commerciale et Banques affiliées, Société Européenne de Banque, Société Maritimes de Crédit, Banque de l'Union Populaire, toutes les Banques Populaires de France, Société Centrale de Banque.

Après avoir irrigué la terre, nous avons fabriqué des machines pour la travailler. Puis des moteurs pour ces machines. Puis de l'acier pour ces moteurs.

Et puis, Kubota s'est implanté en France.

L'expérience Kubota, c'est l'expérience d'un des plus grands groupes industriels du monde. C'est au Japon que tout a commencé. Au Japon, et puis dans toute l'Asie du Sud-Est, grâce à nos systèmes d'irrigation, nous avons contribué à la fertilisation de terres nouvelles. Au cours des années, notre expérience des sols, des techniques agricoles s'est développée. Nos ingénieurs, nos techniciens ont créé, mis au point des machines, des outils, des structures adaptées à tous les problèmes. Très vite notre expérience industrielle s'est étendue à d'autres secteurs. En plus de notre vocation initiale, nous nous sommes diversifiés tant vers la fabrication de matériels de travaux publics, d'outils de

précision que vers la production d'acier et d'implantation d'usines. Un exemple. Nous sommes devenus le 1<sup>er</sup> constructeur de moteurs diesels en Asie. Nous sommes aussi le 5<sup>e</sup> constructeur mondial de tracteurs. Et puis, Kubota s'est implanté en France. Et quand un grand groupe japonais s'implante en France, il se passe toujours quelque chose. Notre carte de visite, c'est un mini-tracteur, spécialement conçu pour les résidences secondaires. Un mini-tracteur qui porte l'empreinte de la technique et de l'expérience de Kubota. Cette empreinte que beaucoup le monde agricole français découvre à son tour au travers de toute la gamme des engins Kubota, le 1<sup>er</sup> du tracteur au Japon.



Le mini-tracteur Kubota est un véritable compagnon de travail. Il est léger, maniable, et peut tout faire. Et en plus, il est petit. 6 vitesses avant, 2 vitesses arrière. Son moteur est le plus petit bicylindre diesel du monde. Avec un service après-vente garanti. Pour toutes les questions, vous téléphonez au 92.09.40 et nous venons vous le présenter chez vous, un week-end. A domicile. Alors ?

**KUBOTA**

Am Japon, nous sommes le n° 1 du tracteur.

Kubota Tractor Europe, 2 et 4 rue Guy-Moquet Zone Industrielle 95100 Argenteuil  
Téléphone: 982.09.40 - Téléc: 695.392 F

### BOURSE DU BRILLANT

communiqué  
**MARCHÉ DU BRILLANT**  
Prix d'un brillant rond spécimen BLANC  
1 CARAT  
14 octobre - 1976 F.T.T.C.  
**M. GÉRARD JOAILLIERS**  
commission 4,90 % +  
8, avenue Montaigne, Paris (8<sup>e</sup>),  
tél. 339-33-36

(Publité)

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE SUISSE** offre

EXCLUSIVEMENT AUX Non-Résidents Français (\*) titulaires de comptes étrangers

**PARTICIPATION A COURT TERME**

dans des programmes immobiliers IMPORTANTS

- Rendement élevé;
- Intérêt minimum garanti et participation aux bénéfices, nets d'impôts suisses;
- Dépôts en compte bancaire bloqué pour travaux;
- Contrôle permanent par double signature.

Ecrire : TRISERVICE, Box 630  
4, place du Cirque  
1204 GENEVE (Suisse)  
(\*) Soutient la réglementation française en vigueur.

Louer une voiture c'est facile

**europcar**  
645.21.25

1204 GENEVE





# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. ASIE
- 2-3. Océanie
- NOUVELLE-CALÉDONIE : la majorité bloquée les institutions dans l'attente d'un dialogue avec Paris sur l'autonomie.
3. PROCHE-ORIENT
- 4-5. AFRIQUE
- RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINNE : Pretoria adopte de sévères mesures de restrictions d'essence.
6. AMÉRIQUES
- 6-7. DIPLOMATIE
- TÉMOIGNAGE : « Les frères ennemis de la politique internationale », par Robert Luc.
- 8 à 12. POLITIQUE
- POLITIQUE DE VUE : « La démocratie grecque », par André Lévy ; « Les hommes ont-ils une conscience nationale », par Bernard Krief.
13. ENQUÊTE
- « Le métier de chercheur » (III), par Bruno Frey.
14. DÉFENSE
15. MÉDECINE
- « La médecine du travail à l'épreuve », par Bruno Frey.
16. ÉDUCATION

**LE MONDE DES LIVRES**  
Pages 17 à 24

- LE FEUILLETON de R. F. de la Presse : Un « Cahier de l'édition » sur Beckett.
- LITTÉRATURE ET CRITIQUE : les raisons de vivre de J.-L. Le Goff; « Les Jivars » de Miss J. de la Presse; les éphémères de Khatibi; Bobbe-Grillet aux prises avec ses lecteurs.
- ÉTUDES : ces romans dont le prince est un enfant.
- LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE : écrivains roumains en exil et le jour.
- LITTÉRATURE SUR L'AFRIQUE : une chanson de geste du monde noir.
- COMMENT TRAVAILLER LES ÉCRIVAINS : Max Gallo.

26. JUSTICE
- « Les juges agissent au nom du peuple français », déclare M. Olivier Guichard.
26. SPORTS
- 28 à 30. ARTS ET SPECTACLES
- THÉÂTRE : Épiphanie, lire Helder, par Klaus Gribner.
- DANSE : Violetta Verdi et le ballet de l'Opéra.
- 34-35. RÉGIONS
- 36 à 38. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
- Deux rapports de l'ONU et du Club de Rome sur l'économie mondiale.

**LIRE ÉGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (22)  
Annonces classées (31 à 33)  
Aujourd'hui (34) : Carrière (37)  
« Journal officiel » (34) : Méthode (34)  
Lettres (34) : Mots croisés (34)  
Lettres (34) : Mots croisés (34)  
Lettres (34) : Mots croisés (34)

Le numéro du « Monde » daté 17 octobre 1976 a été tiré à 589 801 exemplaires.

**PIANO ORGUE**  
Pour tout achat : **Piano center**  
Pianos : Paris-Clamart : 71, rue de l'Alpe, 92200 LA GARENNE - Tél. 242.23.30 & 782.75.07  
Pianos : ORLÈANS : 122-124, rue de Paris, 45000 MONTREUIL - Tél. 657.63.38  
CATALOGUE FRANCO CONTRE 5 FEN TIMBRES

**HUPFELD**  
construction robuste  
large choix de modèles  
Revendeur exclusif  
**hamm**  
LOCATION-VENTE  
135/139 rue de Rennes  
75006 PARIS Tél. 544.38.66  
Exportateur  
Demusa Berlin R.D.A.

## En Thaïlande La junte militaire estime que la démocratie ne pourra être restaurée avant 1988

Bangkok. — Le régime issu du putsch du 6 octobre entend restaurer la démocratie en 1988. C'est ce qu'a annoncé, mercredi soir, le général Chulalongkornrajavidyalongkorn, chef de la junte militaire, dans un discours télévisé. Le premier ministre nommé par le Comité national de réforme administrative (C.N.R.A.), M. Thanin Kraivichien, le secrétaire général du Comité de hommes forts de la junte, le général Kriangsak Chavanand, a, de son côté, tenu sa première conférence de presse le même jour au siège du commandement suprême.

Pendant les quatre prochaines années, le royaume sera administré par un gouvernement civil la liste préparée par M. Thanin. Le général Chulalongkornrajavidyalongkorn, chef de la junte, a-t-il déclaré, nous restons ensemble. On nous montrera ensemble. Une bonne partie des questions ont cependant été traitées aux mesures disciplinaires prises contre deux hautes personnalités militaires connues pour leur ambition comme pour leur peu de sympathie envers les membres de la junte : le général Chulalongkornrajavidyalongkorn, ancien commandant en chef adjoint de l'armée de terre — dont certaines sources affirment qu'il préparait un coup qui devait avoir lieu après le 6 octobre — et qui a été mis à la retraite ; le général Vitoon, chef d'état-major adjoint de l'armée de terre, ancien chef du personnel, ancien commandant des métropolitains thaïlandais au Laos, expédié à Tokyo pour prendre le poste de « superviseur des étudiants thaïlandais au Japon ».

Pour le moment, a-t-il dit, M. Thanin, « il faudra se serrer la ceinture ». « Nous avons trop de dettes », a-t-il dit, et les communistes ont été abattus ; ils ont été servis par l'ennemi public numéro un, c'est-à-dire la presse « pro-communiste ». Après avoir affirmé qu'il entendait maintenir de bonnes relations avec les pays socialistes, il a ajouté : « Il est temps pour les autres pays de cesser leurs activités subversives en Thaïlande. » Il s'en est pris aussi indirectement au Vietnam.

La conférence de presse du général Kriangsak Chavanand, d'autre part, permis à la junte de réaffirmer que l'armée « ne veut pas d'extension », ceux qui sont soupçonnés de la soutenir, de même l'ennemi officiel. Mais le régime courrait un péril encore plus grand si les divergences d'opinion à l'intérieur du C.N.R.A. s'approfondissaient, comme nous le dit avec inquiétude une haute personnalité. Certaines sources d'extrême droite très bien informées insistent sur le fait que le complot qui permit l'arrivée au pouvoir du C.N.R.A., plusieurs autres conspirations ont eu lieu simultanément. Les mêmes sources ajoutent que la base de la junte demeure étroite au sein de l'armée et que le C.N.R.A. devra l'élargir rapidement s'il veut consolider son emprise sur le pays. Les putschistes, indiquent-ils, ne s'attendent pas à ce qu'ils soient encore, autour des chefs du commandement suprême, — et ils seraient en outre les dix-sept autres membres du C.N.R.A. pour calmer le mécontentement de nombreux officiers supérieurs — en particulier les commandants.

**M. GISCARD D'ESTAING SERAIT INVITÉ AU PORTUGAL PAR LE GÉNÉRAL EANES**  
(De notre correspondant.)  
Lisbonne. — Les ministres des affaires étrangères du Portugal et de France doivent se rencontrer à Paris le vendredi 15 octobre. On croit savoir que le ministre portugais remettra son homologue français un message personnel du général Eanes invitant M. Giscard d'Estaing à visiter officiellement le Portugal.

Plusieurs problèmes figurent à l'ordre du jour des conversations, notamment l'analyse de l'état actuel des relations entre le Portugal et le Marché commun, ainsi que la révision éventuelle de l'accord franco-portugais sur l'utilisation de la base de l'île des Flores située dans l'archipel des Açores. L'accord passé entre les deux pays, qui demeurait en vigueur jusqu'à la fin de l'année prochaine, permet à la France d'utiliser cette base comme centre d'appui à des programmes scientifiques, principalement dans le domaine spatial.

Les conséquences de l'entrée récente du Portugal au Conseil de l'Europe seront également abordées par les deux ministres qui traiteront en outre de certaines questions relatives à l'immigration portugaise en France. Des négociations sont en cours en ce qui concerne l'enseignement du portugais aux enfants des immigrés. — J. R.

De notre correspondant

de dictature militaire, qu'elle demeure parfaitement unie. « Il n'y a aucune pression de divisions », a-t-il déclaré ; nous restons ensemble. On nous montrera ensemble. Une bonne partie des questions ont cependant été traitées aux mesures disciplinaires prises contre deux hautes personnalités militaires connues pour leur ambition comme pour leur peu de sympathie envers les membres de la junte : le général Chulalongkornrajavidyalongkorn, ancien commandant en chef adjoint de l'armée de terre — dont certaines sources affirment qu'il préparait un coup qui devait avoir lieu après le 6 octobre — et qui a été mis à la retraite ; le général Vitoon, chef d'état-major adjoint de l'armée de terre, ancien chef du personnel, ancien commandant des métropolitains thaïlandais au Laos, expédié à Tokyo pour prendre le poste de « superviseur des étudiants thaïlandais au Japon ».

### Rumeurs et mesures de sécurité

Les mesures de sécurité se renforcent, des rumeurs alarmistes inévitables se répandent en ville. Un couvre-feu de 22 heures à 4 h 30 du matin a été réimposé en raison d'une « situation incertaine », alors que les écoles sont à nouveau fermées jusqu'à la fin du mois. Certes, ce jeudi est le troisième anniversaire du soulèvement des étudiants contre la précédente dictature militaire et certains s'attendent à une première vague d'attentats de gauche contre le régime.

Certes, le communisme, et par extension ceux qui sont soupçonnés de la soutenir, demeurent l'ennemi officiel. Mais le régime courrait un péril encore plus grand si les divergences d'opinion à l'intérieur du C.N.R.A. s'approfondissaient, comme nous le dit avec inquiétude une haute personnalité. Certaines sources d'extrême droite très bien informées insistent sur le fait que le complot qui permit l'arrivée au pouvoir du C.N.R.A., plusieurs autres conspirations ont eu lieu simultanément. Les mêmes sources ajoutent que la base de la junte demeure étroite au sein de l'armée et que le C.N.R.A. devra l'élargir rapidement s'il veut consolider son emprise sur le pays. Les putschistes, indiquent-ils, ne s'attendent pas à ce qu'ils soient encore, autour des chefs du commandement suprême, — et ils seraient en outre les dix-sept autres membres du C.N.R.A. pour calmer le mécontentement de nombreux officiers supérieurs — en particulier les commandants.

**REDRESSEMENT DU FRANC**  
Baisse de la livre et de la lire  
Amorçé mercredi en fin de journée, le redressement du franc s'est poursuivi jeudi matin sur les marchés des changes, où les cours du dollar et du deutschemark revenaient respectivement de 5,92 à 5,85 F et de 2,908 à 2,828 F. La Banque de France, qui était intervenue mercredi soir, a-t-elle pu, semble-t-il, présenter sur le marché ce jeudi matin, mais elle a porté le taux de l'argent au jour le jour de 18 1/16 à 11 1/16 %.

Ce redressement du franc, à un niveau bas si on le compare à celui d'un redressement aussi sensible des transactions commerciales, les opérateurs hésitant à céder des francs au cours très bas auquel il était tombé.

Outre le redressement du franc, le fait marquant de la matinée a été la forte baisse de la livre sterling, dont le cours est revenu de 1,658 à 1,438 pour 1 dollar dans l'attente de l'annonce de la commission européenne pour septembre. Le lire italienne a également fléchi sensiblement, les transactions sur cette devise étant pratiquement suspendues dans l'attente de connaître les mesures de contrôle des changes que devrait annoncer le gouvernement italien.

Pour de nombreux spécialistes, la spéculation qui s'est portée sur le franc ces derniers jours pourrait mener à la direction, que les francs aient été convertis de nouveau à la livre et à la lire, qui apparaissent les devises les plus vulnérables.

A l'inverse, le deutschemark restait très recherché.

Unités stationnées hors de Bangkok — et éviter qu'ils ne soient aux commandes de factions rivales.

Au fur et à mesure que les jours passent, certains éléments qui semblaient de prime abord soutenir la junte adoptent une attitude d'expectative. C'est le cas des « scouts villageois », qui manifestèrent le 6 octobre contre les étudiants, et des « Buffs sauvages rouges », cette milice d'étudiants de l'enseignement technique qui déclencha les affrontements à l'université Thammasat.

Le C.N.R.A. a mis en garde contre l'agitation organisée en province par certains parlementaires déçus, en particulier dans le Sud, bastion du parti démocrate. Certains fonctionnaires ont été démis de leurs fonctions. Enfin, des « centres de rééducation et de formation technique » viennent d'être créés. On y aura « les individus considérés comme des ennemis potentiels de la société ».

PATRICE DE BEER.

**REDRESSEMENT DU FRANC**  
Baisse de la livre et de la lire  
Amorçé mercredi en fin de journée, le redressement du franc s'est poursuivi jeudi matin sur les marchés des changes, où les cours du dollar et du deutschemark revenaient respectivement de 5,92 à 5,85 F et de 2,908 à 2,828 F. La Banque de France, qui était intervenue mercredi soir, a-t-elle pu, semble-t-il, présenter sur le marché ce jeudi matin, mais elle a porté le taux de l'argent au jour le jour de 18 1/16 à 11 1/16 %.

Ce redressement du franc, à un niveau bas si on le compare à celui d'un redressement aussi sensible des transactions commerciales, les opérateurs hésitant à céder des francs au cours très bas auquel il était tombé.

Outre le redressement du franc, le fait marquant de la matinée a été la forte baisse de la livre sterling, dont le cours est revenu de 1,658 à 1,438 pour 1 dollar dans l'attente de l'annonce de la commission européenne pour septembre. Le lire italienne a également fléchi sensiblement, les transactions sur cette devise étant pratiquement suspendues dans l'attente de connaître les mesures de contrôle des changes que devrait annoncer le gouvernement italien.

Pour de nombreux spécialistes, la spéculation qui s'est portée sur le franc ces derniers jours pourrait mener à la direction, que les francs aient été convertis de nouveau à la livre et à la lire, qui apparaissent les devises les plus vulnérables.

A l'inverse, le deutschemark restait très recherché.

**Chester Barrie**  
au prix spécial de 1380 F  
Chester Barrie, c'est la plus prestigieuse collection de prêt-à-porter britannique, digne des plus grands tailleurs londoniens. Coupé, cousu et fini main, chaque vêtement Chester Barrie est une pièce unique, d'une finition et d'une qualité exceptionnelles, réalisée dans les plus beaux tissus anglais. Chester Barrie, une exclusivité Old England.

**Old England**  
12, bd des Capucines, Paris 9°  
9 h 30 / 12 h 30 - 14 h / 18 h 30

**POUR TOUTES LES COMPÉTITIONS DE LA VIE**  
LA NOUVELLE COLLECTION  
**LONGINES**  
PRÉSENTÉE PAR  
**JACQUES TOUR**  
JOAILLER-HORLOGER DEPUIS 1885  
80 DES CAPUCINES  
PLAGE DE L'OPÉRA - 073.45.13

## En Grande-Bretagne L'élection du leader adjoint du groupe parlementaire travailliste ravive les polémiques au sein du Labour

De notre correspondant  
Londres. — Une nouvelle bataille vient de s'engager au sein du groupe parlementaire travailliste. Mme Shirley Williams, ministre de l'éducation, qui représente la droite du parti, a décidé de revendiquer le poste de leader adjoint. Son adversaire est M. Michael Foot, en tant que lord président du conseil et leader de la Chambre des Communes, est le numéro deux du cabinet Callaghan.

Le poste de leader adjoint est devenu libre lorsque M. Short, qui remplissait cette fonction, puis quatre ans a décidé d'abandonner la Chambre des Communes et la vie politique en général. Depuis lors, l'impression prévalait que, pour maintenir une certaine harmonie au sein du gouvernement et du groupe parlementaire, ce dernier accepterait d'élire M. Foot. Mais si M. Foot n'est plus tout à fait l'idole des « révolutionnaires », sa défaite marquerait un échec pour la gauche du parti.

Lors de la bataille pour la succession de sir Harold Wilson, M. Foot avait obtenu 197 voix contre 176 à M. Callaghan. Il reste à savoir si tous les députés appartenant à la droite et au centre du parti vont soutenir Mme Williams. L'issue de cette élection dépendra dans une large mesure de l'attitude du premier ministre. Il est possible que M. Callaghan, qui a besoin de M. Foot pour apaiser la gauche et les syndicats, ne veuille pas infliger à ce dernier un affront pénible.

Mme Williams a fait connaître son intention dans la soirée du mercredi 13 octobre, après une réunion du groupe parlementaire au cours de laquelle le gouvernement a été très vigoureusement critiqué par la gauche. M. Atkinson, qui a été élu trésorier du parti au congrès de Blackpool, a fait savoir, au nom du groupe parlementaire, que ses amis ne soutiendraient pas à soutenir le cabinet Callaghan si ce dernier ne renversait pas sa politique économique.

Le premier ministre a très vivement réagi lorsque M. Atkinson l'a accusé de préparer un gouvernement de coalition. Selon le porte-parole de la gauche, en effet, la politique de déflation « imposée par le Fonds monétaire international » ne saurait être mise en œuvre qu'avec le soutien des conservateurs. Avec une indifférence ou moins apparente, M. Callaghan a simplement répondu : « Personne ne me forcera à faire quoi que ce soit ».

**LES « ÉDITIONS DES FEMMES » SONT FINALEMENT AUTORISÉES À EXPOSER A LA FOIRE D'ALGER**  
(De notre correspondant.)  
Alger. — Après une longue négociation, les Éditions des femmes, organisation du M.L.F., se sont vu attribuer un nouveau stand à la Foire internationale d'Alger (« le Monde » du 12 octobre). Elles ont été autorisées à exposer des affiches représentant cinq de leurs livres en vente en Algérie et des panneaux expliquant leurs activités. Elles peuvent également distribuer leur catalogue. Elles espèrent obtenir, ce jeudi 14 octobre, l'autorisation d'exposer une partie des ouvrages contenus dans le stock que la police leur a rendu. Les représentants des Éditions des femmes se déclarent satisfaits de la solution intervenue, leur stand, au pavillon panafricain, connaissant un succès certain. — P. B.

**IS.N.C.F. : grève dans la banlieue de Marseille.** — Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et autonome de la S.N.C.F. ont lancé un ordre de grève à partir du jeudi 14 octobre minuit pour vendredi et samedi, aux dépôts marseillais Saint-Charles et la Banquette. Ce mouvement ne devrait affecter selon la direction, que les trains de banlieue. Les syndicats demandent de meilleures conditions de travail, l'attribution d'une prime particulière de déplacement pour les conducteurs de manœuvre, et l'augmentation des effectifs.

**Un membre du Secrétariat national des commissions corréennes, M. José Miguel Barroila, a été arrêté mercredi 13 octobre, à Pampelune, après-on de bonne source, M. Barroila, qui a récemment été licencié de son emploi à la suite d'une grève aux Pous-ses de Navarre, est accusé d'avoir tenu des propos « subversifs » à l'occasion d'une conférence.**

**VINS DE BORDEAUX : D'UN SCANDALE À L'AUTRE.**  
On l'on repère du scandale et des scandales des vins de Bordeaux... Mardi 12 octobre, les services régionaux des enquêtes fiscales ont entendu six négociants en vin, dont quatre déjà connus pour leur participation aux affaires de compagne de 1973. M. Pierre Bert, Bertrand de Pinos, Lucien Castaing, ainsi que trois autres, M. Raymond Lemaudie, Flak, président-directeur général de Corvinet, et Vanreux, un ressortissant étranger.

Les anciens complices, aujourd'hui frères ennemis, se renvoient la balle dans une affaire de fausses factures qui porte sur près de 1 million de francs et aurait permis de récupérer abusivement des sommes versées au titre de la T.V.A. M. Bert admet avoir joué avec ses livres de compte, mais il se défend d'être une fois encore le « cerveau » de la fraude.

Affaires à suivre, car déjà l'on chuchote à Bordeaux que le scandale des vins blancs traités au nitrate de sodium (« le Monde » du 29 janvier) connaît bientôt un rebondissement.

**LES « ÉDITIONS DES FEMMES » SONT FINALEMENT AUTORISÉES À EXPOSER A LA FOIRE D'ALGER**  
(De notre correspondant.)  
Alger. — Après une longue négociation, les Éditions des femmes, organisation du M.L.F., se sont vu attribuer un nouveau stand à la Foire internationale d'Alger (« le Monde » du 12 octobre). Elles ont été autorisées à exposer des affiches représentant cinq de leurs livres en vente en Algérie et des panneaux expliquant leurs activités. Elles peuvent également distribuer leur catalogue. Elles espèrent obtenir, ce jeudi 14 octobre, l'autorisation d'exposer une partie des ouvrages contenus dans le stock que la police leur a rendu. Les représentants des Éditions des femmes se déclarent satisfaits de la solution intervenue, leur stand, au pavillon panafricain, connaissant un succès certain. — P. B.

**IS.N.C.F. : grève dans la banlieue de Marseille.** — Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et autonome de la S.N.C.F. ont lancé un ordre de grève à partir du jeudi 14 octobre minuit pour vendredi et samedi, aux dépôts marseillais Saint-Charles et la Banquette. Ce mouvement ne devrait affecter selon la direction, que les trains de banlieue. Les syndicats demandent de meilleures conditions de travail, l'attribution d'une prime particulière de déplacement pour les conducteurs de manœuvre, et l'augmentation des effectifs.

**Un membre du Secrétariat national des commissions corréennes, M. José Miguel Barroila, a été arrêté mercredi 13 octobre, à Pampelune, après-on de bonne source, M. Barroila, qui a récemment été licencié de son emploi à la suite d'une grève aux Pous-ses de Navarre, est accusé d'avoir tenu des propos « subversifs » à l'occasion d'une conférence.**

**NICOLL**  
"le franglais" way of life.  
Ce veston sport Harris Tweed, spécialité incontestée de NICOLL, illustre parfaitement le franglais en matière d'élégance vestimentaire. Droit, poches plaquées il existe en plusieurs coloris de chevron, pied de poule, carreaux, unis ou Prince de Galles. Vous le complétez d'un pantalon flanelle pure laine.  
600 F et 300 F  
NICOLL  
29 RUE TRONCHET/PARIS 8°

**PIANO ORGUE**  
Pour tout achat : **Piano center**  
Pianos : Paris-Clamart : 71, rue de l'Alpe, 92200 LA GARENNE - Tél. 242.23.30 & 782.75.07  
Pianos : ORLÈANS : 122-124, rue de Paris, 45000 MONTREUIL - Tél. 657.63.38  
CATALOGUE FRANCO CONTRE 5 FEN TIMBRES

**HUPFELD**  
construction robuste  
large choix de modèles  
Revendeur exclusif  
**hamm**  
LOCATION-VENTE  
135/139 rue de Rennes  
75006 PARIS Tél. 544.38.66  
Exportateur  
Demusa Berlin R.D.A.